

# REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET CHRISTIAN PFISTER.

*Ne quid falsi audent, ne quid veri non audent historici.*

Cicéron, *de Orat.*, II, 45.

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE.

---

TOME CENT TRENTE-SEPTIÈME

Mai-Août 1921.

---

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1921



0

1

.RG

t.137

1921

H

18282

t.137

SEP 21 1923

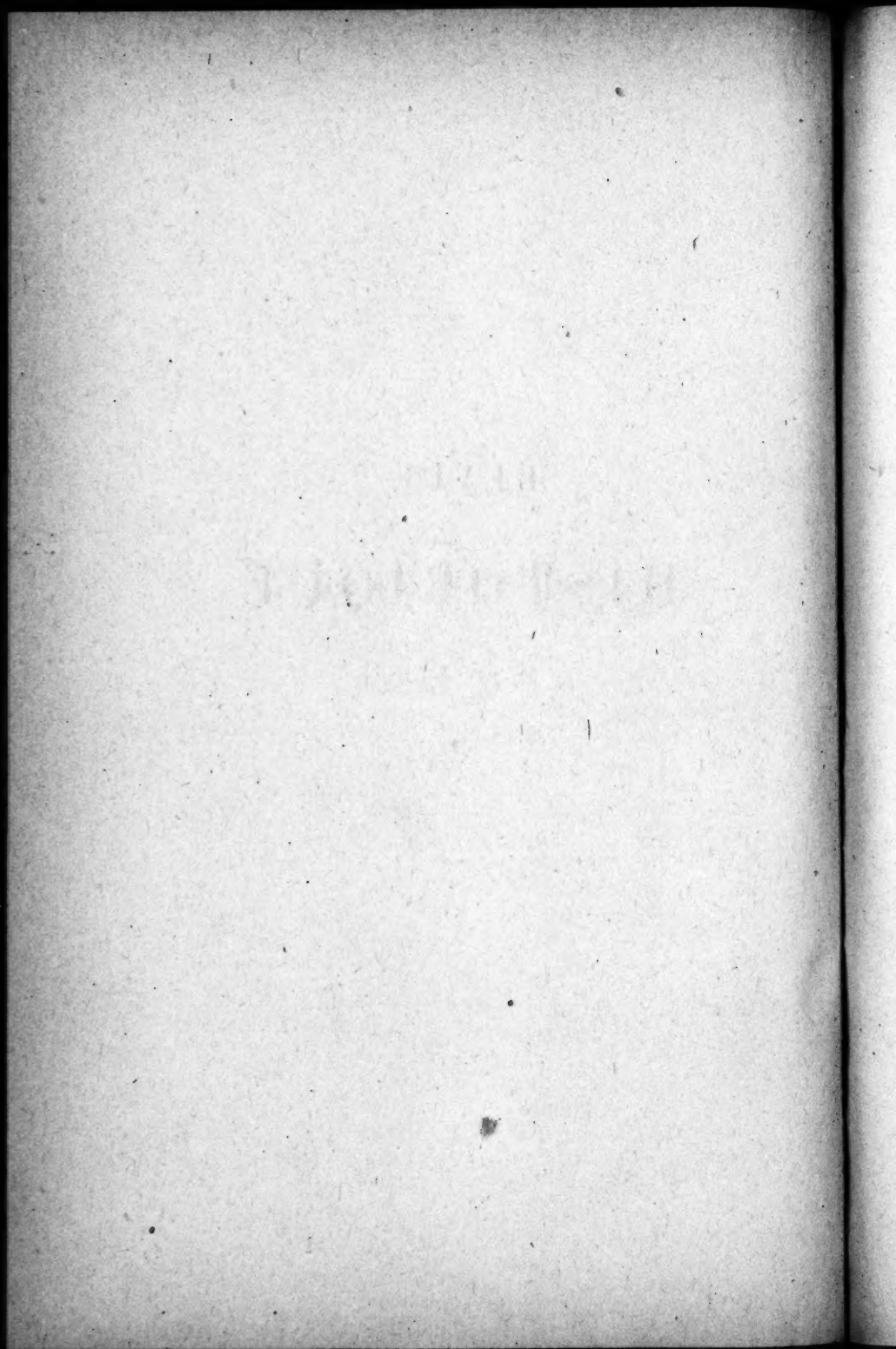
183830

B.P.

LIBRARY  
COLLEGE  
DARTMOUTH



REVUE  
HISTORIQUE



LES  
« PROPHÈTES » DU LANGUEDOC

EN 1701 ET 1702

LE PRÉDICANT-PROPHÈTE JEAN ASTRUC, DIT MANDAGOUT

(Suite et fin<sup>1</sup>)

---

*L'affaire du Pont-de-Montvert.*

Mandagout, arrêté à Beaucaire vers le 24 juillet 1702, fut conduit à Montpellier. Sa prise donna occasion aux juges d'achever la procédure relative aux assemblées de Roffières et de Peyremale. Le 28 juillet, en raison des assemblées de Roffières, le procureur du roi demandait, dans ses conclusions, la peine des galères pour Jacques Mouton, du Rouveret, et celle du fouet et du bannissement pour Suzanne Fabrègues, arrêtée avec lui. Quant à l'assemblée de Peyremale, qui avait été délibérément attaquée, ceux qui y avaient assisté furent tenus (sans doute à cause des propos de Mandagout qu'avait révélés l'enquête et où il parlait de massacres de prêtres et d'incendies d'églises) pour particulièrement coupables, si bien que le procureur conclut à la pendaison de huit d'entre eux, dont deux femmes<sup>2</sup>. Nous ignorons d'ailleurs ce qu'il advint de tous ces prévenus. Mandagout était mentionné dans les dossiers des assemblées de Roffières, comme dans celui de l'assemblée de Peyremale; Bâville ordonna, le 30, que le procès lui fût fait, et le prophète subit le 1<sup>er</sup> août un interrogatoire que nous n'avons plus.

Mais ce procès allait traîner en longueur. Des événements en effet venaient d'éclater dans les Hautes-Cévennes, qui obligèrent l'intendant à considérer d'un œil plus attentif toutes les agitations qui les avaient précédés.

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXXXVI, p. 1-36.

2. C 182.

La haute montagne cévenole, de l'Aigoual à la Lozère, était maintenant possédée de la même frénésie que nous avons constatée à Uzès, autour d'Alais ou dans le bas pays. Dès la fin de février 1702, André Castanet<sup>1</sup>, de Massevaque (Fraissinet-de-Fourques, au nord de l'Aigoual), le futur chef camisard (vingt-sept ans), réunit des assemblées où « des enfants prêchent ». Il mène avec lui deux compagnons, dont l'un, Roqueblave dit Pradet, dénonce l'Eglise catholique comme le temple des idoles, sa doctrine comme celle du diable et l'hostie qui s'y donne comme un morceau du Basilic. Les soldats de bourgeoisie guettent les trois prédicateurs. Le 20 mai, à la foire de Cabril-lac (au nord de l'Aigoual), ils les surprennent. Castanet se défend d'un coup de pistolet chargé de chevrotines. Un soldat répond par un coup de fusil. Castanet se perd dans le bois, mais on se saisit de Roqueblave. Trois nouveaux convertis (dont les s<sup>rs</sup> de La Roque et Pagézy), de Saint-André, veulent arracher aux soldats leur prisonnier, et ils provoquent un tumulte sur le champ de foire. Les soldats cependant conservent le dessus. Le 20 juin, Roqueblave était à Montpellier, où le procureur du roi requérait qu'il fût pendu, après avoir eu la langue percée d'un fer chaud. Nous ne savons quel fut son sort<sup>2</sup>.

Le 15 mars, au hameau de Ventajols (Saint-Julien-d'Arpaon), près Florac, les soldats de bourgeoisie de M. de Miral tirent sur une assemblée et font cinq prisonniers, dont le prédicant Pierre Chantagrel, qui passe pour accomplir des miracles parla puissance du Saint-Esprit, « maniant des charbons ardents et mettant son pied nu dans le feu sans se brûler ». Le 1<sup>er</sup> avril, à Montpellier, des conclusions tendent à l'envoyer pour trois ans aux galères. Mais Chantagrel a promis de vivre en catholique, et l'intendant, à ce qu'il semble, le garde en prison, sans jugement<sup>3</sup>.

Le 10 mai, à Majestavols, près Barre, le maire de Barre, Meynadier, qui n'aime pas l'abbé du Chayla et qui lui reproche

1. Castanet était signalé comme étant revenu depuis peu de Genève. Peut-être faut-il rapprocher ce fait du retour de Cavalier, qui lui aussi, vers la même époque, reentra de Genève dans son village des environs d'Alais.

2. Arch. de l'Hérault, C 183. L'information relative à l'affaire de Cabril-lac eut lieu à Fraissinet-de-Fourques dans la maison du curé du lieu, Bugarel. Castanet garda contre les catholiques de Fraissinet un ressentiment violent, qui aboutit, comme on sait, à un massacre quand la révolte fut déchainée (février 1703).

3. Assemblée de Ventajols, C 183.



d'être trop doux pour les prophètes qui pullulent, surprend une assemblée réunie en plein jour dans une chambre obscure autour d'un fanatique de vingt-deux ans, Huguet, qui prêche « dans un lit suspendu à plus de quatre pieds de terre, ressemblant à une *bierre* (un cercueil) ». Meynadier disperse à coups de bâton les assistants, puis tout d'un coup il s'arrête à la pensée du danger qu'il court au milieu d'eux, et le soir, en effet, en repassant dans le lieu, il apprend que « l'assemblée se repent de ne pas l'avoir assommé<sup>1</sup> ». Majestavols est le lieu d'origine de Pierre Séguier, qui maintenant, sous le nom d'*Esprit*, parcourt la région, fanatisant, dit Louvreleuil, en même temps qu'une inspirée, Catherine Doux, dont nous n'avons nulle part retrouvé le nom. Séguier avoua plus tard que « l'esprit, s'étant communiqué à lui en travaillant de son métier [de cardeur?], lui avait ordonné d'aller dans le désert, et qu'en lui obéissant, s'étant rendu dans les bois appelés d'Altefage [sur le Bougès] et du Fau-des-Armes [sur la Lozère], il y trouva deux *révélés* comme lui et d'autres qui ne l'étaient pas encore, et s'appelaient entre eux : *frères*<sup>2</sup> ».

Ce dernier témoignage est précieux, car il nous montre les prophètes ayant constitué dans les Hautes-Cévennes une troupe itinérante, dans laquelle ils se sont adjoint des amis qui n'ont pas « le don », et que des raisons diverses obligent à vivre en « fugitifs ». Un jeune Cévenol du Pont-de-Montvert, Jean Rampon, qui écrivit plus tard un précieux mémoire pour Court, nous apprend que Séguier l'avait pour « associé », c'est-à-dire pour guide ou pour « accompagnateur ». Jean Rampon ne fanatisait pas. Mais son frère Antoine (dix-neuf ans en 1701) avait été arrêté, en novembre 1701, comme inspiré. Conduit en diverses prisons, puis enrôlé de force, Antoine Rampon avait déserté des casernes de Montpellier et, en mai 1702, il avait rejoint, sur la Lozère, son frère Jean et le prophète Esprit<sup>3</sup>.

De mai à juillet, nous perdons absolument de vue les prophètes des Hautes-Cévennes. Souvenons-nous seulement que

1. C 183 (dossier Meynadier).

2. Manuscrit Gaiffe. Louvreleuil (t. I, p. 28) dit que Séguier, âgé de cinquante ans alors, avait été condamné dans sa jeunesse à être pendu pour vol et, plus tard, aux galères pour vol. On se demande alors comment il aurait pu demeurer encore à Majestavols, d'où il est parti comme inspiré en 1702.

3. Lettre de Jean Rampon accompagnant son Mémoire (papiers Court, n° 17, K).



c'est l'époque où Mandagout, descendu du Pont-de-Montvert, prêche à Roffières avec Salomon Couderc et Abraham Mazel et est accusé de semer des propos graves sur les bandes qui, un jour, disaient-ils, abattront les églises et tueront les catholiques. C'est l'époque où l'écho amplifié de la fusillade de Peyremale se répand (jusqu'à Uzès) et excite naturellement de nouvelles colères contre les persécuteurs<sup>1</sup>. Notons enfin qu'à cette date, au dire d'Abraham Mazel lui-même, qui confirme ce que nous savons des propos de Mandagout, certains prophètes commencent à prêcher la révolte armée.

Voici, en effet, ce qu'on lit dans le *Théâtre sacré*<sup>2</sup>. C'est Abraham Mazel qui parle. Sa déposition a été sans doute rédigée par Élie Marion, le « secrétaire » des Camisards, et d'ailleurs retouchée par une main plus experte. Mazel va raconter la mort de l'abbé du Chayla, et il déclare sans ambages comment les résolutions les plus violentes se sont imposées lentement « par révélation », à lui-même et à d'autres inspirés.

« Quelque temps », dit-il, « avant que j'eusse reçu par l'Esprit l'ordre positif et redoublé de prendre les armes [c'est-à-dire avant le 23 juillet 1702], je songeai que je voyais dans un jardin de grands bœufs noirs fort gras qui brouaient les plantes du jardin. Une personne me dit de chasser ces bœufs, mais je refusai de le faire. Cependant, la même personne ayant fait instance, je les chassai. Fort peu de temps après, je reçus une inspiration, dans laquelle il me fut dit que ce jardin était l'Église, que les gros bœufs noirs étaient les prêtres qui la dévoraient, et que je serais appelé à mettre en fuite ces sortes d'hommes.

« A quelques jours de là, l'Esprit m'avertit de me préparer à prendre les armes pour la cause de Dieu. Cet avertissement fut suivi de quelques autres pareils, et comme je parlais assez haut dans l'extase, les uns qui voyaient ma faiblesse, ou pour mieux dire mon néant, étaient comme scandalisés de cet ordre

1. C'est à cet événement seulement que peut se rapporter l'indication donnée par le baron d'Aygalliers, d'Uzès (*Mémoires*, publiés par Frosterus. Lausanne, 1866, p. 18), et reproduite par Court (t. I, p. 9), de protestants surpris, en 1701 ou 1702, par des soldats de bourgeoisie du mandement de Russon, diocèse d'Uzès. Il y aurait eu dix-huit personnes tuées [le texte dit : *trouvées*], dont trois femmes enceintes, qui auraient été éventrées. Peyremale est du diocèse d'Uzès et, par rapport à Uzès, Russon (près d'Alais) est à peu près dans le même quartier que Peyremale.

2. *Théâtre sacré*, p. 85 (éd. Bost, p. 77). C'est nous qui soulignons quelques mots.

inconcevable, et les autres, plus humbles, se contentaient de lever les yeux au ciel. Dans ces répétitions, il n'y avait jusque-là qu'une *déclaration générale*. Pierre Esprit [Séguier] et Salomon Couderc, deux de nos principaux inspirés, eurent des avertissements conformes aux miens, et quelques autres en eurent aussi. »

Rien ne s'oppose à ce que nous placions Mandagout parmi ces « quelques autres », et les paroles qui lui ont été reprochées ne nous étonnent plus, si Mazel, Séguier et Couderc en ont tenu d'analogues dans leurs « extases ». Mandagout, maintenant, est emprisonné; mais ses amis agissent toujours. Nous allons voir comment la « déclaration générale » de l'Esprit va devenir particulière. Constatons seulement que nous avons toujours affaire à des prophètes, et que les sanglants incidents qui vont suivre s'insèrent dans une chaîne ininterrompue d'« inspirations » qui remonte jusqu'au sacrilège de Valérargues.

Après tant d'autres, nous raconterons la mort de l'abbé du Chayla. Mais ce sera pour insister (ce qu'on n'a pas toujours fait avant nous) sur le rôle qu'y a joué le « fanatisme », qui poussait en avant la troupe des émeutiers.

Le lieutenant de bourgeoisie du Pont-de-Montvert, Escalier, arrête (vers le 20 juillet 1702) un guide qui conduit à Genève trois filles travesties et deux hommes. Les prisonniers sont enfermés dans la maison où loge l'abbé quand il vient dans le bourg, la maison d'André. Un pont, au nord, passant sur le Tarn, rattache la maison à la place publique; un autre pont, au sud, franchissant le Rioumal, la joint au chemin qui descend du Bougès. L'abbé est justement dans le lieu, où depuis le 1<sup>er</sup> juillet il dirige une mission de prédicateurs. Il fait mettre aux ceps les prisonniers, ou tout au moins le guide, Massip, et ordonne une information qui s'achèvera, selon toute probabilité, par la pendaison de celui-ci ou sa condamnation aux galères.

Depuis de longs mois déjà, les nouveaux convertis des Hautes-Cévennes sont excédés par la sévérité ou la rapacité de l'archiprêtre. Les prophètes, tout particulièrement, lui reprochent la cruauté dont il a fait preuve à l'égard de jeunes inspirés qu'il a fustigés ou maltraités, et aussi les condamnations à l'amende, à l'enrôlement forcé, à la prison, aux galères, ou à la mort (Françoise Brès), qui ont terminé des enquêtes qu'il a menées contre eux.

Une assemblée religieuse a été convoquée pour la nuit du samedi 22 au dimanche 23 juillet sur la montagne du Bougès, dans une bergerie au-dessus de Rabiès<sup>1</sup>. Une foire s'est tenue à Barre le 22, qui a couvert les chemins de paysans, et a rendu moins suspect et moins dangereux le rassemblement des nouveaux convertis. Séguier et ses associés ont pu circuler plus librement pour annoncer le culte. Dans l'assistance se trouvent Séguier, les deux Rampon, Isaac Soulages (de Cassagnas), David Mazauric, Salomon Couderc le prophète, qui est de Vieljeuvs (tout près de Rabiès), et aussi Abraham Mazel.

Ce dernier, avons-nous dit, a fourni un récit des événements. Nous avons transcrit le début de sa déposition, qui est pour nous d'une très grande valeur, car Mazel ne songe nullement à se disculper d'actes dont il attribue l'exécution à des injonctions de l'Esprit, et il nous transporte dans une atmosphère où les mots de responsabilité ou de préméditation n'ont qu'un sens fort atténué. Les diverses phases de l'expédition vont être rattachées par Mazel à des « ordres » que l'Esprit a dictés aux prophètes. N'oublions pas que ces ordres sont exprimés par l'inspiration après une crise de convulsions, qui peut d'ailleurs être très courte. Il ne parle, en tous cas, que lorsque l'Esprit « le saisit ».

Mazel, après avoir donc parlé d'une déclaration « générale » de prendre les armes, à lui imposée par une révélation, en vient à dire comment l'ordre s'est précisé et à quelle date. Nous sommes dans l'assemblée de Rabiès<sup>2</sup> :

Enfin, le dimanche 21 juillet [lire : dimanche *matin* 23], comme nous étions dans une assemblée proche la montagne de Lozère..., l'Esprit me saisit, et m'ordonna, en m'agitant beaucoup, de prendre les armes sans aucun retardement et d'aller délivrer ceux de nos frères que les persécuteurs détenaient prisonniers au Pont-de-Montvert... Aussitôt que l'ordre d'obéir promptement m'eut été donné, je ne balançai plus à me mettre en devoir de l'exécuter. Ceux qui avaient reçu le même avertissement que moi mirent ensemble la main à l'œuvre. Esprit, Salomon, Soulages, Mazauric et quelques autres s'en allèrent en grande hâte, l'un ici, l'autre là, chercher des ouvriers. [Nous reviendrons sur ce point important.]

1. Mémoire de Combes, papiers Court, n° 17, B, fol. 261.

2. *Théâtre sacré*, p. 85 (éd. Bost, p. 77).

Nous nous donnâmes rendez-vous pour le lendemain au soir [lundi 24] et nous nous rencontrâmes, avec nos enrôlés, au nombre d'environ quarante, dans le lieu marqué. Nous n'avions que quelques épées, des faux, de vieilles hallebardes et peut-être vingt fusils ou pistolets. Mais le Dieu des armées était notre force. Nous nous mimes tous en prière, et plusieurs reçurent commandement de l'Esprit d'entrer dans le bourg à nuit close, en chantant des psaumes, et d'aller droit au château [la maison d'André] pour délivrer nos frères...

Je laisse diverses circonstances... pour dire que, malgré les injures et la résistance de l'abbé du Chayla..., nous enlevâmes les prisonniers et entre autres le frère Massip [le guide]. On l'avait resserré dans une posture si gênée, les jambes passées entre deux poutres, qu'il ne pouvait ni se coucher ni se lever.

Le récit de Mazel est confirmé par un autre témoin oculaire, Jean Rampon, l'« associé » de Séguier qui a dressé un mémoire des faits pour Antoine Court, qu'une lettre complète<sup>1</sup>. Les pages de Rampon, plus naïves que celles de Mazel, parce qu'elles n'ont pas été corrigées par une main étrangère, ne font aucune allusion aux « inspirations » qui auraient commandé l'entreprise. Elles ont été, en effet, écrites en 1732, en un temps et en un lieu où les prophètes étaient suspects, et aussi pour un homme qui ne les aimait pas. Rampon, du moins, nous a gardé un tableau expressif de l'entrée de la troupe au Pont-de-Montvert et il nous dira l'esprit qui animait les justiciers. Il parle de l'assemblée pieuse du 22, fort nombreuse, convoquée, à la faveur de la foire de Barre, par lui-même et par Séguier :

Ledit jour, l'abbé, qui venait de Barre, coucha [en retournant au Pont-de-Montvert] à la cure de Saint-Julien [d'Arpaon], moitié chemin de sa retraite, et, étant à table à s'entretenir sur notre compte [sur le compte des protestants], il déclara hautement le dessein qu'il avait projeté, qui était, dès qu'il serait arrivé au Pont-de-Montvert, de faire partir l'ordre au bourreau de Mende pour faire exécuter le nommé Massip<sup>2</sup>... Et le 23 au matin, lorsqu'on eut

1. Papiers Court, n° 17, K, fol. 75.

2. Il est difficile de ramener ceci à l'exacte vérité. L'abbé du Chayla n'avait pas le pouvoir, naturellement, de faire exécuter un homme sans jugement, ni même de le juger. Mais il semble qu'il usait quelquefois de menaces pareilles à celles qu'aurait pu lancer Baviile. Le guide Massip prétend que l'abbé lui aurait dit, dans la maison d'André, « qu'il ne tenait que de lui de le faire pendre



donné la bénédiction à l'assemblée et les ordres pour leur retraite [le retour des assistants] dont il n'y eut pas de pris pour cette fois, puis (*sic*) nous vint à la pensée de faire arrêter [de retenir un instant] un ou deux de chaque quartier dudit pays. Et ayant consulté l'entreprise, nous dîmes à chacun [de ceux-là] s'il n'y avait pas moyen d'avoir quelques armes d'une ou d'autre part. Ils nous dirent qu'oui; lors nous leur dîmes que nous étions contents de leur bon zèle.

On voit que, d'après Rampon, l'inspiration de prendre les armes serait venue à Mazel non pendant l'assemblée, mais une fois l'assemblée congédiée, dans un cercle restreint d'amis qui demeurent réunis. Il semble que cette version soit plus près de la vérité. Rampon continue :

Il en vint quarante-huit, et nous deux [Séguier et Rampon] faisaient cinquante. On se rassembla le soir à l'aile [l'extrémité] du bois, au sommet le plus haut de la montagne du Bougès [les Trois-Hêtres], tellement que le compte fut accompli environ les cinq heures et demie du soir. Et après s'être bien unis et promis chacun de ne pas se quitter et fait la prière tous ensemble, nous fîmes notre marche vers ledit lieu à deux de rang. Et lors que nous fûmes à la vue dudit lieu, sur les neuf heures du soir, il fut ordonné qu'il fallait avertir par le chant de ses (*sic*) louanges. Sur quoi on chanta la première pause [partie] du psaume 51, qui finit à l'entrée dudit lieu, et la chose alla très bien<sup>1</sup>. Puis on nomma huit hommes pour l'avant-garde, fusil en joue, criant : « Que personne ne sorte sous

au Pont (de Montvert), sans autre autorité que la sienne propre » (papiers Court, n° 17, K, fol. 67).

1. Dans une lettre qu'il adresse à Court (de Berne, 2 septembre 1732) et qui est écrite après son Mémoire, Rampon déclare que Cavalier, malgré son dire (*Mém. de Cavalier*, éd. Puaux, p. 41-45), n'a pas été témoin de l'affaire. « Quand Cavalier parle du chant des Psaumes, [disant qu'on aurait chanté le psaume 68], preuve que cela n'est pas : puisque moi-même je choisis celui-là [le psaume 51], que chacun savait par cœur, comme étant déjà nuit et que moi-même, qui le commandais [l'entonnais] n'aurais pas su la pause du 68 par cœur. Et lorsqu'il dit avoir été de l'assemblée lorsque le complot se fit, je ne sais qui l'aurait porté là-haut, sur cette montagne, car quand il parle de parents dans ce quartier du pays je n'ai jamais su qu'il en eût un. » Cavalier (p. 43) prétend s'être trouvé dans l'assemblée du 22-23, mais avoir été exclu de l'expédition. « Mes amis ne me le permirent pas, disant qu'en cas de malheur j'étais trop jeune, et de plus étranger au pays. » Ces deux raisons sont contredites par les faits. Cavalier avait près de vingt et un ans, mais Salomon Couderc avait à peu près cet âge et fut de l'affaire. De plus, on verra plus loin que parmi les attroupés se trouvaient des personnes « étrangères au pays ».



peine de mort! » — Et ainsi on avança le chemin. Et comme ledit abbé ou ses gens eurent entendu le bruit, et même qu'on avait lâché un coup de fusil à la porte du s<sup>r</sup> Dubos [chez la femme d'un lieutenant de bourgeoisie], où il y avait deux capucins logés, il envoya son secondaire [vicaire] pour voir ce que c'était, croyant que c'étaient des prisonniers qu'on menait, de nos gens. On lui répondit que oui. Si pourtant, lors qu'il voulut tourner la face, disant qu'il allait avertir ledit abbé pour faire ouvrir les prisons, il eut le sort de recevoir un coup de hallebarde qui le perça jour à jour aux reins, et resta là.

Rampon commet une confusion de personnes. Ce n'est pas un prêtre que les attroupés ont d'emblée frappé mortellement de trois coups de hallebarde aux reins, mais le régent ecclésiastique du lieu, nommé Roux<sup>1</sup> :

Puis on avança sans bruit dix ou douze pas, et voilà l'homme de chambre [le valet] dudit abbé qui vint pour voir, et eut le même sort. Mais encore celui-là entra, tout blessé à mort qu'il était, dans le logis du s<sup>r</sup> Guin, qui [et il] y mourut bientôt après.

Ici encore Rampon confond les personnes. Un valet de l'abbé, nommé Michel, fut en effet blessé à mort, mais ce fut plus tard, après l'évasion de l'abbé. Il s'agit ici sans doute du paysan qui était « rentier » (locataire) de la maison d'André, qui la gardait en l'absence de l'archiprêtre, et qui fut également tué<sup>2</sup>. N'oublions pas qu'il fait nuit. Les erreurs de Rampon s'expliquent sans effort.

Rampon dit ensuite comment les attroupés arrivent devant la maison de l'archiprêtre. Ils n'y trouvent qu'une sentinelle, un soldat de bourgeoisie, à qui ils commandent « de mettre les armes bas et de remettre les prisonniers ». Mais la porte reste close et l'abbé refuse de l'ouvrir. Joanny<sup>3</sup>, de Genolhac, particulièrement vigoureux, l'enfonce au moyen d'une hache, qu'on est allé chercher chez un voisin à qui on la rendra soigneusement. Les gens de l'abbé cependant se défendent : « A la faveur

1. Louvreuil, t. I, p. 27, et déposition de Gardès sur la mort de l'abbé, C 183 (Gardès était le greffier du commissaire Le Blanc, venu de Florac au Pont-de-Montvert pour instruire le procès du guide Massip).

2. Brueys, t. I, p. 298, et déposition de Gardès.

3. Ou *Jouanin*. Ceci d'après Rampon et une note de Court insérée dans le Mémoire de celui-ci.

des coups de fusil [c'est-à-dire : malgré les coups de fusil] qu'on tirait par les fenêtres », dit Rampon, « nous forçâmes la porte pour entrer dedans malgré leur feu, et nous délivrâmes nos prisonniers du cep. » Un second soldat de bourgeoisie, pris derrière la porte enfoncée, est épargné sur la demande des captifs, qu'il a humainement traités. L'abbé et ses deux valets se sont réfugiés dans l'étage supérieur de la maison.

L'affaire, brusquement, va devenir plus grave. Abraham Mazel nous apprend que ce fut à la suite d'une nouvelle « inspiration ».

« Après cette expédition », dit-il [c'est-à-dire une fois les prisonniers libérés], « nous demandâmes, *par ordre*, de parler à l'abbé. » *Par ordre*, cela signifie évidemment pour lui : par un ordre de l'Esprit. Le curé de Barre-des-Cévennes, en relatant l'événement sur son registre curial<sup>1</sup>, confirme le récit de Mazel. « Les fanatiques demandèrent les prisonniers, à quoi M. l'abbé répondit qu'on les fit rendre [ceci est faux]; mais, n'étant pas contents de cela, ils environnèrent la maison et *demandèrent à lui parler*. »

Qu'est-ce donc que les inspirés, sur l'ordre de l'Esprit, avaient l'intention de dire à l'archiprêtre?

Antoine Court, qui a eu l'occasion de correspondre et de causer avec quelques-uns des témoins du drame et, comme il dit (t. I, p. 42), de « démêler leurs idées », écrit avec beaucoup de sagesse : « Il serait difficile de savoir au juste si les attroupés se seraient contentés de la liberté des prisonniers au cas où l'abbé la leur aurait accordée », et il ajoute « qu'il y en avait parmi eux qui avaient reçu de sa part de fort mauvais traitements ». Pour s'en tenir à des faits qui paraissent indiscutables, disons que plusieurs des conjurés avaient tout au moins souffert dans la personne de leurs parents. Salomon Couderc avait à cette heure un frère, David, ancien prédicant, enfermé à Aigues-Mortes dans la tour de Constance et amputé d'un bras, que l'abbé en personne, à la tête d'un détachement, avait arrêté en 1692<sup>2</sup>. Sa sœur Françoise, emprisonnée au Pompidou en 1701 comme fanatique, y avait entendu les cris des jeunes inspirés fustigés par l'archiprêtre<sup>3</sup>. Un autre Couderc, de Mazelrosade (près de

1. Mairie de Barre-des-Cévennes (Lozère).

2. Bost, *Prédicants protestants*, t. II, p. 11.

3. Papiers Court, n° 30. Notes de Morin-Saltet, qui dit tenir le fait de Françoise Couderc elle-même.

Saint-Germain), avait été enfermé, en juin 1702, au Pont-de-Montvert dans les mêmes ceps qu'on venait d'ouvrir et lui-même (ou son frère) était parmi les Cévenols ameutés<sup>1</sup>. Enfin, il y avait là également un certain Larguier de l'Hermet (Saint-Julien-d'Arpaon). Or, un enfant de sept ans, d'une veuve Larguier, de l'Hermet, avait été si odieusement tiraillé par l'abbé, qui voulait l'obliger à accuser sa mère, qu'il en était mort<sup>2</sup>.

Si violents que fussent ces griefs — ou tant d'autres — il ne paraît pas cependant que les inspirés et leurs compagnons soient venus au Pont-de-Montvert avec l'intention formelle de tuer le prêtre. Les prophètes qui conduisaient la troupe ne se décidaient que par « inspiration », et Mazel n'avait reçu d'abord que l'inspiration de libérer des frères captifs. Mais l'« inspiration », qui n'était ici que le déchainement d'une passion irraisonnée, subissait la pression des événements. La résistance armée de l'archiprêtre, la vue des ceps de Massip firent oublier le premier dessein de l'entreprise, conçu déjà d'une manière assez violente, puisque, selon Rampon, on avait déjà blessé mortellement deux hommes avant même d'être arrivé au logis d'André. Les prisonniers, maintenant, s'effaçaient derrière le persécuteur, et Mazel « reçut l'ordre » de parler à l'abbé. Il semble vraisemblable qu'en le réclamant, ou en lui faisant demander, comme le dit Rampon, « de se rendre à vie<sup>3</sup> », le prophète voulait simplement que les « enfants de Dieu » s'affrontassent à lui, sans se représenter encore clairement ce qu'il adviendrait de la rencontre.

Sommé de se remettre aux mains des attroupés, l'archiprêtre — comme il était trop naturel — refusa. Un des Cévenols, ayant tenté de monter l'escalier qui menait à lui, fut blessé à la joue d'un coup de feu<sup>4</sup>. C'est alors, raconte Louvreleuil (t. I, p. 26),

1. Louvreleuil, t. I, p. 60. Le décret de Bâville, du 29 août (voir plus loin), nomme parmi les attroupés Couderc, de Masarassat (*sic*, erreur très probable pour Mazelrosade).

2. Le Mémoire de Rampon donne les détails relatifs à l'enfant. La lettre de Rampon nomme à la fois la veuve de Larguier et le Larguier des attroupés. Le décret du 29 août nomme un Larrié [= Larguier] « de Saint-André-de-Lancize » (peut-être y a-t-il une erreur dans le nom du lieu).

3. Rampon écrit : « L'abbé, avec les soldats qui étaient avec lui..., monteraient au deuxième étage et, de là, faisaient toujours feu sans vouloir se rendre à vie. »

4. Rampon nomme le blessé Chaptal, de Recoules (Fraissinet-de-Lozère). Au matin, les attroupés l'emmenèrent vers Frutgères, arrêtant sur la route un che-

que « le chef des bandits s'écria tout à coup : Enfants de Dieu ! mettez vos armes bas. Ceci nous arrêterait trop. Il faut brûler cette maison et tous ceux qui y sont ». Pour l'homme qui la lançait, cette injonction était encore évidemment l'effet d'un « ordre » divin, auquel ses compagnons obéirent avec empressement. Dans la salle basse qui servait de chapelle, on fit un monceau de meubles et de bancs ; on y jeta les paillasses des soldats et l'on alla se fournir de bois dans une maison qui était proche. Mazel ne dit pas expressément que l'incendie fut allumé par « inspiration ». Mais un trait de son récit nous montre les prophètes épiant partout les manifestations de la volonté de Dieu. « L'abbé, dit-il [à qui nous avions demandé de parler], « fit feu sur nous...! », mais il ne trouva pas son compte dans la résistance. Le château fut réduit en cendres, *et même d'une manière miraculeuse.* » Le miracle d'alors, Mazel déclare ailleurs<sup>1</sup> l'avoir d'autres fois observé en d'autres occasions « et particulièrement quand on criait : *A sac ! A sac !* contre les temples de Babylone [les églises catholiques] ». C'est « que le feu prit au bois en un instant, au premier attouchement ».

Forcé dans son refuge par la flamme et la fumée, l'abbé reçut la confession des deux valets qui étaient avec lui<sup>2</sup> et tenta une évasion désespérée. Par une corde faite de rideaux et de draps de lit, il voulut descendre dans un jardin situé au nord, dont la pente aboutissait à la rivière. Une sentinelle postée sur le pont du Tarn l'aperçut, et lui tira un coup de feu. L'abbé tomba. Blessé à la cuisse par le coup ou par la chute, il fut conduit par son cuisinier, Michel, qui l'avait suivi, sous la haie qui séparait le jardin du Tarn. Le domestique, abandonnant alors son maître, fut aperçu par les sentinelles et reçut une blessure dont il mourut dix jours plus tard<sup>3</sup>. L'autre valet, nommé La Violette, « ramassant des habits et des hardes », s'était jeté à travers les flammes. Il tomba entre les mains des attroupés, qui le menèrent, dit Louvreuil, « devant le commandant ». Louvreuil, qui nous a rapporté ces détails, d'après la déposition du valet, que nous n'avons plus (t. I, p. 28, 29), nomme ce commandant : Laporte,

val pour le hisser dessus (déposition du s<sup>r</sup> de Lascombes, 21 août 1702, C 183).

1. *Théâtre sacré*, p. 53 (éd. A. Bost, p. 101).

2. Peut-être y avait-il avec lui et les valets quelques soldats de bourgeoisie qui purent fuir par les fenêtres.

3. Louvreuil, t. I, p. 29 ; Mingaud, p. 11.



et il semble avéré, en effet, que Gédéon Laporte, l'ancien soldat de Branoux, fut l'organisateur militaire de l'expédition. Rampon nous parle si naturellement de sentinelles postées, de consignes données, que nous sommes tenus de nous représenter l'action comme soumise à une manière de discipline. Laporte, cependant, ne décida pas du sort du prisonnier : les prophètes étaient les vrais maîtres de la troupe. Il remit La Violette à Séguier, pendant que ses hommes, le fusil en joue, attendaient que la sentence fût prononcée. Séguier « fit divers gestes de ses doigts et divers regards vers le ciel en silence », attendant intérieurement sans doute « un ordre ». Un des soldats de bourgeoisie, qui avaient été épargné déjà, prit ce moment pour parler de la douceur dont le valet avait fait preuve à l'égard des prisonniers de l'abbé. Les prisonniers libérés insistèrent, et Séguier, « mettant alors les mains sur la tête du patient », prononça devant l'assemblée : « Grâce pour La Violette ! L'Éternel veut qu'il vive, pourvu qu'il renonce au papisme ! »

A ce moment, le toit de la maison d'André s'effondra dans le feu, la clarté plus vive de l'incendie éclaira le jardin et le pont du Tarn. L'abbé, qui s'était blotti sous un lierre touffu, et qu'on cherchait vainement depuis sa chute, fut enfin aperçu par un des émeutiers, qui poussa un cri de triomphe : « Je le vois, ce persécuteur des enfants de Dieu ! » La Violette, abandonné, s'alla au plus vite réfugier dans un grenier à foin<sup>1</sup>. L'abbé fut traîné sur le pont. Peu d'instants après, son corps gisait à terre, percé de cinquante-deux coups d'arme à feu ou de bayonnette.

Il est difficile de raconter la scène même du meurtre. Mazel n'en parle pas. Rampon n'y assistait pas, parce que, dit-il, « il courait d'un poste à l'autre ». Il prétend (à tort semble-t-il) que l'abbé, ayant réussi par ses propres forces à passer du jardin sur le pont, y fut arrêté par une sentinelle, et il se borne à rapporter un dialogue très court : « Lui, persistant à dire de le laisser passer et qu'il ne ferait plus de mal à nos gens, on lui répondit que non, qu'il n'en ferait plus et qu'il n'en avait que trop fait. » On le tua, dit un Cévenol, « après lui avoir reproché les cruautés et les barbaries qu'il avait exercées<sup>2</sup> », et Rampon explique

1. Nous connaissons le nom de La Violette par Brueys (t. I, p. 299), qui fait de lui un soldat de bourgeoisie. Le nom paraît dans la lettre de Rampon à Court.

2. Mémoire de Combes, papiers Court, n° 17, B.



qu'on s'acharna sur lui « crainte qu'il ne fût [pas] mort, parce qu'il avait renom de magicien, ce qui ne le mit pas à couvert ».

La première déposition qui fut recueillie au Pont-de-Montvert, le 27 juillet, lors des enquêtes judiciaires, et qui émane du greffier Gardès, logé dans le bourg la nuit du meurtre, rapporte que « les attroupés offrirent quartier à l'abbé, pourvu qu'il voulût renoncer à la religion catholique et que, leur ayant dit qu'il aimait mieux mourir, ils le tuèrent<sup>1</sup> ». Louvreleuil a connu ce témoignage, mais il a pu le compléter sur place et il nous montre un prophète intervenant encore aux derniers moments du prêtre. Les Cévenols, amassés autour de lui, lui crient : « Tu expieras toutes les violences que tu as faites à nos parents et à nos amis. » Mais Séguier les interrompt : « Dieu ne veut pas la mort du pécheur, mais qu'il se convertisse et qu'il vive ! Accordons-lui la vie s'il veut... faire parmi nous les fonctions de ministre de l'Éternel ! » Et comme l'abbé refuse violemment, l'inspiré le condamne en prononçant le mot biblique : « Ton péché est contre toi ! » Bien que Court ait suspecté la véracité de ce témoignage, la scène nous paraît trop bien s'accorder avec tout ce qui a précédé pour que nous ne la tenions pas, dans son fond, pour exacte<sup>2</sup>. Les prophètes ont conduit toute l'entreprise, depuis l'assemblée du Bougès jusqu'à la mort du persécuteur, et rien n'a été accompli que conformément aux « révélations » successives qu'ils ont reçues.

« Les vainqueurs au nom du Seigneur », dit Mazel, « passèrent le reste de la nuit à chanter ses louanges et à lui rendre des actions de grâces pour le succès qu'il avait donné à la première entreprise de ses serviteurs. » Les prophètes, et Salomon Couderc entre autres, prêchèrent et fanatisèrent sur la place où avait été pendue Françoise Brès.

« Au point du jour », continue Mazel, « nous nous retirâmes, en chantant toujours, entre les mêmes montagnes d'où nous étions partis le jour précédent. » Un certain nombre des quarante attroupés, en effet, remontent à l'aube vers le Bougès. Mais les autres vont prendre une route différente. Rampon ne fait pas mystère de leurs desseins.

1. Arch. de l'Hérault, C 183 (reproduit dans *Hist. du Languedoc*, t. XIV, p. 1571).

2. Nous avons dit que déjà plusieurs inspirés des Basses-Cévennes ont conjuré en plein jour des prêtres de se repentir et de se convertir. Un inspiré de Grizac (près du Pont-de-Montvert), pris d'une crise en janvier 1702, en présence du prieur, a fait de même (C 183. Assemblées de Grizac).

« Après que le coup fut fait, nous nous ramassâmes sur la place... Nous nous fîmes apporter à manger et à boire sur la rue, crainte de surprise. Pour moi, je fus à ma maison pour la dernière fois cette nuit-là [il était du bourg même, où vivait sa mère] et, après, je rejoignis mes gens et les fis ramasser, voyant qu'il était déjà jour, et que nous voulions avoir le curé de Frutgères le matin. »

Un nouveau projet de représailles, en effet, a été concerté entre ceux des attroupés qui sont originaires du Pont-de-Montvert ou des environs immédiats. L'abbé du Chayla a persécuté toute la région, mais ils ont, eux, une rancune spéciale contre le prêtre de la paroisse. Le 25 juillet, aux premières heures du matin, l'église de Frutgères (dont dépend ecclésiastiquement le Pont-de-Montvert) est saccagée. La maison où loge le prieur Reversat est incendiée; le prieur lui-même, contraint pour échapper aux flammes de se lancer à travers les protestants, est tué d'un coup de feu.

La troupe pousse alors à Saint-Maurice-de-Ventalon. Le prêtre du lieu s'est enfui. On dîne chez lui, on lui prend deux fusils, et l'on va se reposer dans les bois de la Lozère, où l'on demeure immobile toute la journée<sup>1</sup>.

A l'aube du 26, les révoltés, qui, sans doute, sont maintenant tous réunis, quittent la Lozère, passent le Bougès et paraissent sur la commune de Saint-André-de-Lancize (d'où est originaire Salomon Coudere). Il y a là, dit Rampon, « deux mauvais curés (le curé et le régent ecclésiastique des écoles) ». Mais tous deux sont absents, car ils assistent, à une lieue de là, aux funérailles solennelles de l'abbé du Chayla, dans l'église de Saint-Germain-de-Calberte. L'approche des attroupés y va semer la panique parmi les prêtres assemblés. Cependant, la fausse nouvelle qu'il y a à Saint-Germain un fort contingent de soldats émeut les attroupés à leur tour. Ils retardent leur avance et demeurent vers le Bougès. Mais le 27 au matin, faisant irruption à Saint-André, ils pillent la maison du curé Boissonnade, saccagent l'église, découvrent le prêtre dans le clocher, l'en précipitent et frappent son corps de coups de fusil et de dague. Le régent ecclésiastique, Jean-François Parent, est par eux non seulement frappé, mais affreusement mutilé. Rampon,

1. La chronologie des faits, telle que nous la donnons, a été soigneusement vérifiée.

qui ne rapporte pas ce dernier fait, écrit une phrase qui nous en donne la raison : « On ne trouva pas leur concubine, qu'on eût aussi tuée<sup>1</sup>. »

Enfin, le 28, au point du jour encore, la troupe, conduite, à ce qu'il semble, par Séguier, qui cette fois vient sur son terroir d'origine, arrive devant le château de La Devèze, sur la Cam de Barre, qui est habité par une famille d'anciens catholiques. Les prophètes ont-ils pensé qu'ils pourraient là recueillir des armes? Ou ont-ils cru plutôt que des prêtres s'étaient réfugiés dans la maison? Leur résolution, en tout cas, est implacable. Rampon dit, avec une effroyable simplicité : « Devant que d'aller à La Devèze, on savait qu'on n'en pouvait pas épargner, tant qu'on en trouverait dans la maison. » Il ne fallait pas qu'il restât un témoin capable de nommer l'un des attroupés, dont plusieurs étaient du quartier même. Au moment de pénétrer dans le château, les assaillants reçurent un coup de feu, qui tua, dit Rampon, « David (?) Couderc, de la Roche (près de Vieljeuvès), frère (?) de Salomon ». Les protestants répondirent par un massacre. Un fils du fermier, les deux gentilshommes (MM. de La Devèze et de Nougueyrol), leur sœur Marthe (vingt-cinq ans), leur mère (M<sup>lle</sup> de la Cam, soixante-dix ans) tombent sous leurs coups. Ils mettent le feu au logis; et un oncle âgé, et faible d'esprit, M. de Grézel, qui sonne la cloche d'alarme, meurt aussi dans les flammes.

La troupe se retire dans la direction du nord, enterre le corps de Couderc et va se restaurer au Plan-de-Font-Morte avec les provisions prises dans la maison. C'est là que, peu d'heures après, le capitaine Poul, avec dix-huit soldats, surprit les meurtriers endormis, qui n'avaient pas posé de sentinelles, les poursuivit sur la pente qui descend au nord vers le Crémadet, en tua deux, en prit trois (dont Séguier) et dispersa les autres.

Les trois prisonniers furent conduits à Barre et interrogés le jour même (28 juillet) par le subdélégué Campredon, qui les expédia aussitôt à Bâville avec le capitaine qui les avait arrêtés. Mais l'intendant arrêta Poul dans sa marche, à Saint-Hippolyte (1<sup>er</sup> août), et lui commanda de reconduire ses prisonniers

1. Le fait de la mutilation du régent, mentionné par Louvreuil, t. I, p. 34 (qui était de Saint-Germain), est confirmé par les notes du curé Mingaud, de Saint-Étienne-Valfrancesque. Mingaud vit le corps du curé et du régent et confia le moribond à un chirurgien de Saint-Germain (Mingaud, *Troubles des Cévennes*, p. 10).

dans la montagne jusqu'à Florac, en même temps qu'il donnait ordre à une commission du présidial de Nîmes, qui allait siéger à Marvéjols, de demeurer elle-même à Florac pour instruire et juger l'affaire. Les interrogatoires de Florac commencèrent le 5 août. Le 10 (sans doute), le jugement fut rendu et, conformément aux sentences, Séguier eut le poing coupé et fut brûlé vif au Pont-de-Montvert le 11 août, Moïse Bonnet de Peyremale fut rompu vif et brûlé à Saint-André-de-Lancize le 12 et, le 12 également, Pierre Nouvel de Vialas (qui avait été blessé à Font-Morte de deux coups de sabre) fut pendu, puis brûlé devant le château de la Devèze. Rampon dit que Séguier traversa tout le lieu, « sa main pendante et saignante, ce qui fit qu'il était presque mort quand il fut au feu. Mais toujours avec un grand zèle, il parla jusqu'à la fin ». Le *Manuscrit GaiFFE*, dont l'auteur semble avoir parcouru la procédure faite, fournit quelques détails de plus, qu'il est bon de connaître pour revoir dans leur pleine réalité ces premiers ouvriers de la grande insurrection : « Le prophète Séguier répondit dans tous ses interrogats qu'il n'avait fait et dit que ce que l'Esprit lui avait suggéré... Étant présenté au banc de gêne, il réitéra tout ce qu'il avait dit dans ses interrogatoires, et y étant, après, étendu, *il y fanatisa dans toutes les formes* et se laissa ensuite couper le poing avec une intrépidité sans égale; lequel, tenant encore de la peau, il acheva lui-même de le couper avec les dents et le jeta dans son bûcher, où, y étant finalement attaché avec deux chaînes de fer, il s'y donna deux si grandes secousses qu'il se tua avant qu'on y eût mis le feu. »

A sa dernière heure, Séguier formula une prédiction, comme l'avait fait Françoise Brès, s'il faut en croire un Cévenol<sup>1</sup>. « Avant d'être mené au supplice, il protesta... qu'un débordement d'eaux ravagerait et ruinerait la place où on le ferait mourir, sans que jamais elle pût être réparée. Ce qui arriva », ajouta notre témoin, « dans la même année ou au commencement de celle d'après, car la rivière de Tarn..., dont le bord battait la muraille de la place du Marché au milieu de laquelle Esprit Séguier fut brûlé, se déborda avec une telle fureur qu'il emporta la place jusqu'aux rochers mêmes qui soutenaient les fondements de la muraille, de manière qu'elle est irréparable. Cette

1. Notes de Morin, dit Saltet (papiers Court, n° 30).



prédiction, méprisée des papistes et même des protestants, dont la plus grande partie méprisait les inspirations (qu'on appelait *fanatisme*), fut un sujet d'étonnement à tout le peuple... J'ai vu moi-même le précipice qui est au milieu de la place. » Ces lignes furent écrites en 1742. La légende de Séguier persistait encore vivante au Pont-de-Montvert cent ans plus tard. C'est là que Napoléon Peyrat recueillit une tradition, suivant laquelle le prophète, adjuré de « se repentir de ses crimes », aurait répondu : « Mon âme est un jardin plein d'ombrages et de fontaines<sup>1</sup>. »

### *L'assemblée de Champmaurel.*

Le comte de Peyre, un des lieutenants généraux du Languedoc, personnage considérable<sup>2</sup>, qui habitait son château de la Baume en Gévaudan, avait cru pouvoir intervenir au Pont-de-Montvert, dès qu'il avait appris le meurtre de l'abbé, de sa propre autorité, avec des milices bourgeoises hâtivement assemblées. L'approche de ces troupes très catholiques (30 juillet) épouvanta si fort la région que le comte de Broglie, lieutenant général également, mais investi (au moins dans le quartier) d'une autorité supérieure, et qui arriva au Pont-de-Montvert le même jour, lui donna l'ordre de se retirer. Broglie se chargeait de rétablir l'ordre, à lui seul, avec moins de frais. Il ne voulait pas « ébranler toutes les milices bourgeoises et faire des mouvements qui eussent été d'une suite fâcheuse et exciter de grands désordres, par la frayeur où chacun était, et dont les malintentionnés auraient pu profiter<sup>3</sup>. »

Très mortifié de son aventure, le comte de Peyre écrivit en cour à la fois pour se justifier de son initiative et pour se plaindre de toute l'administration religieuse de Bâville, dont Broglie, comme on sait, était le beau-frère. « On persiste à dire », lit-on dans sa lettre du 19 août, « que, si le commandement des Cévennes pouvait changer, tout y serait tranquille et en repos, la dureté avec laquelle on les a gouvernés ayant tout

1. Nap. Peyrat, *Hist. des pasteurs du désert*, 1842, t. I, p. 305.

2. Il avait présidé les États du Languedoc à Carcassonne en 1701.

3. Broglie au ministre de la Guerre, 3 août 1702 (*Hist. du Languedoc*, t. XIV, p. 1578).



gâté<sup>1</sup>. » Ainsi le comte de Peyre, que Broglie redoute de voir mettre les Hautes-Cévennes en révolution par sa violence, se fait ici le dénonciateur d'une politique de brutalité à laquelle il ne voudrait pas s'associer. Rien ne montre mieux le désarroi des autorités diverses du Languedoc en face de ce mouvement énigmatique du prophétisme, que l'on ne savait guérir, et dont on redoutait obscurément les conséquences.

Le bref rapport que le comte de Peyre envoya en cour, en même temps que sa lettre, relativement aux trois condamnations prononcées à Florac et aux résultats de la procédure, est clairement défavorable à l'abbé du Chayla<sup>2</sup>. Il y est parlé de l'archiprêtre sans un mot de sympathie, et on y lit tous les griefs que nourrissaient contre lui les prisonniers qu'il avait détenus et les hommes qui venaient de l'exécuter. Après le procès, les juges réunis à Florac ne furent pas plus sympathiques à la mémoire de l'abbé que ne l'était le comte de Peyre, et Bâville n'en fut point content.

Le même rapport du comte de Peyre nous montre, en effet, l'intendant en conflit avec les juges dès leur sentence rendue. « M. de Bâville a écrit à MM. du présidial de lui envoyer toutes leurs procédures, qu'il voulait connaître de la suite de cette affaire, et voudrait bien qu'on n'en eût [qu'ils n'en eussent] pas tant connu. » Le sens de cette phrase est clair. Bâville tient essentiellement à rester le maître des procédures dirigées dans sa province contre les religionnaires. Elles sont, pour lui, avant tout des affaires de police. Il n'entend pas que des subtilités juridiques ou des considérations d'humanité y apportent la moindre douceur ou le moindre retardement. Dépossédé en 1698, à l'occasion de la déclaration royale de décembre, des pouvoirs judiciaires exceptionnels que le roi lui avait accordés en 1685<sup>3</sup>, il s'était fait rendre, nous l'avons dit, ses anciennes prérogatives dès qu'avaient paru dans le Bas-Languedoc les premiers inspirés. S'il avait fait agir à Florac le présidial de Nîmes sans y siéger lui-même, c'était parce qu'une circonstance favorable transportait les juges dans la montagne et per-

1. *Hist. générale de Languedoc*, t. XIV, p. 1583. Reproduit dans *Bulletin cité*, t. LVIII, p. 248.

2. *Ibid.*

3. Ch. Bost, *les Prédicants...*, t. I, p. 92; t. II, p. 293.

mettait de frapper immédiatement des meurtriers et des sacrilèges, et sur les lieux mêmes de leurs attentats. Les premiers jugements prononcés, l'intendant se hâta de réclamer ses droits pour achever le procès selon ses méthodes personnelles.

Mais, en outre, Bâville — la chose est évidente — trouvait que trop de témoins avaient été entendus et avec trop de complaisance. « On avait trop connu de l'affaire » : l'abbé du Chayla sortait fort maltraité de la procédure engagée contre ses assassins. Or, avec l'abbé, l'intendant aussi était touché. Depuis 1698, Bâville affirmait que la politique des sévérités outrées était la seule qui fût efficace dans le Languedoc. Il ajoutait qu'aucun mouvement séditieux n'était à redouter dans le pays. Il lui était dur d'avouer qu'il s'était trompé, que sa méthode — et celle de ses agents les plus zélés — loin de pacifier le pays, avait en quelques jours provoqué le meurtre de trois prêtres, de deux régents ecclésiastiques, de sept anciens catholiques, le sac de deux églises et l'incendie ou la ruine de trois maisons curiales.

L'intendant jugea bon, par conséquent, et dès l'abord, de présenter ces graves événements sous leur jour le moins défavorable. La première dépêche de Broglie à la cour, expédiée de Montpellier, le 28 juillet, alors qu'il ne connaît encore que la mort de l'abbé et celle du curé de Frutgères, débute ainsi : « Il vient d'arriver une *désagréable aventure* à l'abbé du Chayla<sup>1</sup>. » Quelques heures plus tard, Bâville envoie au ministre la déposition de Gardès, qu'il vient de recevoir des Cévennes. Il ne manque pas d'y ajouter que les attroupés, à ce qu'il croit, ont seulement voulu libérer des prisonniers, « et comme ces prisonniers étaient dans la même maison que cet abbé, après les avoir délivrés, ils se sont portés, par un mouvement de fureur, à le tuer<sup>2</sup> ». Le 31 juillet, du Pont-de-Montvert (où Bâville ne se trouve pas), Broglie, moins diplomate et même maladroit, dans un langage de rodomont qui touche au comique, affirme que sa présence a rassuré un pays épouventé, et il montre les insurgés tuant l'abbé de propos bien délibéré, après avoir cependant obtenu de lui les prisonniers qu'ils ont réclamés<sup>3</sup>. Bâville, lui,

1. De Montpellier, 28 juillet 1702. *Hist. de Languedoc*, t. XIV, p. 1564.

2. De Montpellier, 28 juillet (après le départ de Broglie pour les Cévennes). *Hist. de Languedoc*, t. XIV, p. 1568.

3. *Hist. de Languedoc*, t. XIV, p. 1572.

garde sa prudence, et avant même que le procès fait à Séguier, Nouvel et Bonnet soit achevé, il écrit, le 4 août, ces lignes innocentes : « Il est certain que leur dessein n'était pas d'abord de faire les meurtres et incendies qu'ils ont commis. Ils voulaient sauver l'un d'eux *qui était malheureusement prisonnier dans la même maison où était l'abbé du Chayla*. Un de ses valets tira un coup de fusil et en tua un. Cela les irrita et, étant entrés en fureur, ils tuèrent l'abbé du Chayla<sup>1</sup>. » La phrase est plus lénitive encore que celle du 28 juillet.

Bâville prétend-il donc expliquer aussi par un malheureux hasard les meurtres et incendies qui ont suivi, à Frutgères; puis à Saint-André-de-Lancize, puis à La Devèze? M. Frank Puaux dit : « Pour que l'intendant ait pu affirmer que les Cévenols n'avaient d'abord aucun dessein de meurtre et d'incendie, il a fallu qu'il en possédât la preuve décisive<sup>2</sup>. » Il paraît étrange, en effet, que Bâville ait jamais pu chercher à diminuer la culpabilité de nouveaux convertis armés, meurtriers et incendiaires. Mais les mots du comte de Peyre nous apprennent quelles étaient alors les préoccupations du « roi du Languedoc ». Son avis est que le présidial a « trop connu de l'affaire ». Il ne veut pas que la cour reçoive indirectement, et en dehors de lui, des avis sur des événements qui l'ont surpris plus qu'il ne dit et dont il appréhende les suites. Il ne veut pas surtout qu'on parle des colères que l'abbé du Chayla ou les autres prêtres ont amassées contre eux depuis si longtemps, car tout ce qu'ils ont fait dans la province, Bâville l'a permis ou commandé.

Les juges de Florac ne cédèrent pas de bon gré aux ordres de l'intendant. « MM. du présidial », écrit le comte de Peyre, « ont fait quelque difficulté, disant qu'ayant pris connaissance de cette affaire, qui de droit leur appartenait, M. de Bâville ne pouvait connaître des suites à leur préjudice<sup>3</sup>, et néanmoins ils lui ont envoyé extrait de toutes leurs procédures<sup>4</sup>. Bâville

1. Cité par F. Puaux, *Rev. histor.*, novembre-décembre 1918, p. 211. Aucun des attourpés ne fut tué dans l'affaire. Un seul, Jean Chaptal, de Recoules, fut blessé légèrement à la joue d'un coup de feu tiré dans l'escalier de la maison.

2. *Ibid.*

3. L'affaire ne leur appartenait pas de droit, puisque des « fanatiques » y étaient impliqués. Par là, elle appartenait à Bâville, qui les a délégués en son lieu, comme cela lui était permis.

4. La procédure elle-même est donc restée dans les archives du présidial. Nous n'avons pas retrouvé l'extrait communiqué à Bâville.

réclama de plus dix-neuf prisonniers qui restaient à Florac « dans des prisons trop peu sûres » et Poul les amena jusqu'à Saint-Hippolyte<sup>1</sup>. Broglie écrivait le 15 août : « On ne perdra pas un moment à les juger. » L'intendant en fit interroger particulièrement cinq et en retint trois, auxquels il ordonna de faire le procès. De leurs interrogatoires, ou de l'extrait qui lui avait été communiqué des interrogatoires antérieurs, il tira le nom de vingt-cinq personnes qu'il décréta de prise de corps le 29 août. Dans le nombre figurent « Abraham [Mazel] de Saint-Jean, de Gardonnenque, âgé de vingt-huit ans environ », « Salomon Couderc, de Vieljeuvé », et « Laporte, prédicant<sup>2</sup> ».

Le 28 juillet, Bâville avait écrit au ministre de la Guerre, après lui avoir parlé des événements des Cévennes : « Je veillerai à empêcher que le désordre ne commence pas ailleurs. » Il veilla mal, ou du moins put se convaincre que sa vigilance était mise en défaut, car le désordre commença aussi dans la plaine.

Le dimanche 13 août, le baron de Saint-Cosme, qui passait pour l'instigateur et l'exécuteur de toutes les mesures violentes prises dans le bas pays contre les fanatiques, fut assassiné en plein jour au moyen de l'un de ses pistolets, puis achevé à coups de pierres et de bâtons, entre Vestric et le château de Boissières, sur un chemin public<sup>3</sup>. Parmi les meurtriers s'étaient trouvés le fanatique Boudon, de Bernis, dont nous avons déjà transcrit le nom, et Catinat, du Cailar (Abdias Maurel), le futur camisard, qui aurait été le chef de l'entreprise<sup>4</sup>. Comme le baron était parti le matin de Marsillargues et était passé par Vauvert, de nombreuses arrestations eurent lieu à Vauvert et au Cailar. Le seul des prisonniers qui ait été retenu fut un inspiré du Cailar, nommé Paul Bousanquet. Toutes les pièces du procès (qui fut instruit à Nîmes) nous manquent. Brueys seul nous a rapporté un détail que nous croyons exact, car il s'accorde avec le récit que Mazel nous a laissé de la mort de l'abbé du Chayla.

1. Ils y étaient le dimanche 13 août.

2. *Décret contre les prévenus des crimes commis dans les Cévennes*. De Montpellier, Arch. de l'Hérault, C 192. Publié par l'abbé Rouquette (*l'Abbé du Chayla...*, p. 109), mais avec des erreurs de lecture.

3. *Hist. de Languedoc*, t. XIV, p. 1581. Voir *Bulletin* cité, t. LX, p. 128.

4. Témoignage du camisard Béchard, d'Aubais (papiers Court, n° 17, K, fol. 105). Avec Boudon et Catinat, il nomme « les deux David du Cailar, Baucillon de Vauvert et Bénézet de Vauvert ».



Bousanquet, ayant vu passer Saint-Cosme sous ses fenêtres, aurait dit à des coreligionnaires réunis chez lui (c'était un dimanche) : « Mes frères, voilà notre ennemi qui passe, demandons à Dieu si c'est sa volonté qu'il soit tué par nous. » « Le prophète trembla, tomba par terre, demeura assoupi quelques moments, puis, s'étant relevé, il leur dit que l'Esprit venait de lui déclarer qu'il fallait tuer M. de Saint-Cosme<sup>1</sup>. » Il semble avéré que Bousanquet n'était pas du nombre des meurtriers, bien que le cocher du baron ait prétendu le reconnaître<sup>2</sup>. Mais là encore les prophètes et leurs compagnons ont « obéi aux ordres de l'Esprit ». Un jugement du 7 septembre rendu par le présidial de Nîmes condamna Bousanquet à être rompu vif, et le corps fut exposé sur le lieu du meurtre.

Les préoccupations que les événements du Pont-de-Montvert ou de Vestric imposèrent à Bâville, un voyage aussi qu'il fit jusqu'à Alais<sup>3</sup> retardèrent, on le conçoit, le procès de Mandagout. Mais une autre circonstance accrut encore la lenteur de l'instruction. L'intendant reçut des Cévennes d'autres dossiers qui semblaient aggraver la culpabilité du prophète, en rattachant son activité de mai et de juin aux récents attentats.

Bâville eut avis, en effet, que le 23 juillet, « veille du jour qu'on fit mourir l'abbé du Chayla », le capitaine de bourgeoisie de Sainte-Cécile-d'Andorge, averti par le curé de Blannaves, avait dissipé à cinq heures du soir une assemblée de 600 personnes, réunie depuis dix heures du matin dans le vallon de Champmaurel, limitant Blannaves et le Collet de Dèze. Les soldats n'avaient pu appréhender que trois personnes, dans une petite maison, le Pradau, refuge ordinaire des prédicants<sup>4</sup>. Or, cette nouvelle assemblée parut au juge d'Alais, le s<sup>r</sup> de La Fabrégue, avoir été d'une extrême importance, en raison de sa date et du lieu où elle avait été tenue. C'était, avons-nous dit, la veille du meurtre de l'archiprêtre, et dans le quartier même où Mandagout, un mois auparavant, avait parlé de troupes qui

1. Brueys, t. I, p. 343, 344.

2. Papiers Court, n° 35 (journal écrit à Calvisson).

3. Bâville sortait alors de maladie. Peut-être est-ce la raison pour laquelle il ne s'était pas transporté lui-même jusqu'à Florac (Brueys, t. I, p. 312).

4. Henri Gleize père (soixante ans) et Henri Gleize fils (vingt-cinq ans), de Blannaves, et Pierre Donnadieu. Ce dernier venait de sortir du fort de Saint-Hippolyte après trois mois de détention. Le lendemain, on arrêta deux femmes, dont la fille de Gleize père (Arch. de l'Hérault, C 182),

s'assembleraient « pour abattre les églises et tuer tous les catholiques ». On ne douta pas autour d'Alais que la réunion de Champmaurel n'eût préparé les meurtres et les incendies qui l'avaient immédiatement suivie et qu'elle n'eût précisé, par conséquent, le jour où devait éclater une conjuration générale des nouveaux convertis, ou tout au moins des fanatiques.

Les questions posées le 4 août aux trois hommes arrêtés au Pradau sont l'écho des bruits qui coururent alors dans le pays : « S'il ne fut dit dans l'assemblée qu'il ne fallait pas retourner à la messe, prendre les armes, égorger les prêtres, brûler les églises et tuer tous les vieux catholiques ? S'il n'y avait pas dans l'assemblée des gens du pays étranger qui promirent du secours, de l'argent, des armes pour les soulever, disant que le roi ne saurait parer le coup et leur religion florirait ? S'il n'y fut résolu d'assassiner le lendemain l'abbé du Chayla, le curé de Frutgères, le curé de Saint-André-de-Lancize et d'autres, de brûler les églises et de faire un soulèvement général ? »

Ces faits, que les accusés nièrent résolument, ne se trouvent pas, dans la procédure, rapportés par des témoins assignés. Ce sont, très probablement, des suppositions du magistrat enquêteur ou de son entourage. Le juge d'Alais s'est sans doute rappelé les propos tenus par Mandagout à Roffières et à Peyremale, et les a précisés d'après ses propres conjectures, en se fournissant de la sorte une explication de l'émeute sanglante du Pont-de-Montvert.

Bâville, lui aussi, et depuis 1689, ne voyait dans tous les prédicants de la province que des « émissaires de l'étranger ». Il tenait les nouveaux convertis pour un peuple « résolu de se remettre dans ses droits lorsqu'il en trouverait l'occasion » et « qui ne renfermait son ressentiment que par faiblesse<sup>1</sup> ». Quand il reçut les procédures de l'assemblée de Champmaurel, il fit à nouveau interroger Mandagout (9 août)<sup>2</sup> et demanda à Alais une information supplémentaire, qui eut lieu le 21 août et ne donna rien.

Quelques jours plus tard, une nouvelle arrestation sembla devoir apporter des précisions utiles. Les soldats qui surveillaient toujours la montagne de Roffières mirent la main, le matin du dimanche 27 août, sur un passementier de Branoux,

1. Ch. Bost, *les Prédicants...*, t. II, p. 279, 280; p. 278, 281.

2. Interrogatoire mentionné dans le jugement. Il manque au dossier.

Étienne Soleyret (quarante-huit ans), porteur d'un pistolet. Il se rendait sans doute à une assemblée, qu'on sut ensuite s'être réunie en effet le même jour à La Melouze. Soleyret avait assisté aux assemblées de Roffières en mai, et ce fut lui qui révéla qu'il y avait vu Laporte et qu'il y avait entendu « Salamon », deux des hommes que Bâville savait depuis peu avoir été parmi les attroupés du Pont-de-Montvert. Mais Soleyret déclara aussi qu'il avait vu à Branoux, le 25 août, ce même Gédéon Laporte. Deux prédicants étaient alors avec lui, « dont l'un de Saint-Jean-du-Gard, que les enfants nommaient Salamon de Saint-Jean » (nous avons déjà relevé cette confusion entre Salomon, du Bougès et Abraham, de Saint-Jean). Cette déposition était d'autant plus précieuse que depuis l'exploit de Poul à Font-Morte, c'est-à-dire depuis un mois, les restes dispersés de la troupe de Séguier n'avaient plus donné signe de vie. On demanda naturellement à Soleyret si, dans l'assemblée de Champmaurel, « on n'avait pas résolu de prendre les armes partout », et il fut expédié à Bâville<sup>1</sup>.

Ce fut précisément vers la date où Soleyret signalait la présence récente de Laporte, d'Abraham et de Salomon à Branoux que se ralluma dans les Cévennes, et encore autour de Roffières, le feu que Bâville avait cru un instant éteint. Laporte, au dire de Rampon, et Cavalier confirme le fait dans ses *Mémoires*, « avait rallié la troupe après Esprit. » Il reprit, par les mêmes procédés, la chasse « aux gros bœufs noirs qui dévoraient l'Église ». La nuit du 7 au 8 septembre, l'église de Saint-Paul-la-Coste est pillée et saccagée. Le curé Descamps, qui a entendu les émeutiers sortant du bois de Mallebouisse, a pu fuir. Le 8, à dix heures du soir, Laporte entre au Collet de Dèze, vidé de sa garnison par un billet supposé; il prêche dans le temple qui est resté debout, abîme quelques maisons (dont le logis du curé) et quitte le bourg dans la nuit<sup>2</sup>. Le 11, Poul, que Broglie a lancé de Saint-Germain sur les insurgés, les atteint à Champdomergue, au-dessus du Collet, et les disperse, mais après avoir senti cette fois la vigueur de leur résistance. Désormais, les incendies d'églises et les meurtres de catholiques se poursuivront presque journellement dans les Cévennes.

1. Arch. de l'Hérault, C 182. Interrogatoire isolé de Soleyret, du 2 septembre. C'est « le second ». Le premier manque.

2. Il n'incendia pas l'église catholique parce que le temple du lieu [qui subsiste encore] avait été laissé debout. La marquise de Portes voulait le transformer en un hôpital.

L'obstination huguenote qui se manifestait depuis quatre mois dans le quartier de Roffières et les excès derniers de Laporte réclamaient de Bâville un exemple. Il termina le procès de trois des accusés de Branoux. Nous ne savons ce qu'il advint de Soleyret (recolé le 12 dans ses interrogatoires). Le 13, l'intendant soumit au « dernier interrogatoire » Mandagout et Abraham Pouget<sup>1</sup>. Pouget était accusé d'avoir prêché à Roffières le 7 mai. Bâville voulut qu'il se fût trouvé à l'assassinat de l'abbé du Chayla, ce qui nous apprend qu'il était arrêté depuis peu de jours. Au surplus, il nia tout, sauf qu'il connaissait Laporte « pour être de son lieu » et se déclara « catholique apostolique romain ». Astruc Mandagout n'eut pas sur la sellette une attitude plus héroïque. Il se donna également pour « catholique romain » et opposa des dénégations formelles à toutes les questions de l'intendant concernant son activité religieuse où ses propos violents<sup>2</sup>.

Notons que Bâville, dans cet interrogatoire, qui décidait du sort de l'accusé, ne le questionna que sur les paroles qu'il avait prononcées ou sur le rôle qu'il avait joué à Roffières et à Peyremale. Cette observation a sa valeur, car Louvreuil (t. I, p. 55) prétend que le prédicant fut condamné « pour avoir acheté à la foire de Beaucaire six charges de fusils et pour les avoir distribuées en divers lieux suspects de fanatisme ».

L'erreur de Louvreuil ou de ses informateurs s'explique facilement. L'opinion catholique, quand se déchaîna la révolte camisarde, fut convaincue que le mouvement avait été fomenté par des étrangers et formellement prémédité. Quand il lui fallut trouver des preuves de la préméditation, elle s'attacha aux moindres indices. La Baume, conseiller au présidial de Nîmes, dont le travail historique est fondé sur des pièces judiciaires, nous fournit des exemples typiques de ces jugements hâtifs. Il parle disertement de la venue en France d'émissaires étrangers<sup>3</sup>; mais il se contente à cet égard de développer simplement l'accusation gratuite que le sr de La Fabrègue a formulée à l'occasion de l'assemblée de Champmaurel. Plus loin, il peint l'enrôlement clandestin de tous les nouveaux convertis en état de porter les armes, accompli par des prédicants itinérants. Sa

1. Brès père, le chantre prédicateur, s'était évadé des prisons d'Alais avant le 18 juillet.

2. Arch. de l'Hérault, C 183.

3. La Baume, p. 30, 31.



phrase, ici, sans doute s'appuie sur un aveu judiciaire formel, mais qui nous transporte à la date du 9 octobre, c'est-à-dire à une époque où les agitations, d'abord isolées, se coordonnent<sup>1</sup>. Enfin, La Baume ajoute : « Ils firent plusieurs quêtes qui leur rapportèrent beaucoup d'argent, dont ils achetèrent des armes et des munitions à la foire de Beaucaire de 1702. Tous les fusils qu'on y avait apportés pour vendre furent enlevés dans deux heures de temps. » Plus loin, il parle de la poudre achetée dans les mêmes circonstances<sup>2</sup>. On peut affirmer que ces indications, comme celles de Louvreleuil, ont leur origine dans le simple fait que Mandagout a été arrêté à Beaucaire, et au début de la foire<sup>3</sup>.

Malgré la précision apparente de Louvreleuil, il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à son allégation. Si l'accusation a été formulée, elle s'est montrée insoutenable. Elle ne figure pas dans le jugement du prophète qui fut rendu le 13 septembre. Deux sentences de ce jour envoyèrent Pouget aux galères et Jean Astruc Mandagout à la potence, ce dernier « pour assemblées illicites, phanatisme et port d'armes ». Mandagout devait subir la question<sup>4</sup>.

L'arrêt relatif à Mandagout allait être exécuté à Alais. Un catholique de Saint-Hippolyte note que ce « Mandagout, maçon de Vézenobres, fanatique », est passé dans le lieu, le 14, accompagné de la justice et du bourreau<sup>5</sup>.

Louvreleuil (t. I, p. 55) dit s'être trouvé à Alais quand le

1. Information dirigée contre J.-J. Sollier, peigneur de laine (vingt-trois ans), de Saint-Hilaire-de-Brethmas, près Alais (C 182). Sollier dépose que, le 9 octobre, au bois des Plans, près de Brouzet, « Laporte le Châteaur » (le neveu de Gédéon Laporte, le futur Rolland), « en prêchant, leur dit que, lors que le roi voulait du monde, il en trouvait autant qu'il voulait pour faire la guerre et que, s'agissant de l'intérêt de leur religion, personne ne voulait se soulever, et les exhorta à le suivre ».

2. La Baume, p. 31, 157.

3. L'auteur anonyme du *Fragment sur la guerre des Camisards*, publié par M. Tallon, dit (p. 16) que « la résolution des N. Convertis [en 1702] était de faire un coup d'État à la foire [à la date de la foire] de Beaucaire ». Comme cet auteur habitait Alais ou les environs, il nous confirme dans l'opinion que ce bruit a été provoqué par l'arrestation de Mandagout.

4. Les deux jugements sont aux Arch. de l'Hérault, C 192. Les quelques pages du registre d'écrou des chiourmes de Marseille retrouvées à Toulon par l'amiral Baudin, en 1846, portent le nom d'Abraham Pouget (*Bulletin* cité, t. I, p. 54). Amené aux galères, le 28 septembre, il mourut à l'hôpital le 7 ou le 8 décembre suivant.

5. Papiers Court, n° 17, B, fol. 225.

prophète fut exécuté. Mais il résulte de l'ensemble de son récit qu'il n'est venu séjourner dans la ville qu'en octobre. Ce qu'il rapporte de la fin du condamné lui aurait donc été raconté un peu plus tard. « Les remontrances du R. P. Milhet, supérieur des Jésuites », écrit-il, « animées d'une grâce efficace de Dieu, le firent rentrer dans le sein de l'Eglise avant que de mourir. » Mandagout, on s'en souvient, s'était déjà déclaré catholique dans son dernier interrogatoire.

Un autre témoignage, qui ne contredit pas le précédent, nous prouve du moins que Jean Astruc, à certains égards, fut ressaisi par la vigueur dont il avait fait preuve quelques mois auparavant. Il émane d'un anonyme (sans doute un officier) qui habitait alors Alais<sup>1</sup>.

« Le 15 septembre 1702, Mandagout, maçon, fut pris à Beaucaire et mis aux prisons de Montpellier pour longtemps, d'où il fut conduit à Alais pour être pendu pour avoir convoqué des assemblées, excité des émotions, etc. Jamais on n'a vu un homme aller au supplice avec plus d'ardeur et d'effronterie, tournant les yeux de côté et d'autre, sans doute dans l'espérance qu'il avait que ses gens viendraient le tirer du danger. Se voyant trompé, il appela le Père Malet (*sic*), jésuite, qu'il avait [qui l'avait?] déjà abandonné, et fit abjuration de sa religion et se disposa à mourir en bon catholique. Les protestants osèrent nier le fait et accuser le Père de fausseté. »

Louvreleuil parle de Mandagout comme d'un « fameux prédicant ». L'épithète est de trop. Mandagout n'avait tenu qu'une place de second rang parmi les prophètes de 1702, et son souvenir fut entièrement effacé par les prédicateurs qui se levèrent après lui. Mais son nom avait été lié aux assemblées de Roffières et, comme on prétendit à Alais que toute la révolution camisarde en était sortie, Mandagout porta quelque temps le poids de cette infamie pour les uns, de cette gloire pour les autres.

\*  
\*  
\*

Au moment où mourait Mandagout, les autorités du Languedoc pouvaient constater que le mouvement « fanatique » qui ébranlait la province depuis deux ans n'était pas seulement une bizarrerie mentale. Les excès isolés que nous avons notés tout au

1. *Fragment sur les Camisards...*, publié par M. Tallon, p. 16.

long de notre récit vont devenir plus fréquents et plus sangui-  
naires. Des troupes diverses d'insurgés vont se former, incen-  
diant les églises, massacrant les prêtres ou les catholiques,  
assaillant les patrouilles de soldats pour se procurer des armes,  
des munitions, des équipements. La guerre des Camisards com-  
mence. Partout nous verrons agir des hommes qui nous sont  
connus déjà comme des « inspirés ». D'Alais à Florac, ce seront  
Laporte, Abraham Mazel, Salomon Couderc, La Couette; vers  
l'Aigoual, Castanet; dans la plaine, Catinat, Boudon, Samuelet.  
Dans les Basses-Cévennes, autour d'Anduze, ce seront le neveu  
de Laporte (Rolland) et Cavalier, qui prétend dans ses *Mé-  
moires* s'être trouvé dans les Hautes-Cévennes à la mort de  
l'abbé du Chayla et que nous croyons au contraire ne s'être  
enrôlé dans la révolte qu'à la fin de septembre, lors des pre-  
miers appels de Rolland. Il faudra quelques semaines encore  
pour que certaines de ces bandes consentent à s'associer, pour  
qu'elles s'organisent, nous dirons même pour qu'elles prennent  
nettement conscience du but qu'elles poursuivent. Loin d'avoir  
été savamment concerté, soit par des protestants de France, soit  
par des étrangers, le mouvement camisard a été la réaction  
spontanée d'un peuple dont la souffrance était intolérable.

Si à cet égard nous donnons raison aux conclusions de  
M. Puaux, nous sommes cependant amenés à juger un peu  
autrement qu'il ne le fait le problème de la « préméditation »  
dans le drame du Pont-de-Montvert. Il s'en tient nettement aux  
paroles que Bâville écrit à son ministre et croit à un meurtre  
commis dans un mouvement de fureur par des hommes que  
l'abbé a accueillis à coups de fusil. Il semble donc se représenter  
les attroupés qui descendent du Bougès pour délivrer les prison-  
niers de l'archiprêtre, comme un amas de paysans rudes, excités  
par la colère ou la passion de la justice, mais *de sens rassis*.  
L'intendant du Languedoc, lui aussi, les voyait de la sorte. Il  
n'a jamais su vraiment ce qu'étaient les prophètes; il les a tenus  
pour de vulgaires simulateurs qui cachaient sous des contor-  
sions étudiées des desseins séditieux très précis. Villars, cepen-  
dant, y verra plus clair dès son arrivée dans la province, il  
ne parlera à la cour que des « fous » qu'il rencontre. Il com-  
prendra qu'il a affaire à des gens qui ne sont plus dans leur état  
normal. Tout notre exposé nous oblige à parler comme lui. Les  
prophètes se disent menés par l'esprit; ils n'agissent que par  
inspirations successives, c'est-à-dire sans raisonner. Leurs

compagnons obéissent aveuglément à des ordres qu'ils croient venir d'en haut. Personne donc dans la troupe n'est plus maître ni de sa réflexion, ni de ses actes. Le mot de « préméditation », quand il s'agit d'une expédition ordonnée par des prophètes en transe et guidée par eux, n'a proprement pas de sens. On ne peut parler que d'une spontanéité constante dans la passion des inspirés.

N'y aurait-il pas lieu, cependant, de se demander si, comme le voulait le juge d'Alais, l'assemblée de Champmaurel du 23 juillet ne se rattacherait pas par quelque lien avec la mort de l'abbé, le 24 au soir? Mazel et Rampon s'accordent pour nous dire qu'après la résolution prise au matin du 23 juillet sur le Bougès, la journée du 23, la nuit du 23 au 24 et la journée du 24 furent employées à chercher des hommes et des armes pour l'expédition. Le soir du 24, au rendez-vous marqué, s'assemblent des compagnons, dont quelques-uns viennent d'assez loin. Parmi ceux qui nous sont nommés dans les récits divers, qui ont été condamnés à Florac, ou que Bâville, sur le vu des enquêtes de Florac, a décrétés de prise de corps le 29 août, figurent non seulement des Cévenols du Bougès ou de la Lozère qui ont assouvi des rancunes personnelles contre l'abbé du Chayla, le curé de Frutgères ou celui de Saint-André-de-Lancize, mais nous voyons là Joanny de Genolhac (le futur chef camisard); « un neveu de Bonnet, du Malhiguier, près de Genolhac »; Pierre Nouvel, de Vialas; Moïse Bonnet et son fils aîné, de Peyremale, et Louis Bounel, aussi de Peyremale. Ces protestants ne sont montés de Vialas, de Genolhac ou de Peyremale que sur un appel. Il est vrai que Vialas et Peyremale sont assez éloignés du vallon de Champmaurel. Mais le décret de Bâville porte encore les noms de Laporte, qui est de Branoux, et de Jacques Thérond, de Prades (Saint-Martin-de-Boubaux). Ces deux derniers, par exemple, se sont-ils trouvés à l'assemblée de Champmaurel? Y ont-ils été rejoints par un émissaire envoyé du Bougès en vue de l'entreprise concertée? Le bruit, dès lors, a-t-il couru dans le quartier qu'on se proposait de forcer la maison de l'abbé du Chayla? Ce bruit est-il venu jusqu'au juge d'Alais, qui n'au-

1. On remarquera que ni Mazel ni Rampon ne parlent de Laporte comme s'étant trouvé à l'assemblée de Rabies du 22-23 juillet. S'il a commandé l'entreprise du Pont-de-Montvert, n'est-on pas allé le chercher spécialement à Branoux?



rait fait que le préciser dans les interrogatoires auxquels il soumet les prisonniers du Pradau? La réponse à ces questions reste incertaine.

On peut seulement affirmer qu'au moment où se tenait l'assemblée considérée (à tort, certainement) par le s<sup>r</sup> de La Fabrégue pour le signal d'une conjuration générale, des hommes venus du Bougès cherchaient, vers Branoux, des affidés en armes. Il s'agissait de tenter une entreprise violente contre le logis du grand persécuteur des Cévennes. « Le coup », comme dit Rampon, devait être tenté sous la conduite de prophètes à qui Dieu avait ordonné plus d'une fois déjà de prendre les armes pour délivrer son Église. Étant donnés les actes de violence auxquels, depuis plusieurs mois, s'étaient laissés aller les inspirés ou leurs auditeurs, ces diverses circonstances ne pouvaient que provoquer une suprême explosion. Le meurtre de l'abbé devait entraîner ensuite les prophètes à de nouvelles exécutions. Un mois et demi plus tard, Laporte inaugurait une autre série de représailles, à laquelle s'associèrent, en d'autres quartiers, d'autres prophètes chefs de bandes. Le « fanatisme » allait donner à la guerre des Camisards ses conducteurs, ses meilleurs soldats et son « inspiration », à la fois maladive et héroïque, tour à tour sublime d'audace et répugnante de brutalité vengeresse<sup>1</sup>.

Ch. Bost.

1. On notera que, si les pièces du temps mettent à la charge des Camisards des actes de vraie sauvagerie, on ne leur a jamais reproché un seul attentat aux mœurs. La chose vaut la peine d'être relevée, étant donné ce que nous avons noté plus haut du dérèglement moral de certains prophètes (p. 35, 36). Comme complément à notre exposé, relativement à cette question des mœurs, M. le professeur Eug. Choisy, de l'Université de Genève, nous signale le cas du prophète J.-J. Donadille, des Hautes-Cévennes, passé en Suisse en 1706, qui fut condamné à Genève, en 1731, à la prison perpétuelle. Donadille était un mystique érotomane. Il assurait « qu'il était permis aux prophètes et aux inspirés tels que lui d'approcher de la femme d'autrui lorsque l'esprit le lui commandait » (D<sup>r</sup> Ch. Ladame, *Un prophète cévenol à Genève...*, dans les *Archives d'anthropologie criminelle*..., publiées sous la direction de A. Lacassagne. Lyon, année 1911, p. 837, 902).

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### CHARLES DESMARETS, CORSAIRE DIEPPOIS

DOCUMENTS INÉDITS DE 1445

---

Comme les livres, les pièces d'archives ont leur destin. C'est à Dijon, dans les archives de la Côte-d'Or, que nous avons trouvé des documents nouveaux sur les corsaires dieppois à la fin de la guerre de Cent ans et sur un de leurs plus fameux capitaines.

La figure de Charles Desmarets<sup>1</sup> appartenait autant à la légende qu'à l'histoire. Nous n'en savions guère que le peu qu'en rapportent les chroniqueurs Thomas Basin<sup>2</sup> et Monstrelet<sup>3</sup>.

D'origine cauchoise, ouvrier terrassier, vassal du sieur de Rambures, Charles Desmarets se distingua de bonne heure dans la lutte contre les Anglais. Dès sa jeunesse, témoin impuissant des infortunes de son seigneur — fait prisonnier en 1429 — il n'eut qu'un souci : reprendre à l'ennemi le château de Rambures. En 1432, à la tête d'une poignée d'hommes résolus, il y réussit. Tel fut son coup d'essai. Devenu capitaine de Rambures, il s'empare, dès les premiers jours de janvier 1433, de Saint-Valery-sur-Somme. En mai 1435, il passe la Somme au gué de Blanquetaque. Nous le retrouvons avec 300 partisans du roi, « droites gens d'armes et vaillans gens d'élite », à la prise de Rue<sup>4</sup>. La même année, dans la nuit du 16 au 17 novembre, il répond à l'appel des Dieppois, décidés à secouer le joug anglais. Il pénètre par surprise dans le port, et, secondé par le maréchal de Rieux, chasse l'ennemi de Dieppe.

1. Voir les *Croniques de Normandie* (édition Hellot). Notes sur Ch. Desmarets. Le nom de Desmarets ne se rencontre pas une seule fois dans l'*Histoire de Charles VII*, par G. Du Fresne de Beaucourt; cf. Charles de La Roncière, *Histoire de la marine française*, t. II, p. 262.

2. Thomas Basin, *Histoire de Charles VII et de Louis XI*, t. I, p. 111 (édition de la Société de l'histoire de France).

3. Monstrelet, t. IV, p. 433 (même Société).

4. Ibid., t. V, p. 117.

D'après Monstrelet, Charles Desmarets, « du consentement de tous les aultres et pour le roy de France », devint capitaine de la ville conquisse.

Les Anglais regrettèrent vivement leur perte « et non point sans cause », dit notre chroniqueur, « car ycelle ville de Dieppe estoit merueilleusement forte et bien garnye sur ung des bons pays de Normandie<sup>1</sup> ».

Les vainqueurs s'y installèrent en nombre. Ils s'y fortifièrent. Charles Desmarets arma les nombreux navires laissés dans le port par les Anglais. Il répara les murs de la ville et, sur la falaise de l'ouest, hâta la construction d'« ung beau chasteau et fort<sup>2</sup> ». Mais la défensive pesait à son caractère aventureux. Plus de 4,000 pay-sans armés et plus de 3,000 chevaux sont rassemblés dans la place. Charles Desmarets et « plusieurs nobles et chefs de guerre » résolurent de « guerroyer hardiment les Anglais<sup>3</sup> ». Le 24 décembre, ils surprirent Fécamp. Dès le lendemain, ils assaillaient Harfleur. D'abord repoussés, ils purent traiter avec les ennemis qui abandonnèrent le port normand. Puis presque toutes les places fortes de la région se rendirent : Tancarville, Les Loges, Valmont, Graville, Montivilliers, Longueville.

Nos campagnes cauchoises, soulevées, virent partout s'enfuir l'Anglais. Mais comment se ravitailler dans un pays sans cesse ravagé? Aussi fallut-il licencier les troupes, et Charles Desmarets, qui avait pris une part active à ces conquêtes, regagna Dieppe.

Les ennemis réagirent.

En 1436, pendant que Charles VII se portait sur Paris, ils purent reconquérir une bonne partie des places fortes normandes. Bientôt Harfleur capitule. Rouen est assiégé et, en novembre 1442, Talbot bloque le port de Dieppe.

Les assaillants ne pouvaient songer à aborder la ville par le sud, car Charles Desmarets avait fait consolider les fortifications; ils ne pouvaient attaquer à l'ouest, car, sur la falaise, le château construit par les soins du capitaine dressait fièrement ses tours menaçantes. Ils attaquèrent à l'est. De la Tour-aux-Crabes, les canonniers dieppoïsi ripostèrent énergiquement aux coups des Anglais retranchés dans leur bastille.

Pendant de longs mois, la faible garnison amenée par Dunois seconda leurs efforts. Mais le roi tardait à envoyer des secours. Enfin, de Poitiers, Charles VII fit partir 100 lances commandées

1. Monstrelet, t. VI, p. 201.

2. *Les Croniques de Normendie* (édition Hellot), p. 90.

3. Monstrelet, *Ibid.*

par Tudoal le Bourgeois et Guillaume de Ricarville<sup>1</sup>. Renfort insuffisant mais qui ranima pour quelque temps l'ardeur des assiégés. Amiens, de son côté, contribua de ses deniers au « secours et avitailllement de la ville<sup>2</sup> ». Puis, grâce à la vigilance des marins de Charles Desmarets, entrèrent dans le port des navires bretons et rochelais conduits par Guillaume de Coëtivy, frère de l'amiral, et « chargé de bled, vin, chair salée et quantités de traits, de poudre et autres provisions qui soulagèrent les bourgeois et la garnison<sup>3</sup> ». L'amiral anglais Trégoran, en observation dans la Manche, ne put intercepter ce convoi.

Enfin, le dauphin Louis arrive à Dieppe, le 11 août 1443, avec 3,000 hommes environ. Le 14 août, les retranchements anglais étaient enlevés. La bastille tombée entre nos mains, la ville était délivrée<sup>4</sup>.

On sait que le futur roi, renouvelant à Dieppe le fait d'armes qu'il avait accompli un an avant sous les murs de Dax, donna l'exemple du plus ferme courage et brava les plus grands dangers. On sait moins quelle aide intelligente, en cette circonstance, il reçut du capitaine de Dieppe. Les constructeurs les plus réputés de la ville amenèrent sous la bastille les engins les plus perfectionnés : machines, grues, ponts de bois. Les paysans travaillèrent avec acharnement à combler de fascines les fossés. Pendant l'assaut, les arbalétriers dieppois secondèrent activement les troupes royales. Les habitants, hommes et femmes, distribuèrent eau et vin aux combattants. Après la victoire, ils soignèrent les blessés.

Tant de dévouement ne resta pas sans récompense. Pendant son séjour dans la ville, le dauphin combla de faveurs les Dieppois. S'il affranchit de plusieurs droits la cité, l'autorisant à lever des aides<sup>5</sup>, il n'oublia pas le vaillant défenseur de Dieppe. Le capitaine Charles

1. Asseline, *Antiquitez et chroniques de la ville de Dieppe*, t. I, p. 160.

2. Archives municipales d'Amiens, CC 31, fol. 15.

3. Guibert, *Mémoires chronologiques pour servir à l'histoire de la ville de Dieppe*, t. I, p. 33.

4. Pour plus de détails sur la délivrance de Dieppe, cf. Asseline et Guibert, *Ibid.*; Croisé, manuscrit à la bibl. de Dieppe; Vitet, *Histoire de Dieppe*; Le Corbeiller, *Notes dieppoises*; Vasselin, *Récits dieppois et normands*.

5. A diverses reprises, et notamment le 17 octobre 1450 (lettre patente délivrée à Montbazou) et le 5 mars 1454 (lettre patente donnée à Mehun-sur-Yèvre), la ville de Dieppe reçut confirmation de ces droits. D'autres lettres patentes, le 18 juin 1457 et le 1<sup>er</sup> avril 1459, lui permirent de réparer les fortifications et les jetées. Le dauphin, devenu roi, renouvela tous ces droits par lettres du 26 septembre 1463. Le 24 octobre 1466, il accordait aux Dieppois le franc-saler du poisson. Enfin, il les exemptait de l'imposition foraine par lettres patentes du 12 avril 1467 (Archives municipales de Dieppe. Privilèges de la ville).



Desmarets, qui, depuis un an, était « escuier d'escurie du roy », devint le « maistre d'ostel » de l'héritier royal. Fonction très enviée à l'époque et gage de l'estime princière.

En quittant le théâtre de ses exploits, c'est à Charles Desmarets que le dauphin confia le commandement de la garnison. Sous l'impulsion d'un tel capitaine, la ville prospéra. Dieppe abrita les marins les plus audacieux dont les vaisseaux coururent hardiment l'aventure. Ces croisières inquiétèrent fort les Anglais. Au cours d'une incursion dans l'estuaire de la Seine, les marins de Charles Desmarets surprirent les ennemis à Caudebec et à Montivilliers et enlevèrent le lieutenant général du bailli de Caux. Bientôt, remontant la mer du Nord, ils rançonnèrent le commerce anglais. C'était de bonne guerre. Ce qui l'était moins, c'était de s'en prendre aux marins de Flandres, Hollande et Zélande, qui se plaignirent à diverses reprises à Charles VII. Mais, contre ces marins, les Dieppois n'avaient-ils pas de nombreux griefs, dont le principal était que ces sujets du duc de Bourgogne continuaient, en dépit du traité d'Arras, à entretenir des relations avec nos ennemis d'outre-mer?

En leur nom et pour obtenir lui-même des réparations, Charles Desmarets intervint auprès du dauphin. Les doléances réciproques des Flamands et des Dieppois donnèrent lieu à de nombreuses négociations sur lesquelles nos documents apportent un peu plus de clarté.

Voici, en premier lieu, une lettre inédite du dauphin. Le futur roi prend énergiquement la défense de ses « gens ». Ses plaintes, accompagnées de menaces non équivoques, obligent les Flamands à répondre. Dans les « Advertissemens » qui suivent, « ceulx de Bruges<sup>1</sup> » fournissent longuement des explications.

Mais pouvaient-elles satisfaire nos Dieppois qui, défendant loyalement la cause royale, désirent surtout obtenir gain de cause?

En ces temps troublés, ne l'oublions pas, la guerre de course remplace la guerre d'escadre; la faiblesse de Charles VII rend nos marins aussi exigeants qu'indisciplinés; chez eux, l'insubordination n'a d'égale que la hardiesse.

Aussi, l'intervention du dauphin ayant été sans résultat, leurs revendications, par l'intermédiaire du capitaine de la ville, se font pressantes et hautaines.

La lettre de Charles Desmarets, que renferment nos documents,

1. A cette époque, Bruges était la ville la plus importante des Pays-Bas et du nord de l'Europe. Par le port de L'Écluse, alors florissant, s'y accumulaient les productions de l'univers. Plus tard, Anvers détrônera Bruges.

souligne singulièrement cet état d'esprit. Elle met bien en lumière ces deux traits du caractère de nos corsaires : intrépidité, qui rappelle celle des Normands du x<sup>e</sup> siècle, et âpreté au gain, qu'on retrouve parfois encore chez certains de nos paysans.

## I.

*Cy sensuit la copie de certaines lettres closes envoyées de par le daulphin de Viennois à la loy de la ville de Bruges et receues par la dicte loy le premier jour de may l'an XLV<sup>1</sup>.*

De par le daulphin de Viennois. Chiers et bien amez; nous avons esté et sommes informez que deux [ans] a ou environ<sup>2</sup> ung petit balenier, nommé *Eveillé qui dort*, appartenant à Perrot Féré<sup>3</sup>, nostre huissier d'armes, se partit de devant Dieppe pour aler à ses aventures sur la mer, en entencion de rencontrer les Englois, et tant singla sur mer qu'il arriva au port de Lescluse en Flandres pour soy refreschier et recueillir vitailles, où ilz furent receuz à seurté; auquel lieu de Lescluse vint à la cognissance des compaignons qui lors estoient dedens le dit balenier que y avoit plusieurs navieres d'Angleterre et en prindrent l'un qu'ilz amenoient au dit lieu de Dieppe, lesquelz en eulx en venant furent poursuis par les Flamens qui leur rescouvrent leur prinse, et en ont emmené les aucuns prisonniers à Bruges où ilz les ont fait mourir. Et pour ce que le cas est advenu en ce Royaume et commis par les subgés de Monseigneur et en son obéissance, et que

1. 1445.

2. En 1443.

3. Perrot Féré commandait les barges dieppoises sous les ordres du capitaine de la ville, Charles Desmarets. En 1440, Dieppe étant menacé par les Anglais, il refusa d'accéder à la demande du duc de Bourgogne et d'escorter au Crotoy une armée de secours. Une flotte anglaise, avec le duc de Somerset, n'était-elle pas annoncée? Féré, avec Charles Desmarets, préparait la défense de Dieppe. Il arma de nombreux navires pour la course. Les archives de la ville (1<sup>re</sup> cl., layette 1, 4<sup>e</sup> liasse, n° 7) mentionnent ses exploits. Notre capitaine, désirant obtenir une remise de droits, rappelle, dans sa demande, qu'« il a tenu sur la mer grant compaignie de gens à ses dépens pour grever et repeller les Englois... et faire choses au bien de la dicte ville et autres lieux ». Ses marins « ont gagné pluseurs navires, marchandises et autres choses estans dedens, ceulx sur nos dicts ennemiz et derrenièrement une harque... ».

Le dauphin, qui affectionnait les « petites gens », encouragea les efforts du capitaine dieppois dont les navires assuraient si bien la police des mers. Il en fit son huissier d'armes en attendant de lui faire obtenir une charte d'anoblissement. Enfin, il intervint pour lui auprès de Charles VII, et, le 10 octobre 1443, des lettres patentes permirent à Féré de jouir de l'exemption de « tous droits d'ayde appartenans au Roy et à la ville ». Cette faveur entraînera des démêlés entre les receveurs de la vicomté et notre capitaine. Mais de nouvelles lettres patentes, le 19 mars 1444, confirmeront, selon leur « forme et teneur », les précédentes lettres.

onques nulz de Dieppe n'ont fait guerre à ceulx de Flandres, combien que chacun jour ilz leur pevent porter grant dommaiges, nous vous prions, requérons et néantmoins mandons sur tant que désirez éviter le dompage dud. lieu de Bruges et de tout le pais de Flandres, que faciez restituer le dit Perroit Feré du dompage qu'il a eu et peu avoir tant des mors que autrement à l'occasion des choses dessus dictes; en nous certiffiant de vostre voulenté sur ce par nostre serviteur porteur de ces présentes, affin que au surplus y soit donnée provision tele qu'il appartiendra de raison.

Chiers et bien amez, nostre seigneur soit garde de vous.

Escript à Nancey, le XXIX<sup>e</sup> jour de mars.

LOYS. SIBLON.

A nos chiers et bien amez le Bourgmaistres et eschevins de la ville de Bruges<sup>1</sup>.

## II.

*Advertissemens touchans les lettres closes que Monseigneur le daulphin de Viennois a nagaires envoyées à ceulx de Bruges...*

(1445.)

Et affin que nostre très redoubté seigneur et prince puist estre infourmé sur la vérité de la matière contenue ès dictes lectres et aussi à la manière tenue par ceulx de Diepe à la journée de Saint-Omer, entre le cappitaine et les autres députez de Diepe d'une part, et les députez des villes de Bruges et de Lescluses d'autre, pour trouver traittié des prises et dommaiges dont les d. de Diepe se douloient de ceulx de Flandres, et aussi de plusieurs prises et dommaiges dont ceulx de Flandres se douloient de ceulx de Diepe; les d. de Bruges remonstrent les advissemens qui s'ensuivent :

Et premiers que il est vray que ou mois de juillet, l'an mil CCCC XLIII, se mist sus en tout Bouloigne sur la mer une petite nef appelée « scaffe », estouffée et garnye de XVIII compaignons ou environ qui estoient allyez et assembléz de diverses nations, assavoir aucuns de Flandres, aucuns de Zellande, autres d'Allemagne, autres de Bouloigne sur mer et illec environ et autres de Diepe et d'illec environ, en entencion de avecques la dicte scaffe comme ilz disoient de faire guerre et prises sur les Anglois, lesquelz compaignons, venant environ Dunkerke en Flandres, fisrent leur capitaine ung nommé Jehan Teghelare, natif de Neufport en Flandres; et la dicte scaffe ainsi venant en mer prinst son chemin vers le port de Lescluse, pour illec espier les marchans y entrant et yssant; et ou chemin, assavoir devant Ostende, à quatre lieues du dit lieu de Neufport rencontrèrent deux neifs de pescheurs de Flandres desquels ilz prinsrent et robèrent assavoir de chacune ung tonnel de cervoyse, contre le gré

1. Archives départementales de la Côte-d'Or, série B, liasse 11927.

et volenté des diz pescheurs et par forche. En après vint la dicte scaffe au dit port de Lescluse, qui est ung lieu de seurté et où les neifs de tous Royaulmes et nations viennent et reposent pour la bonne seurté que y est et ouquel, combien que plusieurs fois y arrivent neifs de nations ennemyes l'une à l'autre, toutesfois elles y demeurent en bonne seurté sans faire guerre ou prises l'une sur l'autre; et passa parmi le dit port et en ycelluy, dedens la baillie et eschevinage de la mer, prinist et roba par forche hors d'une neif de la Goude<sup>1</sup> en Hollande qui y gisoit robes, pourpains et autres vestures qui y estoient, appartenant aus d. de la Goude. Et en après, assavoir le xxviii<sup>e</sup> jour de juillet ou dit an XLIII, ou matin, prinsrent et robèrent par forche, hors deux ploytes gisant illec à leur ancre paisiblement attendant la marée pour sangler vers Zellande, certain grant quantité de substances d'espèces saffran, chaudron, payelles, mercherie et autres biens, desquelz ilz chargièrent et emplirent leur dicte scaffe et s'en alèrent avec les d. prises. Et quant les choses dessus dictes vindrent à la cognissance des bailli et officiers de la mer, ilz firent diligence de prendre les d. robeurs, et ainsi ilz furent prins dedens le dit port, ensemble les biens par eulx pilliez et robez. Et après que les d. robeurs fusrent ainsi prins et détenuz et par justice examinez, ils confessèrent les cas dessus d. par eulx perpétrez et aucuns d'eux confessèrent plusieurs autres roberies par eulx en temps passé fais et perpétrez, par quoy ilz furent tous par la loy de la ville condempnez à la mort et justiciez.

Item, que ou mois de février derrain passé, à la requeste des bailli, bourgeois et conseilliers de Diepe fu prinse et accordée certaine journée estre tenue le premier jour de mars derrain passé en la ville de Saint-Omer par le sceu et consentement de nostre très redoubté seigneur et prince Monseigneur le duc de Bourgoigne, etc., entre les cappitaine, bourgeois, manans et habitans de Diepe, d'une part, et ceulx des villes de Bruges et de Lescluse, d'autre, pour traittier et appointer d'aucuns cas d'estrousses et autres manières de prises faictes et advenues sur la mer depuis le temps que la guerre avoit eu cours, auquel jour et lieu ceulx de Bruges et de Lescluse envoyèrent leurs députez à ce souffisamment fondez par procurations, et pareillement comparurent au d. lieu députez ou nom du cappitaine et des bourgeois de Diepe, aussi souffisamment fondez.

Item, que les députez d'un costé et d'autre eurent communication et parolles ensemble, tant sur les demandes que faisoient aucuns ou nom et comme procureur du capitaine de Diepe, et sur les demandes que faisoient aucuns députez de la dicte ville de Diepe ou nom d'aucuns bourgeois particuliers de Diepe, d'une part, comme aussi sur aucunes demandes que faisoient yceulx de Bruges et de Lescluses ou nom d'aucuns bourgeois et habitans des d. villes de Bruges et Lécluse

1. Gouda ou Ter-Gouw, ville de la province de Sud-Hollande (Pays-Bas).



et autres villes et plaches du pays de Flandres, d'autre; et baillèrent les dictes parties leurs demandes l'une à l'autre par escript.

Item, par dessus ce, dirent ceulx de Diepe de bouche que deux ans a ou environ une neif appartenant à ceulx de Diepe fut prinat par ceulx de Flandres et les gens estans en icelle exécuté à mort<sup>1</sup>, laquelle chose ilz dirent estre irréparable; à quoy les députez de Bruges et Lescluse respondirent pareillement de bouche que la dicte exécution a esté faicte par loy et justice, pour les excès et délits des dictes personnes exécutées par loy et justice.

Item, et pour ce que les demandes que faisoient les dictes parties l'une à l'autre n'estoient pas toutes recogneues et vérifiées, et aussi que les d. députez de Bruges et de Lescluses n'avoient pas entièrement toutes les plaintes des adommagiez du pays de Flandres pour parvenir à bon appointement et trouver moyen de paix, et avanchier et entretenir le cours des marchandises entre icelles parties, fu lors la dicte journée prorogée, différée et continuée en l'estat qu'elle estoit jusques au dimence après Quasimodo prochain ensuivant. Et promirent les diz députez d'ung côté et d'autre souffisamment fondez pour en la matière encommenchiée procéder en oultre comme il appartiendroit de raison, moyennant que, ce temps pendant, les d. parties ne useroient ni devoient user de voye de fait ou d'arrest, ne attemperoient en quelque manière l'une contre l'autre.

Item, et pendant la dicte continuation ceulx de Bruges et de Lescluses pour aucuns affaires et nécessitez à eulx survenans escrirent à ceulx de Diepe en requerrant la dicte journée estre encore prolongée et continuée; sur quoy ceulx de Diepe rescrirent et consentirent par leurs lettres que la continuation se fesit encore jusques au premier jour de may ensuivant; toutes choses, ce temps pendant, demourans en mesme état qu'elles estoient pour lors.

Item, ce non obstant, ung baleinier dont estoit maistre ung nommé Robin Barbey, bourgeois et habitant de la ville de Diepe, cacha<sup>2</sup>, le xxviii<sup>e</sup> jour d'avril derrainement passé, une escute<sup>3</sup> chargiée de chervoises appartenant à Girard Gardin, Niclais, P. Diérix et Michiel-P. Diérix, bourgeois de Dunkerke en Flandres, tellement que par forche de cache la dicte escute fery à terre au devant de Zoudcoute, à une lieue prez de Dunkerke, où elle rompy et la plus grande partie des chervoises fu perdue, et sont les d. bourgeois de Dunkerke, à cause de la dicte neif des chervoises et autres biens et apparaulx estans en icelle, adommagiés bien de CXLII nobles et demi d'or.

Item, encores le xxix<sup>e</sup> jour d'avril, le dit Robin Barbey prist et rencontra une neif dont estoit maistre ung nommé Jehan Vander Most,

1. Il s'agit du baleinier l'*Éveillé qui dort*, appartenant au capitaine dieppois Perrot Féré, dont il est fait mention dans la lettre du dauphin (document I).

2. Chassa.

3. Il faut voir dans ce mot la francisation du hollandais *schutt*, bateau.

bourgeois de Malines, laquelle neif le dit Robin amena au devant du port de Dunkerke et la renchonna le dit Jehan Vander Most à IIII<sup>xx</sup> et III nobles d'Angleterre, et par dessus la dicte renchon ont ceulx de Diepe prins beaucoup de biens hors la dicte neif de Malines.

Item, et au mesme jour et heure, prindrent ceulx de Diepe une neif de Brabant dont estoit maistre Leurens Pierneif, lequel ilz renchonèrent à XLIII nobles d'or, et par dessus ce ostèrent plusieurs biens hors la dicte neif.

Item, ceulx de Bruges et de Lescluses ont envoyé leurs députez en la ville de Saint-Omer, au premier jour de may derrain passé, et aussi comparurent députez de par le capitaine et ceulx de Diepe, et a esté entretenue et continuée la journée et traittiée paravant encommenchée; et a esté illec remonstré par les députez de Bruges et de Lescluse à ceulx de Diepe comment ceulx de Diepe et mesmement le dit Robin Berbey a enfreint le traittié, l'estat et abstinence pourpalée et conclue entre les dictes parties dont dessus est faicte mention par espécial en la prinse des dictes neifs de Flandres; de quoy iceulx de Diepe se sont excusez, disans qu'ilz n'en savoient riens; mais, s'il étoit ainsi, il leur déplaisoit et ilz en feroient faire bonne et loyale restitution.

Item, au regard de la matière principale, assavoir des demandes faictes par les dictes parties l'une à l'autre, fu dit à la dicte journée par ceulx de Diepe que, premiers et devant toute euvre, il convendrait que leur capitaine fust contenté et appaisié, et, ou cas que le pays de Flandres voulsist paier au dit capitaine de Diepe pour ses demandes III<sup>s</sup> saluz<sup>1</sup>, ilz le contenteroient de leurs propres deniers du surplus pour l'affection et le grand désir qu'ilz avoient d'avoir paix et union avecques le pays de Flandres pour fréquenter le dit pays en fait de marchandise, si comme ilz disoient. Et, au regard des demandes particulières faictes d'un costé et d'autre, ilz feroient tant de leur costé que tout ce que seroit trouvé véritablement estre osté et prins à ceulx de Flandres par ceulx de Diepe leur seroit rendu par tele manière qu'ilz en devoient estre contens, moyennant que pareillement ceulx de Diepe adommagiez fussent aussi récompensez de leurs dommaiges.

Item, sur ce fu respondu par les députez de Bruges et de Lescluse que, pour appaisier la rigueur encommenchée entre les dictes parties et pour le bien et avancement de la marchandise, jà soit ce que ceulx de Diepe et mesmement le capitaine de Diepe n'avoit nulle cause de demander à ceulx de Flandres aucune restitution à cause d'une sienne barge arrestée au port de Dunkerke, veu et considéré qu'elle n'avoit point esté prinse de force, mais arrestée par loy et justice par le Lieutenant de l'Amiral de Flandres à la requeste de partie, et qu'il eust peu poursuir la délivrance de sa barge par voye de droyt s'il luy eust pleu, veu que il n'estoit point ennemy de mon très redoubté seigneur

1. Le salut d'or tirait son nom de la salutation angélique que représentait une des faces de la pièce. Il valait 25 sous (25 francs de notre monnaie).

ne de son pays de Flandres; et pour ce, se aucun dommage luy en estoit advenu, il en estoit en coulpe. Et pareillement ou regart des autres biens que le capitaine de Diepe et aultres se dient avoir en temps passé derrement conquesté sur les Anglois leurs ennemis, lesquelz biens leur dient estre ostez de force par ceulx de Flandres, il leur fu respondu que les biens dessus d. n'appartenoient pas aux Anglois, mais à aucuns marchans de Hollande et Zellande, comme il apparu loyaument qui, pour lors, n'estoient pas leurs ennemis; et pour ce furent par justice constrains de leur restituer les d. biens.

Toutes lesquelles choses considérées et par aultres plusieurs raisons à ce faisans alléguées, il apparoit que à mauvaise cause ilz demandoient les dictes sommes de deniers au pays de Flandres et que, d'autre costé, les subjets et habitans du pays de Flandres estoient à tors et sans cause grandement adommagiez par ceulx de Diepe, comme il apparoit par les plaintes de ceulx de Flandres bailliez par escript; toutesfois, ceulx de Flandres, pour le bien de paix et affin que marchandise peust avoir cours paisiblement par mer et par terre, leur offrirent et leur accordèrent de compenser les pertes et dommages d'un costé et d'autre, dont ceux de Diepe n'en vouloient pas estre contens, mais se partirent tantost et incontinent par manière de courous et mautalent.

Item, après ce, les d. députez de Bruges et de Lescluse leur requeroient de faire encores ung estat et abstinence de voye de fait entre les dictes parties, de trois ou quatre mois ou sans terme au desdit de ung mois ou deux pour, ce temps pendant, labourer à trouver manière de bon appointment, ou aussi que, ce temps pendant, les querelles d'un costé et d'autre fussent mises en justice; mais ceulx de Diepe n'ont à riens voulu entendre fors que de recevoir III<sup>e</sup> salus pour leur capitaine, comme dit est, et ainsi sont partis de Saint-Omer et est le traitié du tout rompu et falli.

Item, est à noter que ceulx de Diepe ont obtenu abolition générale du Roy de tout ce qu'ilz ont meffait sur les Flamens et tous autres, et que ce non obstant ilz requièrent avoir restitution de ce qu'ilz dient que les Flamens ont fait sur eulx<sup>1</sup>.

### III.

*Lettre de Charles Desmarets, capitaine de Dieppe, « à honorables et sages bourgmaistres, eschevins et conseil des villes de Bruges et Lescluses, en Flandres ».*

Honorables et sages,

Il est vray que puis naguerez pour et affin d'avoir reparation de certains grans tors et griefz qui faiz me ont esté en vostre pais de

1. Archives départementales de la Côte-d'Or, série B, liasse 11927. Original papier.

Flandres, tant sur la mer de certaines marchandises gaegnées par aucuns de mes vaisseaux sur les Anglois, anciens ennemis et adversaires du Roy nostre souverain seigneur, comme laynez et autres bonnes et riches marchandises montans à haulte somme qui leur ont esté ostez par forche; et aussi m'avez ostez et détenu une mienne barge en la ville de Dunkerke avec plusieurs biens et prisonniers anglois estans dedens montant à certaine aultre haulte somme; je avoie fait naguères mettre en arrest une escute chargiée de heerens caques, et sur ce que je vouloie pour icelle recompensation avoir procédé par voie de fait tant sur icellui arrest comme sur autrez de vostre d. pais. Ce venu à la congnoissance des bailli et bourgeois gouverneurs de ceste d. ville, journèrent devers moy, disant que ilz me requéroient que de ce ne voulusse souffrir, attendant qu'ilz vous eussent escript pour sur icellui arrest et aultres arretz que l'on disoit vouloir faire en vostre d. pais sur les marchans de par de çà, à cause d'aucunes prises ou aultres choses advenus durant le temps de la guere et en paravant des présentes trêvez trouver moien de communiquer et assembler ensemble en certain lieu pour ce faire traittié et bon acord, quelle chose ilz eussent fait; et par le moien des lettres de chacun de vous assemblé en la ville de Saint-Omer, au VII<sup>e</sup> jour de mars derrain passé, auquel jour je feis estre certaines personnes pour moy suffisamment fondés par lesquelz je feiz remonstrer aux commis et deputez de vous les tors et griefz qui me ont esté faiz, la vaille d'iceulx bailliez par déclaration, et aussi y ont comparu par la d. ville le bailli et deux des gouverneurs d'icelle et en leur compaignie deux des aultres bourgeois pour sur le d. traittié pacifier et trouver bonne union; auquel jour par vos d. deputez feust requis icelle journée estre prolongnée jusques au premier jour de ce présent mois de may et de l'avis de vos d. deputez et de ceulx de par de çà fu par entre eulx faite certaine escripture signée de chacune des parties; auquel premier jour de may derrain passé vos d. deputez et les nostres ont comparu et convenu ensemble et par iceulx voz deputez a esté dit et desclairé que vostre intencion n'est point que je soie aucunement récompensé de mes dictes pertes autrement ne en plus avant que de ce que j'ay fait arrester par deçà en disant que plus auroit mis plus auroit perdu; quelle chose je n'ay pas intencion de faire, car tout ce qui est arrêté ne souffiroit pas aux despens que j'ay faiz en pour sauf mon bon droit. Et sachez certainement que, en brief, je ne seray récompensé et piécà le fusse, se ne feissent les dessus d. de ceste d. ville qui, à leur prière et requeste, me ont en ce fait différer; combien que je soye desplaisant que par voie de fait y conviengne procéder méus, puisque par amours ne peult estre, je convient que par forche soit; et vous souviengne de mes gens lesquelz avez prins et fait mourir pour avoir prins les ennemis du Roy nostre d. seigneur; aussi il avoit esté acordé par entre nous toute voie de fait estre cessée durant le temps de la d. convencion, laquelle failly dès lundi six heures après disner que les d. bailli et bourgeois partèrent du d. lieu de Saint-



Omer, ausquelz iceulx voz depputez distrent que pendant icelle convencion et la d. assurance aucuns de par deçà avoient fait des prises sur aucuns du pais de Flandre pour ce que par nos d. depputez leur fu accordé icelles prises leur estre renduez si aucunes y en avoit; je rescrips devers vous affin que incontinent ces lettres veues vous envoie par deçà aseurement ceulx à qui vous dittiez les d. prises avoir esté optez, se ainsi est qu'ilz soient de vostre d. pais de Flandre, pour leur en faire restitution; aussi aucuns de vous gens partans de Nyeport durant le temps de la d. convencion ont osté et resceus par voie de fait à puissance d'armée à aucuns gens de guerre de par de çà certaines prises par eulx faites sur les Hollandois ou Zellandois, lesquelles prises faites, qu'ilz soient restituez car vous y estes tenus par la d. convencion; par vous ont esté faiz plusieurs grans tors et griefz à ceulx de ceste d. ville, de quoy, pour le présent, je me déporte de le vous desclaré, mais j'ay bonne volenté en temps et lieu de une fois et de brief le vous faire savoir; et se vous avez failly à vostre entreprinse ne vous en vueillez courroucher, mais se je fail à la mienne, le me vueillez pardonner. Notre Seigneur vous ait en sa garde.

Escrit à Dieppe, le VII<sup>e</sup> jour de may.

Charles DESMARETS, escuier d'escurie du Roy, nostre seigneur, maistre d'ostel de Monseigneur le Dauphin, capitaine de Dieppe et de Gam[aché] en Vimeu<sup>1</sup>.

Le ton autoritaire de la lettre de Charles Desmarets pouvait faire craindre aux Flamands de sérieuses représailles, car le capitaine dieppois était, avant tout, homme d'action. Encouragé par le dauphin qui se plaisait à multiplier les conflits entre le duc de Bourgogne et Charles VII, il mit ses menaces à exécution. Bientôt les vaisseaux de Dieppe sillonnent la mer du Nord et nos corsaires, déçus dans leurs espérances et conscients de l'importance des intérêts en jeu, renouvellent leurs exploits.

En vain, leurs adversaires s'abstiennent de tout acte d'hostilité, eux « continuent journellement à faire tout dommage qu'ilz pevent, au grand préjudice et retardement du bien et cours de la marchandise<sup>2</sup> ». Des plaintes véhémentes sont alors adressées par les communautés maritimes intéressées au sénéchal de Roulogne, Villiers de l'Isle. Charles VII lui-même, prévenu, reçoit les doléances du Conseil du duc de Bourgogne. Les Flamands

1. Archives départementales de la Côte-d'Or, série B, liasse 11927. Original papier.

2. *Remonstrances faites par les gens du Conseil de Monseigneur de Bourgogne touchant le fait de Dieppe...* Collection de Bourgogne, vol. XCIX, p. 460; cité par le marquis de Beaucourt (*Chroniques de Mathieu d'Escouchy*, t. III, pièces justificatives).

supplie le roi d'intervenir auprès du capitaine Desmarets et d'« ordonner une surséance de guerre jusques au terme de deux ans ou autre terme qu'il lui plaira<sup>1</sup> ». Ils promettent de « ne porter aucun dommaige » aux Dieppois, mais demandent instamment qu'ils cessent toute prise. Leur désir est de régler définitivement tous les différends. Après avoir entendu les explications de Charles Desmarets, le roi décida que la « matière de Dieppe » serait au nombre des questions soumises à la conférence de Châlons, conférence instituée pour régler les nombreuses affaires pendantes entre la France et la Bourgogne<sup>2</sup>. Au cours de cette conférence, le 16 juin 1445, un accord sérieux fut conclu entre les notables de Dieppe, dont Charles Desmarets, et les gens du Conseil de la maison de Bourgogne. De part et d'autre, on signa une trêve jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre, en attendant que fût réglée définitivement la question délicate des indemnités.

C'est cet accord que reproduit le document inédit suivant :

## IV.

*Copie du seur estat apointé et accordé entre les pays de Flandres, Hollande, Zelande et Frise, d'une part, et les capitaine, bourgeois, manans et habitans de la ville de Dieppe, d'autre part.*

Sur la question et différent estant entre les conté et pays de Flandres, Hollande, Zelande et Frise, d'une part, et les capitaine, bourgeois, manans et habitans de la ville de Dieppe, d'autre part, à cause de certaines prises, destrousses, omicides et autres entrefaictes que les d. parties dient et maintiennent avoir esté faictes tant par mer comme par terre l'une sur l'autre; par madame la duchesse de Bourgoingne et les gens du Conseil de monseigneur le duc de Bourgoingne estant avec elle, c'est assavoir Révérend Père en Dieu monseigneur l'évesque de Verdun, maistre Jehan, seigneur de Créqui, messire Diene, seigneur de [Hum... (?)]<sup>3</sup>, messire Guillaume le Joint, seigneur de Contay, maistre d'ostel de ma dicte dame, maistre Estienne Arménie, président des parlements de Bourgoingne et autres, d'une part; Charles Des Marez, capitaine, Pierre Galopin, bailli, et Jehan Blancbaston, l'un des gouverneurs du d. lieu de Dieppe, fondés de pouvoir, et eulx faisans fors pour le corps et communauté de la d. ville de Dieppe, assemblez en la ville de Chaalon, d'autre part; a esté apointé et accordé que, de ce jourd'uy jusques au premier jour d'octobre prochainement venant incluz, bon et seur estat sera, et cessera toute voye de fait d'un costé et d'autre; et pourront tous les habitans des d. pays et autres pays sujets de mon dit seigneur de Bourgoingne aler et converser paisiblement, marchandamment et autrement, ainsi qu'il

1. Remonstrances, citées plus haut.

2. Cf. G. Du Fresne de Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. IV, p. 131.

3. Sans doute André, seigneur d'Humières. *Ibid.*, p. 130.

leur plaira, en la d. ville de Dieppe et par tout ailleurs par mer et par terre. Et pareillement les diz capitaine, bailli, bourgeois, manans et habitans du d. Dieppe pourront aler et converser paisiblement, marchandement et autrement, ainsi qu'il leur plaira, par mer et par terre par tous les d. pays de Flandres, Hollande, Zelande et Frize et autres quelconques pays du mon d. seigneur de Bourgoingne, sans ce que, soubz umbre ne à l'occasion de quelconques choses faictes et advenuees par ci-devant par mer ou par terre, l'en peust user de quelque voye de fait ne de prison ne autre quelconque empeschement à requeste de quelque prisonnier ne pour quelconque cause que ce soit. Et en oultre est accordé et appointée que, le premier jour de septembre prouchain venant, une journée amiable sera tenue en la ville de Thérouane, à laquelle mon d. seigneur de Bourgoingne fera que ceulx des d. pays de Flandres, Hollande, Zelande et Frize enverront leurs gens ou députez garniz de pover seufisant; et pareillement les d. capitaine, bourgeois et habitans de Dieppe y enverront leurs gens ou députez semblablement garniz et fondez de pover souffisant, pour des d. question et différens, plus appointer, accorder et conclure. Et pour [garantie (?)] entretement et sceurté des choses dessus dictes est appointé par ma dicte dame et gens du Conseil que de ce présent appointement seront faictes lettres soubz le seel de mon d. seigneur le duc et envoiées au d. lieu de Dieppe tantost que ma dicte dame sera retournée devers mon dit seigneur; et néantmoins ce d. jourduy, sans attendre les dictes lettres, le d. sceur estat et cessation de voye de fait sera entretenu et continué jusques aud. premier jour d'octobre. En tesmoing desquelles choses a esté fait et escript cest appointement double et signé, par l'ordonnance de ma dicte dame, par maistre Loys Dommessons, secrétaire de mon dit seigneur, et pour la part des d. de Dieppe par les d. capitaine, bailli et gouverneur, le xvi<sup>e</sup> jour de juing, l'an mil quatre cent quarante cinq<sup>1</sup>.

La question flamande résolue — au mieux des intérêts dieppois, comme il est à présumer — Charles Desmarets, en bon corsaire, porte tous ses coups contre l'ennemi d'outre-Manche.

En dépit d'une trêve signée en 1444 pour deux ans et prolongée d'année en année, les inimitiés entre Anglais et Français persistaient, toujours vives, surtout en Normandie.

Personnellement, le capitaine dieppois intervint auprès du roi de France pour se plaindre que, sur la mer, « avoient de nouvel esté grant prins quantité de navires garnis de vivres et marchandises appartenans à plusieurs gens de la ville de Dieppe<sup>2</sup> ».

C'est qu'aux portes de la cité normande veillaient, toujours mena-

1. Archives municipales de Dijon, fonds Baudot, n° 39, fol. 347.

2. Lettre de Henri VI à Charles VII (*Chroniques de Mathieu d'Escouchy*, pièces justificatives, t. III, p. 218-220).

çants, les partisans du roi d'Angleterre Henri VI. Jean de Pevvrel, sire d'Offranville, oubliant l'accueil cordial que son père, d'origine anglaise, avait reçu en France, armait de nombreux vaisseaux pour le compte de nos ennemis. C'était pour les marins dieppois un adversaire redoutable.

A Arques, le lieutenant Jehan Peinchon, également au service des Anglais, laissait ses hommes d'armes harceler les partisans de Charles VII.

Charles Desmarets, dont l'énergie eut alors vraiment à se dépenser, se plaint au roi qu'ils « ont couru en plusieurs lieux obéissance à environ la dicte ville de Dieppe, y ont prins plusieurs gens de divers estats, tant des diz lieux que d'icelle ville, et commis plusieurs autres excez et delitz<sup>1</sup> ». Or, Charles VII venait d'apprendre la prise de Beuvroy et de Mortain. Il se montra fort indigné de ces « graves attemptaz faiz et commis par les Anglais à l'encontre de la trêve<sup>2</sup> ».

De Montils-lès-Tours, le 17 mars 1447, puis le 23, il écrivit à Henri VI, demandant pour lui et pour Charles Desmarets des explications et des réparations. Le 3 mai suivant, le roi d'Angleterre répond. Les réclamations de Charles Desmarets sont de sa part l'objet d'une réglementation toute spéciale. C'est que le capitaine de Dieppe est un puissant ennemi. Henri VI le craint; il le ménage.

« En toute diligence », il fait rechercher une nef capturée par les Anglais; il lui en fait restitution et lui fait remettre les marchandises confisquées<sup>3</sup>. On ne pouvait être plus conciliant.

Mais bientôt, après la prise de Fougères, la trêve est rompue; la guerre recommence. A l'appel du roi et au lendemain d'une attaque fructueuse contre les Bresmois, les marins de Charles Desmarets, infatigables, arment à nouveau.

Sans doute le capitaine de Dieppe avait obtenu des Anglais de larges compensations; mais il ne pouvait refuser son concours au roi de France qui ne l'avait jamais oublié dans ses libéralités. Charles Desmarets ne venait-il pas encore de recevoir, le 26 mai 1447, un don de 600 livres tournois que le trésorier et receveur des finances royales, Estienne Petit, avait versé dans la caisse du receveur de la vicomté de la ville, Jehan Blanchaston, pour « estre convertie et employée es reparacions de la ville de Dieppe<sup>4</sup> » ?

Tout dévoué à la cause française, le capitaine dieppois arme donc contre les Anglais. A la hâte, dès 1448, il forme cinq compagnies.

1. Lettre de Henri VI à Charles VII (*Chronique de Mathieu d'Escouchy*, pièces justificatives, t. III, p. 218-220).

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Chronique de Mathieu d'Escouchy*. Rôle des dépenses du 26 mai 1447, *loc. cit.*



Il réussit à entretenir des intelligences avec les moines de Fécamp, pénétre dans la ville par l'abbaye et s'en empare presque sans coup férir. Un navire anglais, chargé de quatre-vingt-sept hommes, est pris au moment où il entre dans le port. Nos Dieppois font prisonniers les renforts anglais, débarquant fort mal à propos<sup>1</sup>.

Le 19 septembre 1449, le château d'Arques tombe entre les mains de Charles Desmarets, après deux jours de siège.

La fortune des armes favorise Charles VII. Le 10 novembre, Rouen lui ouvre ses portes, Harfleur capitule le 25 décembre, Honfleur le 18 février 1450.

Les baleiniers dieppois prirent une part active au blocus de ces villes.

Un dernier port normand, Cherbourg, appartenait aux Anglais. En août 1450, cette place se rend et nos marins contribuèrent encore à ce succès. Les chroniqueurs nous apprennent que Charles Desmarets équipa à ses frais un navire qui, unissant ses efforts à ceux de la flotte, isola la ville et rendit efficace le tir de l'artillerie française postée sur la grève.

Chassés de Normandie, les Anglais ne s'en éloignèrent pas sans idée de retour. En attendant des jours meilleurs, ils accrurent considérablement leurs forces navales. Le 11 août 1454, une escadre anglaise parut en rade de Dieppe. Cette menace provoqua un vif émoi et Charles Desmarets fit pousser activement les préparatifs de défense. De son côté, Charles VII, pour prévenir une attaque ennemie, arma une flotte imposante. Le 25 août 1457, plus de 4,000 Français, embarqués sur au moins soixante bâtiments, quittèrent le mouillage de la Fosse-de-l'Eure. Le dimanche 28, vers six heures du matin, seize à dix-huit cents hommes débarquèrent à deux lieues de Sandwich, dans le comté de Kent, pour cerner la ville, tandis que la flotte bloquait entièrement le port. Le grand sénéchal de Normandie, Pierre de Brezé, dirigeait les opérations. Les principales villes normandes avaient répondu à son appel; le port de Dieppe avait fourni les meilleures nefs. Au nombre des chefs, et non le moins intrépide, se remarquait Charles Desmarets.

L'assaut fut rude. Les Anglais perdirent 500 hommes. La flotte française, entrant dans le port, dut lutter contre quatre navires de guerre; mais les marins ennemis abandonnèrent vite leur bord. Le jeudi 1<sup>er</sup> septembre nos troupes, craignant une surprise, se retirèrent; elles emmenaient avec elles trois grandes nefs anglaises, vingt et un petits navires, un certain nombre de prisonniers et deux

1. Asseline, *Antiquitez et chroniques de la ville de Dieppe*, t. I, p. 196.

à trois cent mille livres de butin. En route, il fallut entrer en lutte avec une flotte portugaise. Nouvelle victoire pour nos marins. La rentrée à Dieppe fut un véritable triomphe pour le capitaine de la ville<sup>1</sup>.

La guerre contre les Anglais continuant, Charles Desmarets, en qualité d'« escuier d'escurie et de conseiller de Charles VII », dut accompagner les troupes royales. Plus tard, la défense de Perpignan lui est confiée. De 1464 à 1475, il occupe la charge de capitaine du château, qu'il put conserver au roi de France<sup>2</sup>.

Notre capitaine cumule les fonctions. Dans la lettre qu'il adresse aux Flamands, ne s'attribue-t-il pas aussi le titre de capitaine de Gamaches en Vimeu? En outre, vers la fin de sa vie, revenu en Normandie, il s'intitule seigneur de Boissi-le-Chastel (en Brie), de la Cour-le-Comte et de Saint-Aubin-le-Cauf (près Dieppe).

Se retira-t-il à Bures où, d'après M. de Grattier<sup>3</sup>, « il occupa sa vieillesse à construire et à embellir un charmant manoir »? A-t-il été inhumé à Dieppe, dans l'ancienne église Saint-Remi, au pied de ce château qu'il construisit sur la falaise? Ou bien repose-t-il dans l'église d'Arques, où l'on remarque de curieuses verrières peintes aux armes de sa famille?

Autant de conjectures que ni les archives ni les chroniqueurs de Dieppe ne viennent confirmer. Le fait est que, dès 1485, l'amiral de Gravelle succède à Charles Desmarets comme « capitaine de la ville et du chastel de Dieppe<sup>4</sup> ».

Veuf de Marie des Essars, Charles Desmarets laissait cinq enfants légitimes : une fille et quatre garçons. L'aîné continua les traditions de son père et arma de nombreux navires ; deux autres se firent religieux et le dernier se conduisit vaillamment avec Charles VIII en Italie où il fut armé chevalier.

André BOUDIER.

1. Cf. Ch. de La Roncière, *Histoire de la marine française*, t. II, p. 290-293.

2. *Les Croniques de Normandie*, édition Hellot, notes.

3. Ad. de Grattier, *Notice sur Charles Desmarets*, 1857.

4. Archives municipales de Dieppe (privileges de la ville), 1<sup>re</sup> cl., layette 11, 8<sup>e</sup> liasse, n° 5.

UN PRÉCÉDENT DE L'AFFAIRE MORTARA<sup>1</sup>

Le 26 juin 1840, Rayneval<sup>2</sup>, notre chargé d'affaires à Rome, adressait à M. Thiers, président du Conseil, la dépêche suivante<sup>3</sup> :

Monsieur le Ministre,

Une affaire fort grave et dont il y a, je crois, peu d'exemples, a

1. Pour l'affaire Mortara, qui, vieille aujourd'hui de plus de soixante ans, est peut-être oubliée, nous emprunterons le récit qu'en a donné l'*Annuaire des Deux Mondes* de 1858-1859, p. 268-270 : « L'événement de l'histoire religieuse qui a le plus occupé l'attention publique, c'est l'affaire de l'Israélite Mortara, dont il convient de parler ici avec quelque détail.

« Dans les premiers jours de juillet 1858, un commis de la police pontificale se présenta, accompagné de deux gendarmes, chez M. Ramolo Mortara, israélite qui habite Bologne, et lui enjoignait de lui livrer son fils Edgard, âgé de sept à huit ans, que réclamait le Saint-Office. Le père dut céder à la force, sans même avoir obtenu des explications suffisantes. Le cardinal-légit lui-même ne put rien lui apprendre, parce qu'il ne savait rien, les ordres étant venus directement de Rome. M. Mortara se dirigea donc en toute hâte vers la capitale où, d'ailleurs, le jeune Edgard venait d'être conduit afin d'être élevé chrétiennement dans l'établissement de la *Madona dei Monti*, consacré à l'éducation des jeunes Israélites néophytes.

« A Rome, M. Mortara apprit enfin qu'une fille Morisi, qu'il avait eue jadis à son service, venait de déclarer formellement au Saint-Office que deux ans auparavant, durant une maladie grave qu'avait faite le petit Mortara, elle lui avait secrètement administré le baptême. Dès lors, ajoutait-on, les lois de l'Eglise ne permettaient plus de laisser l'enfant entre les mains de son père, à moins que celui-ci ne s'engageât à l'élever dans la religion chrétienne. »

« Nous n'avons pas à suivre plus loin cette curieuse affaire ; il suffira de dire que tous les efforts de la famille Mortara pour rentrer en possession de l'enfant, l'intervention diplomatique des gouvernements français, anglais, prussien, italien, se heurtèrent à une fin de non-recevoir obstinée de la part de la Cour pontificale. L'enfant ayant été baptisé, c'eût été, aux yeux du Saint-Siège, une « cruauté horrible » de le rendre « aux ténèbres de sa première religion ».

2. Rayneval (Alphonse, comte de) (1813-1858). Attaché, très jeune, à Madrid, où son père était ambassadeur, il devint, en 1836, chef de cabinet du comte Molé. Premier secrétaire à Rome (1839), lorsque son chef cessa d'être ministre, il passa, en 1844, en qualité de chargé d'affaires à Saint-Petersbourg, ministre plénipotentiaire à Naples en juin 1849, ambassadeur à Rome en 1851, il rédigea, en 1856, un mémoire qui fit grand bruit et dans lequel il se prononçait nettement en faveur du maintien de l'occupation française et plaidait chaudement la cause du pouvoir temporel. Nommé, en août 1857, ambassadeur à Saint-Petersbourg, il mourut presque subitement à Paris, en février 1858, avant d'avoir pu se rendre à son poste.

3. Archives du ministère des Affaires étrangères. Rome, volume 982. Direction politique, n° 3, fol. 96-97.

motivé d'actives démarches de ma part auprès du gouvernement pontifical. — Un Israélite français, le sieur Daniel Montel, de Nîmes, débarque à Fiumicino dans les premiers jours de ce mois avec sa femme, fort avancée dans sa grossesse, et qui ne se trouve plus en état de supporter la mer. A peine a-t-elle touché terre qu'elle met au monde une fille. Le curé se présenta pour la baptiser et, sur l'opposition du père, cet ecclésiastique s'éloigna en protestant de son respect pour toutes les croyances. Quelques jours après, la famille entière se transporta à Rome et, le 17 au soir, un individu, accompagné de plusieurs carabiniers et d'une nourrice, se présenta au domicile du sieur Montel, lui enjoignant de lui livrer son enfant sous prétexte qu'il avait été baptisé et qu'en conséquence il ne pouvait rester entre les mains de personnes étrangères à la religion catholique. Le père protesta, et, sur les assurances tout à fait sérieuses de sa part que le baptême n'avait pas été administré, on consentit à lui laisser son enfant; mais deux gendarmes sont placés dans la maison pour veiller à ce qu'il ne soit pas soustrait à l'action qu'on ne renonçait pas à exercer sur lui, si les assertions du père se trouvaient n'être pas fondées.

Dès que je fus instruit de ces faits, j'en portai plainte verbalement à Mgr Capaccini<sup>1</sup>. Il m'apprit que l'enfant avait été baptisé à l'insu de ses parents par une femme de Fiumicino qui avait assisté aux couches de M<sup>me</sup> Montel et que, si le sacrement avait été administré dans les règles, il serait impossible, suivant les lois canoniques, de laisser un enfant chrétien à ses parents *juifs*.

Après ces explications, j'écrivis officiellement au cardinal<sup>2</sup> et ne tar-

1. Capaccini (François, Mgr) (1784-1845), ordonné prêtre en 1807, se fit remarquer par de beaux travaux de physique et d'astronomie et fut pour cette raison appelé à prendre, en 1811, la direction de l'Observatoire de Naples, qu'il conserva jusqu'en 1815. Nommé, en 1824, par Léon XII, adjoint au secrétaire des Brefs, il fut envoyé, en 1826, en Hollande pour y seconder le cardinal Capellani, chargé de négocier un concordat avec ce royaume. Noncé à La Haye en 1828, il fut choisi en 1831 par Grégoire XVI pour remplir les fonctions de sous-secrétaire à la secrétairerie d'État. En septembre 1837, le pape lui confie une mission secrète à Vienne et à Berlin pour régler, d'une part, la question de l'évacuation des Légations par les troupes autrichiennes, de l'autre, le différend avec l'archevêque de Cologne. Secrétaire de l'Académie théologique de Rome en 1838, il est de nouveau envoyé en mission en Hollande en 1841, puis, en 1842, à Lisbonne en qualité d'internonce et de légat apostolique, et enfin créé cardinal le 22 juillet 1844. Mais sa nomination ne fut publiée que le 24 août 1845, peu de temps seulement avant sa mort (cf. dans Gualtiero, *Gli Ultimi Rivelamenti italiani*, t. I, p. 152, un très remarquable portrait de Mgr Capaccini).

2. Lambruschini (Louis, cardinal) (1776-1854), d'abord Barnabite, puis évêque de Sabine avant de devenir archevêque de Gênes. Noncé à Paris sous le règne de Charles X, cardinal (septembre 1831), il fut appelé par Grégoire XVI à remplacer le cardinal Bernetti à la secrétairerie d'État. Adversaire déclaré des idées de progrès, il fut l'âme des persécutions politiques et des procès religieux qui ont marqué le pontificat de Grégoire XVI. Détesté par les populations des États romains, il n'en réunit pas moins le plus grand nombre de suf-



dai pas à avoir avec lui à ce sujet un entretien approfondi. Je fis valoir toutes les raisons possibles en faveur de M. Montel et présentai l'affaire sous toutes ses faces. Mon principal argument était que mon gouvernement ne pouvant admettre dans la protection qu'il doit aux Français aucune distinction de croyance, je ne pouvais voir dans M. Montel qu'un citoyen français blessé dans ses droits les plus sacrés.

Le cardinal m'exprima tout son regret de ce qu'une pareille affaire se fût élevée. Il me dit qu'« il comprenait mes réclamations; qu'il les avait déjà soumises au Saint-Père; que toutes les garanties possibles seraient données; qu'une enquête allait être ordonnée; que la femme qui avait administré le baptême serait arrêtée, jugée, punie, à moins qu'elle n'alléguât en faveur de sa conduite les raisons les plus satisfaisantes; que, s'il devenait évident qu'elle eût baptisé l'enfant, elle serait immédiatement interrogée sur la manière dont elle avait administré ce sacrement; que le résultat de cet interrogatoire serait soumis au tribunal du Saint-Office, lequel déciderait si le baptême était valide ou non; que, s'il était déclaré non valide, l'enfant serait libre, mais que, s'il avait été régulièrement administré, l'enfant serait élevé, jusqu'à l'âge de raison, loin de ses parents à Rome, avec tous les soins désirables et sous la surveillance spéciale du Saint-Siège ».

Je cherchai par tous les moyens à persuader Son Éminence de céder sur ce dernier point; mais je vis facilement que tous mes efforts étaient inutiles; qu'il s'agissait pour le chef de la religion catholique d'un cas de conscience, d'un cas prévu par les lois canoniques et dont il y a quelques exemples. La question posée sur ce terrain était pour moi hors d'atteinte. J'obtins du moins que tous les égards possibles seraient gardés vis-à-vis de la malheureuse famille, victime de cette excessive rigueur de conscience, et qu'aucune mesure qui la menaçât ne serait prise sans que j'en fusse prévenu et sans qu'elle eût été préalablement consentie par moi. Le cardinal m'a assuré qu'« à cet égard nous nous donnerions la main ».

Le père de l'enfant a consulté le principal rabbin de la colonie juive qui réside à Rome et en a reçu la réponse la moins rassurante. Je l'ai trouvé moins ému que je ne m'y attendais. Les soins de tout genre, que je lui ai promis de donner et que je donnerai effectivement aux moindres détails de cette affaire, ont paru le tranquilliser.

Depuis mon entretien avec le cardinal-secrétaire d'État, j'ai reçu de lui la réponse, fort vague, comme de coutume, dont j'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence la traduction. J'ai annoncé à Son Éminence que j'en porterai le contenu à la connaissance de mon gouvernement qui jugerait jusqu'à quel point les motifs allégués par le gouvernement pontifical pourront satisfaire au devoir de protection qui nous était imposé à l'égard de nos nationaux.

frages lors du premier vote émis par le Sacré Collège, peu après l'ouverture du conclave qui s'assembla à la mort de Grégoire XVI, mais il ne put obtenir ensuite la majorité nécessaire pour être élu. Membre de la *Consulta* d'État en 1847, il accompagna Pie IX à Gaète en 1849.

Jusqu'à nouvel ordre, je me bornerai à surveiller l'exacte exécution de ce qui m'a été promis et je tiendrai Votre Excellence au courant des divers incidents qui pourront survenir dans la suite de cette malheureuse affaire. Elle peut compter que je ne négligerai aucun moyen de la faire tourner à bien, mais j'en conserve peu l'espoir. Je ferai du moins en sorte d'adoucir, autant qu'il me sera possible dans la forme, ce qu'elle a de blessant et de cruel dans le fond.

Veuillez agréer, etc., etc.

*Traduction de l'office adressé par le cardinal-secrétaire d'État de Sa Sainteté au chargé d'affaires de France. (Annexé à la dépêche n° 3.)*

Monsieur le Comte,

Aussitôt après avoir reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 19 de ce mois, je me suis empressé d'en porter le contenu à la connaissance du Saint-Père et de prendre ses ordres relativement à la réponse qu'il m'appartient de vous faire.

Sa Sainteté, qui avait déjà reçu une relation fidèle de l'événement en question, s'est aperçue facilement que les faits ne vous avaient pas été exactement rapportés et qu'on avait cherché à surprendre votre religion en exagérant notablement certaines circonstances.

Toutefois, voulant procéder avec justice et avec toute la maturité possible dans une affaire de cette nature, affaire véritablement grave, et en considération de l'intérêt que vous y prenez, Sa Sainteté n'a pas hésité à ordonner que le tribunal compétent en fût immédiatement saisi.

Vous pouvez être assuré qu'aussitôt que l'examen légal de l'affaire sera terminé, et il le sera sans retard, conformément aux ordres déjà donnés, le Saint-Père s'empressera de prendre la décision qui lui sera suggérée par le sentiment de ses devoirs sacrés.

Ce sera à moi à vous informer, et je le ferai dès que j'en aurai été informé moi-même.

Agréez, etc...

Rome, 26 juin 1840.

*Signé : cardinal LAMBRUSCHINI.*

Rome, 7 juillet 1840<sup>1</sup>.

... Le tribunal du Saint-Office est saisi du procès relatif au baptême administré à Fiumicino à l'enfant de M. Montel et par suite duquel le gouvernement pontifical prétend élever cet enfant dans la religion

1. Rayneval à Thiers, Rome, 7 juillet 1840. Rome, volume 982. Direction politique, n° 6, fol. 107.

catholique, loin de ses parents. La sentence doit être rendue d'un moment à l'autre et le Saint-Père ne tardera pas à prononcer.

J'ai tout lieu de craindre que Sa Sainteté, par conviction personnelle, ne regarde comme un devoir de conscience de rendre une décision défavorable. Mais il ne sera pris aucune mesure sans le concours de l'ambassade du Roi; j'en ai sollicité et reçu de nouvelles assurances.

M. Montel est parti pour Malte. Sa femme est restée seule ici avec l'enfant, dont j'ai eu soin de faire constater la naissance sur les registres de l'état civil.

Veuillez agréer, etc...

Pendant que Rayneval faisait ces démarches à Rome et tenait M. Thiers au courant des péripéties de cette affaire qui, transportée sur le terrain purement canonique et déferée au tribunal du Saint-Office, devait fatalement se terminer par une sentence concluant à la validité du baptême et à l'approbation des mesures proposées par le gouvernement pontifical, le Département avait prêté à cette affaire toute l'attention qui lui était due et faisait tenir le 8 juillet, à Rayneval, des instructions nettes et précises par lesquelles il approuvait, du reste sans la moindre réserve, la conduite tenue par notre chargé d'affaires depuis le moment où il avait reçu la première communication du Saint-Siège.

N° 33, fol. 108.

Paris, 8 juillet 1840.

Département au comte de Rayneval,

L'office, dont vous m'entretenez dans votre dépêche n° 3, est très grave et la conduite tenue par le Saint-Siège envers le sieur Montel ne blesse pas moins les principes du droit international que ceux de la liberté de conscience. En effet, parce qu'une femme de Fiumicino a baptisé, dit-on, à l'insu du sieur Montel et de sa femme, l'enfant dont celle-ci venait d'accoucher, le gouvernement pontifical fait enlever de force cet enfant à ses parents pour ne pas laisser une fille chrétienne au sein d'une famille juive. On saisit de cette affaire le tribunal du Saint-Office et le sort en est subordonné à la décision qu'il rendra, c'est-à-dire que l'enfant, qu'on arrache ainsi à la tendresse de ses parents, ne leur sera pas rendu s'il est reconnu que le baptême a été régulièrement administré. Et lorsque vous réclamez contre cet acte d'arbitraire et d'intolérance, on allègue des lois canoniques; on vous répond qu'il y a là pour le pape un cas de conscience. Que tel soit effectivement aux yeux du Saint-Siège le côté dogmatique et théologique de la question, c'est ce dont je n'ai pas à m'occuper. Je ne veux même pas en appeler aux lois inviolables de la nature et de l'équité, aux droits sacrés d'homme et de père si cruellement méconnus envers

le sieur Montel. Je me borne à envisager la question sous le point de vue du droit des gens et de la nationalité. Car c'est là la principale, pour ne pas dire l'unique à mes yeux. Sous ce rapport, le sieur Montel n'est pas, à proprement parler, un juif pour nous, mais un citoyen français qui doit être traité dans les États romains à l'égal de tous ses compatriotes et au préjudice duquel nous ne saurions admettre d'exception basée sur une différence de culte. J'ajoute que, dans les relations ordinaires de droit international, le chef spirituel de l'Église disparaît devant le souverain temporel et que prétendre apprécier en casuiste des questions qui appartiennent uniquement à la sphère pratique de ces rapports, ce serait risquer d'y apporter la confusion et de les compliquer d'une manière très grave.

Dès lors, nous ne pouvons point accepter comme bonnes et valables les explications qui vous ont été données par le cardinal-secrétaire d'État. Au surplus, voici la marche que vous devrez suivre :

Vous devez faire venir le sieur Montel à l'ambassade. Dites-lui que la meilleure manière de lui faire rendre son enfant est d'obtenir que celui-ci soit envoyé en France. Entendez-vous avec lui sur ce point. Le sieur Montel n'aura sans doute pas de peine à trouver les moyens de faire arriver sûrement sa fille à Nîmes. Puis, après vous être mis d'accord avec lui, adressez-vous au gouvernement pontifical pour demander péremptoirement que l'enfant soit envoyé en France et insistez pour que l'ordre en soit donné sans délai.

La prudence fait évidemment au Saint-Siège une loi de terminer au plus vite cette affaire, car il ne saurait gagner à ce que la publicité s'en emparât. Dans ce dernier cas, on voudrait peut-être attribuer sa conduite à un esprit peu généreux de réaction contre les Juifs, au moment où le déplorable événement de Damas<sup>1</sup> les met, pour ainsi dire, au ban de la chrétienté.

Enfin, le gouvernement du roi verrait avec d'autant plus de peine la cour de Rome persister à ne pas accueillir ses réclamations qu'il lui serait impossible de les abandonner et qu'il a sincèrement à cœur, vous le savez, d'éviter tout ce qui pourrait créer des difficultés et soulever des orages entre les deux gouvernements.

*Post-scriptum.* — Je reviens sur l'affaire qui concerne le sieur Montel, afin de bien vous faire comprendre le point de vue sous lequel nous l'envisageons. Je conçois jusqu'à un certain point et, sans vouloir affaiblir le principe qui est énoncé dans la présente dépêche, je conçois que le Saint-Siège se croie autorisé par la loi canonique à refuser de rendre l'enfant du sieur Montel à son père, tant que l'un et l'autre se trouvent sur le territoire pontifical; mais ce que je ne sau-

1. Il s'agit là d'une affaire qui, comme le montrent les emprunts aux dépêches du comte de Sambuy, ministre de Sardaigne à Vienne, que l'on trouvera plus loin à l'appendice, fit grand bruit dans le monde, d'un prétendu crime rituel commis par les Juifs accusés d'avoir assassiné à Damas un missionnaire capucin, le Père Thomas.



rais admettre, c'est qu'on voulût retenir cet enfant lorsque nous demandons qu'il soit, à titre de Français, envoyé en France. Tel est le terrain sur lequel vous devez placer la question et la soutenir vis-à-vis du gouvernement romain.

Pendant que le Département expédiait ses instructions à Rayneval, le gouvernement pontifical avait eu le temps d'examiner la question sous toutes ses faces. Cédant aux sages conseils de Mgr Capaccini, le cardinal Lambruschini avait reconnu la nécessité de faire droit aux réclamations du gouvernement français et proposé à notre chargé d'affaires une solution qui lui donnait satisfaction, tout en ménageant jusqu'à un certain point le prestige du Saint-Siège, soucieux avant tout de ne pas créer de précédent qu'on pût, plus tard, invoquer contre lui.

Rome, 17 juillet 1840<sup>1</sup>.

Monsieur le Ministre,

Le tribunal du Saint-Office a déclaré valide le baptême administré à l'enfant du sieur Montel, et je désespérais d'amener le gouvernement pontifical à abandonner l'idée d'enlever cet enfant à ses parents et de l'élever loin d'eux quand, redoublant d'efforts et puissamment secondé par Mgr Capaccini, qui s'était laissé depuis longtemps convaincre des conséquences funestes, non seulement au point de vue politique, mais aussi au point de vue religieux, que ne pouvait manquer d'entraîner une pareille mesure, nous sommes parvenus aujourd'hui seulement à terminer, non sans peine, cette fâcheuse affaire, et voici comment :

Le cardinal-secrétaire d'État, en me donnant les détails de la procédure suivie devant le Saint-Office et m'annonçant la décision par lui rendue, m'informerait que le Saint-Père, ne pouvant en conscience restituer à ses parents infidèles un enfant devenu chrétien, mais d'un autre côté, comprenant toute la valeur des réclamations dont j'étais l'organe et voulant donner au gouvernement du Roi une preuve de sa confiance, mettrait cet enfant à ma disposition en émettant le vœu qu'il soit élevé dans la religion catholique, déchargeant ainsi sa conscience sur la mienne et celle de mon gouvernement. A cela je répondrai que mon gouvernement prendra sans doute soin qu'il en soit ainsi et je serai libre d'envoyer la mère et l'enfant où bon me semblera.

On sait ici parfaitement, et j'ai eu plus d'une fois occasion de le répéter à propos de cette même affaire, que le gouvernement du Roi n'a nullement le pouvoir d'engager un Français, encore moins de le forcer, à élever son enfant dans une croyance différente de la sienne. L'assurance qui m'était demandée était donc purement de forme et il était évident que le Saint-Siège cherchait à mettre sa conscience à l'abri

1. Rayneval à Thiers, Rome, 17 juillet 1840. Rome, volume 982. Direction politique, n° 8, fol. 113.

derrière des mots. J'ai donc consenti à répondre comme on me le demandait. On aurait voulu que je prisse à cet égard les ordres de Votre Excellence. Dans ce cas, l'assurance demandée, quelque vague qu'elle soit, aurait été refusée ou aurait pris une valeur qu'elle ne pouvait avoir, venant de moi. Dans la première hypothèse, j'ai pu m'apercevoir qu'on aurait poussé la résistance très loin; dans l'autre, fort improbable, la responsabilité du gouvernement du Roi aurait été positivement engagée. J'ai cru de mon devoir, pour éviter l'un et l'autre inconvénient, de faire en sorte que ma réponse suffit. Je crois que cette solution, vu les idées qu'on s'était fait ici d'une obligation absolue pour le Saint-Siège d'assurer à l'enfant une éducation catholique, est la plus favorable qu'on pût raisonnablement espérer, et je désire ardemment qu'elle obtienne l'approbation de Votre Excellence.

Veuillez agréer, etc...

Dix jours plus tard, grâce à l'habileté; mais surtout au tact de M. Rayneval, l'incident était clos, sans bruit, et à l'entière satisfaction des deux gouvernements.

Rome, 27 juillet 1840.

Monsieur le Ministre,

A la suite d'un échange de lettres conçues dans le sens que j'ai indiqué dans ma dépêche n° 8, le gouvernement pontifical a mis à ma disposition l'enfant du sieur Montel que j'ai immédiatement rendu à sa mère. Il est bien entendu qu'il n'y avait point eu séparation et que tout cela n'a été que de forme. Ils s'embarqueront le 24 pour Malte.

Je joins ici copie des pièces relatives à cette restitution.

Le cardinal Lambruschini, comme de raison, est allé plus loin dans ses écritures que dans ses paroles, et ce n'est pas sans de grandes disputes de mots, de part et d'autre, que la rédaction définitive de ces pièces a été arrêtée. On me demandait beaucoup plus que je ne pouvais donner; mais j'ai eu soin que l'assurance réclamée de moi ne fût exprimée que dans la forme d'opinion personnelle. Comme il ne s'agissait que de *mots*, ainsi que je l'ai déjà dit, et qu'on ne pouvait raisonnablement espérer rien obtenir de mieux, on s'est contenté de mes paroles, et elles ont suffi à la conscience du Saint-Père pour se déclarer complètement tranquillisé.

Tout était donc terminé quand m'est parvenue la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser à ce sujet. Il n'était plus temps de me conformer à ses instructions, et d'ailleurs le départ de M. Montel pour Malte, dès le 23 juin, avant même que j'eusse reçu aucune réponse du gouvernement pontifical, et dans le moment le plus critique pour sa femme et son enfant, en avait rendu depuis longtemps la stricte exécution impossible: Je suis convaincu d'ailleurs que nous

1. Rayneval à Thiers, Rome, 27 juillet 1840. Rome, volume 982. Direction politique, n° 10, fol. 127-129.

n'aurions jamais obtenu la remise directe de l'enfant à ses parents<sup>1</sup>, et, l'aurions-nous obtenue, ce n'eût été certainement qu'en froissant de la manière la plus vive les convictions du Saint-Père et en laissant chez lui un sentiment de dignité blessée qui eût entièrement modifié sa manière de penser et d'agir à notre égard.

Je m'étais proposé, dans cette affaire, d'atteindre un double but : de rendre l'enfant à ses parents et d'éviter que les rapports des deux gouvernements ne reçussent aucune altération sérieuse. Dès qu'il a été démontré qu'on ne céderait pas sur la restitution directe, j'ai demandé qu'on mit purement et simplement l'enfant à ma disposition en laissant à mon gouvernement le soin de décider ce qu'il y aurait à faire.

Cette idée a d'abord été repoussée avec force : « Votre gouvernement », me disait-on, « n'a aucun pouvoir pour conserver à cet enfant le bénéfice du baptême. Il est soumis à l'empire de lois qui lui interdisent absolument de se mêler en quoi que ce soit des croyances religieuses de ses sujets. Autant vaudrait le remettre à ses parents eux-mêmes. »

Ce parti était cependant le meilleur. On y est revenu plus tard en demandant, malgré ce qui avait été dit, l'assurance que cet enfant serait élevé dans la religion catholique. « Comment demander à mon gouvernement ce que vous-même savez qu'il ne pourra tenir, ni par conséquent promettre », répondis-je ?

On me disait à cela qu'un gouvernement avait beaucoup de moyens d'influence et d'action, que l'argent, par exemple, était tout-puissant auprès des Juifs et qu'on n'aurait plus tard qu'à en offrir à la famille Montel pour qu'elle consentit à tout ce qu'on voudrait. On reconnut cependant la force de mes raisonnements et ce fut alors qu'on me demanda de prendre sur moi de prononcer quelques paroles dans le sens que je viens d'indiquer.

Je résistai d'abord, mais il devint bientôt évident pour moi qu'on n'irait pas plus loin et, pour éviter des complications fâcheuses, des difficultés graves, conséquence certaine d'un refus de ma part, pour éviter surtout un refroidissement inévitable entre les deux cours, si cette affaire venait à être traitée directement de l'une à l'autre, sachant bien que le gouvernement du Roi ne pourrait faire aucune concession du genre de celle que le Saint-Siège regardait comme indispensable, faisant d'ailleurs la part des scrupules religieux du Saint-Père (et un passage de la dépêche de Votre Excellence m'y eût autorisé jusqu'à un certain point), j'ai cédé. J'espère que Votre Excellence voudra bien approuver les motifs qui m'ont fait agir de la sorte.

Les raisons de droit, les raisons de politique, que je faisais valoir près du cardinal-secrétaire d'État et qui toutes étaient conformes à celles que veut bien me donner Votre Excellence, étaient reconnues

1. En marge, la note au crayon du Département : « Ce n'est pas non plus ce qu'on demandait, mais l'envoi de l'enfant en France. »

parfaitement justes, mais on n'admettait pas qu'elles pussent entrer dans la balance.

« De la part de tout autre gouvernement », me disait-on, « un pareil enlèvement serait certainement l'abus le plus intolérable et ne saurait être souffert; mais c'est du Père commun des fidèles dont il est question ici. C'est sa conscience qui parle et il n'y a pas de force humaine qui puisse le faire transiger avec elle. »

Quand je parlais de l'obligation où était le gouvernement d'obtenir satisfaction d'un acte qu'il ne pouvait considérer que comme la violation la plus flagrante des droits les plus sacrés d'un citoyen français, et quand j'indiquais dans un entretien tout confidentiel jusqu'où il avait été forcé d'aller pour protéger des intérêts bien moindres, on me répondait, poussant immédiatement les choses à l'extrême : « Vous vous appuyeriez de tout ce que vous avez de canons et vous enverriez sur nos côtes toutes vos flottes que ce ne serait qu'une raison de plus pour nous de nous montrer inébranlables. »

Traitant alors la question au point de vue religieux, je montrai combien cette mesure, devenue politique, nuirait à la cause catholique, combien de questions elle soulèverait, combien elle réveillerait de haines, et j'indiquai que le Pape n'avait une si haute position dans l'Église que pour être à même, dans certains cas, de sacrifier un intérêt moindre à un intérêt majeur.

A cela, on m'a d'abord répondu qu'il n'y avait pas d'intérêt, quelque majeur qu'il fût, qui pût autoriser de manquer à sa conscience et de commettre le *plus petit péché*. A la fin, cependant, c'est de cet argument que j'ai retiré le plus de fruits.

Je dois dire ici que les personnes du pays et le connaissant bien, à qui j'ai parlé de cette affaire, se sont montrées fort étonnées que le Saint-Siège l'eût ainsi terminée, et il ne doit pas manquer de gens qui l'en blâment.

Je crois que, dès le début, le cardinal Lambruschini s'était proposé de la terminer tout différemment, et je ne serais pas surpris qu'il en eût fait une affaire personnelle. Du moins a-t-il fallu pour le faire changer d'avis que je fusse appuyé de toute la persuasion, de toute l'influence de Mgr Capaccini, et même n'est-ce qu'après huit à dix entretiens des plus longs et des plus animés entre eux, sans compter les miens, que le cardinal a commencé à fléchir. Il avait par-devers lui un précédent dont il voulait, je suppose, renouveler l'exemple... Étant archevêque de Gênes, il arriva qu'un enfant juif, de douze à treize ans, fut envoyé par ses parents chez un marchand d'huile, qui, lui ayant demandé s'il deviendrait volontiers chrétien et, sur sa réponse affirmative, prit de l'eau et la lui versa sur la tête en prononçant les paroles sacramentelles du baptême. L'autorité ecclésiastique, avertie, fit enlever l'enfant de chez ses parents qui se plaignirent hautement. Le roi, qui se trouvait à Gênes, réclama lui-même près du cardinal. Celui-ci se montra inexorable. Seulement il y eut enquête et jugement



du Saint-Office à Rome. Le baptême fut déclaré valable. On mit le marchand au cachot, mais l'enfant ne fut pas rendu à sa famille et fut élevé loin d'elle.

J'ai pu remarquer, à propos de cette affaire, que la haine et le mépris pour la race juive, même de la part des esprits les plus éclairés, existaient encore ici dans toute leur force.

Je demandai pardon à Votre Excellence de la longueur de cette lettre; mais j'ai cru que les explications dans lesquelles je suis entré ne seraient pas dénuées d'intérêt. J'avais d'ailleurs à montrer, pour expliquer le parti auquel je me suis arrêté, quels efforts j'ai faits, quels obstacles j'ai eu à vaincre et quel but je m'étais proposé.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de ma très haute considération.

RAYNEVAL.

A cette dépêche étaient jointes trois annexes, deux notes du cardinal-secrétaire informant notre chargé d'affaires de la résolution à laquelle le Saint-Père avait cru devoir s'arrêter et de la mesure gracieuse que le pape soumettait à l'acceptation du gouvernement français. J'aurais assurément pu me contenter de l'analyse si claire et si précise qu'en fait M. de Rayneval; mais l'affaire dont il s'agit ici est si grave et surtout si délicate qu'il m'a semblé préférable de reproduire ici ces trois pièces qui permettent de se rendre un compte exact et de la procédure suivie à Rome et des scrupules qui dictèrent au Souverain Pontife le « terme moyen » qui, en donnant satisfaction au cabinet des Tuileries, permit au Saint-Siège de sauver les apparences et de terminer à l'amiable une affaire qui, si elle était venue à s'ébruiter, n'aurait pas manqué d'avoir pour lui des conséquences désagréables qu'il avait intérêt à éviter.

*Traduction.*

Palais du Quirinal, 18 juillet 1840.

A Monsieur le chargé d'affaires de S. M. le roi des Français.

Le cardinal-secrétaire d'État s'est fait un devoir de vous informer que, d'après les ordres de Sa Sainteté, la Suprême Inquisition examinerait soigneusement l'affaire concernant le baptême administré par Flavie Simonetti à une fille nouvellement née des époux juifs Daniel Montel, natif de Nîmes, et Miette Crémieux, de nation française, pour que l'on adoptât ensuite les mesures convenables.

Le Saint-Office, après avoir pris les renseignements nécessaires pour bien connaître les circonstances du fait, a prononcé son jugement que le baptême subsistait et était valide. Il ne sera pas hors de propos que je vous fasse le récit de ce qui s'est passé pour votre

information et pour que vous en fassiez l'usage que vous croirez le plus convenable.

Le 17 du mois de juin dernier naquit à Fiumicino, dans l'hôtellerie de Martignoni, une fille qui fut baptisée par Flavie Simonetti, femme de chambre dans cette hôtellerie, dans la persuasion que l'enfant était en danger de mort.

L'autorité ecclésiastique, informée de cette circonstance, observant les prescriptions canoniques et l'usage suivi en pareil cas, ordonna que l'enfant nouveau-né fût transporté à la maison pieuse des Catéchumènes. Les personnes envoyées pour cet objet à l'hôtellerie, sur la route de Chiavari, où logeaient lesdits époux juifs, éprouvèrent de la part de ceux-ci une opposition à la remise de l'enfant. Ils nièrent constamment que leur fille eût été baptisée à Fiumicino. On jugea prudent de s'abstenir de toute voie de fait jusqu'à ce que la chose eût été éclaircie. On laissa toutefois deux carabiniers de planton, afin que pendant l'examen l'enfant, objet de la contestation, ne fût pas enlevé.

L'examen ayant été terminé, on a dû reconnaître avec toute la certitude la validité du baptême, tant pour le fait que pour la forme dont il avait été administré. En effet, la jeune fille dont il s'agit est chrétienne catholique, et c'est à cause de cela que le Saint-Père ne peut permettre que l'on confie son éducation à ses parents, puisqu'il se rendrait responsable devant Dieu de la perte de cette âme. D'un autre côté, le Saint-Père est obligé de pourvoir par un plus sûr moyen à l'éducation de cette jeune fille dans le sein de l'Église où il a plu à la divine Providence de la placer. La maison pieuse des Catéchumènes remplirait très bien cet objet; mais, comme il s'agit de sujets du roi des Français, le Saint-Père désire employer les plus grands égards et Sa Sainteté, voulant témoigner à Sa Majesté et au Ministère royal sa pleine confiance dans la loyauté du gouvernement français, Elle est disposée à faire remettre cette jeune fille, aujourd'hui baptisée, à Votre Seigneurie, pourvu qu'au nom de votre gouvernement vous assuriez au Saint-Siège que ledit gouvernement s'engage à la faire élever dans la religion catholique.

L'affaire est d'une si grande importance pour la conscience du Saint-Père que, sans cette condition, il ne pourrait consentir à la remise de cet enfant.

C'est pourquoi Sa Sainteté ne procédera à cet acte qu'en en rendant responsable devant Dieu le gouvernement de Sa Majesté Très Chrétienne, dont la religion ne permet pas de douter qu'il répondra comme on s'attend à cette nouvelle preuve de haute estime, de déférence et de confiance que le Saint-Siège se plaît à lui donner.

Dans l'attente de votre agréable réponse, le soussigné a l'honneur d'être, etc., etc...

*Signé* : le cardinal LAMBRUSCHINI<sup>1</sup>.

1. Rome, volume 982. Traduction, fol. 118.

Vingt-quatre heures après la remise de cette note, Rayneval, comme il l'exposait tout au long dans sa dépêche du 27 juillet, avait pris sur lui de répondre au cardinal, sans en avoir naturellement référé dans l'intervalle à son gouvernement.

Copie.

Rome, 21 juillet 1840<sup>1</sup>.

Monsieur le Cardinal,

J'ai reçu hier l'office que Votre Éminence m'a fait l'honneur de m'adresser pour m'informer que le tribunal du Saint-Office avait été saisi de la question de savoir si le baptême administré par une femme de Fiumicino à l'enfant du sieur Montel était valide ou non; que ce tribunal s'était prononcé pour l'affirmative et qu'en conséquence la conscience du Saint-Père ne lui permettait pas de rendre cet enfant à ses parents, desquels on pouvait attendre qu'ils lui feraient perdre le bénéfice du sacrement qu'il a reçu; mais que, considérant que cet enfant était Français et voulant donner au gouvernement du Roi une preuve de sa confiance, Sa Sainteté était prête à le mettre à ma disposition, pourvu que j'assurasse à Votre Éminence, au nom de mon gouvernement, qu'il sera élevé dans la religion catholique.

Je ne doute pas que le gouvernement du Roi ne prenne soin qu'il en soit ainsi et je suis persuadé qu'il emploiera à cet effet tous les moyens possibles. Je me rends avec plaisir au désir de Votre Éminence en lui donnant cette assurance. J'ose espérer qu'en conséquence Elle voudra bien donner cours aux intentions conciliantes qu'Elle m'a manifestées et dans lesquelles le gouvernement du Roi ne saurait manquer de trouver un nouveau témoignage des sentiments de Sa Sainteté.

Agréez, etc., etc...

A. DE RAYNEVAL.

La réponse de notre chargé d'affaires était aussi prudente qu'habile et moins de quarante-huit heures plus tard il recevait du cardinal l'office suivant qui terminait cette délicate affaire à son entière satisfaction :

Palais du Quirinal, 23 juillet 1840<sup>2</sup>.

A Monsieur le chargé d'affaires de Sa Majesté le roi des Français.

- D'après l'assurance que Votre Excellence m'a donnée dans sa note d'aujourd'hui au sujet de l'éducation catholique à donner en France à la jeune fille juive dûment baptisée à Fiumicino, je m'empresse de vous prévenir que je transmets en même temps les instructions de

1. Rayneval au cardinal Lambruschini. Rome, volume 982, fol. 122.

2. Rome, volume 982, fol. 129.

Sa Sainteté à M. le cardinal-vicaire pour que, par l'entremise de son représentant, il s'entende avec vous pour la remise à votre respectable personne de la jeune fille elle-même.

Le soussigné a l'honneur, etc., etc...

*Signé : cardinal LAMBRUSCHINI.*

Le jeune chargé d'affaires de France s'était remarquablement tiré d'une affaire délicate que la moindre maladresse menaçait d'aggraver, d'une négociation peu aisée à conduire, mais dans laquelle, heureusement pour lui, il avait été, comme il s'était plu à le reconnaître, puissamment secondé par l'influence et l'esprit libéral, juste et éclairé de Mgr Capaccini. Le Département lui rendit justice.

« J'ai appris », lit-on dans la dépêche en date de Paris, le 16 août 1840<sup>1</sup>, « avec d'autant plus de plaisir la manière dont s'est terminée l'affaire relative à l'enfant du sieur Montel que le terme moyen qui a été adopté est précisément celui que j'avais indiqué, comme vous l'aurez vu en recevant ma dépêche du 8 juillet. Le Saint-Siège a très sagement apprécié les motifs qui devaient l'empêcher de prolonger un démêlé portant sur un sujet d'une nature si grave et j'approuve pleinement la ligne de conduite que vous avez suivie dans une question qu'il faut se féliciter pour le gouvernement pontifical que la presse ne s'en soit pas emparée... »

#### APPENDICE.

Le Père Tommaso della Sardegna (1777-1840), né à Calangiano (province de Cagliari), après avoir terminé ses études de pharmacie entra, à l'âge de dix-huit ans, dans l'ordre des Frères mineurs capucins. Aussitôt après avoir été ordonné prêtre, il exprima le désir de devenir missionnaire et fut désigné par la congrégation de la Propagande pour faire partie de la mission de Syrie avec le Père François de Ploaghe (auteur d'une biographie à laquelle le comte Degli Alberti a emprunté ces quelques notes) et le Père Bonaventure de Sassari. Parti de Livourne le 15 janvier 1807, il arriva à Damas le 14 avril suivant. Il y exerça avec autant de zèle que d'abnégation son ministère et ne tarda pas à acquérir les sympathies des infidèles et même des Juifs, auprès desquels il jouissait d'un prestige tout particulier en raison des soins qu'il donnait aux malades. Ce fut

1. Département à Rayneval. Paris, 16 août 1840, fol. 140. Rome, volume 982, n° 55.



ainsi que, dans la soirée du 5 février 1840, il fut appelé chez le juif Daoud Arari, pour y vacciner, à ce qu'on assurait, un de ses enfants. Mais alors fut accompli un horrible forfait auquel on s'empessa d'ailleurs de donner les apparences d'un meurtre rituel : assailli à l'improviste par plusieurs individus, le P. Tommaso fut réduit à l'impuissance et égorgé ; son sang fut recueilli, dit-on, pour servir aux fêtes de Pâques. Les circonstances mêmes de ce meurtre ainsi que tous les détails de l'instruction et du procès sont exposées tout au long dans un curieux petit volume publié par un auteur anonyme, compatriote du Père Thomas et religieux comme lui, sous le titre de : *Aceldama, ossia Processo celebre istruito contro gli ebrei di Damasco nell' anno 1840 in seguito al doppio assassinio rituale da loro consumato nella persona del Padre Tommaso della Sardegna, missionario cappucino ed in quella del suo garzoncello cristiano Ebrahim Amarah all' unico scopo di avere il loro sangue*, avec documents et appendice historique (Cagliari et Sassari, G. Dessi, 1896). A ce pamphlet on peut opposer le rapport, de tous points favorable aux Juifs, qui fut envoyé par le Père François de Sardaigne, capucin, missionnaire apostolique à Damas, au préfet de la congrégation, en date du 5 mars 1840. Ce rapport a été cité par M. Isambert à la séance de la Chambre des députés du 4 juin 1840. Ajoutons quelques extraits de la correspondance diplomatique du comte de Sambuy :

Je vous suis fort reconnaissant, écrivait-il de Vienne, le 28 avril, au comte Solaro della Margarita (dépêche n° 874), de ce que vous avez la bonté de m'apprendre de certain sur la malheureuse catastrophe dont le Père Thomas a été la victime à Damas, fait sur lequel régnaient encore beaucoup de doutes...

Dans sa dépêche n° 899, 20 mai 1840, on lit :

Monseigneur le nonce apostolique paraît fort scandalisé de la protection ouverte que l'Autriche accorde aux Juifs de Damas, de la conduite des consuls autrichiens à cet égard et qu'on ait publié leurs dépêches...

Enfin le 4 juin, dans sa dépêche n° 908, il revient, cette fois en détail, sur cette affaire :

J'en ai causé avec le prince de Metternich qui m'a dit à cet égard que la seule chose à vérifier sur cela c'étaient les faits, savoir si véritablement les Juifs qu'on en accusait étaient coupables du meurtre du Père Thomas et qu'il fallait découvrir la vérité à ce sujet.

Qu'il est indubitable que le consul de France à Damas, Ratti Men-

ton<sup>1</sup>, est une espèce de fou, qui s'est déjà fait chasser de plusieurs endroits, entre autres de Tiflis; qu'il a commis un excès de pouvoir en arrêtant un sujet autrichien; que sa correspondance avec le consul de l'empereur est celle d'un fou, pleine de déraison, d'insolence et d'injures grossières.

Que, quoi qu'il en soit du fait, M. Laurin<sup>2</sup> a bien fait d'adresser au pacha d'Égypte les demandes qu'il lui a faites; qu'elles consistent à le prier de faire cesser les tortures qui ne sont pas un bon moyen de parvenir à la découverte de la vérité et qui ne servent à rien, et d'envoyer à Damas des hommes de loi pour instruire régulièrement le procès.

Que le seul tort de M. Laurin a été de communiquer à Rothschild à Paris la correspondance de ses subordonnés, ce qu'il n'aurait jamais dû faire, et d'où est résulté l'inconvénient qu'on l'a publiée dans les journaux, ce qui a produit plusieurs autres conséquences fâcheuses.

Là-dessus Son Altesse a eu la bonté de me traduire la dépêche allemande qu'Elle a adressée le 21 mai à M. Laurin pour lui reprocher cette faute, l'en blâmer sévèrement et lui ordonner de n'adresser dorénavant ses rapports qu'à son seul gouvernement exclusivement.

Quoique le comte de Maltzahn<sup>3</sup> nous ait dit qu'il avait bien des soupçons sur le compte du consul autrichien en Égypte, il ne me paraît pas que le gouvernement impérial croie qu'il ait pu être corrompu. Quant à M. Merlato<sup>4</sup>, sa partialité pour les Juifs est telle que, d'après les articles de la *Gazette d'Augsbourg*, l'opinion publique le croyait juif lui-même, et il a fallu une note de ce journal pour le tirer d'erreur.

L'idée générale sur ce malheureux événement est que, parmi les Juifs, il existe plusieurs sectes, une desquelles se rend en effet coupable des atrocités qu'on attribue à la nation entière. Ce qui est sûr, c'est que le pacha de Damas a enfermé séparément trois rabbins avec le Talmud, leur ordonnant d'en extraire et traduire les passages relatifs à leur manière de traiter les chrétiens; que ces trois manières se sont trouvées identiques et confirment pleinement l'opinion que l'on avait que le Talmud recommande aux Juifs de maltraiter de toutes manières les chrétiens dans leurs avoirs et dans leurs personnes.

Je trouve en outre dans l'*Écho français* du 2 courant, que l'*Univers* a publié une longue lettre du 21 avril du supérieur des Lazaristes

1. Ratti-Menton (Benoît-Ulysse-Laurent-François de Paule, comte de), élève vice-consul (1822), vice-consul à Arta (1831), à Tiflis (15 mai 1833), consul de deuxième classe sur place (20 août 1833), à Gibraltar (1837), consul à Damas (juillet 1839), à Canton (1842), à Calcutta (1846), consul général, chargé d'affaires à Lima (1849), à Gènes (1853), à La Havane (1855), admis à la retraite (1862).

2. Antoine Laurin, consul général d'Autriche à Alexandrie.

3. Maltzahn (Mortimer, comte de), ministre de Prusse à Vienne.

4. G. G. Merlato, vice-consul provisoire d'Autriche à Damas.

qui réfute le rapport de M. Merlato et un extrait d'une lettre d'Alexandrie qui est dans le même sens. Il me paraît donc que la vérité ne saurait tarder à se faire jour...

Il n'est plus question après cela de l'affaire de Damas dans le *Carteggio* du comte de Sambuy, mais en revanche notre ambassadeur à Rome s'en était, lui aussi, occupé, et voici ce que, dès le 28 mai, Latour-Maubourg avait mandé à ce sujet à Thiers<sup>1</sup> :

... C'est maintenant seulement que l'on commence à s'occuper ici de l'affaire des Juifs de Damas. La polémique, à laquelle se sont livrés à ce sujet les journaux français, a excité l'attention et donné lieu à l'opinion de se prononcer sur ce fait qui préoccupe si sérieusement l'Europe et l'Orient. Ainsi que Votre Excellence peut le penser, cette opinion n'est pas favorable aux Juifs. La propagande a reçu de nombreux rapports de ses divers agents dans l'Asie Mineure, lesquels s'accordent tous à reconnaître les accusés comme coupables des faits qui leur sont imputés, et le sentiment unanime en Asie Mineure est qu'ils sont bien les assassins du Père Thomas.

Le rapport passionné du consul d'Autriche a mal servi la cause qu'il a prétendu défendre, et l'impression produite par la publication de cette pièce est loin d'avoir répondu à ce qu'en attendaient sans doute ceux qui l'ont fait imprimer. Au total, le rôle qu'ont joué dans cette affaire les agents des diverses puissances a été apprécié ici de manière à ce que notre considération n'a pu que gagner près du Saint-Père et de tout ce qui l'entoure, à cause de l'intérêt qu'a pris le consul de France à la découverte de la vérité et de la partialité qu'ont manifestée d'autres agents en faveur d'individus auxquels les unissent des rapports de famille ou de patronage...

Quelque longue que soit déjà cette note, il m'a paru utile de la compléter en rappelant ici ce qu'aux pages 458 et 459 du volume de 1840 de l'*Histoire politique*, Lesur dit de l'affaire de Damas :

On accusait les Israélites d'avoir donné la mort à un religieux, le Père Thomas, dont le sang aurait été versé pour s'en servir dans la solennité de la pâque. Ainsi formulée, cette accusation se serait difficilement soutenue aux yeux d'hommes éclairés. Néanmoins, les autorités de Damas y donnèrent suite et, pour arracher aux accusés l'aveu de leur prétendue culpabilité, leur infligèrent des tortures inouïes.

Les consuls des diverses puissances européennes émirent dans cette affaire des opinions différentes. Les uns laissèrent faire ou encouragèrent les autorités égyptiennes; mais le représentant de l'Autriche protesta avec énergie contre les moyens violents employés pour la découverte de la vérité et réclama une instruction criminelle plus

1. Rome, volume 982. Direction politique, n° 78, fol. 84.

conforme aux mœurs du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est ainsi, du reste, que parut l'entendre M. Thiers, lorsqu'il annonça à la tribune, le 2 juin 1840, que, par son ordre, un vice-consul allait se rendre en Orient pour s'enquérir de l'état des choses à ce sujet.

Les Chambres anglaise et américaine ne s'émurent pas moins de cet incident et, sans doute par l'influence morale de leur haute intervention, jointe aux efforts des Israélites européens, déterminèrent l'ordre donné par le pacha d'Égypte de suspendre une procédure qui avait pu frapper comme coupables des hommes sans doute innocents.

Enfin, il n'est pas inutile de remarquer que, dans sa note du 18 septembre 1840, le Département avait mandé ce qui suit à Rayneval :

... L'affaire des Juifs de Damas est terminée par la mesure que Méhémet-Ali a prise d'ordonner la mise en liberté des prisonniers. Mais l'opinion de leur culpabilité n'en est pas moins générale en Égypte ainsi qu'en Syrie, et les rapports que j'ai reçus de M. Des Méloizes<sup>1</sup> sont loin de tendre à infirmer cette opinion...

Je termine en faisant observer qu'il appert du rapport même du Père François de Sardaigne, capucin, missionnaire apostolique à Damas, au préfet de la congrégation, en date du 5 mars 1840, que « quatre personnes ont péri à la suite des tortures et que les autres sont dans un tel état de faiblesse qu'elles succomberont sous peu ».

Commandant WEIL.

## L'INSURRECTION POLONAISE DE 1863

ET L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

L'insurrection polonaise de 1863 a, comme on sait, suscité les plus chaudes sympathies dans l'opinion publique en France. Les pétitions qui, dès le commencement de mars, arrivèrent au Sénat parlaient, sans oser prononcer le mot de guerre, « d'aide, de protestation, de défense du droit contre l'iniquité ». M. Pierre de La Gorce, auquel j'emprunte cette citation, a très bien exposé dans le tome IV

1. Méloizes-Fresnoy (Maxime-Renaud d'Avesnes, vicomte des), né en 1812, élève consul en Égypte (1838), consul à Beyrouth (1840), rédacteur à la Direction commerciale (1842), chef du cabinet (janvier 1851), consul général à Amsterdam (avril 1851), chef du cabinet (août 1852), ministre plénipotentiaire près du duc de Saxe-Weimar et des duchés de Saxe (1855), à Carlsruhe (1862), à Munich (1864), admis à la retraite (1867), trésorier-payeur général (1872).



de son *Histoire du second Empire* que les relations cordiales avec la Russie commandaient au gouvernement impérial une très grande réserve. Mais il a ajouté avec raison les considérations suivantes (*loc. cit.*, p. 441) : « Est-ce à dire pourtant qu'en ces conjectures Napoléon n'ait pas entrevu, ébauché peut-être, le plan d'une conduite plus active? Mis en face de la question polonaise, le monarque inclinait avant tout à provoquer du gouvernement russe, par une action tout officieuse, tout amicale, un octroi souverain qui permettrait de dire la Pologne à demi satisfaite et de déclarer l'incident clos. Donc, s'il était entraîné hors de cette voie, c'est à Vienne qu'il importerait de lier partie, non à Londres, où l'on n'obtiendrait que des articles de journaux ou des meetings. Tout en prêchant très sincèrement la paix, l'Empereur paraît avoir caressé une autre politique, toute différente, qui, en cas d'échec de la première, s'y substituerait, qui aurait en Autriche un principal point d'appui et qui, grande par les risques, pourrait l'être également par les résultats. Les informations que Napoléon recevait des bords du Danube étaient plus propres à le tenir en éveil qu'à le décourager. » A l'appui de ces remarques, M. de La Gorce reproduit des extraits de quelques rapports envoyés par le duc de Gramont, ambassadeur à Vienne. On y pouvait voir, sans être taxé de légèreté, une provocation à une action commune. Avant même que la dernière dépêche, dont M. de La Gorce rend compte, arrivât à Paris, le prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche, était parti pour Vienne. « Était-il », se demande M. de La Gorce, « chargé d'une négociation précise? C'est ce qu'aucun document n'autorise à affirmer. Ce qui n'est guère douteux, c'est que le but principal de son voyage ait été de pénétrer les plus intimes pensées de sa cour et de recueillir les instructions de son souverain en vue d'une demande de coopération non seulement diplomatique, mais peut-être militaire, qui, de Paris, pourrait être adressée à l'Autriche. »

Émile Ollivier, dans son ouvrage *l'Empire libéral* (t. VI, p. 183), s'exprime d'une manière plus précise : « Napoléon III, en vertu de la logique particulière de l'illusion, crut que, si on avait refusé à l'Angleterre une petite action, on lui en accorderait à lui une grande. Il pria l'ambassadeur autrichien Metternich de se rendre à Vienne; il lui remit une lettre et un formulaire pour François-Joseph<sup>1</sup>. Il proposait de constituer une Pologne indépendante accrue de la Galicie, à la tête de laquelle on placerait un archiduc autrichien. De son côté, l'Autriche consentirait à la cession de la Vénétie moyennant une large compensation sur le littoral adriatique ou sur le Danube.

1. Ces deux pièces manquent aux Archives d'État de Vienne.

Toute divergence cessant ainsi entre les deux gouvernements, ils noueraient une alliance intime et l'alliance franco-autrichienne succéderait à l'alliance franco-russe. »

Je me réserve de traiter la question tout entière dans le tome IX de mon *Histoire de l'Europe de 1815 à 1871*. Qu'il me soit permis, en attendant, de communiquer ici quelques documents tirés des archives d'État de Vienne. Grâce à l'administration libérale de ces archives, j'y ai pu continuer mes recherches. La correspondance du prince de Metternich avec son chef, le comte de Rechberg, confirme dans ses traits essentiels le récit d'Émile Ollivier. Peut-être la partie la plus intéressante des dépêches du prince de Metternich est-elle l'exposé du rôle actif que joua l'impératrice Eugénie pendant ces négociations. Fille fidèle de l'Église catholique, l'impératrice avait les sympathies les plus ferventes pour la cause polonaise; elle la considérait à la fois comme pouvant devenir le point de départ d'une alliance franco-autrichienne et d'un remaniement de la carte de l'Europe. C'est ce qui résulte du rapport suivant envoyé par le prince de Metternich :

Paris, 22 février 1863.

Monsieur le Comte,

J'ai eu hier une conversation de trois heures avec l'Impératrice au sujet de la Pologne et je me félicite d'avoir eu cette occasion de devancer en quelque sorte ce qui forme l'objet de votre télégramme de ce matin.

L'Impératrice m'a annoncé que, vu la tournure que prenaient les choses, l'Empereur n'était plus préoccupé que de l'entente entre l'Autriche, la France et l'Angleterre, entente qui peut amener la solution de toutes les affaires, la consolidation de sa dynastie et le bonheur du monde. Il se réserve, me dit-elle, de me parler franchement de tout cela lorsque le moment serait venu. Elle voulait, disait-elle, jeter son bonnet par-dessus les moulins et me dire tout ce qu'elle pensait. Je la prendrais pour une folle si je voulais; mais, comme elle était sûre que d'elle à moi cela ne porterait pas à conséquence, elle voulait devancer l'Empereur et aller de suite beaucoup plus loin que lui.

Je lui dis que j'étais prêt à l'écouter, puisque je n'étais destiné qu'à entendre des rêveries politiques sans conséquence, comme toutes les pérégrinations auxquelles elle m'avait déjà fait assister.

L'Impératrice me répondit : « Je sais que votre Empereur vous écoute et vous aime; faites-lui connaître le fond de notre sac. Il en fera ce qu'il voudra; mais du moins il rendra justice à la franchise d'une femme qui est naturellement plus fantasque que les hommes, mais qui a trop à cœur l'intérêt de son pays adoptif, de son époux et de son fils pour se risquer de mentir en parlant de l'avenir. »

Je me suis permis d'observer à Sa Majesté que je ne méritais pas les assurances flatteuses qu'elle me donnait, mais que dans tous les cas

je croyais pouvoir répéter tout ce qu'elle me disait sans crainte de mécontenter mon souverain maître. « Vous savez du reste, Madame », ajoutai-je, « que, si réellement vous trahissez tous vos secrets, c'est là un fait d'une importance telle que vos plans, fussent-ils le renversement du monde, leur révélation aura un prix inestimable pour ceux auxquels vous voudrez bien les confier, car au moins serons-nous avertis. »

L'Impératrice me dit en souriant : « Pour vous faire comprendre ce que je voudrais, l'idéal de ma politique, il faut que nous prenions la carte ! »

J'avoue que ma curiosité fut piquée au plus haut degré de la perspective de voyager avec l'Impératrice à travers une carte bien souvent parcourue par le couple impérial.

Sa Majesté prit l'atlas de Le Sage et m'expliqua pendant plus d'une heure le plan utopique, mais très curieux, qui l'enthousiasme.

Je ne saurais suivre dans tous les détails la pérégrination à vol d'oiseau (*quel vol et quel oiseau!*) de l'Impératrice et j'en arrive de suite à ce qui m'a paru être le but positif, l'arrangement décisif auquel on s'arrêterait une fois lancé dans les *remaniements*. Je procède par la désignation des puissances.

*Russie.* Refoulée en Orient et maigrement rétribuée de la perte de la Pologne et des provinces qui en faisaient partie par une compensation dans la Turquie d'Asie.

*Pologne.* Reconstituée avec un archiduc comme roi, si nous voulons, mais encore mieux avec le roi de Saxe, reprenant ses droits dynastiques en compensation de la cession de son royaume à la Prusse.

*Prusse.* Céderait la Posnanie à la Pologne, la Silésie à l'Autriche et la rive gauche du Rhin à la France, mais obtiendrait la Saxe, le Hanovre et les duchés au nord du Mein.

*Autriche.* Céderait la Vénétie au Piémont, une partie de la Gallicie (Lemberg et Cracovie) à la Pologne; prendrait une longue ligne de nouvelles frontières à travers la Serbie le long de l'Adriatique, la Silésie et tout ce qu'elle voudrait au sud du Mein.

*France.* Ne céderait RIEN! mais prendrait la rive gauche du Rhin, respectant la Belgique à cause de l'Angleterre, à moins que cette puissance ne lui laisse Bruxelles et Ostende, etc., etc., pour prendre Anvers.

*Italie.* Le Piémont aurait la Lombardie, la Vénétie, la Toscane, Parme, Plaisance, Bologne et Ferrare, mais restituerait les deux Siciles au roi de Naples qui arrondirait le Pape.

*Turquie.* Supprimée pour cause d'utilité publique et de moralité chrétienne, se laisserait partager en cédant ses positions d'Asie à la Russie, la ligne de l'Adriatique à l'Autriche, la Thessalie, l'Albanie et Constantinople à la Grèce, les principautés comme une enclave indépendante à un prince du pays.

Les rois et les princes dépossédés en Europe iraient civiliser et monarchiser les belles républiques américaines, qui toutes suivraient l'exemple du Mexique.

Voilà le plan de l'Impératrice et je vous prie, Monsieur le Comte, de vouloir bien ne pas le considérer comme une plaisanterie; je crois l'Impératrice et même l'Empereur très convaincus de la possibilité et de la *nécessité* de le réaliser une fois.

Mettons de côté ces phantasmagories napoléoniennes et permettez-moi d'examiner sérieusement la situation au point de vue de nos intérêts réels.

Mon instinct me dit qu'en usant de la sagesse et de l'habileté qui a présidé depuis trois ans à notre politique, nous pourrions profiter de nos avantages, ne fût-ce que pour amener l'Empereur à s'engager envers nous dans la question d'Orient. Pour y arriver il n'y aurait, je pense, qu'à laisser venir les événements et les avances que nous fera l'Empereur; là où nous pourrions faire cause commune nous pouvons demander un engagement.

Je suis curieux de savoir si l'Angleterre entrera dans les idées de l'empereur Napoléon?

Il est possible et désirable même que nous trouvions dans le cabinet de Londres un auxiliaire précieux pour modérer la marche des manifestations diplomatiques à notre guise. Je suis charmé que nous ne soyons pas en tête à tête pour le moment, et j'encourage de tous mes efforts l'idée de l'*entente à trois*, parce que je prévois que la politique anglaise pourra nous être d'un grand secours.

Les dangers sont grands et les difficultés que nous aurons à surmonter sont immenses; mais je ne sais ce qui me dit que nous réussirons à mener au port notre barque, si tourmentée par les orages depuis quelques années.

La personnalité qui dirige la politique française aujourd'hui me paraît constituer une garantie réelle dans ces circonstances.

M. Drouyn de Lhuys est, en fait de principe, aussi correct que possible. — Son désir de s'allier avec nous ne date pas d'hier. — La copie ci-jointe d'un rapport de M. Lightenvelt de l'année 1855, qui emprunte aux circonstances présentes un caractère d'actualité remarquable, en fait foi<sup>1</sup>.

Si nous voulons commencer à obtenir dès aujourd'hui quelque avantage en Orient, il faudrait, je crois, tâcher dès à présent à demander que l'influence française à Belgrade et à Bukarest se mette un peu à notre service; il faudrait que M. Drouyn de Lhuys fasse comprendre aux princes Couze et Michel que nous sommes appelés à les prendre en tutelle, comme étant le voisin le plus intéressé, et tâcher d'éloigner les éléments révolutionnaires.

Agréez, Monsieur le Comte, l'hommage de mon respect.

METTERNICH.

1. Annexe : copie d'un rapport très secret de M. de Lightenvelt, ministre des Pays-Bas, à M. van Hall, ministre des Affaires étrangères, en date de Paris 4 juin 1855 (concernant des négociations pendant la guerre de Crimée et le rôle de Drouyn de Lhuys).



Le comte de Rechberg engagea le prince de Metternich à ne pas s'engager, sans cependant rompre le fil des négociations entamées avec l'Empereur. Mais l'impatience de l'impératrice gênait beaucoup l'ambassadeur de l'Autriche, qui se trouvait, dit-il, sur un sol volcanique (rapport « très secret » du 5 mars). C'est alors qu'il fit parvenir au comte de Rechberg la copie d'une lettre très caractéristique que l'impératrice lui avait adressée après une conversation relative à la question de la Pologne et d'une alliance franco-autrichienne.

*Copie d'une lettre de S. M. l'Impératrice Eugénie  
au prince de Metternich.*

Palais des Tuileries, 2 mars 1863.

Mon cher prince, notre conversation a été si décousue et si peu précise, qu'il m'en est resté à peine quelques phrases à *répéter*; une autre fois nous commencerons, si vous le voulez bien, par les *faits divers*, afin de conserver la mémoire toute fraîche pour les choses qui peuvent avoir de l'importance.

En somme, je ne vois rien d'encourageant, et je crains bien que la montagne n'accouche d'une souris morte et voilà tout.

Je conçois fort bien que vous trouviez la *furia francese* en dehors de vos habitudes, qu'elle vous effraie et même que vous aimiez mieux l'abstention qu'une décision rapide. Mais plus j'y pense, plus je me demande par quel bout on relèvera le fil si on le laisse choir. Si l'ordre est rétabli en Pologne, si l'insurrection épuisée et abandonnée à ses propres forces est comprimée, comment ferez-vous pour remettre la question sur le tapis? On vous répondra avec raison : « Nous sommes assez forts chez nous pour remettre l'ordre et assez maîtres pour ne recevoir de conseils de personne. » Les circonstances ont sûrement fait surgir cette question dans un moment où chacun avait besoin de repos et on s'était tacitement promis d'écarter toute question propre à susciter des embarras. Mais elle existe aujourd'hui. La renvoyer à une autre époque n'est-ce pas courir le risque de perdre l'occasion; enfin, si vous vous abstenez de toute action commune, où se trouvera le point de contact qui doit cimenter notre union? — Voilà ce que je me demande depuis votre départ et j'avoue qu'il m'est impossible de *me répondre*. Voyages autour du monde, rêves et chimères, voilà ce qu'il restera : un train de plaisir *parti trop tôt* et un autre *parti trop tard* sans station intermédiaire et sans point de jonction. Et pourtant quand on pense à tout ce qu'il y a de grand, de pratique même, à ce rêve éveillé que nous avons fait ensemble, il me prend envie de pleurer et de me casser la tête contre le mur. Être incapable de faire passer la conviction qu'on a, et qu'on s'explique si bien à soi-même, dans la tête d'un autre, c'est bien triste; vous me répondez que c'est une affaire de tempérament, mais comment y changer quelque chose? — Si les événements pouvaient participer de *votre nature*, je serais bien tranquille, on aurait le temps de tout mener de front; mais,

hélas ! ils vont même plus vite *que moi* et c'est tout dire. Nous disions l'autre jour que votre pays avait un bonheur à toute épreuve. Fautes entassées sur fautes ont souvent et je dirai *toujours* été réparées par une providence qui veille sur vous. Le bonheur vient en *dormant*, dit le proverbe ; mais un autre dit : aide-toi et le ciel t'aidera. Quel avenir de grandeur se présente à vos yeux, et dire que vous n'étendrez pas la main pour la prendre, ou que vous le ferez trop tard... Pour ceux qui rêvent comme moi une alliance *sincère et durable* avec vous, où chacun mettra de sa part ; une part dans les sacrifices *comme dans les avantages*, j'avoue qu'il en coûte d'y renoncer. Une autre chose ressort de ce que vous me dites : vous dites que, si on veut vous *séduire*, il faut un appât plus puissant. D'abord n'en est-ce pas un immense que d'être complètement identifié avec nous dans la question allemande, sauf quelques détails dont nous voudrions au moins la discussion ; et, si on vous demande des sacrifices, n'est-ce pas toujours avec des compensations ? Comme une maison de banque, vous pourriez faire votre livre en partie double des sorties et des rentrées. Vous me dites trop impatiente et c'est vrai, mais c'est qu'une entente avec vous a toujours été ce que j'ai le plus *désiré*. Le mariage d'inclination c'est vous ; ne nous faites pas faire un mariage de *raison*. Mais si vous me disiez de préciser, je ne saurais trop le dire ; ce que j'ai peur de perdre, c'est l'occasion. — Vous êtes plus près des événements et vous pouvez même juger le développement qu'ils prendront. — Mais surtout *précisons*, c'est ce qui est le plus pratique. Au fond, j'ai relu ma lettre et je ne sais pas si elle a une raison d'être ; je crois que c'est par habitude que je reparle de l'affaire ; mais surtout gardez-la pour vous, je ne veux pas décidément faire partie d'un *conte de fée ou des mille et une nuits*. — Nous avons de bonnes nouvelles du Mexique ; à cette heure ils doivent être devant Puebla. — Le chemin de fer avance et avant la terrible époque pourra nous faire franchir les terres chaudes. Je suis donc d'une humeur charmante. A ce soir. Mes amitiés à la Princesse et surtout gardez ma lettre pour vous, j'ai peur de vos *principes* ; elle a un parfum révolutionnaire, qui me perdrait aux yeux de Vienne, tandis que mon *Sr Benito Espagnol* me donne une bien mauvaise note ici<sup>1</sup>. Je ne suis ni l'un ni l'autre. — Mais si c'est un rêve, *rêvons*, il n'y a pas de mal.

Croyez à tous mes sentiments.

EUGÉNIE.

Au cours de ces négociations avec l'Empereur et avec Drouyn de Lhuys, le prince de Metternich élaborait un « projet d'entente secrète ». Il y était dit en termes généraux : « Les gouvernements de la France comprennent aujourd'hui la nécessité d'entrer dans les plus confiantes communications sur la combinaison de leurs efforts dans le double but qu'elles se proposent, se réservant, s'il y a lieu,

1. Je ne suis pas capable d'éclaircir cette allusion.

de donner à leur action commune la garantie d'une alliance offensive et défensive dont les stipulations seraient arrêtées d'un commun accord. » L'impératrice, à laquelle il avait confié la papier, l'approuva, en changeant quelques mots (copie d'une lettre de Sa Majesté l'impératrice Eugénie adressée au prince de Metternich, 8 mars 1863). Elle apprit avec beaucoup de plaisir que le prince de Metternich était mandé de se rendre à Vienne; ses souhaits l'accompagnaient pendant son voyage.

Le résultat de ce voyage fut, comme on sait, négatif. Ni l'empereur François-Joseph, ni ses ministres n'étaient disposés à « se jeter dans des entreprises où les risques étaient certains et les avantages problématiques »<sup>1</sup>. L'Autriche s'associa en effet à la France et à l'Angleterre dans la campagne diplomatique infructueuse en faveur de la Pologne contre la Russie. Mais le projet d'une alliance franco-autrichienne, fondée sur la cession de deux provinces d'Autriche et sur la promesse de compensations incertaines, s'évanouit. On resta fidèle à Vienne aux principes d'une politique conservatrice. En tout cas, si l'insurrection polonaise devait faire naître des complications dans un avenir prochain, on voulait demander des garanties pour la possession de la Galicie<sup>2</sup>. L'impératrice Eugénie fut, très mécontente de la conduite de l'Autriche. Quand l'empereur Napoléon essaya de se tirer d'embarras en évoquant de nouveau une de ses idées fixes, le Congrès, l'impératrice donna à entendre au prince de Metternich que l'Autriche n'avait aucun droit de se sentir blessée par cet appel à l'Europe. Elle reprocha au gouvernement de l'empereur François-Joseph d'avoir laissé le gouvernement français « pendant cinq mois » dans l'incertitude la plus profonde et d'avoir refusé les propositions loyales de son époux<sup>3</sup>. Cependant, elle ne fit pas peser les suites de son mécontentement sur l'ambassadeur autrichien. Au contraire, ses relations personnelles avec le prince et la princesse de Metternich devinrent plus étroites d'année en année.

Alfred STERN.

1. Lettre particulière de Rechberg à Drouyn de Lhuys, 21 mars 1863. Pièces relatives au voyage du prince de Metternich à Vienne en mars 1863 (*Archives d'État de Vienne*).

2. Schlitter : *Die Frage der Wiederherstellung Polens (Oesterreichische Rundschau*, vol. LVIII, p. 63 et suiv., 1919). Kozmian : *Das Jahr 1863. Polen und die europäische Diplomatie*. Vienne, 1896, p. 300 et suiv.

3. Copie d'une lettre de l'impératrice Eugénie au prince de Metternich. Compiègne, 13 novembre 1863. Annexe à la lettre particulière du prince de Metternich au comte de Rechberg.

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### LA LITTÉRATURE HISTORIQUE DES SYRIENS.

L'histoire est une des branches les plus importantes de la littérature syriaque. Les documents que cette littérature offre aux érudits sont de deux sortes : des chroniques ou histoires générales, et une longue série de biographies, de monographies, de documents hagiographiques, qui constituent une mine abondante d'où l'on peut, avec une sage critique, tirer des matériaux de valeur. Nous ne parlerons ici que de l'histoire proprement dite.

Presque tous les manuscrits syriaques renfermant des ouvrages historiques ont été publiés, les uns intégralement, les autres par fractions, quelques-uns sans traduction et parfois sans tables. Ce sera un des avantages du *Corpus Scriptorum Christianorum Orientalium*<sup>1</sup> de présenter, dans une série de volumes uniformes, le texte intégral et la traduction latine<sup>2</sup> de tous ces documents. Un index général doit terminer la série et coordonner les éléments parfois disparates et présentés avec cette absence d'ordre et de méthode qui caractérise les écrivains orientaux. En passant rapidement en revue la liste des ouvrages historiques dans l'ordre même où ils doivent être publiés par le *Corpus* (Scriptores Syri, series III), nous indiquerons ce qui a déjà été réuni dans cette collection et dans quels ouvrages on peut consulter les historiens qui n'y figurent pas encore.

1: *Chronique du pseudo-Denys de Tellmahré*. — Ouvrage anonyme qu'Assémani avait attribué à Denys de Tellmahré. Il est conservé dans un ms. unique de la bibliothèque Vaticane. Il va des origines du monde à l'an 775; il est divisé en quatre parties. La première, qui s'arrête à Constantin, a pour source principale la *Chronique* d'Eusèbe de Césarée; l'auteur y ajoute divers emprunts faits à des écrits syriens d'un caractère légendaire. Cette partie a été

1. *Corpus Scriptorum Christianorum Orientalium*, editum consilio Universitatis catholicae Americanae et Univ. cath. Lovaniensis, curantibus J.-B. Chabot, H. Hyvernat, I. Guidi, I. Forget (Gabalda, éditeur; paraît depuis 1903).

2. La traduction de chaque ouvrage est imprimée à part pour l'usage des personnes qui n'ont pas besoin de consulter les textes originaux.



éditée sans traduction par TULLBERG<sup>1</sup>. La seconde partie, comprenant la période de Constantin à Théodore le Jeune, est presque entièrement tirée de Socrate. Elle est inédite<sup>2</sup>. La troisième, qui s'arrête à Justin II, reproduit presque entièrement la seconde section, aujourd'hui perdue, de l'histoire de Jean d'Asie, complétée par d'importants documents. Un de ceux-ci, publié à part sous le titre de *Chronique de Josué le Stylite*<sup>3</sup>, est le récit le plus exact et le plus développé qu'on ait sur les guerres d'Anastase I<sup>er</sup> et de Cawad. La quatrième partie, éditée et traduite en français<sup>4</sup>, renferme de nombreuses données historiques, surtout pour l'époque de la domination arabe. Je me suis procuré une photographie du ms. en vue d'une édition complète dans le *Corpus*.

2. *Histoire ecclésiastique de Jean d'Asie*. — Jean, originaire d'Amid, évêque monophysite d'Éphèse, mourut vers 588. Son ouvrage fournit des renseignements précieux et inconnus par ailleurs sur les événements politiques et religieux survenus sous les règnes de Justinien I<sup>er</sup> et de Justin II. Les deux premières parties s'étendaient depuis Jules César jusqu'à l'an 572. Nous n'en possédons plus que les longs extraits insérés dans la *Chronique* du pseudo-Denys et les fragments recueillis par LAND<sup>5</sup> dans les mss. du British Museum. La troisième partie va de 572 à 585. Elle subsiste, avec quelques légères lacunes, dans un ms. du British Museum qui a été publié par CURETON<sup>6</sup> et traduit par PAYNE-SMITH (Oxford, 1860) et par SCHÖNFELDER (Munich, 1862).

3. *Chronica Minora*. — Sous ce titre, le *Corpus* a réuni une série de petites chroniques et de fragments en partie déjà édités et traduits, mais dispersés dans diverses revues, ou bien en partie inédits<sup>7</sup>. Ce sont :

a) *Chronicon Edessenum*, ainsi appelé du lieu où il fut rédigé

1. *Dionysii Telmaharenensis Chronici liber primus* (Upsal, 1851).

2. Cf. Nau, *Analyse des parties inédites de la chronique attribuée à Denys de Tellmahré* (Rev. de l'Orient chrétien, 1897).

3. P. Martin, *Chronique de Josué le Stylite* (Leipzig, 1876); W. Wright, *Chronicle of Joshua the Stylite* (Cambridge, 1882).

4. J.-B. Chabot, *Chronique de Denys de Tellmahré*, 4<sup>e</sup> partie (Paris, 1895).

5. *Anecdota syriaca*, t. II (Leyde, 1868).

6. *The third part of the ecclesiastical history of John bishop of Ephesus* (Oxford, 1853).

7. T. IV. *Chronica Minora* (fasc. I, edidit et interpr. I. Guidi; fasc. 2, edidit E. W. Brooks, interpr. J.-B. Chabot; fasc. 3, ediderunt et interpretati sunt Brooks, Guidi, Chabot).

dans la seconde moitié du VI<sup>e</sup> siècle, sur des documents antérieurs, avec une admirable précision.

b) *Chronicon anonymum de ultimis regibus Persarum*, qui va de la mort d'Hormîzd IV (590) jusqu'à la fin du royaume des Sassanides. Écrit vers 680.

c) *Chronicon Maroniticum*, composé vers la fin du VII<sup>e</sup> siècle par un maronite; les derniers fragments s'arrêtent à l'an 664.

d) Fragment relatif à la conquête de la Syrie par les Arabes, qui fixe au 20 août 636 la célèbre bataille du Yarmouk.

e) *Chronicon Miscellaneum* (appelé par Land « Liber Chali-pharum »), compilation faite sous le règne du calife Hisham (724-743) à l'aide de quatre séries de documents qui vont, la première jusqu'en 640, la seconde jusqu'en 570, la troisième jusqu'en 636, la dernière jusqu'en 529.

f) *Chronicon anonymum ad annum 846 pertinens*, qui paraît reproduire et compléter une chronique antérieure s'arrêtant à l'année 795.

g) *Fragmenta chronici anonymi*, qui vont de 754 à 813.

h) *Chronicon Jacobi Edesseni*.

i) Enfin, une série de six courtes notices, de médiocre intérêt, intitulées : *Narrationes variæ* (relatives au IX<sup>e</sup> siècle); *Expositio generationum, familiarum et annorum*; *Descriptio populorum et plagarum*; *De familiis linguarum*; *Pseudo-Dioclis fragmentum* (du IX<sup>e</sup> siècle); *Documentum nestorianum* (écrit à tendances polémiques).

4. *Histoire ecclésiastique de Zacharie le Rhéteur*. — La compilation connue sous ce titre a été rédigée, à la fin du VI<sup>e</sup> siècle, en partie avec des sources grecques (notamment avec les écrits de Zacharie de Mytilène, d'où vient le nom qu'on lui a donné), en partie avec des documents d'origine syriaque. Elle se rapporte aux événements du V<sup>e</sup> et du VI<sup>e</sup> siècle qui concernent les églises monophysites de Syrie et d'Égypte, et elle sert de complément aux ouvrages de Jean d'Asie. Le texte publié d'abord par LAND<sup>1</sup> a été traduit en anglais<sup>2</sup>, et partiellement en allemand<sup>3</sup>. M. BROOKS en donne dans le *Corpus*<sup>4</sup> une nouvelle recension sensiblement améliorée.

1. *Anecdota syriaca*, t. III (Leyde, 1870).

2. Hamilton and Brooks, *The Syriac Chronicle known as that of Zachariah of Mytilene* (Londres, 1899).

3. Krüger und Ahrens, *Die sogenannte Kirchengeschichte des Zacharias Rhetor* (Leipzig, 1899).

4. T. V et VI. *Historia ecclesiastica Zachariae Rhetori vulgo adscripta*. Texte seul publié. La traduction latine va être mise à l'impression.

5. *Chronique de Jacques d'Édesse*. — Jacques, évêque d'Édesse, mort en 708, fut l'écrivain syrien le plus actif et le plus érudit du VII<sup>e</sup> siècle. Il s'était proposé, dans sa *Chronique*, de continuer celle d'Eusèbe de Césarée; son œuvre allait jusqu'à l'an 706. Elle comprenait deux parties répondant aux deux sections du *Chronicon* d'Eusèbe. Malheureusement, l'unique ms. (du X<sup>e</sup> siècle) qui l'a conservée nous est parvenu fort mutilé. Il s'arrête à l'an 631. Tout ce qui reste de cette *Chronique* a été édité et traduit, en conservant fidèlement la disposition compliquée de l'original, par M. Brooks dans les *Chronica Minora*.

6. *Chronique anonyme de l'an 819*. — Ce bref document, découvert en 1911 dans le Tourabdin par le Rev. A. Barsaüm (maintenant évêque syrien de Damas), est une des sources de la *Chronique* de l'an 846 publiée dans les *Chronica Minora*. Le ms. est du IX<sup>e</sup> siècle. Nous avons probablement la rédaction autographe de l'auteur. L'ouvrage est publié en tête du premier volume de la *Chronique* de 1234 (ci-après, n° 10).

7. *Chronique de Denys de Tellmahré*. — Denys fut patriarche jacobite d'Antioche de 818 à 845. Son ouvrage était divisé en deux sections, comprenant chacune huit livres partagés en chapitres; il s'étendait de l'avènement de Mauricius, empereur de Constantinople (582), à la mort de Théophile (844). Nous savons cela par Michel le Syrien. Du texte même de l'auteur, nous ne possédons plus qu'un fragment égaré dans un ms. de la Vaticane<sup>1</sup>; mais Michel y a fait de très larges emprunts et paraît l'avoir résumé en entier. L'auteur de la *Chronique* de l'an 1234 (ci-dessous, n° 10) l'a également utilisé. Les derniers chapitres, transcrits à peu près intégralement par ces écrivains, forment une intéressante autobiographie du patriarche.

8. *Chronique d'Élie de Nisibe*. — Cet ouvrage est le seul traité développé d'histoire générale que nous aient laissé les écrivains syriens appartenant à l'église nestorienne; ils ont, par contre, écrit beaucoup plus de monographies et d'histoires particulières que les Jacobites. La première partie de l'œuvre d'Élie est une véritable chronique, ayant l'avantage d'indiquer toutes ses sources année par année. La seconde partie est une sorte de « *Doctrina temporum* » traitant des ères et des calendriers des différentes nations. Le texte syriaque est accompagné d'une traduction arabe faite par l'auteur lui-même. Le ms. unique de cet ouvrage est contemporain de sa rédaction. Il comporte malheureusement de grandes lacunes dans

1. Assémani, *Bibliotheca orientalis*, t. II, p. 72-77.

la première section. Tout ce qui en subsiste, y compris la version arabe de la première section, a été publié dans le *Corpus* avec traduction<sup>1</sup>. Les nombreux tableaux chronologiques ont été reproduits typographiquement en caractères syriaques avec une prodigieuse habileté.

9. *Chronique de Michel le Syrien*. — Œuvre du patriarche jacobite Michel (1166-1199), cette Chronique est la plus vaste compilation historique que nous ont laissée les Syriens. Elle commence à l'origine du monde et s'arrête à 1196. L'auteur y résume presque toutes les chroniques dont nous venons de parler; il nous fait en outre connaître un certain nombre d'ouvrages qui ne nous sont pas parvenus. Il donne, comme nous l'avons dit, de longs extraits de Denys de Tellmahré, et aussi d'autres chroniqueurs plus récents, comme Ignace de Mélitène et Basile d'Édesse, qui ne sont pas mentionnés ailleurs<sup>2</sup>. Michel a pour nous l'avantage de citer ses sources. Inspiré par les exemples d'Eusèbe et de Jacques d'Édesse, il a essayé d'abord de disposer son texte par sections chronologiques; mais l'étendue des chapitres l'a contraint à y renoncer; en règle générale, chaque page est partagée en trois colonnes : celle du milieu donne la succession des empires et l'histoire profane; la colonne extérieure présente la succession des patriarches et l'histoire ecclésiastique; la colonne intérieure narre certains événements particuliers (éclipses, tremblements de terre, etc.). Les canons chronologiques, rédigés à l'instar de ceux d'Eusèbe, sont rejetés au bas des pages. Cette disposition compliquée nuit parfois à l'enchaînement logique des faits. Mais l'abondance des renseignements compense largement les défauts de la méthode. Il n'est peut-être pas inutile d'indiquer que l'ouvrage arménien publié sous le nom de *Chronique de Michel*, traduit en français par V. LANGLOIS<sup>3</sup>, en partie reproduit dans les *Historiens arméniens des Croisades* (t. I), n'est qu'une adaptation tendancieuse et fort abrégée dont on ne peut plus faire usage sans se reporter au texte primitif.

10. *Chronique anonyme de l'an 1234*. — L'unique ms. qui contient ce document a été découvert à Constantinople en 1899 par

1. T. VII et VIII. Elias Nisibenus, *Opus chronologicum*, pars I, edidit et interpr. E. W. Brooks; pars II, edidit et interpr. J.-B. Chabot.

2. *Chronique de Michel le Syrien*, éditée pour la première fois et traduite en français par J.-B. Chabot, 4 vol. in-4° (Paris, Leroux, 1899-1910). Un dernier fascicule, comprenant l'introduction et les tables, est sous presse.

3. *Chronique de Michel le Grand* (Paris, 1866). Le texte arménien a eu deux éditions, d'après deux recensions un peu différentes (Jérusalem, 1869, 1870).



le patriarche Rahmani, qui en a publié le début en 1904. L'auteur écrivait en Syrie au commencement du XIII<sup>e</sup> siècle. Il termina son travail en 1204; la suite fut ajoutée par lui-même. La Chronique est partagée en deux sections : histoire profane et histoire ecclésiastique; cette seconde section est fort mutilée; elle apporte néanmoins d'utiles compléments à la Chronique de Michel et permet de combler quelques lacunes dans les derniers chapitres de celui-ci. Le moine syrien qui rédigea cette compilation paraît avoir eu à sa disposition les mêmes ouvrages que Michel, mais il semble bien les avoir utilisés directement et non par l'intermédiaire de ce dernier. Le texte intégral a été publié dans le *Corpus*, qui ne tardera pas à en donner la traduction<sup>1</sup>.

11. *Chronique de Barhébréus*. — C'est le plus connu des ouvrages historiques composés par les Syriens, à cause des longs emprunts que lui a faits Assémani dans sa *Bibliotheca orientalis*, et parce qu'il a été des premiers publiés. L'auteur, métropolitain des diocèses jacobites orientaux (Babylonie et Perse), est mort en 1286. L'ouvrage est, comme le précédent, divisé en deux parties : *Chronicon syriacum*, ou histoire profane<sup>2</sup>, et *Chronicon ecclesiasticum*. Ce dernier est lui-même partagé en deux sections; la première retrace l'histoire de l'Église syrienne occidentale et des patriarches d'Antioche : elle a été continuée d'abord par son frère, et ensuite par un auteur anonyme, jusqu'en 1495; la seconde section, consacrée à l'Église syrienne orientale, renferme l'histoire des patriarches nestoriens et des « maphriens » ou métropolitains jacobites de Tagrit. Dans la Chronique profane et dans la première section de la Chronique ecclésiastique, pour toute la période antérieure à Michel le Syrien, Barhébréus n'a guère fait que résumer cet auteur, en essayant de disposer les faits plus méthodiquement. Pour la dernière partie de son œuvre, il a puisé aux archives de son siège épiscopal et utilisé le *Livre de la Tour*, ouvrage théologico-historique écrit en arabe par Mari ibn Soleiman, auteur nestorien du XII<sup>e</sup> siècle. La Chronique profane a eu deux éditions : la première laisse beaucoup à désirer et la traduction est souvent fautive<sup>3</sup>; la seconde<sup>4</sup> n'a

1. T. XIV-XV. *Auctoris anonymi Chronicon ad annum Christi 1234 pertinens*, edidit J.-B. Chabot (*Præmissum est Chronicon ad ann. 819 pertinens*, cur. A. Barsaüm).

2. Barhébréus a donné lui-même un abrégé en arabe de cette première partie, qui a été édité et traduit par Pocock, *Hystoriam compendiosam dynastiarum, authore Gregorio Abul-Pharagio* (Oxford, 1663).

3. *Bar Hebraei Chronicon syriacum...*, publié et traduit en latin par P.-J. Bruns et G.-G. Kirsch (Leipzig, 1789).

4. Imprimée à Leipzig par les soins de P. Bedjan (1890).

pas de traduction, mais présente un texte plus correct. La Chronique ecclésiastique a été copieusement annotée par ses éditeurs<sup>1</sup>. Grâce aux nouvelles découvertes, et surtout à la Chronique de Michel, le *Corpus* pourra donner de l'œuvre complète une édition entièrement satisfaisante.

J.-B. CHABOT,  
membre de l'Institut.

## HISTOIRE DE FRANCE

### ÉPOQUE MODERNE JUSQU'EN 1660.

GÉNÉRALITÉS. — Quel ancien étudiant ne sait tout ce que l'histoire des institutions mérovingiennes doit aux formulaires? Sans avoir la même importance pour l'histoire moderne, les formules de lettres n'y sont pas à négliger. M. Eugène GRISSELLE a donc bien fait de nous donner, d'après trois manuscrits de la bibliothèque de l'Institut, des formulaires relatifs en faible partie à François I<sup>er</sup> et aux derniers Valois, davantage à Henri IV et surtout à Louis XIII, quelque peu à la minorité de Louis XIV<sup>2</sup>. On y trouvera des formules de lettres de et à ces princes, mais aussi de et à d'importants personnages. Quelquefois les lettres, en raison de l'intérêt qu'elles éveillaient (par exemple les lettres des infidèles), ont été reproduites presque en entier<sup>3</sup>. A ce précieux répertoire, M. Grisselle a joint un *Estat et gouvernement de la France* en 1642, où l'on trouvera, en dehors de l'exposé classique des prérogatives de la couronne, une liste des charges, sorte d'almanach royal, avec des détails sur leurs titulaires<sup>4</sup>.

Dans l'*Histoire universelle du travail* qu'il dirige, M. Georges RENARD, avec la collaboration de M. WEULERSSE, publie le volume relatif aux temps modernes<sup>5</sup>. Un seul tome pour la période immense

1. *Gregorii Bar Hebraei Chronicon ecclesiasticum...*, ediderunt J.-B. Abbe-loos et Th. Lamy (Louvain, 1872).

2. Eugène Grisselle, *Formulaire de lettres de François I<sup>er</sup> à Louis XIV et état de la France dressé en 1642*. Paris, Paul Catin, 1919, in-8°, 266 p., tables.

3. Il faut lire, je crois, Monsulmans et non Mousulmans. P. 54, pour Dijon, supprimer la virgule entre vicomte et mayeur.

4. Le dernier membre de phrase du premier paragraphe sur le grand Écuyer (p. 234) semble avoir été ajouté après l'arrestation de Cinq-Mars.

5. G. Renard et G. Weulersse, *le Travail dans l'Europe moderne*. Paris, Félix Alcan, 1920, in-8°, 524 p., 29 grav.

et variée qui s'étend « depuis la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle jusqu'au dernier tiers du xviii<sup>e</sup> », on avouera que c'est peu et qu'il y a peut-être, entre les diverses parties de la collection, un certain manque d'équilibre. A vouloir trop condenser, les auteurs se sont condamnés, malgré toute leur science spéciale, à ne faire qu'une œuvre de vulgarisation. Ils sont amenés, malgré toutes les précautions qu'ils prennent, à représenter l'histoire économique de plus de quatre siècles comme une évolution continue; ils ne peuvent tenir compte des régressions, notamment de cette remarquable régression qui, en France surtout, fait du milieu du xvii<sup>e</sup> siècle une époque à maints égards moins avancée que le milieu du xvi<sup>e</sup>.

Le défaut que nous signalons est en grande partie corrigé par la largeur avec laquelle sont traitées l'introduction et la conclusion. Il y a là d'excellents tableaux, solidement composés, brossés d'une main vigoureuse, et l'on ne peut guère songer à y corriger que de rares détails<sup>1</sup>.

MM. Renard et Weulersse ont découpé leur vaste matière en sections géographiques. Ils se sont ainsi interdit tout exposé synchrone. Leurs monographies seront très utiles à consulter et se lisent même avec agrément. Chacune d'elles se termine par une brève bibliographie. Les hispanisants leur reprocheront sans doute de n'avoir tenu compte, pour la péninsule ibérique, que des ouvrages défavorables au gouvernement des rois catholiques; il fallait au moins mentionner les récentes tentatives de réhabilitation<sup>2</sup>. Le chapitre sur les Pays-Bas ne commence réellement qu'avec la période espagnole; rien sur la fin de la période flamande-bourguignonne, qui fut si brillante et si originale. Le mouvement de la Bourse d'Anvers

1. P. 4, il est excessif de dire que les Communes n'ont plus aucun pouvoir sous les Tudors et que les villes impériales allemandes « sont réduites à l'impuissance au début du xvi<sup>e</sup> siècle »; c'est la belle époque d'Augsbourg et de Nuremberg. Il est un peu simpliste de parler, à ces dates, de « la Confédération suisse »; on dira plus exactement : « les cantons suisses et leurs confédérés ». P. 12, il faut tenir compte de la production des mines d'Europe qui, jusqu'en 1545, balance la production américaine. On ne peut dire : « dans toute l'Europe occidentale les foires déclinent », au moment où fleurissent celles de Lyon et de Francfort, sans parler de celles de Gênes et de Medina del Campo. P. 13-14, il faudrait insister sur la différence non de degré, mais bien de nature, entre la *séparation* médiévale des professions et la *division* du travail, telle qu'elle apparaît, par exemple, dans la draperie. Les mots : « Mais cela n'est point assez », ne donnent pas l'idée de cette opposition. P. 16, les premières gazettes ont été des feuilles d'avis et non d'annonces.

2. P. 48, éviter ces expressions, qui feront frémir tout géographe : « Vasco de Gama, ayant remonté la côte orientale de l'Afrique... » Laissons aux journalistes de guerre le soin de « remonter la Meuse de Saint-Mihiel à Verdun » ou l'Escaut de la Lys à la mer!

aurait gagné à être rendu de manière plus vivante. Le chapitre sur l'Angleterre serait excellent si, comme tout l'ouvrage, il était moins rapide. On n'y a point le loisir d'admirer comme il conviendrait l'œuvre immense de Burleigh, œuvre plus malaisée, plus cohérente et aussi plus efficace que celle même de Colbert<sup>1</sup>.

Une place importante est naturellement réservée à la France, et c'est surtout ici que nous aurions à regretter l'excessive simplification des aperçus et le mélange des dates<sup>2</sup>. On passe en deux lignes (p. 202) des négociants bordelais du XVIII<sup>e</sup> siècle à Claude de Seyssel. Les notions sur le rôle du crédit sont des plus vagues (p. 196). Mais tout ce qui est relatif à la différenciation progressive des classes sociales et aux progrès de la technique est d'une solide tenue.

Pour l'Italie, on ne tient pas assez compte, parmi les causes de la décadence de Venise, des facteurs politico-militaires dont l'importance était tout dernièrement mise en lumière par M. Fueter. Le rôle des foires de Gênes (p. 344), qui sont exclusivement des foires de paiements, est trop sommairement analysé : Ehrenberg et Strieder auraient pu, ici, être utilisés avec plus de profit. Pour le Piémont, il aurait été bon de rappeler que ce pays a vécu sous la domination française et de se reporter à M. Romier. Trop sommaire aussi sur l'Allemagne, dont le rôle fut capital dans les dernières années du XV<sup>e</sup> et les premières du XVI<sup>e</sup> siècle, à la fois pour l'industrie minière, la banque et le commerce d'outre-mer.

L'abondance même de nos critiques témoigne de l'intérêt que nous avons pris à la lecture de ce volume et de la valeur que nous lui attribuons.

Le P. Joseph BRUCKER nous donne un manuel historique de la *Compagnie de Jésus*, dont l'érudit ne pourra désormais se passer<sup>3</sup>. Sans diminuer en rien le mérite de l'ouvrage de Böhmer, il faut reconnaître que seul un jésuite pouvait nous offrir cet exposé, aussi complet que possible, détaillé sans être encombré, de la vie de la Compagnie depuis sa création jusqu'à sa dissolution, avec la suite complète de ses généralats et de ses congrégations générales, avec sa répartition géographique en « provinces ». On sait que les provinces

1. P. 83, peut-on traduire *Steelyard* et *Stahlhof* par « Marché aux fers » ? P. 101, il est tout à fait inexact que « nul ne proteste » contre l'immigration des ouvriers huguenots, français ou flamands en Angleterre. C'est le contraire qui est vrai.

2. Les foires de Lyon n'étaient pas des « expositions internationales » comme il est dit p. 184. P. 204, aucune chronologie.

3. P. Joseph Brucker, *la Compagnie de Jésus, esquisse de son Institut et de son histoire (1521-1773)*. Paris, Gabriel Beauchesne, 1919, petit in-8°, vii-842 p., index.



de la Compagnie comprennent en dehors de l'Europe des pays aussi divers et aussi distants que le Japon et le Paraguay, Madagascar et le Canada. On ne peut se donner le spectacle de cette activité débordante — même si l'on fait la part des exagérations des missionnaires et du mirage trompeur des statistiques de catéchumènes — sans éprouver l'impression d'une véritable grandeur. Avant même la mort d'Ignace, la Compagnie est une puissance universelle ; au moment où elle va être frappée par Clément XIV, elle est une des grandes puissances du monde, travaillant non seulement à l'édification des âmes, mais à l'instruction des esprits et même au progrès des sciences positives.

Le P. Brucker donne de cette prodigieuse histoire un résumé relativement objectif. Rien, chez lui, qui rappelle la naïveté critique et les allures d'énergumène de tel historien d'une des provinces ou d'un groupe de provinces de la Société. Le P. Brucker s'est donné pour but d'être pris au sérieux même par les adversaires des Jésuites ou les simples incroyants. Cependant, il était difficile à un jésuite d'écrire autrement que dans le style des « lettres édifiantes », style aussi agaçant, en son genre, que celui de Chanaan. Ce qui est plus grave, c'est qu'en ce volume compact, les Jésuites ont toujours raison ; les très rares fautes individuelles qu'on veut bien reconnaître — et encore à titre d'hypothèse — n'engagent jamais la responsabilité de l'Institut. Corps purement religieux, la Compagnie, à en croire son historiographe, ne s'est jamais occupée des affaires du siècle. Elle n'est en rien, ou à peine, mêlée aux troubles de la Ligue ; elle se lave les mains du sang des victimes de la Saint-Barthélemy ; ni elle ni ses membres n'ont été compromis dans aucune tentative de régicide. C'est à son corps défendant qu'elle a fourni aux rois et aux grands des confesseurs, et ces confesseurs n'ont jamais cherché à influencer sur la politique. On nous concède, il est vrai, que « ces confesseurs auraient manqué à leur propre devoir s'ils n'avaient pas fait connaître à leur pénitent princier à quoi l'obligeait, pour la répression de l'hérésie, son titre de fils de l'Eglise ». Mais l'on ajoute : « *ce n'était pas là matière politique...* »<sup>1</sup>. Distinction subtile, et qui permet toutes les interprétations, car la plupart des « matières » politiques étaient et sont des « matières mixtes ». Matières mixtes les terribles questions que le P. Caussin posait à la conscience inquiète de Louis XIII : exil de la reine mère, surveil-

1. On goûtera, p. 568, cette délicate formule : « Non seulement ce dernier (le Père de la Chaize), mais encore les autres confesseurs jésuites ont au moins autant contribué à adoucir qu'à exciter les rigueurs officielles contre les jansénistes. »

lance exercée sur Anne d'Autriche, « alliances immorales avec les protestants d'Allemagne, de Suède, de Hollande », et l'alliance plus immorale encore avec les Turcs. Matière mixte aussi le projet de renvoi du cardinal-ministre. Le P. de Rochemonteix ne nous a rien laissé ignorer de cette activité du P. Caussin, qui faillit changer le cours de l'histoire de France et de l'Europe, activité qui, paraît-il, n'avait cependant rien de politique !

Les accusations lancées contre les Jésuites sont toujours des « calomnies », qu'elles viennent des protestants ou des jansénistes, — dont l'illustre porte-parole est représenté comme ayant menti sciemment — des Parlements<sup>1</sup> ou de l'Université. Les adversaires des Jésuites sont indignes de toute considération. Le grand shôgoun Hidéyoshi, parce qu'il a mis un terme — et encore avec une certaine mansuétude — à l'activité brouillonne des missionnaires, devient un affreux tyran, aussi noir que Pombal en personne. Même les ordres religieux qui se sont attaqués à l'impeccable Compagnie ne sont guère ménagés. Elle est toujours restée pure, et dans l'affaire des rites malabares, et dans celle des cérémonies chinoises.

Je laisse à penser comment sont traités les philosophes, Voltaire, qui mena « contre ce qu'il appelait l'infâme une guerre digne d'un satan incarné », et « ses seconds à peine moins pervers que lui ». — En vérité j'ai peut-être eu tort, tout à l'heure, de reconnaître au P. Brucker le mérite d'une relative objectivité. Qui veut trop prouver ne prouve rien.

XVI<sup>e</sup> SIÈCLE. — M. DE VRIES nous donne sur *Genève, pépinière du calvinisme hollandais*<sup>2</sup>, moins un livre qu'un recueil de documents accompagnés d'*excursus* critiques et historiques. Dans le Livre du recteur, dans le *Livre des habitants*<sup>3</sup>, dans les Registres de la Compagnie et dans ceux du Conseil, il a relevé soigneusement les mentions relatives à des étudiants néerlandais. Il y a même joint — son objet étant de mesurer l'action exercée par la pensée de Calvin et de Bèze sur les Pays-Bas — les personnages d'autres natio-

1. Pas une allusion à La Chalotais et à la campagne en faveur de l'éducation nationale. Pas un mot sur le rôle des Jésuites dans les intrigues ministérielles sous Louis XV.

2. Herman de Vries, *Genève, pépinière du calvinisme hollandais*, t. I. Fribourg (Suisse), Fragnière, in-8°, xv-329 p., index.

3. C'est par erreur (p. 40) que M. de Vries signale les années 1572-1574 et 1585-1587 du registre des habitants comme « les seules qui n'ont pas été brûlées lors de la Révolution ». Un premier registre, conservé également aux Archives d'État, contient les années 1549-1560. M. de Vries ne cite pas le *Livre des bourgeois* de Covelle.

nalités (des Français comme Lambert Daneau et du Jon<sup>1</sup>) dont la carrière ultérieure devait se passer en Néerlande. Les listes qu'il a dressées et enrichies de notes biographiques sont d'un réel intérêt. Il publie des lettres inédites de et à Théodore de Bèze. Il est regrettable que les circonstances (c'est-à-dire la guerre) ne lui aient pas permis de compléter les recherches qu'il avait faites à Genève par d'autres recherches dans les archives belges et néerlandaises.

Tel quel, son ouvrage apporte une contribution de plus à cette thèse, déjà exposée, après Michelet et Quinet, par M. Ch. Borgeaud : c'est la pensée de Théodore de Bèze, dans son *De jure magistratum*, et celle de Hotman, c'est le germe révolutionnaire inclus dans le calvinisme à l'insu de Calvin qui a fermenté dans les Pays-Bas et fait des Provinces-Unies une nation.

M. MARIÉJOL avait une première fois étudié Catherine de Médicis dans l'*Histoire de France* de Lavisse. Séduit par cette inquiétante figure, il lui consacre tout un livre. Il a relu, ligne à ligne, toute la *Correspondance* ; il l'a éclairée, commentée, au moyen d'une documentation abondante. Il a suivi son héroïne depuis son enfance (il utilise le livre de Reumont) jusqu'à sa mort. Il a essayé de nous donner un ouvrage qui ne fût « ni un plaidoyer, ni un réquisitoire..., mais une histoire aussi objective que possible de la vie et du gouvernement de Catherine de Médicis<sup>2</sup> ».

Y a-t-il complètement réussi ? Il a bien montré que Catherine n'était pas le monstre que tantôt les huguenots, tantôt les catholiques se sont plu à vouer à l'exécration des Français. Il a vu en elle une femme, une assez faible femme, mise en face de responsabilités tragiques, qui s'efforce de sauver ce qui peut être sauvé, de louver entre les obstacles. Il a rendu un juste hommage à son application, à sa capacité de travail, à l'action très réelle qu'elle exerça sur la politique de la France. Sur ce point, sa documentation aurait pu être plus complète encore : je pense, par exemple, à cette correspondance de Charles de Danzay, notre ambassadeur au Danemark et dans les pays baltiques, où toute lettre au roi se double d'une lettre, souvent plus explicite, à Catherine. Même la régence finie, il y eut bien un « gouvernement de Catherine de Médicis ». Mais voilà, précisément, qui ne permet guère de diminuer sa part de responsabilité dans les actes des derniers Valois.

M. Mariéjol veut nous faire accepter comme presque naturels les

1. Le *Forestanus* de la p. 44 (n° 15) ne serait-il pas un Forézien plutôt qu'un originaire de Forest, près Bruxelles ?

2. Jean-H. Mariéjol, *Catherine de Médicis (1519-1589)*. Paris, Hachette, 1920, in-8°, xi-431 p.

« revirements » de Catherine, « si prompts qu'ils n'ont pas l'air d'être forcés<sup>1</sup> » ; « l'aisance » avec laquelle elle prit « la direction du parti catholique... », quand ce n'était pas celle du parti adverse<sup>2</sup>. Il est bien difficile (voir plus loin l'analyse du livre de M. Victor Martin) de ne pas trouver sa main dans la Saint-Barthélemy, même en laissant de côté sa haine personnelle contre l'amiral. On a exagéré en faisant d'elle un *Prince* en jupons. M. Mariéjol n'exagère-t-il point en la peignant comme une opportuniste aux abois ? Ajoutons qu'il a cherché à dessiner, à côté du portrait de la reine, celui de la femme de la Renaissance, de la protectrice des arts<sup>3</sup>. Ici, il est pleinement vrai.

Depuis les grands gallicans de l'Ancien Régime, personne, même parmi les historiens de la contre-Réforme, n'avait étudié pour lui-même ce sujet : la réception en France du Concile de Trente. M. Victor MARTIN, grâce à un très méritoire dépouillement des archives Vaticanes (spécialement de la *Nunziatura di Francia*), comble cette lacune<sup>4</sup>. Favorable à l'œuvre du Concile, il s'efforce de n'être pas injuste pour les parlementaires et aussi pour certains ecclésiastiques français qui, en s'opposant à la publication, croyaient vraiment défendre les lois fondamentales du royaume et l'indépendance de la couronne. Il a raison de montrer que des intérêts très temporels expliquent certaines attitudes des cours de justice et surtout des chapitres. Il ne fait pas la part assez large aux traditions nationales qui s'opposaient à tout empiètement de Rome sur les « libertés » gallicanes ; ces traditions sont une des parties les plus résistantes de la trame de l'histoire de France.

La position de la royauté, prise entre l'obligation de respecter ces

1. P. 119.

2. Voir aussi la p. 121, très finement nuancée.

3. Menues critiques : P. 23, n. 4, sur l'interprétation de la *Nuit* de Michel-Ange, pourquoi ne pas renvoyer simplement à la page fameuse de Michelet, puisque l'on conclut comme lui ? P. 181, une phrase bizarre, dans ce livre généralement écrit avec soin : « La fille d'Henri VIII et d'Anne Boleyn garda en son pouvoir cette suppliante, qui descendait comme elle d'Henri VII Tudor et que beaucoup de catholiques anglais, vu son hérésie et l'irrégularité de sa naissance, considéraient comme la légitime héritière des Tudors. » M. Mariéjol pourrait (p. 173, n. 4) affirmer avec plus de force que d'Andelot n'a pas été blessé au combat des levées de Loire. La Noue, témoin et ami, l'eût dit, si cela était. Or, il nous montre ensuite d'Andelot à Pamprou, à Montreuil-Bellay, à Bassac, sans jamais faire la moindre allusion à cette blessure.

4. Victor Martin, *le Gallicanisme et la Réforme catholique. Essai historique sur l'introduction en France des décrets du Concile de Trente (1563-1615)*. Paris, Aug. Picard, 1919, in-8°, xxvii-415 p. La correction des épreuves a laissé subsister de nombreuses fautes de grammaire. Le participe passé du verbe *dissoudre* est couramment imprimé *dissout*.



traditions et les nécessités de sa politique intérieure et extérieure, n'était rien moins que facile. Ainsi s'explique cette extraordinaire histoire de cinquante ans, promesses toujours renouvelées et toujours éludées, aboutissant, en somme, à l'équivoque de 1615 : « Les adversaires du Concile de Trente persistèrent à le considérer comme non publié, tandis que Rome, au contraire, le tenait pour reçu. Les uns et les autres pensaient juste, du point de vue différent d'où ils voyaient la chose. » Équivoque qui ressemble fort à un escamotage.

Cette affaire du Concile a tenu une telle place dans notre histoire, la réception des décrets a si bien joué le rôle de monnaie d'échange dans les marchandages entre la France et Rome que le livre de M. Martin dépasse de beaucoup, en intérêt, le cadre restreint d'une étude d'histoire ecclésiastique. C'est toute la politique des derniers Valois qui est en jeu. Il est regrettable que M. Mariéjol n'ait pas eu connaissance des pages que M. Martin consacre à Catherine; peut-être eût-il jugé avec moins d'indulgence cette perpétuelle politique de bascule. Sur la Saint-Barthélemy, grâce à une étude qui n'avait pas encore été poussée aussi loin de la correspondance de Salviati<sup>1</sup>, M. V. Martin apporte de sérieux arguments à la thèse de la préméditation : « Avant l'attentat du 22 août », écrit-il, « un grand coup avait été décidé, où de nombreuses victimes devaient périr. » Préméditation à Paris, mais où il semble que la cour de Rome n'eut pas de part directe. C'est à peu près la conclusion à laquelle arrivait, dès 1913, M. Romier (d'après les archives Médicéennes) dans un mémoire qu'il est étonnant que M. Martin n'ait pas connu<sup>2</sup>. Ce dernier établit que le projet d'assassinat du seul amiral remonte au moins au 5 août, le projet du massacre général au moins au 21.

Très sévère pour Catherine et pour Henri III, M. Martin est très indulgent pour Henri IV. Le charme personnel qui émanait du Béarnais, sa rondeur, ses perpétuelles protestations de bonne foi impressionnent à distance même les historiens. Les documents ici rassemblés me donnent plutôt l'impression d'un politique supérieurement habile, qui leurre perpétuellement le Saint-Siège, promet toujours sans tenir jamais, se sert de ses nouvelles promesses pour mieux faire oublier qu'il n'a pas tenu les anciennes, joue de cette

1. Il ajoute des parties inédites aux textes publiés incomplètement par Theiner. Je me permettrai de discuter certaines traductions. P. 105, n. 2 : « Più tosto disperai di buon fine che altrimente », ne me paraît pas vouloir dire (p. 106) : « Mon impression fut qu'il n'en sortirait pas grand'chose de bon », mais simplement ceci : l'entreprise que lui annoncent, dès le 21, le cardinal de Bourbon et de Montpensier est si « gagliarda » que le nonce redoute un échec. Il y a là une nuance.

2. *Revue du XVI<sup>e</sup> siècle*, 1913, p. 529 et suiv.

affaire du Concile pour obtenir l'absolution pontificale, pour faire avaler au Saint-Siège l'amère pilule de l'Édit de Nantes, pour négocier le mariage médicéen, pour se faire accorder des décimes. Il table à la fois sur les désirs de Rome et sur l'entêtement des parlementaires et lègue finalement à son successeur une situation si bien embrouillée que la papauté devra se contenter de la solution bâtarde de 1615.

Signalons aux historiens l'aimable livre de M. CHAMARD sur les *Origines de la poésie française de la Renaissance*<sup>1</sup>. Sans étalage d'érudition, l'auteur rappelle au public cultivé que la Renaissance n'a pas marqué une rupture dans la tradition nationale, mais qu'on y retrouve l'écho de notre moyen âge sous l'imitation de l'antiquité et de l'Italie. C'est une mise au point du travail de recherches dont Brunetière fut jadis l'un des plus ardents et des plus pénétrants directeurs.

XVII<sup>e</sup> SIÈCLE. — Le tome IV de la nouvelle édition des *Mémoires de Richelieu* est relatif à l'année 1624<sup>2</sup>. Il s'ouvre (p. 1-22) par un morceau qui ne figurait dans aucune des éditions antérieures, mais qui a été découvert et publié par Ranke. Ce morceau, qui raconte la chute des Brûlarts, semble avoir été écrit peu de temps après les événements et présente des rapports étroits avec les pamphlets attribués à Fancan. De même, le récit de la chute de La Vieuville semble provenir d'un mémoire spécial. — Des appendices complètent et éclairent le volume.

La grande presse a récemment découvert et bruyamment annoncé au monde que les *Mémoires de Richelieu*... ne sont pas de Richelieu. Grâce aux savants éditeurs de cette publication, nous le savions depuis longtemps, mais la vérité qu'ils nous ont révélée comporte un peu plus de nuances.

*Autour de la plume du cardinal de Richelieu* : qu'elle fût maniée par lui-même ou par un des écrivains qui composaient son cabinet, cette plume redoutable a écrit trop de pages éloquentes, elle a trop violemment agi sur son temps pour qu'on s'étonne de voir M. Maximin DELOCHE lui consacrer tout un livre, comme il en

1. Henri Chamard, *les Origines de la poésie française de la Renaissance*. Paris, E. de Boccard, 1920, in-8°, 307 p. Ce livre est la mise en œuvre d'un cours public fait à la Sorbonne. Peut-être trouvera-t-on que M. Chamard a trop sacrifié, dans l'imprimé, aux partis pris qui s'imposent en présence d'un auditoire.

2. *Mémoires du cardinal de Richelieu*. T. IV, publié sous la direction de M. de Courcel par Robert Lavollée. Paris, Société de l'histoire de France, 1920, in-8°, 302 p., index.

avait consacré un à la maison du cardinal<sup>1</sup>. Celui-ci est presque une histoire de Richelieu, vue à travers les écrits dont il fut l'auteur ou l'inspirateur. M. Deloche, qui discute avec un soin passionné les questions d'attribution de ces écrits<sup>2</sup>, s'occupe aussi de ceux qui ont été dirigés contre le cardinal et où s'est élaborée, du vivant même du héros, la sinistre légende de l'*homo ruber*. A force de vouloir protester contre cette légende et faire de Richelieu un homme au-dessus de l'humanité, l'auteur en arrive parfois à être injuste contre ceux qui ont eu le malheur de ne pas aimer le cardinal ou de n'être pas aimés de lui<sup>3</sup>. Peut-être aussi qu'à force de vouloir faire revivre son personnage, M. Deloche prête à l'exposé une allure quelque peu romanesque<sup>4</sup> et n'évite pas le reproche de subtilité<sup>5</sup>.

Signalons une intéressante floraison d'études sur l'histoire religieuse du XVII<sup>e</sup> siècle, et spécialement sur le jansénisme.

Louvain, Paris : ce sont les deux capitales du jansénisme. Et voilà comment M. Albert DE MEYER a eu l'idée de reprendre, dans une collection Iovaniste, l'histoire de Jansénius et de Saint-Cyran et des premières luttes qui s'engagèrent en France autour de la nouvelle doctrine<sup>6</sup>. Même après Sainte-Beuve et tant d'autres, son

1. Maximin Deloche, *Autour de la plume du cardinal de Richelieu*. Paris, Lecène et Oudin, 1920, in-8°, vi-520 p.

2. Particulièrement intéressant sur le rôle de Fancan. M. Deloche, qui a naturellement utilisé les travaux de M. Fagniez, ne cite pas la publication de Wiens, cependant mentionnée par M. Fagniez. Je ne trouve rien sur la collaboration de Richelieu à la *Gazette*. Pour la rédaction des *Mémoires*, on nous renvoie surtout, comme il est raisonnable, à l'édition en cours.

3. La légende n'a pour ainsi dire rien ajouté aux terribles pages (citées p. 433) de Richelieu lui-même sur Fancan. Cette joie atroce à sacrifier un instrument qui a cessé d'être utile et qui peut devenir gênant, c'est tout « l'homme rouge ». Ne faisons pas de cette âpre figure une figurine. P. 405, colère un peu puérile contre Victor Hugo. Colère aussi contre les États-Généraux de 1614, dont l'opposition est surtout présentée comme un écho des rébellions huguenotes et dont le lamentable échec est célébré comme une victoire. Tous les historiens ne seront pas de cet avis, ni très disposés à opposer à l'antagonisme de la Noblesse et du Tiers « la sympathie secrète du menu peuple, traditionaliste par essence, pour le Clergé et la Noblesse authentique restée indépendante ». Vraiment secrète, en effet, cette sympathie du peuple pour la noblesse champêtre. M. de Vaissière lui-même n'irait pas si loin.

4. Richelieu s'inspirant des farandoles qu'il a vues en Avignon, etc. Un sujet comme celui-ci prête facilement à la conjecture, mais n'en abusons pas.

5. De ce que tel pamphlet est signé à la fois Ferrier et du Ferrier, il est un peu risqué d'en induire que Richelieu a délibérément voulu créer dans l'esprit du lecteur une confusion entre le ministre converti Jérémie Ferrier et l'ancien ambassadeur à Venise. — Une expression bizarre, p. 435 : « rayant en déférence ». Ailleurs, je crois : « rayant en audace ». C'est un provincialisme peu connu.

6. Albert de Meyer, *les Premières controverses jansénistes en France*

livre se rangera en bonne place dans nos bibliothèques. D'abord parce qu'il est fait avec le plus grand soin. L'auteur ne s'est pas contenté de lire les traités que les deux partis se jetaient à la tête; il a copieusement analysé, pour notre profit, les plus considérables d'entre eux, l'*Augustinus*, les *Apologies* d'Arnaud, les ripostes du théologal Habert et du P. Étienne Deschamps, la *Fréquente communion* et la *Tradition de l'Église*, le *Petrus Aurelius* et les dissertations du P. Petau<sup>1</sup>. De fructueuses recherches ont été faites à Rome.

A force de vouloir être complet et parcourir, par des avenues divergentes, toutes les parties de son vaste domaine, M. de Meyer n'est pas, il faut le reconnaître, sans déconcerter parfois son lecteur. On a du mal à reconstituer la suite chronologique des faits, en raison des répétitions fréquentes; à maintes reprises reviennent les mêmes événements, considérés chaque fois comme les points de départ d'une évolution différente: la mort de Richelieu, l'arrestation de Saint-Cyran, la mort du fougueux apôtre; deux fois l'affaire des PP. Knott et Floyd. Cela était peut-être inévitable.

M. de Meyer a fait un méritoire effort, et qui nous paraît couronné de succès, pour être impartial. Sans adopter le moins du monde les principes du jansénisme, il y voit une floraison naturelle de la contre-Réforme. Les luttes qu'il a provoquées sont « comme la rançon de la fidélité de la France à l'orthodoxie ». Dans son étude du jansénisme moral, il insiste sur l'élévation de cette conception, « conception très aristocratique » d'ailleurs, très individualiste tout au moins<sup>2</sup>. Il permet de prévoir Pascal lorsqu'il nous montre Saint-Cyran voulant « pour l'âme un tête-à-tête avec Dieu, aussi continu et aussi intime que s'il n'y avait eu au monde que Dieu et cette

(1640-1645). Louvain (Université catholique. Dissertations doctorales..., II<sup>e</sup> série, t. IX), Van Linthout, 1917, in-8°, xxiv-574 p. Après l'incendie de 1914, M. de Meyer a trouvé asile dans la bibliothèque du collège des Jésuites.

1. L'information reste un peu unilatérale. Un simple coup d'œil sur la *France protestante* (t. III, p. 60-67) eût empêché M. de Meyer de croire (p. 285) La Milletière « loyal et sincère ». Ce pasteur en travail de conversion, excommunié par le synode de Charenton, le 25 janvier 1645, apparaît comme un personnage assez méprisable, et probablement vénaux.

2. Nous nous étonnons qu'après avoir relevé, entre autres, cette proposition du P. Héreau : « Une jeune fille trompée par ruse ou par violence peut, pour éviter le déshonneur, se débarrasser de son fruit avant qu'il ne soit animé », M. de Meyer puisse écrire, avec une certaine ironie : « Les requêtes adressées au Parlement et les « avertissements » destinés au public dénonçaient ces propositions avec des accents pathétiques qui nous font quelque peu sourire à notre époque. » Ces propositions ont eu un regain de faveur dans les premiers temps de l'invasion allemande. Elles n'ont rien qui appelle le sourire.



âme ». Nous croyons qu'il a vu très juste en disant que « cette sévère doctrine, qui n'avait pas d'égard pour la nature, tomba en France dans un terrain admirablement préparé. Le jansénisme y était comme attendu ». De là son succès, succès facilité d'ailleurs par « la supériorité intellectuelle des polémistes de Port-Royal, en particulier d'Arnauld », et par les maladresses de ses adversaires.

Quant à savoir si c'est le jansénisme qui a, « sans le vouloir, travaillé à l'ébranlement de la foi et à l'émancipation des esprits, en les détachant de l'autorité infaillible de l'Église enseignante », ou si plutôt ce n'est pas la polémique elle-même qui fut une leçon de critique et d'indifférence, la question est délicate et reste ouverte. De toutes façons, et quoique le jansénisme ait « exercé une influence considérable sur la ferveur religieuse que manifestaient, au XVII<sup>e</sup> siècle, de nombreuses âmes d'élite », les controverses étudiées par M. de Meyer ont « déblayé le terrain pour les philosophies antireligieuses du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup> ».

C'est encore du jansénisme qu'il est question dans le premier des deux volumes que vient de publier M. Henri BRÉMOND<sup>2</sup>. Deux volumes sur la « conquête mystique » ! Cela serait à faire frémir si l'on ne savait qu'on ne s'ennuie jamais dans la compagnie de M. Brémond. Il rend vivant tout ce qu'il touche, même ce qu'il n'aime pas. Fidèle à son point de départ, il veut démontrer que le jansénisme est une doctrine de peu d'originalité. « Saint-Cyran n'est en somme qu'un Bérulle malade et un peu brouillon », assez dépaycé dans une histoire littéraire du sentiment religieux, car « il écrivait mal sans le moindre effort ». La seule originalité que M. Brémond lui reconnaisse, par une conjecture au moins hardie (p. 72), c'est qu'au fond de son cœur il était, comme on disait alors, bien près de Charenton. En somme, c'est l'évêque d'Ypres qui est le seul et vrai père du jansénisme, encore que l'on puisse dire d'Arnauld : « Il a créé la secte janséniste, mais sans le vouloir, sans même y songer. » Doctoral et pédant, intellectuel pur, Arnauld, aux yeux de M. Brémond, appartient à l'histoire de la controverse, mais non pas à celle du sentiment religieux, et, dans cette famille qu'il étudie après et souvent

1. Appendices sur Zamet et les accusateurs de Saint-Cyran en 1638, les « petites écoles », les sources de la *Théologie morale des Jésuites*, le cardinal de Lugo.

2. Henri Brémond, *Histoire littéraire du sentiment religieux en France depuis la fin des guerres de religion jusqu'à nos jours*. T. IV : la Conquête mystique. \*\* *L'École de Port-Royal*, et t. V : la Conquête mystique. \*\*\* *L'École du P. Lallemant et la tradition mystique dans la Compagnie de Jésus*. Paris, Bloud et Gay, 1920, 2 vol. in-8°, m-595 p., 8 pl., et 411 p., 1 pl. Le tome I a été analysé dans la *Revue* de 1918, t. CXXVII, p. 309-311. Les tomes II et III ne nous sont pas parvenus.

avec Sainte-Beuve, une seule figure lui paraît sympathique, celle de la mère Agnès.

A Pascal va toute son admirative affection. Son chapitre sur « la prière de Pascal » est une chose profondément émouvante. Mais quoi, ce génie vraiment mystique, ce cœur inondé d'amour et de joie divine, on ne saurait l'enfermer dans les bornes d'une secte; il s'en échappe à mesure qu'il avance; après avoir été le chevalier de Port-Royal, il meurt à peine janséniste. « Et c'est ainsi que, dans une âme vraiment vivante, la vie elle-même complète, corrige et déborde les formules étroites sur lesquelles on avait cru la régler. » Quant au bon Nicole, l'antimystique, c'est un « janséniste malgré lui ».

Le volume suivant doit nous donner une autre démonstration non seulement du peu de nouveauté, mais de l'inutilité du jansénisme, en nous montrant le travail religieux accompli sans lui, en dehors de lui, avant lui. C'est un voyage de découverte. M. Brémond nous révèle l'école du P. Lallemand, « plus une, plus originale, plus sublime vingt fois et vingt fois plus austère, plus dure que Port-Royal ». Et comme son fondateur est mort « sans avoir rien écrit », nous faisons connaissance avec « les disciples de ce grand homme ». Parmi eux brille le P. Surin, « d'une telle gloire » que nous sommes honteux de l'avoir jusqu'à ce jour ignorée. Que de gloires, grand Dieu! nous en sommes tout éberlués : Julien Maunoir et Jean Rigoleuc, M<sup>me</sup> Hélyot et Jean Grasset, Louise du Néant et François Guilloiré. Gloires quelquefois un peu troubles, car le P. Surin est mêlé d'assez fâcheuse façon à l'histoire des diables de Loudun, que M. Brémond nous conte d'ailleurs avec un grand effort critique, et sans cacher que la cellule du mystique est en certains cas l'antichambre de la maison de fous.

Il n'importe. On suit toujours l'auteur avec intérêt, parce qu'il est toujours savoureux. Les historiens goûteront surtout le chapitre sur les missions bretonnes, sur la « réévangélisation de la Bretagne au XVII<sup>e</sup> siècle ». Il y a là, sur l'état intellectuel et moral d'une province au temps de Louis XIII, et aussi sur les procédés de pédagogie populaire employés pour éclairer ces pauvres cervelles, des documents de premier ordre.

On revient au jansénisme en relisant la lettre apologétique (du 20 novembre 1637) de Saint-Cyran à « Monsieur Vincent » dans la nouvelle édition de la *Correspondance* du saint donnée par M. Pierre COSTE<sup>1</sup>. Cette édition, dont le premier volume va jusqu'en 1635,

1. *Saint Vincent de Paul. Correspondance, entretiens, documents.* I. Cor-

réalise un progrès sensible sur celles qui l'ont précédée. Elle a été établie avec critique et c'est ainsi (p. 2) que le nouvel éditeur a reproduit des passages « omis » par Abelly, omis parce qu'ils « lui semblaient peu dignes du saint ». Grâce à ses recherches, M. Coste a pu ajouter à l'édition de Pémarin (1880), qui contenait plus de 2,000 lettres, des centaines de lettres nouvelles et le résumé des lettres dont nous connaissons le contenu sans en posséder le texte. Elles sont publiées avec soin et correction<sup>1</sup>, et assez bien annotées. Surtout le volume est enrichi des lettres adressées à Vincent par ses correspondants, Louise de Marillac surtout, la présidente Goussault, sainte Chantal, Olier, etc. C'est par là surtout que cette édition présente un intérêt pour l'histoire sociale du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Comme avec M. Brémond, nous sommes ici dans la réalité concrète.

Le rôle de la Saintonge, de l'Aunis, de l'Angoumois, du Poitou est essentiel dans l'histoire de la Fronde, à raison de la proximité de Bordeaux. Déjà la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis nous avait donné sur ce sujet les lettres de Samuel Robert. Elle y joint un paquet de 219 lettres, allant de 1645 à 1654, recueillies à la Bibliothèque nationale et aux Affaires étrangères par M. DELAUD, publiées par M. Ch. DANGIBEAUD<sup>3</sup>. Elles n'apportent rien de particulièrement nouveau. Cependant les lettres de Montausier, en particulier, nous renseignent sur l'état d'esprit de provinces où vivait le souvenir des troubles de 1644, causés par les droits sur les vins, provinces qui semblaient mûres pour la rébellion. Le succès du pétulant Marsillac devenait dès lors assez facile. A moins que Montausier n'ait un peu exagéré le mal pour mieux faire valoir

*respondance. T. I : 1607-1609*, édition publiée et annotée par Pierre Coste. Paris, J. Gabalda, 1920, in-8°, xxxviii-624 p., un fac-similé, préface de M. François Verdier. L'édition sera complétée par des entretiens et documents. Le premier volume contient 416 lettres de et à Vincent. En dehors de trois lettres de 1607-1610 (en particulier la célèbre lettre à M. de Comet sur la captivité à Tunis), la correspondance commence en 1616 et ne devient régulière qu'en 1625. — Rappelons que Vincent signe uniformément *Depaul*. L'orthographe hagiographique courante n'a aucune raison d'être.

1. P. 133, l. 14 de la lettre 87, il faut lire « ains » et non « ainsi ».

2. Voir par exemple (p. 191, lettre 135) comment M<sup>me</sup> Goussault raconte un de ses voyages de convertisseuse ou comment Olier (p. 338, lettre 226) décrit la fièvre religieuse qui saisit, lors d'une mission, la population des montagnes d'Auvergne. Détails intéressants, çà et là, sur la situation réelle du protestantisme sous Richelieu. P. 252 (le 25 juillet 1634), Vincent écrit à propos des Cévennes : « Il n'y a point de village où il n'y ait quelques catholiques parmi les huguenots, excepté cinq ou six. »

3. *Lettres relatives à la Fronde en Saintonge (t. XLVI des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis)*. Paris, Picard, et Saintes, G. Prévost, 1915, in-8°, LII-304 p., 4 pl., introduction de M. Dangibeaud et bibliographie.

son dévouement et obtenir de Mazarin le remboursement de ses frais. Ces lettres ajoutent également quelques traits au portrait de l'énigmatique du Dognon<sup>1</sup>.

Claude COCHIN, l'un des travailleurs que la guerre nous a enlevés, avait préparé un supplément à la *Correspondance* de Retz<sup>2</sup>. Les 169 lettres publiées sous son nom par M. Henry Cochin s'échelonnent de 1643, mais surtout de 1650 à 1675. Elles se rapportent particulièrement à la fuite du cardinal, à son long séjour en Italie et à ses dernières années. Ces lettres permettent d'établir que, durant les années 1657-1660, Retz n'a pas cessé, malgré ses voyages, de rester en correspondance avec les chefs de l'Église. Les appendices préparés par Cochin nous apportent des documents sur la profession de M<sup>lle</sup> d'Épernon, sur le « chapeau » de Retz, sur les sentiments de Louis XIV à l'égard de l'ancien rebelle, sur Retz et Port-Royal, c'est-à-dire sur la façon peu élégante dont il abandonna Port-Royal après l'avoir soutenu, sur le projet qu'il eut, retiré en pénitent à Saint-Mihiel, de renoncer à la pourpre. Sur l'injonction du pape, il se décida, nous rapporte M<sup>me</sup> de Sévigné, à « user ses vieilles calottes ».

Le tome IV de l'*Histoire de la marine française* de M. Ch. de LA RONCIÈRE avait pour sous-titre : *En quête d'un empire colonial. Richelieu*. Le cinquième a aussi un double sous-titre : *la Guerre de Trente ans. Colbert*<sup>3</sup>. En fait, les cent premières pages du volume sont encore consacrées à Richelieu, au Richelieu en guerre ouverte contre la maison d'Autriche à partir de 1635. Puis vient l'histoire navale du ministère de Mazarin, moins vide qu'on ne le répète d'ordinaire, avec les coups de main en Catalogne, les tentatives contre les Deux-Siciles, et ce qu'on peut appeler la guerre de la Fronde maritime. C'est seulement après avoir déploré l'effondrement de l'empire colonial de Richelieu et narré tout d'une haleine la guerre de Candie que M. de La Roncière introduit Colbert.

1. P. 24, n. 2, la question des villes impériales d'Alsace est mal comprise. P. 41, l. 3, au lieu de « votre », lire « y estre ». Le n° XL n'est pas adressé « au Parlement de Paris », mais probablement aux receveurs des traites du Poitou. Les résumés ne sont pas toujours exacts. Par exemple, n° CXXXVIII, c'est contre la nomination de de Launay que les Rochelois protestent, et non contre le retard apporté à la démolition des tours.

2. Cardinal de Retz, *Supplément à la Correspondance...* Paris, Hachette (les Grands Écrivains), 1920, in-8°, XII-328 p., deux fac-similés, préface de M. Henry Cochin. Le manuscrit a été révisé par M. Léon Lecestre. Un index. L'annotation est à la fois sobre et instructive.

3. Charles de La Roncière, *Histoire de la marine française. T. V : la Guerre de Trente ans. Colbert*. Paris, Plon, 1920, in-8°, 748 p., une trentaine de fig. non numérotées.



Il étudie le ministre, son œuvre administrative et législative, ses efforts (le plus souvent impuissants) pour intéresser le maître aux choses de la mer, les compagnies qu'il a créées. Puis il fait l'histoire de la période même, les guerres de 1665 à 1668, l'essor de la Compagnie des Indes, la guerre de Hollande et ses suites, la lutte contre les Barbaresques. Le volume s'arrête en l'an 1683.

On y retrouvera les mêmes qualités que dans les précédents, la même richesse de documentation, la même abondance de détails. Il est écrit, aussi, avec la même verve, qu'il s'agisse de nous conter les apertises des écumeurs de la Méditerranée, les aventures prodigieuses des flibustiers ou les duels épiques d'Abraham du Quesne et de Ruyter. On se plait toujours à lire M. de La Roncière. On est parfois un peu ébloui par les éclairs des bombardes et par le fracas des abordages<sup>1</sup>. On se demande aussi par instants comment il se fait qu'en ces belles histoires les Français aient toujours raison et leurs ennemis toujours tort<sup>2</sup>. C'est peut-être une vue un peu simple.

Henri HAUSER.

1. Comme dans les volumes antérieurs, que de curieux renseignements sur des inventions techniques qui paraissent avoir été négligées ! P. 385, p. 4 : « torpilles et sous-marins ». Même page, dans le texte : « une machine capable de faire marcher un vaisseau sans vent, sans avirons et sans voiles ».

2. On aimerait, par endroits, certaines discussions critiques. P. 598, un document vénitien accuse Colbert d'avoir rêvé la conquête de Naples et de la Sicile. Cela vaudrait la peine d'être examiné. — M. de La Roncière attribue couramment à d'Elbée (et je crois bien qu'il a ses raisons) la *Relation de ce qui s'est passé dans les isles...* par I. C. S. D. V., de 1671, faussement attribuée depuis Gomberville à Clodré (voir Bourgeois et André, *Sources*, n° 570) et que, dans un article d'ailleurs médiocre de la *Revue des études historiques* (juillet-octobre 1920), M. Chassigne revendique pour de La Barre. Nous souhaiterions que M. de La Roncière élucidât ce point.

---

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

---

J. TOUTAIN. *Les cultes paléens dans l'Empire romain. 1<sup>re</sup> partie : les Provinces latines. T. III : les Cultes indigènes nationaux et locaux, Afrique du Nord, Péninsule ibérique et Gaule.* Paris, Leroux, 1920. 1 vol., 470 pages. Prix : 40 francs.

Les deux volumes précédemment parus ont déjà permis d'apprécier toute l'utilité du grand travail auquel M. Toutain a attaché son nom. Après l'étude des *Cultes officiels* et des *Cultes orientaux* dans les provinces latines du monde romain, voici celle des cultes indigènes dans les trois principales d'entre elles.

Dans chacune d'elles, l'enquête est conduite suivant un plan identique. Après quelques considérations générales sur la province elle-même et son histoire, M. Toutain commence par dénombrer les principales divinités. Il en trouve un nombre considérable : une quarantaine en Afrique ; 130 environ en Espagne et plus de 180 dans la Gaule romaine, sans compter les deux provinces de Germanie. Tout ce personnel divin est énuméré par ordre alphabétique. Autant que faire se peut, la physionomie de chaque dieu, déesse ou génie, est déterminée. Quiconque a eu à se débattre avec les innombrables appellations ou épithètes ou avec les représentations figurées des mythologies provinciales se rendra compte de l'immense service qu'est appelée à rendre cette mise au point.

Vient ensuite l'étude détaillée des principaux sanctuaires connus, puis des rites. M. Toutain se garde prudemment des considérations théologiques. Il sait que les monuments épigraphiques ou archéologiques, qui constituent à peu près sa seule source, ne permettent guère de retrouver les imaginations religieuses du paganisme. Tout en s'en tenant résolument aux faits, il n'en est pas moins amené, de temps en temps, à risquer une théorie. Parmi celles-ci, nous signalerons comme fort intéressante la théorie de l'offrande-rachat, très ingénieusement déduite du texte de César relatif aux sacrifices humains. Les Gaulois croyaient que le seul moyen d'apaiser la divinité était de lui offrir une vie d'homme pour une vie d'homme. Les offrandes : figurines d'hommes ou d'animaux ou parties de ces figures étaient des substituts représentant l'être ou la partie de l'être qu'il s'agissait de racheter. Si juste que paraisse cette explication, nous hésiterons cependant à l'appliquer à l'un des principaux monuments à propos desquels M. Toutain fut amené à la formuler : le cheval de bronze de

Neuvy-en-Sullias. On connaît cette belle statue demi-grandeur, consacrée au dieu Rudiobus (Espérandieu, *Recueil*, n° 2978). Ce serait, pense M. Toutain, un simple ex-voto et non pas, comme l'expliquait M. S. Reinach, la statue de culte de Rudiobus lui-même, lequel aurait donc été un dieu-cheval. Cependant, l'hypothèse de M. S. Reinach s'attache, peut-on dire, assez solidement, à quatre anneaux fixés sur le socle et destinés à recevoir des brancards permettant de porter la statue dans des processions. Bien plus, l'inscription gravée sur le socle convient mieux à une statue de culte qu'à un ex-voto : le donateur précise qu'il a offert la statue de ses propres deniers, mention évidemment superflue s'il s'agissait de l'exécution d'un vœu, en outre deux personnages sont nommés pour avoir présidé à la confection de l'œuvre d'art : voilà bien de l'importance attribuée à un simple ex-voto ! De tels éléments d'appréciation ne permettent guère, sans doute, d'atteindre à la certitude. Nous n'avons insisté sur ces détails que pour donner une idée des difficultés qu'a rencontrées, à chaque pas, le travail de M. Toutain.

Après avoir étudié les dieux, leurs sanctuaires et leurs rites, M. Toutain cherche à préciser la diffusion géographique et sociale des cultes. Il procède par une suite savante de statistiques et de calculs proportionnels. Si légitime que paraisse une telle méthode, ne peut-on pas lui reprocher l'illusion d'une trop rigoureuse certitude ? N'oublions pas, en effet, que la distribution de nos documents repose, en dernière analyse, sur le hasard des trouvailles. Aussi bien, M. Toutain prend-il soin de corriger par des atténuations ce que ses conclusions ont de trop absolu : « Ces inégalités dans la diffusion des cultes indigènes dans la Gaule romaine », déclare-t-il, « sont plus apparentes que réelles... » (p. 425); ailleurs, à plusieurs reprises (p. 429, 430, 432, etc.), il reconnaît que les raisons précises de la diffusion de tel ou tel culte échappent à toute explication. Ce ne sont donc que des solutions provisoires. C'est ainsi qu'il faut les accepter et, en ce sens, on ne peut que savoir gré à M. Toutain du soin apporté à établir le bilan de nos connaissances actuelles.

En Afrique, en Espagne, aussi bien qu'en Gaule, la durée des cultes indigènes semble s'être prolongée jusqu'à la fin de l'époque romaine et même au delà. M. Toutain fait, dans cette partie, un usage heureux des indications que fournissent les premiers auteurs chrétiens et le folklore. C'est là une source qui n'a encore été qu'insuffisamment exploitée. Des études comme l'article de feu Marcel Hébert sur les *Martyrs céphalophores* (*Revue de l'Université de Bruxelles*, janvier 1914) montrent notamment tout le parti que l'on pourrait tirer des légendes des saints pour la connaissance des cultes antiques.

A l'intérieur même de l'époque romaine, peut-être serait-il possible, en précisant la date des monuments épigraphiques et archéologiques, de retrouver, au moins approximativement, les vicissitudes de la rivalité pacifique entre cultes indigènes, officiels et orientaux. Le chapitre

consacré par M. Jullian à la religion gallo-romaine dans le tome VI de son *Histoire de la Gaule* apporte, à ce sujet, quelques précieuses indications. Mais il est évidemment difficile d'atteindre, en pareille matière, aux conclusions fermes que paraît affectionner M. Toutain.

Les spécialistes de l'histoire des religions n'apprécieront pas moins ce livre que les historiens de l'antiquité. Les uns et les autres y trouveront, distribuée en bel ordre, une abondante moisson de faits. En cette matière particulièrement confuse et compliquée des cultes indigènes, l'auteur apporte une netteté éminemment didactique qui, peut-être, paraîtra parfois un peu sèche, mais qui n'en a pas moins ses avantages. Il a voulu avant tout faire un livre utile et il y a parfaitement réussi.

A. GRENIER.

---

**The Mesta. A study of spanish economic history, 1273-1836**, by Julius KLEIN, Ph. D., assistant professor of latin american history and economics in Harvard University. Cambridge, Harvard University press, 1920. In-8°, xvi et 444 pages. (Harvard Economic Studies published under the direction of the Department of Economics, vol. XXI.)

Ce n'est pas la première fois que nous entendons parler des études de M. Julius Klein sur la fameuse *Mesta* : il avait déjà donné, au *Boletín de la R. Academia de la Historia* de Madrid (16 février 1914), un article sur les « privilegios de la Mesta » de 1273 et 1276, et un autre mémoire sur l'« Alcalde Entregador de la Mesta » dans le *Bulletin hispanique* d'avril-juin 1915. Mais ce n'étaient là que des essais et l'ouvrage entier, qui a mérité d'être publié dans les *Economic Studies* de Harvard, offre une importance vraiment considérable. Le livre, qui compte dix-sept chapitres et une conclusion, traite de l'organisation du pouvoir judiciaire, des péages et du pâturage, du nomadisme en Espagne. Il est pourvu de cinq illustrations : une charte de Charles-Quint, de 1525, à l'« honrrado concejo de la Mesta general destos Reynos de Castilla et de Leon et de Granada », qui contient le portrait de Charles-Quint et les armes de la Mesta : écartelé : au 1<sup>er</sup> de Castille; au 2<sup>e</sup> de Léon; au 3<sup>e</sup> un béliet passant contourné, la tête retournée; au 4<sup>e</sup> un taureau : l'écu supporté par une aigle; une carte montrant les routes, les points de péage et les pâturages de la Mesta; une urne, qui date du xvi<sup>e</sup> ou du xvii<sup>e</sup> siècle (maintenant la propriété de l'Asociacion general de Ganaderos), servant aux élections; un privilège de Ferdinand et Isabelle, de Saragosse, 26 janvier 1488, fixant les péages sur les troupeaux; un privilège de Jean II de Castille, du 10 mai 1443, confirmant un autre privilège de 1441, en vertu duquel tous les bergers du royaume doivent



être membres de la Mesta et sujets à ses ordonnances. L'auteur de ce privilège, dit M. Klein, doit être Alvaro de Luna, qui était alors très occupé par des plans pour l'exploitation de l'industrie pastorale.

Au sujet du mot *merino*, M. Klein est d'avis qu'il faut le rattacher à la tribu des Beni-Merines. « Il est certain que la race des *merinos* n'était pas connue en Espagne avant ce temps (la période des Almohades), car le fameux auteur classique mauresque sur la vie agraire dans la péninsule, Abu Zacaria Ben Ahmed, dans son « Livre d'agriculture », écrit peu de temps avant l'arrivée des Beni-Merines, ne fait aucune mention de mouton ressemblant au *merino*. Le fait que la plus grande partie des termes de la terminologie espagnole du moyen âge est arabe est un argument de plus », et il cite : *zagal*, *rabadan*, *rafala*, *morrucco*, *ganado*, *cabana*, et *mechta*, « qui est probablement en rapport avec *mesta* ». Mais les mots *ganado* (animal domestique) et *cabana* (troupeau, bergerie, cabane du berger) sont d'origine latine : *ganado* (en port. *gado*) vient du bas latin *ganatus* et signifie « fortune, biens », « troupeaux », et *cabana* vient du bas latin *capanna* (Fr. Dietz, *Etymologisches Wörterbuch der romanischen Sprachen*, Bonn, 1878, p. 453 et 485). Quant à *mesta*, l'étymologie latine donnée par Covarruvias est la bonne (*mixta*) et Fernando Cos-Gayon l'approuve : « sobre la etimologia de *Mesta* no hay tales dudas. Las leyes y los escritores del Honrado Consejo llaman constantemente hacer *mesta* à la mezcla y reunion, en periodos determinados, de todos los ganaderos y de todos los ganados, à fin de contar éstos, separar los de distintos dueños, conociendolos por las señales hechas con hierros o de otros modos, y dejar à los pastores, como propiedad suya, los que resultasen mostrencos » (*La Mesta. Revista de España*, t. IX, p. 337). *Rafala* est traduit par M. Klein une première fois (p. 4) : « a pen for strays », et une seconde fois : « assemblée » (p. 12). Dozy ne connaît que le second sens : « Comme le verbe *raphala* signifie voyager, on peut fort bien avoir donné le nom de *rehála* à l'assemblage de cabanes que les bergers voyageurs dressaient pour y passer la nuit » (*Glossaire des mots espagnols* etc., 1869, p. 331).

Sur le *sueldo de pipiones*, dont M. Klein parle à la p. 172, je remarquerai que le mot figure dans Berceo, dans le *Libro de Alexandre*, et dans le *Libro de amor* de l'archiprêtre de Hita, et qu'il signifie une monnaie de peu de valeur; si l'origine de ce mot est aragonaise, cela démontrerait que le *Libro de Alexandre* est bien de cette région-là. Dans les extraits donnés des Ordonnances de la Mesta de Grenade (p. 364 à 367), il faut garder *sonsacar*, « tirer »; *alcariás* est, en effet, pour *alquerias* (les suffixes *ca* et *que* se mettent l'un pour l'autre); *ribediegos* est aussi à conserver, *r* se changeant volontiers en *d*. Je crois que le mot *dehesa* (= *defensa*) aurait dû être mis dans le glossaire des termes indiquant des taxes levées sur les moutons; cf. Dietz, qui compare le vieux français *defois*.

M. Klein, dans la liste qu'il a fournie de ses sources, a donné une description des archives de la Mesta. Ces archives, qui étaient déposées dans l'église de San Martin à Madrid, ont été récemment transférées dans une maison au coin de la rue de las Huertas et de la rue de Leon, « où elles sont restées sans emploi pendant près de deux cents ans », dit l'auteur; elles appartiennent maintenant à l'Asociacion general de Ganaderos del Reino. Il parle aussi des archives du duc d'Osuna, qui est depuis peu entre les mains d'un comité de créanciers, dont le président est le comte de Romanones; elles ont une importance de premier ordre pour la Mesta, car les familles alliées à la maison d'Osuna avaient leurs biens sur les routes de la Mesta, les Béjar, les Infantado, les Mendoza, les Santillana, etc.<sup>1</sup>. Il termine par le British Museum de Londres et les archives de Paris, notamment la collection Tiran des Archives nationales, et la bibliothèque Sainte-Geneviève.

Ce livre de M. Julius Klein mérite les plus grands éloges, il est digne de l'Université de Harvard et fait honneur au département des sciences économiques qui l'a publié.

Alf. MOREL-FATIO.

---

E. RODOCANACHI. *La Réforme en Italie*. 1<sup>re</sup> partie. Paris, Aug. Picard, 1920. In-8°, 465 pages.

Beau sujet. Comment le mouvement intellectuel de la Renaissance a donné en Italie aux spéculations religieuses un essor illimité; comment, sur ce milieu, ont agi les influences du dehors, celles d'Allemagne, qui venaient par les passages orientaux des Alpes et par Venise, celles de France, qui s'infiltraient par la cour à demi française de Ferrare, par la Savoie et le Piémont, terres françaises de 1536 à 1559<sup>2</sup>, peut-être même par la Florence des Médicis, et encore par les hommes d'Eglise assez suspects que le Roi Très-Christien employait comme ambassadeurs en Italie ou qui représentaient la France dans les conclaves, un du Bellay, un Pellicier et leur suite; sans parler des influences suisses, de celle de Zwingli en particulier, dont la pensée est si proche, par endroits, de celle des réformés italiens?

1. L'un des propriétaires d'une des plus importantes « cabañas » fit don à l'impératrice Joséphine d'un troupeau de mérinos : « El Conde de Campo de Alange, cuya cabaña, conocida con el nombre de Negrete, gozaba de gran nombradía, deseoso de tener propicia á la Emperatriz Josephina, le regaló un rebaño escogido compuesto de 1000 ovejas y de los correspondientes carneros » (*Historia de Carlos IV*, por D. A. Muriel, t. III, p. 67; *Memorial histórico*, t. XXXI).

2. M. Rodocanachi ne le rappelle même pas et ne fait pas même allusion aux Vaudois. Il est vrai qu'il annonce (sans doute pour le second volume, paru trop tard pour être mentionné ici) un chapitre sur la Savoie.

Pourquoi l'Italie n'a-t-elle connu ni une Réforme révolutionnaire comme celle de Luther et de Hutten, ni une Réforme militante et souffrante, une « école de martyrs » comme la première Réforme française ? Pourquoi, sauf quelques exceptions éclatantes, les Italiens ont-ils préféré la fuite au bûcher ? Pourquoi y eut-il des réformateurs italiens, non une réforme italienne ? Voilà quelques-unes des questions que doit se poser l'historien.

Pour y répondre, il se dira qu'il faut d'abord voir ce qu'était l'Italie du début du xvi<sup>e</sup> siècle, avec ses principautés et républiques, et les dominations étrangères qui s'y disputaient la prééminence : Français, Espagnols. Il faut savoir ce qu'était au juste la papauté de ce temps-là, au temporel et au spirituel ; savoir que les Italiens, contemplant de plus près et plus constamment qu'un Luther une Rome corrompue, avaient peut-être davantage émoussé en eux la faculté de s'indigner. Des langues irrévérencieuses disent aujourd'hui que Rome a deux industries : les antiquités et le pape. Cela était plus vrai encore de la Rome et de toute l'Italie du xvi<sup>e</sup> siècle, avec leurs églises et leurs couvents innombrables. Ne serait-ce point l'une des raisons pour lesquelles les Italiens savaient joindre à une très grande hardiesse de pensée une prudence avisée dans la pratique de la vie ? La papauté était pour l'Italie du xvi<sup>e</sup> siècle une valeur économique de premier ordre. Ceux qui en vivaient pouvaient difficilement l'oublier. — Penser comme le petit nombre et parler comme le vulgaire, c'est le mot d'un réformateur transalpin.

On aurait aimé que M. Rodocanachi examinât ces problèmes. Il s'est contenté, après un exposé très général de ce qu'était l'état du pays, de nous donner quelques indications sur le mouvement des idées, sur les études helléniques et les études juives, sur la situation morale du clergé. Des fouilles heureuses dans les archives vaticanes, aux *Investigationes*, lui ont fourni sur ce dernier et scabreux sujet de savoureux détails. Mais ces choses comptaient en Italie moins qu'en deçà des monts.

Il étudie ensuite les controverses religieuses, pamphlets hérétiques et réfutations catholiques, puis la prédication. Procédant par la méthode monographique, il consacre un chapitre à chacun des principaux apôtres, l'Espagnol Valdès, Ochino, Vermigli, Vergerio, Carnesecchi, Caracciolo, Paleario, Curione, Vittoria Colonna, Olimpia Morata, etc. Il y a de tout dans cette liste, des réformés, des libres penseurs, de simples humanistes. A aucun moment on n'a le sentiment d'une évolution, d'un ensemble. C'est une suite de notices biographiques, ce n'est pas un tableau<sup>1</sup>. Est-ce la faute du sujet ? Un peu, mais il faudrait le dire et expliquer pourquoi.

1. M. Rébelliau a consacré à ce même ouvrage un article très étudié, plein d'indications précieuses pour qui s'intéresse à la méthode de l'histoire religieuse (*Revue internationale de l'Enseignement*, janvier-février 1921). Sous la politesse académique des formules, on devine que M. Rébelliau souhaitait mieux.

En somme, livre assez superficiel, qui n'ajoutera grand'chose ni à notre connaissance de l'Italie du *xvi<sup>e</sup>* siècle, ni à notre conception de la Réforme protestante. Dans les appendices, M. Rodocanachi a donné la traduction de quelques dialogues d'Ochino et de quelques extraits de Contarini, avec des notes bibliographiques<sup>1</sup> sur quelques-uns de ses personnages. Cela est bien. Mais pourquoi n'a-t-il pas fait corriger ses épreuves? Pas une page où un nom, un titre — français, italien ou allemand — ne soit estropié; par exemple, avec une insistance agaçante, celui de Reuchlin, qui devient *Reuchelin*. Les coquilles, les fautes de grammaire même ne se comptent pas. Il serait cruel d'insister sur certaines citations allemandes ou même italiennes.

Henri HAUSER.

---

Michel LHÉRITIER. *Tourny (1695-1760)*. Paris, Félix Alcan, 1920.  
2 vol. gr. in-8°, xvi-453 et 607 pages, 25 pl.<sup>1</sup>. Prix : 45 fr.

Id. *Les débuts de la Révolution à Bordeaux, d'après les Tablettes manuscrites de Pierre Bernadau*. Thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres présentée à la Faculté des lettres de Paris. Paris, Félix Alcan, 1919. In-8°, xxxii-115 pages.

De toutes les monographies d'intendants de l'ancien régime que l'on a jusqu'ici publiées, celle que M. Michel Lhéritier a consacrée à Louis-Urbain Aubert, marquis de Tourny, intendant de Limoges de 1730 à 1743, et de Guyenne de 1743 à 1757, est certainement la plus copieuse. Le sujet était très ample; l'auteur a eu l'ambition d'en épuiser les sources. Les diverses séries des archives départementales de la Gironde, en particulier le fonds de l'intendance, lui fournissaient déjà une très riche moisson de documents. Il l'a complétée par des recherches dans les archives communales de Bordeaux, d'Agen, de Périgueux et des villes du Bordelais et de l'Agenais, dans les archives départementales du Lot-et-Garonne, de la Haute-Vienne, de la Charente, de la Corrèze, de l'Eure, dans les archives communales de Limoges et de Brivé, dans les fonds manuscrits des bibliothèques et dépôts de Bordeaux et de Périgueux. Les Archives et la Bibliothèque nationales, les archives de la Marine et des Affaires étrangères ont été aussi

Il laisse entendre que l'article de Long dans l'*Encyclopédie* Lichtenberger était plus riche, en somme, que le livre de M. Rodocanachi. Il demande pourquoi les Socin y sont omis.

1. Où l'on n'indique même pas les formats.

2. L'ouvrage, accru d'une bibliographie, réduit pour le livre I à une introduction et allégé des chapitres I, II, XV et XVI du livre IV, a aussi paru sous le titre : *Tourny intendant de Bordeaux*, thèse pour le doctorat ès lettres présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris (Paris, Félix Alcan, 1920, 1 vol. in-8° de Lxiv-813 p.).



mises à contribution. Les circonstances seules n'ont pas permis à M. Lhéritier de pénétrer aux archives de la Guerre. Par contre, il a eu communication d'actes notariés et de papiers de famille conservés par M. le comte de Grancey, héritier de Tourny. L'enquête, on le voit, a été très vaste; il y a lieu de louer l'ardeur et la conscience avec lesquelles elle a été conduite. Cette documentation très abondante et très variée a permis à M. Lhéritier de renouveler complètement un sujet qui n'avait été, d'ailleurs, que très légèrement esquissé avant lui dans quelques éloges académiques et dont, seul, M. Benzacaf avait tracé les grandes lignes dans son étude sur les *Règles économiques de l'administration d'Aubert de Tourny*.

C'est une biographie complète de Tourny que M. Lhéritier a écrite. Les origines et l'ascension sociale de la famille, petits gentilshommes originaires du Berry; les acquisitions territoriales, dues aux gains faits comme traitant par le père de l'intendant, créature de Pontchartrain; la gestion de ce riche patrimoine; les rapports de Tourny avec sa sœur, M<sup>me</sup> de Grancey; ses chagrins de famille; la biographie de ses enfants; l'extinction de sa descendance; les héritiers actuels; l'iconographie de Tourny, il a étudié tout cela par le menu, et tout cela est neuf, ou à peu près<sup>1</sup>, et intéressant.

La carrière administrative de Louis-Urbain fut celle de la plupart des intendants de l'ancien régime. Conseiller au Châtelet à dix-neuf ans, par dispense; membre du Grand Conseil et maître des requêtes avant vingt-cinq ans, toujours avec dispense, Tourny fait dans ces fonctions son apprentissage; il s'initie aux affaires dans les bureaux et se crée des relations utiles, de puissantes amitiés. Celle de Philibert Orry, nommé en 1730 contrôleur général, lui vaut d'être désigné pour l'intendance de Limoges, puis pour celle de Guyenne. Son administration ne diffère guère de celle de ses collègues du temps de Louis XV. Ce qui lui appartient en propre, c'est la façon dont il exerça sa fonction. Il apporta au service du roi un dévouement passionné, un désintéressement absolu, une activité admirable. Il voyait tout par lui-même, entrait dans le plus minutieux détail de toutes les affaires, dirigeait tout d'une main ferme et impérieuse. Peu aimé de ses administrés, qui se contentent de l'admirer, il fit leur bonheur malgré eux. Il eut à un degré éminent le sens de l'urbanisme et le goût de la bâtisse. Il transforma plus ou moins les villes de ses deux généralités; à l'incohérence médiévale il substitua l'ordre et la symétrie; à Bordeaux, il traça les grandes lignes de la ville moderne. Sa volonté vint à bout de toutes les résistances; il ne parvint pourtant pas à les briser et, le jour où l'appui du pouvoir central lui manqua, il tomba victime de son humeur impétueuse et de sa politique trop absolue. Tourny personifie, en quelque manière, ce régime du despotisme éclairé qui,

1. L'inconographie de Tourny a fait l'objet d'un excellent travail de M. Meaudre de Lapouyade, publié dans la *Revue historique de Bordeaux*, 1919, p. 205-220, et qu'a utilisé M. Lhéritier.

développant les principes posés par Colbert, donna à la France de Louis XV le bienfait d'une administration provinciale à beaucoup d'égards excellente, en stimulant la vie économique du pays, en transformant sa figure par l'ouverture de routes et le réveil de la vie urbaine, fondée, d'ailleurs, sur l'omnipotence d'une bureaucratie très intelligente et très active.

M. Lhéritier, conquis par la grandeur de ce qu'il appelle « un essai intéressant de régionalisme centralisé », a pour son héros une admiration sans mélange. Elle est justifiée, mais à la condition de ne pas l'exagérer. Tourny fut un administrateur de premier ordre, mais on est tenté parfois de le défendre contre son propre panégyriste. Ce n'est pas diminuer ce grand réalisateur que de reconnaître qu'il eut peu d'idées personnelles, qu'il eut surtout le mérite d'exécuter ce que d'autres avaient conçu. Par exemple, dans la question des embellissements de Bordeaux — la seule partie de son œuvre qui lui ait survécu — l'idée des « cours » substitués aux fossés n'est qu'une imitation de ce qui avait été fait à Paris, et les règles générales de l'aménagement des villes, Tourny les trouva dans « son » Delamare. Les allées de Tourny, que M. Lhéritier attribue à tort à d'Asfeld (t. II, p. 220), qui y fit précisément opposition, la porte du Chapeau-Rouge, la porte Dauphine, le déplacement de la porte de Tourny, l'élargissement de la rue Sainte-Catherine, l'ouverture de la rue Royale appartiennent au grand architecte Jacques Gabriel, qui les proposa dès 1728 (les documents ont été publiés dans le t. XLVIII des *Archives historiques de la Gironde*). L'idée de la « façade » sur la rivière remonte au projet de l'architecte Michel Du Plessy, en 1680, repris en 1700 par le marquis de Durfort-Boissière, qui conçut le premier le projet de la place Royale. Ce n'est pas non plus diminuer beaucoup Tourny que d'avouer qu'il fut un courtisan habile à ménager le pouvoir central : par exemple, dans son conflit avec l'Académie de Bordeaux, lorsqu'il vit que la partie était perdue pour lui, à la suite de l'intervention de Montesquieu, il sut se dégager et laissa les jurats seuls en face de Trudaine<sup>1</sup>. La conclusion sur Tourny créateur du plus grand Bordeaux (t. II, p. 311-312), juste en gros, est excessive en ce qu'elle méconnaît le rôle de Dupré de Saint-Maur qui, en 1782, verra plus loin et plus haut que son prédécesseur. Avec M. Jullian et en dépit de M. Lhéritier (cf. t. II, p. 578), il est permis d'opposer à l'intendant de Louis XV celui de Louis XVI, qui eut des vues plus larges, plus pénétrantes et qui fut plus généreux, plus humain.

M. Lhéritier, un peu écrasé par la masse formidable de documents qu'il a réunis, n'a donc pas pris le temps de regarder en dehors des limites de son sujet. Sa préparation générale se trouve de ce fait par-

1. M. Lhéritier n'a pas suffisamment utilisé pour l'histoire de ce conflit les registres des délibérations de l'Académie; conservés d'abord à la Bibliothèque de la ville de Bordeaux, ils ont été récemment réintégrés aux archives de l'Académie.

fois insuffisante. Ce n'est pas dans l'estuaire du Peugue que tint, « aux temps anciens », tout le port de Bordeaux (t. II, p. 219), c'est dans celui de la Devèze; l'« estey » du Peugue fut le port, non de l'emporium romain, mais de la ville médiévale. Les pouvoirs des jurats bordelais ne s'étendirent jamais sur les « villes filleules » (t. I, p. 205). Bazas n'était pas un évêché suffragant de Bordeaux (t. I, p. 203). Aux diocèses suffragants de Bordeaux, il eût fallu ajouter Angoulême, Saintes, Poitiers, La Rochelle et Luçon (*Ibid.*). Il y avait au parlement de Bordeaux deux chambres des enquêtes et non une; une chambre des requêtes et non deux (t. I, p. 207). Libourne était dans l'élection de Bordeaux, Sainte-Foy dans celle de Périgueux, Marmande dans celle d'Agen. M. Lhéritier paraît placer ces trois villes dans l'élection de Condom (t. I, p. 194). Issan n'était pas une paroisse, mais un chef-lieu de juridiction (t. II, p. 157). Une simple consultation de l'*Almanach de la province de Guienne* de 1760 eût permis d'éviter ces lapsus.

Le grand intérêt du travail de M. Lhéritier est dans l'étude minutieuse qu'il a faite de l'œuvre de Tourny. Organisation des bureaux de l'intendant, action de ses subdélégués, renforcement de ses pouvoirs judiciaires par la multiplication des évocations, assiette et recouvrement de l'impôt avec application de la taille tarifiée, police des étrangers, des mœurs, des jeux, des livres, des corps de métiers, tutelle des communautés, surveillance des petites écoles, efforts — inutiles — pour créer à Libourne un collège de Jésuites, police des protestants, service de la milice, assistance publique, contrôle du travail, commerce des grains et des vins, collaboration avec la Chambre de commerce de Guyenne, mesures prises pour prévenir ou combattre les disettes, établissement d'une fabrique de tissus et d'une faïencerie à Limoges, de fabriques de papier à Angoulême, de verreries à Libourne, à Bordeaux et à Bergerac, efforts — inutiles — pour restreindre les plantations de vignes en Bordelais, création de pépinières, œuvre des routes et œuvre des villes, on trouvera dans ces deux volumes une masse de faits ignorés ou peu connus sur l'histoire administrative et économique du Sud-Ouest au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Je n'y ai pourtant rien rencontré sur la condition des populations rurales, déjà étudiée par M. Marion, ni sur la multiplication des foires et marchés, qui est un fait caractéristique de cette époque. Il n'a pas été tiré suffisamment parti des liasses 1653-1655 de la série C des archives de la Gironde, signalées, d'ailleurs, dans les sources manuscrites.

M. Lhéritier a été parfois victime de la richesse même de sa documentation. Il semble qu'elle l'ait un peu grisé. Il fait honneur à Tourny de toutes ses démarches, sans se demander toujours si elles ont été suivies d'effet. Par exemple, à propos de la police des jeux à Agen (t. I, p. 279), les délibérations des consuls, qu'il a pourtant vues, prouvent qu'ils ne tinrent aucun compte des recommandations de l'intendant et qu'on continua à jouer plus que jamais à Agen, parce

qu'on n'osa pas sévir contre les délinquants, jeunes gens de bonne famille. Il eût fallu distinguer plus nettement des mesures qui aboutirent celles qui restèrent lettre morte. M. Lhéritier a été un peu dupe de la paperasse bureaucratique. Les circulaires du service de santé pendant la guerre ne sauraient donner une idée vraie de l'œuvre des Croix-Rouges. Son parti pris d'attribuer à Tourny tout ce qui s'est fait de bien l'emporte aussi parfois un peu loin. Par exemple, à propos de l'école de dessin créée à Bordeaux par les jurats en 1744, il écrit : « Aucun document émanant directement de Tourny ne permet d'établir d'une façon précise la part qu'il prit dans l'établissement de l'école en question. Tout porte à penser cependant que cette part fut grande » (t. I, p. 318). Les mémoires du directeur Bazemont, qu'il cite, ne permettent pas d'aller jusque-là : ils prouvent seulement que Tourny visita l'école et lui fit accorder des gratifications. L'initiative appartient à Bazemont, la décision aux jurats qui l'avaient appelé à Bordeaux dès 1742<sup>1</sup>. Ces exagérations révèlent un manque de mesure et de critique.

Dans le détail des faits, on relèverait aisément des omissions et des inexactitudes. Les promenades du Château-Trompette, à Bordeaux, ne commençaient pas « sur le quai à la porte du Chapeau-Rouge » (t. II, p. 253) ; elles faisaient retour de cette porte jusqu'à l'entrée du bastion de Navarre (voir la vue de Bazemont reproduite t. I, p. 251). Il n'est rien dit de la grille qui prolongea la porte du Chapeau-Rouge jusqu'au Château-Trompette : elle fut faite après 1750 (Tourny à d'Argenson, 19 juin 1750, C 1226). Il est possible de préciser la date de la construction de la nouvelle porte de Tourny (t. II, p. 255) : commencée en 1747, elle fut achevée en janvier 1748 (procès-verbal de réception du 14 janvier 1748, C 1167). Quant à la décoration de cette porte, elle ne « revint » pas à Francin ; elle fut l'œuvre d'un sculpteur peu connu, nommé Bellet (C 1224). La porte n'avait pas « un fronton aux armes du roi ». La grille avait simplement deux L entrelacés ; mais les deux guichets portaient au dedans de la ville les armes de Bordeaux, au dehors celles de Tourny lui-même. La porte Dauphine (t. II, p. 272), dont la démolition fut décidée par les jurats, en même temps que celle de la porte Dijaux, le 14 septembre 1746, fut rebâtie de 1748 à 1750. Le marché avec le serrurier Fuet pour la grille est du 30 avril 1749 et en donne la description (C 1157). Le fronton de la porte Dijaux (t. II, p. 273) est décoré de corselets et non de trophées. A propos de l'ouverture du cours d'Aquitaine (t. II, p. 277), il n'est pas dit clairement que Tourny, respectant sur ce point le préjugé médiéval de la ville close, rebâtit, en l'avancant, le mur de ville sur toute la façade du midi. Les « coûteuses réparations » faites à la porte

1. Cf. Marionneau, *Anciens artistes aquitains et peintres officiels du vieux Bordeaux* (Réunions des Sociétés des beaux-arts des départements, 1886, p. 224-232) ; Ch. Braquehay, *Les Peintres de l'hôtel de ville de Bordeaux. Nicolas Le Roy de Bazemont* (*Ibid.*, 1900, p. 622-624).



Saint-Julien en 1745 consistèrent à démolir la barbacane et s'élevèrent à 4,988 livres (C 1169). Pour la porte d'Aquitaine, Portier fit trois projets et non deux, et c'est le troisième qui fut adopté. L'adjudication des travaux eut lieu le 6 mars 1754. Commencés le 19 août, ils furent achevés le 31 décembre 1756; la réception eut lieu le 12 novembre 1758. La dépense s'éleva, pour la maçonnerie, à 49,688 livres 12 sols, qui furent payés à l'entrepreneur Chevay (C 1168). En ce qui concerne la place Royale, la décoration de l'hôtel des Fermes n'est pas due à Verberckt (t. II, p. 236), qui n'en eut que l'entreprise; elle fut exécutée, sur les dessins de Gabriel, par Vandervoort (*Arch. hist. de la Gironde*, t. LII, p. 104-112). Il n'y a qu'une allusion vague (t. II, p. 226) aux travaux du sculpteur bordelais Pierre Vernet, exécutés en 1747. Le changement apporté par Tourny aux plans primitifs de la Bourse, dressés en 1739 par Jacques Gabriel — agrandissement de l'édifice et création d'une façade sur le Château-Trompette — n'est pas nettement indiqué. La date de l'achèvement de la Bourse (1755) n'est pas donnée, non plus que le compte de la dépense (C 1191, 3246). « Les documents, » lit-on t. II, p. 240, « manquent pour démontrer que l'intendant ouvrit le fond de la place. » La phrase signifie sans doute : pour démontrer qu'il en eut l'idée. En fait, le prédécesseur de Tourny, Boucher, s'en occupa dès 1738. Le cahier des charges fut établi par l'inventeur de l'idée, Jacques Gabriel, le 30 mars (C 1175). En 1743, Boucher démolit les échoppes adossées au mur de ville et fit construire un mur provisionnel (C 1173), mais, aussitôt après, il mettait en vente les emplacements (C 1175). Les fontaines monumentales, qui ne furent pas exécutées et dont il est fait honneur à Tourny (t. II, p. 245), avaient été prévues par Gabriel dès 1729 (*Arch. hist. de la Gironde*, t. XLVIII, p. 317). Quant à l'idée du pavillon central, elle fut conçue par le même Gabriel en 1731, et Tourny n'eut pas grand mal à « entrevoir la vraie solution du problème ». M. Lhéritier ne dit rien de la construction de ce pavillon, commencée en novembre 1749, achevée au début de 1755 (C 1175 et supplément), ni du pavage de la place, établi en 1754 (C 1174), ni de la grille entourant le piédestal de la statue équestre de Louis XV, exécutée en 1751 par le serrurier Prunier (*Arch. hist. de la Gironde*, t. XLVIII, p. 428-434). Quant aux grilles fermant la place Royale (t. II, p. 245), le marché passé avec le serrurier Fuet est du 30 avril 1749 (C 1173) et rien ne prouve que le devis soit de Portier : le dessin conservé est de Fuet.

Ces sondages pratiqués dans trois chapitres suffisent à prouver que le travail de M. Lhéritier, si imposant et si méritoire qu'il soit, n'est pas toujours complet ni exact. La faute en est sans doute à l'ampleur du sujet trop hardiment embrassé. Il faut aussi, semble-t-il, l'attribuer à une certaine hâte dans la mise en œuvre. On la constate jusque dans le style, dont la rapidité n'est pas exempte de négligence. Tels quels, ces deux volumes très touffus donnent de la personne et de l'œuvre de Tourny une idée juste en gros, mais pas assez nuancée et

systématiquement déformée par l'absence de perspective et par un parti pris de louange excessive. Dans le détail, il conviendra de ne s'y pas fier aveuglément<sup>1</sup>.

L'avocat bordelais Pierre Bernadau eut la fortune, ayant vécu quatre-vingt-dix ans, de 1762 à 1852, d'être témoin de nombreux et de grands événements. Ce fut un infatigable écrivassier. Ses livres — *Histoire de Bordeaux*, *Annales de Bordeaux*, *Viographe bordelais*, pour ne citer que les plus connus — sont franchement médiocres, « dénués souvent de sens critique et parfois d'honnêteté », a dit avec beaucoup de modération M. Jullian. Ses papiers, acquis en 1860 par la ville de Bordeaux et conservés dans sa bibliothèque municipale, forment une collection de 107 volumes, dont la partie la plus utile aujourd'hui est la série de 52 volumes appelée par l'auteur *Spicilège bordelais* et consistant, à quelques exceptions près, en imprimés — brochures, factums, arrêts, prospectus, feuilles volantes, fragments de journaux, poésies, cartes, gravures, affiches — patiemment recueillis au cours d'une existence presque séculaire.

Parmi les manuscrits de Bernadau qui composent les 55 autres volumes, ses *Tablettes* sont le plus fameux. C'est une suite de notes constituant un journal qui embrasse soixante-cinq années, de mars 1787 à décembre 1852. Ces notes, souvent utilisées par les chercheurs locaux, n'ont jamais été publiées. M. Lhéritier a eu l'idée d'en donner des extraits pour la période juin 1787-novembre 1789, qui correspond aux débuts de la Révolution à Bordeaux. Il les a fait précéder d'une introduction où il résume, en la complétant par quelques renvois aux documents de la série L des archives de la Gironde, la notice consacrée à Bernadau par Aurélien Vivie. La question capitale est de savoir comment ont été composées les *Tablettes*. On a dit que l'auteur en brûla l'original en 1793, au moment de son arrestation, et qu'il reconstitua plus tard, au petit bonheur, tout son récit d'avant cette date. M. Lhéritier ne le croit pas. Bien qu'il ne conclue pas nettement sur ce point essentiel, il incline à croire que nous possédons l'original de la rédaction et que ces notes ont été écrites au jour le jour.

Je n'en suis pas aussi convaincu que lui. Les *Tablettes* me paraissent avoir été « fabriquées » après coup, à l'aide de notes contemporaines des événements, mais aussi à l'aide de souvenirs souvent incertains,

1. T. I, p. 44, l. 32, et p. 64, l. 11, lire *amé* au lieu de *ami*; p. 54, l. 28, lire *subdélégués* au lieu de *délégués*; p. 99, n. 4, l. 8, lire *C. 37* au lieu de *L 37*; p. 220, l. 23, lire *apurer* au lieu de *épurer*. — T. II, p. 157, l. 21, lire *Goulé* au lieu de *Goubé* et *Neyron* au lieu de *Neyran*; p. 219, n. 3, lire *Pierrugues* au lieu de *Pierrugui*; de même, p. 269, n. 5, au lieu de *Pierrugui* et corriger à la table; p. 243, l. 23 et 25, p. 144, l. 11, lire *Monzoni* au lieu de *Manzoni* et corriger à la table; p. 281, l. 10, et 282, n. 4, lire *Montégut* au lieu de *Montaigu* et corriger à la table.

plus ou moins raffermis par les journaux du temps et par les innombrables opuscules qu'a colligés l'auteur. Les preuves de cette fabrication apparaissent dès qu'on confronte Bernadau avec les documents d'archives. Non seulement sa chronologie « manque de précision », mais elle est presque toujours fallacieuse. L'auteur a cherché à en imposer en donnant des dates; elles sont le plus souvent inexactes et son œuvre, à cet égard, est un monument de fausse précision. On ne saurait en être surpris quand on connaît la valeur morale du témoin. Bernadau est un vilain personnage. Ce n'est pas seulement un atrabilaire et un grincheux; c'est un pied plat, bouffi de vanité et gangrené d'envie, menteur jusqu'à l'effronterie, ayant au cœur la haine de toute supériorité, ramasseur de cancans et pornographe par goût. Ses contemporains l'ont tenu en piètre estime, avec raison. Sous la Révolution, il fut successivement de tous les partis; il faillit être victime de la Terreur, mais après avoir, par ses délations, envoyé d'honnêtes gens à la guillotine. Son témoignage est donc infiniment suspect. Quand on lui emprunte un renseignement, il faut souvent le prendre avec des pincettes et il ne convient de l'accepter qu'après l'avoir sévèrement contrôlé par les documents originaux.

C'est ce que ne semble pas avoir fait suffisamment son éditeur qui, s'il n'a pas, j'espère, d'illusions sur la moralité de son auteur, paraît en avoir sur sa véracité. Il l'a trop aisément admise. Il ne s'est même pas posé la question des sources des *Tablettes*. L'annotation dont il a accompagné le texte de ses extraits est un peu sommaire et trop rapide. Par exemple, la manifestation des cocardes tricolores arborées au spectacle par les patriotes ne se place pas, comme l'affirme Bernadau, le 18 juillet 1789. Ce jour-là, le parterre demanda simplement que l'on jouât *Guillaume Tell*, de Lemierre, en l'honneur de la prise de la Bastille, et Bernadau aurait pu aisément s'en souvenir, puisqu'il nous a conservé le discours imprimé que Feuilherade, l'un des quarante-vingt-dix électeurs, prononça, le 20, pour en dissuader les Bordelais. La manifestation des cocardes, invraisemblable à la date du 18 juillet, n'eut lieu que le 4 août, où l'on joua — c'est le précieux calendrier manuscrit de Lecouvreur, ignoré de M. Lhéritier, qui nous l'apprend — la *Partie de chasse* de Collé, pièce portée à tort par les *Tablettes* au programme du 18 juillet. Bernadau a tout brouillé. M. Lhéritier a annoncé son intention de publier intégralement, pour la Société de l'histoire de la Révolution, la première partie des *Tablettes*. L'entreprise en vaut-elle la peine? Il conviendra, en tout cas, d'établir une édition véritablement critique, et tout porte à croire que le prestige de Bernadau historien, qui a fait illusion à M. Lhéritier comme à bien d'autres avant lui, s'écroulera au contact des documents d'archives.

Si cette publication était faite, elle permettrait de combler des lacunes que l'on remarque avec surprise dans les extraits qui nous ont été donnés. Je n'y ai pas trouvé la mention, à la date (inexacte) du

23 septembre 1787, de la première représentation de la tragédie « républicaine » de *Guillaume Tell* (t. V, p. 83); la manifestation hostile, d'après Bernadon, dont le duc de Duras aurait été l'objet, le 26 mars 1788, au théâtre des Variétés (p. 191); celles qui eurent lieu, le 27 juillet, au Grand-Théâtre et aux Variétés contre les jurats imposés (p. 269); celles du 30 août et du 7 septembre, organisées par les patriotes à l'occasion du rappel de Necker (p. 302, 309-310); celles du 20 octobre (corr. : 21), où l'on joua au Grand-Théâtre une pièce de circonstance, *Henri IV aux Champs-Élysées*, et aux Variétés le *Retour désiré*, en l'honneur de la rentrée du Parlement (p. 365-366, 397); la première représentation à Bordeaux, le 1<sup>er</sup> mars 1789 (corr. : le 3), du *Mariage de Figaro*, interdit en 1785; l'analyse des *Courtisans démasqués* (5 octobre 1789), à-propos qui mettait en scène la duchesse de Polignac et le parti de la cour (p. 742-743).

Paul COURTEAULT.

Marcel BLANCHARD. *Les routes des Alpes occidentales à l'époque napoléonienne (1796-1815)*. Essai d'étude historique sur un groupe de voies de communication. Grenoble, J. Allier, 1920. In-8°, XVIII-415 pages.

Id. *Bibliographie de l'histoire des routes des Alpes occidentales sous l'État de Piémont-Savoie (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) et à l'époque napoléonienne (1796-1815)*. Grenoble, J. Allier, 1920. In-8°, 118 pages.

On peut — et l'on doit — adresser à M. Blanchard plus d'un reproche. D'abord, il écrit d'un style lourd, abstrait, obscur, contourné, rocailleux; tout le contraire du style simple, clair, précis qui convient à l'histoire. Il n'a pas, dans sa façon de citer ou d'analyser les documents, ces habitudes de scrupuleuse exactitude qui, seules, donnent au lecteur le sentiment de l'absolue sécurité. Il ne s'astreint pas à ces méthodes rigoureuses que l'érudition moderne tient à bon droit pour indispensables : donner des références soigneusement contrôlées, copier fidèlement les titres des ouvrages, en indiquer le format et le nombre de pages, surtout en des matières où ces précisions donnent déjà un premier indice de l'importance du livre (par exemple les rapports des préfets).

Tout cela, je le répète, il faut le reprocher à M. Blanchard. Et les conditions — glorieuses et douloureuses, pénibles surtout — dans lesquelles il a courageusement repris et parachevé un travail commencé avant la guerre ne suffisent peut-être pas à l'innocenter. Mais tout cela n'empêche pas son livre d'être neuf, utile, et d'apporter une contribution importante à l'une des parties essentielles de l'histoire économique, l'histoire des routes.

M. Blanchard avait d'abord rêvé de nous donner plus qu'il ne nous



offre. Persuadé, par l'exemple de Vidal de La Blache, que peu d'études sont aussi fécondes que celle de l'évolution d'un système de voies de communication, il aurait voulu retracer l'histoire de l'utilisation économique des passages occidentaux des Alpes depuis la fin du XVI<sup>e</sup> siècle (depuis 1559) jusqu'à l'ère des chemins de fer. Il nous apporte un fragment de cette histoire relatif à une période capitale, parce que c'est une époque de guerre, de crise, de transformation, période pendant laquelle se prépare, s'élabore et s'applique le système continental. Comme il l'a dit à plusieurs reprises, la guerre, en concentrant la circulation sur un petit nombre de routes bien protégées, met en lumière le rôle économique normal de ces voies. Il se fait ainsi une série d'expériences dont il faut noter les résultats.

Quelle est la genèse des voies napoléoniennes entre France et Italie?

Quand la politique française en Italie se cherche, il y a concurrence entre les divers chemins des Alpes. L'État de Savoie-Piémont, menacé en 1756 par le renversement des alliances d'être coïncé entre la France et le Milanais autrichien, a naturellement pris pour axe la voie savoyenne par excellence, le Cenis, la route sur laquelle Montaigne, *lugeur* inexpert, s'était fait *ramasser* par les *marrons*. Par l'établissement en Lombardie d'un État protégé de la France, la politique révolutionnaire reprenait à son bénéfice exclusif l'œuvre de 1756, ce qui donnait au Simplon, route de Milan, la première place dans les préoccupations françaises. C'est l'occupation du Piémont, en faisant de Turin comme de Chambéry une ville française, qui remet au premier plan le Cenis, considéré désormais comme une route *intérieure*, un lien entre deux parties de l'Empire.

Il y a concurrence d'ailleurs — dans cette partie des Alpes qui sépare les départements anciens et nouveaux — entre deux passages ou *monts*, le Cenis et le Genève, c'est-à-dire entre Grenoble et Chambéry, toutes deux soucieuses de contrôler les relations franco-italiennes. Mais les Dauphinois ne sont pas d'accord entre eux sur les voies d'accès au Genève; la bataille entre la route du Briançonnais et celle de l'Oisans favorise les adversaires du Genève. D'autre part, la route de la Maurienne avait cette supériorité d'être à elle-même sa propre voie d'accès : par le Cenis, on traversait les Alpes en une seule fois. Enfin, la route de Chambéry, c'était aussi la route de Lyon. Or, la politique consulaire et impériale tend de plus en plus à favoriser la grande ville, non seulement à lui fournir en abondance les cocons de la Brianza, mais à en faire le vestibule de l'Italie, à la fois de l'Italie annexée et du royaume.

C'est donc l'évolution des faits qui explique l'évolution de la politique napoléonienne. Les hommes, directeur des ponts, ingénieurs, préfets — Crétet, Dausse, Deschamps, etc. — jouent un rôle secondaire. M. Blanchard, qui a étudié à fond les dossiers administratifs, s'est complu à cette lecture, et il en vient à grossir démesurément

les personnages et les incidents. Il intitule un de ses chapitres : *le Secret de Crétet*. C'est un bien gros mot. Je ne vois là nul « secret », sinon le désir de plaire au maître ou de ne pas le mécontenter ouvertement, et cette pratique constante des administrateurs de tous les temps sous tous les régimes : laisser dormir le dossier de l'affaire qui paraît la moins urgente; on ne rejette pas un projet, on l'ajourne. De même, les préfets de l'Empire — les Fournier, les Menou, les Ladoucette — sont comme tous les préfets : ils trouvent que le meilleur projet est celui qui sert le mieux les intérêts de leurs administrés. En fait, c'est bien Crétet qui avait raison : la route du Cenis était la meilleure. Il fallait la faire vite, surtout depuis que, la maîtrise de la mer ayant été définitivement saisie par l'Angleterre, il importait d'assurer des relations régulières entre les deux versants des Alpes. Essayons, par la pensée, de nous représenter un temps où, du Léman à la Méditerranée, aucune voie carrossable ne franchissait le massif. Même les ports de la rivière de Ponant n'étaient pas reliés entre eux. C'étaient autant de petites *marines* encadrées par la montagne ligure. Le cabotage n'étant plus sûr, il fallut les réunir par la route de la Corniche, d'autant plus nécessaire que le Cenis, au moins jusqu'à son achèvement, restait impraticable l'hiver.

Mais le Simplon aura son heure. Lorsque la domination française s'étendra sur l'Illyrie, la politique balkanique de Bonaparte réagira sur sa politique alpestre. L'évolution de sa politique genevoise<sup>1</sup> et surtout de sa politique valaisanne s'explique par la signification nouvelle prise par le Simplon, route de Salonique<sup>2</sup>. Il s'agit d'atteindre par terre — et autant que possible par des terres inféodées à l'Empire — ces marchés du Levant dont la thalassocratie anglaise nous interdit l'accès par mer. C'est peut-être sur ce rôle nouveau des routes des Alpes que M. Blanchard a écrit ses pages les plus fortes, les plus imprégnées du véritable esprit de l'histoire économique. Il a montré, en traits saisissants et pittoresques, comment ces routes des Alpes deviennent non plus seulement les routes de la soie, mais les routes du *coton*, de la matière première par excellence dont l'Angleterre voulait priver les usines impériales.

C'est avec un sens très profond de l'évolution économique des routes que M. Blanchard écrit, en un raccourci puissant : « Les routes des Alpes occidentales, de tout temps routes du sel, routes de la laine aux temps lointains du moyen âge, quand les produits des Flandres venaient se faire transformer à Florence en draperies de luxe, routes de la soie depuis la fortune de la fabrique lyonnaise, allaient, pour un temps et par une conséquence imprévue du blocus napoléonien, se transformer en routes du coton. » Et si le style de l'auteur est souvent

1. Il aurait fallu citer W. Rappard, *Révolution industrielle en Suisse*, p. 75.

2. M. Blanchard, très riche en détails sur la construction du Cenis, passe plus vite sur le Simplon, très bien étudié par Fr. Barbey.

critiquable, il a parfois des formules heureuses, comme celle-ci : « Les cotons ont véritablement réveillé le Simplon. »

Toute l'histoire de notre industrie pendant le blocus est en relation avec l'histoire des routes, spécialement avec celle des routes alpestres.

La politique des routes est donc une pièce maîtresse du système continental. Aussi l'ouvrage de M. Blanchard aidera-t-il à l'intelligence de ce système, qui n'était pas seulement une organisation de défense économique contre l'Angleterre, mais encore (p. 313) « une tentative d'exploitation commerciale du continent par la France ». M. Schmidt l'avait démontré pour certaines parties de la Confédération du Rhin, M. Blanchard le confirme pour l'Italie. En premier lieu, les intérêts de la partie annexée de l'Italie (et l'on sait que cette partie ira s'accroissant constamment) sont sacrifiés à l'intérêt français. S'il est exagéré de dire avec M. Blanchard que l'administration des départements à l'est des Alpes avait quelque chose de « colonial », il reste que ces nouveaux sujets de l'Empire étaient un peu traités comme des Français de deuxième zone, subordonnés à Lyon et aux villes du Nord. Mais l'égoïsme impérial apparaît plus à plein dans le traitement économique infligé au royaume d'Italie.

On a justement reproché à M. Blanchard (p. 312-313) d'avoir donné une analyse inexacte, à force d'être rapide, du traité de commerce franco-italien du 20 (et non 22) juin 1808. Il est certain que, *dans sa lettre*, ce traité est un traité de réciprocité douanière et semble établir entre les deux contractants une complète égalité. Mais pour qui est habitué à lire les textes de ce genre, pour qui sait ce qu'en peut tirer dans la pratique une administration des douanes, tout s'éclaire d'une autre lumière.

De même, l'auteur sera sans doute d'accord avec moi pour reconnaître qu'il a exagéré en écrivant (p. 313) que le décret du 10 octobre interdisait toute importation de manufactures étrangères dans le royaume tandis que ce décret ne parle que des produits textiles ; mais c'est là un détail de peu d'importance puisqu'en fait le commerce était surtout constitué par ces articles.

La douane impériale est d'accord avec le Conseil général du commerce, organe du protectionnisme industriel français, pour admettre ce postulat que l'Italie (royaume) est un État purement agricole, fournisseur de matières premières, mais non de produits industriels. Peu importe qu'en fait le Milanais ait déjà été atteint par la révolution industrielle. Il lui est interdit de se transformer, il lui est ordonné de se considérer comme un fournisseur de matières pour l'industrie française, comme acheteur obligé de produits manufacturés français. Pour l'empêcher de lutter contre les usines françaises, même *dans les régions italiennes réunies à l'Empire*, on applique aux matières premières dont Milan pourrait se servir, par exemple aux laines romagnoles, un système que nous appellerions aujourd'hui, en langage fiscal, celui de la *péréquation* des prix de transport. Traditionnelle-

ment, ces laines, transformées en draps en Lombardie, servaient à vêtir les habitants des États de l'Église. Mais, dit Montalivet, « il importe de ne pas en priver nos manufactures... Si l'on admet l'exportation en Italie<sup>1</sup>, il convient de la frapper [cette matière] d'un droit équivalent aux frais de transport de la laine jusqu'aux parties les plus septentrionales de l'Empire, soit 24 francs le quintal ». Les laines romagnoles<sup>2</sup> iront donc à Elbeuf, à Saint-Quentin, à Verviers, d'où elles retourneront, sous forme de draps, à Rome, à Ancône, à Ravenne. Mais Milan ne les recevra pas.

Voilà dans quel esprit fut exécuté le traité. Aussi le Conseil général du commerce pouvait-il dire : « La France a tout lieu d'être satisfaite... L'Italie seule nous reste et remplace pour nous toutes les branches d'exportation. Elle est notre unique ressource. »

M. Blanchard a supérieurement éclairci cette partie du problème. Cela ne l'empêche pas d'admirer l'œuvre de Bonaparte constructeur de routes. Bonaparte a trouvé les Alpes sans une seule route carrossable. Il laisse un Cenis presque complètement équipé et qui, après avoir repris en 1815 son rôle d'instrument aux mains du « portier des Alpes », deviendra la grande voie franco-italienne et l'une des grandes voies internationales Nord-Méditerranée. Le Genève est à peu près achevé. Le Simplon fut d'abord menacé de destruction par les Valaisans eux mêmes; en tout temps, les peuples qui vivent de la route s'opposent aux perfectionnements techniques qui portent atteinte à leur monopole. Mais Bonaparte ne s'était pas trompé en rêvant un grand avenir pour cette route, l'une des voies de l'Europe occidentale vers Trieste et les Balkans. Dans cinq cents ans, quand l'épopée napoléonienne et le despotisme napoléonien seront oubliés, il restera de Bonaparte le souvenir d'un ouvrier de routes, d'un *Bahnbrecher*, d'un émule des Héraklès et des Alexandre.

M. Blanchard, qui a reçu l'éducation géographique, a su dégager les éléments permanents qui gouvernent la circulation, en dépit de la mobilité des apparences historiques. Comment les voies carrossables préfigurent les voies ferrées, c'est ce que l'on aperçoit partout dans son livre. La route du Cenis, route des cocons, conçue d'abord comme éminemment lyonnaise, a étendu sa sphère d'action en repoussant vers le Nord son point d'attache au grand tronc Manche-Méditerranée. Après avoir été le monopole d'une Compagnie de roulage strictement lyonnaise, les Bonafous, la circulation s'y établit par la variante du Bugey, qui raccourcit la distance Paris-Turin : première ébauche de la voie ferrée Bourg-Ambérieu. Nous avons déjà vu comment le Simplon napoléonien, fils lui-même de la politique de Choiseul à Versoix, menait à des conceptions ferroviaires très modernes<sup>3</sup>.

1. Lisez : de la Romagne, qui est France, vers le Royaume, qui est Italie.

2. M. Blanchard écrit abusivement « romains ».

3. Il est également curieux de constater que la rivalité Gap-Grenoble repa-



Les chemins de fer n'auraient pas eu, sous Louis-Philippe, le succès que l'on sait s'ils n'avaient pas trouvé un réseau de routes déjà très complet et sur lequel les grandes entreprises de roulage étaient parvenues à une régularité et à une rapidité remarquables dans le transport des marchandises. On en est donc, dans les années qui suivent l'Empire, à ce point précis où une nouvelle amélioration des conditions de transport peut constituer un avantage économique considérable. Dans l'histoire des chemins de fer comme dans celle des métiers mécaniques, c'est le besoin qui a créé l'organe. Et ce sont les progrès antérieurs qui avaient fait naître les besoins nouveaux, à qui ils donnaient une première satisfaction.

Sur ces grandes entreprises de transports — mères de nos Compagnies de chemins de fer — on consultera avec fruit les documents publiés par M. Blanchard dans sa bibliographie. Le rôle de certaines villes commerçantes y apparaît avec une singulière netteté, non seulement celui de Lyon, mais celui de Chalon, arrière-port de la Méditerranée, carrefour de la Bourgogne, de l'Alsace, de la Lorraine, du Nord, de la région parisienne. Là encore, hier préfigure aujourd'hui — et peut-être demain.

De patientes recherches aux archives de Turin, à nos Archives nationales, aux archives de l'Ain, des Alpes-Maritimes, des Hautes-Alpes, de l'Isère, de la Savoie ont permis à M. Blanchard de mettre au jour un travail qui n'est pas sans défaut, mais qui enrichit grandement notre connaissance de l'histoire économique. Il est écrit par un historien, c'est-à-dire par un homme qui ne sépare jamais l'histoire économique de l'histoire générale, par un homme dont l'horizon intellectuel est étendu et qui ne perd jamais la notion de l'ensemble.

Aussi terminerons-nous par un souhait : que M. Blanchard pousse son travail jusqu'aux jours où, dans les Alpes occidentales, la voie ferrée viendra s'ajouter à la route carrossable. Les difficultés de documentation qu'il prévoit pour cette partie du sujet ne sont pas, je crois, insurmontables. Nul n'est plus qualifié que lui pour entreprendre cette tâche<sup>1</sup>.

Henri HAUSER.

rait aujourd'hui, à peu près identique, dans la question des délimitations régionales. Gap tend à descendre vers le sud, à se rapprocher de Marseille.

1. Quelques expressions inexactes. P. 281 : le « trust » piémontais. Ce n'est pas un trust, mais un cartel. Quelques conjectures risquées, par exemple p. 105, à propos de la route de Versoix, menace à la fois pour les intérêts grenoblois et pour les intérêts chambériens; mais il n'est pas démontré que les deux villes ont conclu une entente. — *Bibliographie*, p. 108, au lieu de « Bourg[?] Saint-Maurice en Valais », je pense qu'il faut lire « Bourg-Saint-Maurice en Tarentaise ».

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

---

**Histoire générale.** — Le 16<sup>e</sup> fascicule du *Dictionnaire apologétique de la foi catholique* (4<sup>e</sup> édit. refondue sous la direction d'A. d'Alès; Paris, Beauchesne, 1920) contient plusieurs articles qui constituent de véritables mémoires pourvus d'une abondante bibliographie, par exemple sur les Mystères païens et saint Paul, par E. JAQUET (l'apôtre a connu certaines doctrines des religions de mystères; mais sa théologie est fondée « sur des conceptions absolument étrangères aux conceptions païennes »); la Révocation de l'Édit de Nantes, par Yves DE LA BRIÈRE (cet acte fut certainement l'expression de la volonté nationale, « ce qui, à nos yeux, ne suffit pas à le légitimer et à le rendre digne d'éloges »); les Religions du nord de l'Europe, par Henri FROIDEVAUX; la Question des ordinations anglicanes, par Sidney F. SMITH; l'Origénisme, par A. D'ALÈS; Paix et guerre, fondements du droit international chrétien et théorie catholique du droit de guerre, par Yves DE LA BRIÈRE.

— J. DE LOUTER. *Le droit international public positif* (Oxford, University Press, 1920, 2 vol. in-8°, xi-576 et 509 p.). — Étude consciencieuse des principes et des sources du droit international, exposé critique de son histoire et de ses évolutions, examen et fixation des théories et des instruments positifs qui commandent les relations des peuples, telle nous apparaît l'œuvre du savant professeur de l'Université d'Utrecht.

M. de Louter définit d'abord le droit international et la science de ce droit, en discute et précise les éléments. Il donne ensuite un aperçu historique comprenant trois périodes : avant 1648, de 1648 à 1815, de 1815 à 1914. Après cette introduction particulièrement intéressante et documentée, il entreprend le fond même du droit international public actuel, qu'il considère tant au point de vue du *droit matériel* (sujets, objets, traités) qu'au point de vue du *droit formel* (organes, conflits, guerre, neutralité), sans oublier les dernières manifestations et les instruments sortis des deux conférences de la Paix de 1899 et 1907 et de la déclaration de Londres du 28 février 1909 (cour permanente d'arbitrage, cour internationale des prises). Si la première de ces deux juridictions a pu être organisée, l'établissement de la seconde a été arrêté par la guerre de 1914. La réalisation de l'une, aussi bien que le seul projet de création de l'autre, n'en constitue pas moins de nouvelles et indéfectibles bases de la marche ascendante et continue du droit international public. Voilà justifié le titre donné à l'ouvrage. Parti du droit

naturel et des principes élémentaires de philosophie et de morale, le droit international public aboutit à un droit réel et positif. Aux violations de ce droit positif et contractuel, quelles sont les sanctions? La dernière guerre a bouleversé tout ce qui, sur ce sujet, avait été laborieusement instauré ou projeté. De nouveaux instruments diplomatiques et des organes nouveaux de réalisation sont intervenus, dont nous attendons légitimement les effets utiles. Mais c'est toujours au service des mêmes principes du droit et de la justice entre les nations que sont apportées les nouvelles forces. Bien que son livre ait paru pour la première fois en 1910, l'édition en langue française que vient de nous en donner M. de Louter conserve donc tout son intérêt. Elle sera lue et appréciée comme le méritent la haute conscience et la valeur scientifique de son auteur.

L. ADAM.

— L'Annuaire de la Fondation pour la paix internationale (*Carnegie Endowment for International peace year book 1919*, n° 8) contient les divers rapports présentés par les commissaires de la Fondation, dont la liste figure en tête de l'ouvrage. Les pages 105-135 contiennent des documents intéressants pour ceux qui s'occupent de droit international. Dans une brochure annexée au volume figurent les signatures, ratifications et adhésions aux conventions et aux déclarations de la première et de la seconde conférence de la paix de La Haye.

— Sir Geoffrey BUTLER. *Studies in statecraft* (Cambridge, University Press, 1920, in-8°, vi-138 p.). — Notes sur : Rodriguez Sanchez de Arevalo, évêque de Calahorra, conseiller de Paul II, auquel Sir Geoffrey Butler attribue un dialogue de la guerre et de la paix, où l'interlocuteur de l'évêque est Platina; l'influence du droit romain sur la conception française de la monarchie au xvi<sup>e</sup> siècle; Guillaume Postel; le *grand dessein*; Crucé. L'auteur donne comme neuves des choses fort connues, et il ne connaît pas très bien les ouvrages français sur ces questions. Utiles bibliographies des ouvrages de Sanchez et de Postel.

H. HAUSER.

— Ant. L. VALVERDE. *Compendio de historia del comercio* (Madrid, V. Suarez, 1915, in-8°, 507 p.). — La guerre est cause que nous n'avons pas signalé plus tôt ce manuel, destiné aux écoles de commerce. L'auteur est professeur à la Havane. Ce résumé (qui va des origines jusqu'en 1914) est clair et bien ordonné. En appendice, tableaux du commerce de Cuba de 1903-1904 à 1912-1913. Une petite bibliographie. — L'auteur annonce une histoire du commerce de Cuba de 1452 à 1914.

H. HAUSER.

**Belgique.** — Charles DE WISSHER et François-L. GANSHOF. *Le différend des Wielingen* (Bruxelles, impr. Weissenbruch, 1920, in-8°, 35 p. Extrait de la « Revue de droit international et de législation comparée », 1920, n° 3-4). — On sait qu'il existe un conflit entre

la Belgique et les Pays-Bas sur le point de savoir auquel de ces deux états appartient la souveraineté de la passe des Wielingen qui, des trois embouchures de l'Escaut dans la mer du Nord, est la plus importante et la plus fréquentée; elle longe la côte de la Flandre zélandaise. La conclusion de cette étude est que « ni au point de vue historique [présenté par M. Ganshof], ni au point de vue juridique [présenté par M. De Wisscher], la thèse belge, fondée sur le droit commun de la mer territoriale, n'a pu être ébranlée ».

— LÉON VAN DER ESSEN. *Les tribulations de l'Université de Louvain pendant le dernier quart du XVI<sup>e</sup> siècle* (Rome-Bruxelles-Paris. Extrait de *Rome et Belgique*, 2<sup>e</sup> vol., 1921, in-8°, 26 p.). — Nous devons à un heureux hasard la conservation du manuscrit (registre de lettres expédiées par l'Université ou reçues par elle de 1583 à 1602) qui a servi à composer cette brochure : M. van der Essen l'avait chez lui, en consultation, lors de la destruction de la bibliothèque. L'auteur retrace la dramatique histoire de l'Université et celle de la ville, successivement occupée, prise et reprise par les troupes et les bandes espagnoles ou orangistes. C'est seulement en 1585 que finit cet « horrible cauchemar ». Il fallut longtemps encore pour rendre à Louvain sa prospérité et à l'Université sa vie intellectuelle. Tout au moins n'avaient-elles été victimes que des excès, accompagnement inséparable de la guerre au XVI<sup>e</sup> siècle, « d'une soldatesque sauvage et indisciplinée ». Rien de comparable à la destruction systématique, ordonnée, *planmässig*, dont les ruines actuelles de Louvain portent encore l'irréfusable témoignage. Dans ces maisons et ces édifices nominativement désignés pour la destruction, soigneusement rasés à côté d'autres non moins soigneusement épargnés, il y a un spectacle que tout historien doit voir et noter avant que les travaux de reconstruction en aient effacé les traits.

H. HAUSER.

**Danemark.** — Knud FABRICIUS. *Kongeloven, dens tilblivelse og plads i samtidens natur-og arverettlige udvikling* (Copenhague, Hagerup, 1920, in-8°, xvi-407 p.). — M. Fabricius, dont on connaît les beaux travaux sur le XVII<sup>e</sup> siècle danois, vient d'étudier les origines et la signification de la fameuse *Lex regia* (Kongelov) de Frédéric III. S'opposant vigoureusement aux historiens antérieurs, Fridericia et Jørgensen en particulier, le savant professeur de Copenhague conteste — de façon sans doute trop absolue — que les doctrines de Hobbes aient influencé le moins du monde P. Schumacher (Griffenfeld), principal auteur ou plutôt rédacteur de ce document capital. Mais M. Fabricius montre bien que la *Lex regia* est sortie avant tout de ce mouvement d'idées qui, au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, en Danemark comme dans le reste de l'Europe, poussait presque tous les esprits à faire l'apologie de la monarchie absolue; l'action personnelle de Frédéric III fut loin d'être prépondérante, même dans les mois décisifs



de l'automne 1660. Encore après l'acte essentiel du 10 janvier 1661, la cour de Danemark se préoccupa bien plus du mariage des princesses royales que de l'élaboration de la *Lex regia*. C'est seulement de 1665 à 1669 qu'utilisant le projet de Kornerup et Rasmus Vinding, Schumacher rédigea le texte fameux — monument presque aussi important pour l'histoire de la langue que pour celle des institutions danoises — qui, pendant près de deux siècles, devait demeurer la loi fondamentale du royaume.

A ce volume plein de faits et d'idées, il nous faut bien pourtant adresser un reproche. M. Fabricius consacre, à juste titre, deux chapitres à l'examen des théories sur le pouvoir royal aux *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles; mais pourquoi donc a-t-il négligé à peu près toutes les publications françaises se rapportant à ce sujet? Son ouvrage eût gagné à ne pas ignorer des livres comme la thèse déjà ancienne de M. G. Weill sur l'époque des guerres de religion, celle de M. Chauviré sur *Bodin, l'Éducation politique de Louis XIV* de M. Lacour-Gayet et aussi le dernier tome si remarquable de Paul Viollet.

A. GANEM.

**France.** — Frédéric LACHÈVRE. *Le libertinage au XVII<sup>e</sup> siècle. Mélanges* (Paris, H. Champion, 1920, in-8°, 316 p., index, 1 planche).

— M. Lachèvre poursuit ses intéressantes études sur le libertinage, entendu aux deux sens qu'avait le mot : libertinage des mœurs, libertinage de la pensée. Le morceau principal de ces « mélanges » est celui sur Geoffroy Vallée. Comme il a été brûlé en 1574, on ne peut le faire figurer dans un volume sur le *xvii<sup>e</sup>* siècle qu'en lui donnant ce titre : *L'Ancêtre des libertins du XVII<sup>e</sup> siècle* (le morceau a d'ailleurs paru également à part, H. Champion, 1920, in-8°, 59 p.). M. Lachèvre a particulièrement étudié la *Béatitude des chrétiens ou le Fléo* (sic) *de la Foy* de 1573; il a publié toutes les pièces du procès qui conduisit le malheureux Vallée au bûcher. Ce livre lui-même, qui est un exposé du déisme, est ici reproduit d'après un exemplaire peut-être unique, provenant de La Monnoye. Vallée n'y apparaît nullement comme un faible d'esprit, et il semble bien avoir été, dans une certaine mesure, victime de parents intéressés à se débarrasser de lui. C'est une figure très pure, qui s'oppose à celle de son petit-neveu des Barreaux, « l'illustre débauché ». C'est à ce genre de « libertinage » que se rapporte le sujet de la troisième étude, *l'Escole des filles* de MilLOT et L'Ange, la seconde portant sur le *Trésor inestimable* de Jean Fontanier, brûlé en 1621. Fontanier, qui était de Montpellier et d'origine réformée, avait fréquenté à Venise et à Constantinople les rabbins; aux Pays-Bas il fit la connaissance du célèbre Daniel de Montalte et sa doctrine semble avoir été un judaïsme rénové. C'est par suite de ses relations avec Louis de Montalte que l'on trouve dans son procès quelques détails sur la vie de Léonora Galigai, dont Isaac, fils de Louis, était le médecin. — Pour le morceau sur M<sup>lle</sup> de La Haye (Charlotte des Essarts) et son amant malheureux, Christophe de Beau-

mont, on ne voit pas très bien ce qu'il fait en ce volume. — On s'explique mieux la présence d'un article (non annoncé au sommaire) sur la religion de Montchrétien : les arguments donnés par M. Lachèvre pour prouver qu'il n'était pas huguenot ne me paraissent pas décisifs. — M. Lachèvre attribue à Angot de L'Éperonnière les *Exercices de ce temps* et à Claude Belurgey (n'est-ce pas Bélorgey?) les *Quatrains du déiste*. L'article sur *Une première attaque inconnue de Claude Garnier contre Théophile de Viau* complète les belles études que l'auteur a déjà consacrées au poète. Plus loin, des notes reviennent encore sur Théophile et sur son procès, non plus sur le procès de 1625, mais sur celui dont il fut l'occasion posthume devant la justice du second Empire, en 1859. Dans un autre article, à propos de Cramail, on voit passer la figure de Vanini, et dans le suivant celle de Cyrano. Lignières, récemment célébré par M. Magne (voir *infra*), a aussi sa place en cette galerie.

H. HAUSER.

— MAGNE (Émile). *Un ami de Cyrano de Bergerac. Le chevalier de Lignières, plaisante histoire d'un poète libertin...* (Paris, E. Sansot, *Bibl. hist. des curiosités littéraires*, s. d., in-8°, 189 p.). — Suivant sa méthode ordinaire, M. Magne prend la vie d'un poète — d'un de ces poètes qui ont eu maille à partir avec Despréaux — et il donne de cette vie un récit romanesque et truculent. Duels et ruelles, ferailleurs et précieuses, scènes de ripailles et scènes d'alcôves; le lecteur de ces sortes d'ouvrages doit se représenter le XVII<sup>e</sup> siècle naissant comme une suite d'épisodes du *Capitaine Fracasse*. La vie était alors, comme en tout temps, à la fois plus simple et plus complexe. — Bibliographie des œuvres de Lignières et documents sur sa famille, la famille Payot, sortie de la finance : Charles Payot, trésorier général de la Maison du roi, et Isaac Payot, trésorier général à Soissons en 1603; en 1619, Isaac se fait adjuger la ferme générale des aides. Charles de Trouillart, correcteur en la Chambre des comptes, épousa Marie Payot, qui était pupille de Robert Miron, maître des comptes, fils et petit-fils des deux prévôts des marchands. Et voilà comme on fabriquait un « chevalier », maître d'un castel! Isaac Payot a pour beau-père Pierre de La Bruyère, « argentier » de la Maison du roi. D'après les tables de Jal et de Servois, ce Pierre n'est pas un ancêtre de l'auteur des *Caractères*, mais, comme le conjecture M. Magne, il pourrait être un parent. N'oublions pas que le farouche ennemi des traitants était fils de financiers et que lui-même fut pourvu d'un office. — H. HAUSER.

— Désiré JOUANY, docteur en droit. *La formation du département du Morbihan* (Vannes, Impr. ouvrière vannetaise, 1920, in-8°, 79 p.). — L'auteur a choisi le Morbihan pour étudier de plus près la formation des cinq départements qu'a fournis l'ancienne province de Bretagne, parce qu'il est seul limitrophe des quatre autres et qu'on peut mieux y noter les facteurs déterminants des mutations plus ou moins profondes que l'Assemblée nationale introduisit dans le pays, ainsi que

la coexistence momentanée des anciens et des nouveaux rouages administratifs. M. Jouany a consulté pour son étude les Archives nationales, les archives départementales du Morbihan, d'Ille-et-Vilaine, les archives municipales de Vannes, etc. Après avoir sommairement décrit, dans un premier chapitre, l'ancienne Bretagne et son état avant la Révolution, il consacre les chapitres suivants au récit de la création et du baptême du département, de sa division en districts et cantons, à l'élection des nouveaux corps administratifs (mai 1790), à leur activité pendant le second semestre de ladite année. Son exposé s'arrête avant que la crise religieuse se fasse sentir dans la région. C'est une monographie utile, comme on voudrait en posséder une pour chacun de nos départements.

REUSS.

— Henri DE LAGUÉRENNE. *Une page d'histoire régionale. Pourquoi Montluçon n'est-il pas chef-lieu de département?* (Moulins, L. Grégoire, 1919, in-18, 109 p.). — L'auteur nous expose, d'après le registre des délibérations du Comité permanent de Montluçon et, d'après d'autres papiers inédits, pour quels motifs cette ville ne fut pas désignée comme chef-lieu du département de l'Allier. Cas curieux d'une de ces rivalités locales qui, lors de la nouvelle division en départements par la Constituante, amenèrent la brouille entre rivaux qui se disputaient l'honneur de posséder une administration centrale, une administration de district, un tribunal, etc. Montluçon, la ville la plus considérable du Bourbonnais, se croit, un moment, assurée de l'emporter sur Moulins; mais, en janvier 1790, l'Assemblée nationale inflige à ces espoirs « un échec définitif et irrévocable ». Les habitants réclament alors au moins comme dédommagement un « district fort étendu », une cour souveraine et un évêché. Ils n'obtinrent de tout cela qu'un tribunal de première instance et furent « plongés ainsi », dit M. de Laguérène, « dans une période d'obscur repos, » dont ils n'ont commencé à sortir qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. En 1900, Montluçon comptait, en effet, 31,000 habitants, Moulins 22,000 seulement; mais il est peu probable qu'on dépossède cette dernière ville de son préfet au profit de l'autre.

REUSS.

— Comité départemental de Seine-et-Oise pour la recherche de documents relatifs à la vie économique de la Révolution. Bulletin de 1914-1915-1916 (Versailles, impr. « la Gutenberg », 1917, gr. in-8°, 94 p., photographies). — Ce fascicule comprend, outre les procès-verbaux des séances du Comité de juillet 1915 à mai 1918, des notices plus ou moins détaillées sur quatre de ses membres décédés durant cette période : M. le sénateur Ferdinand Dreyfus (par M. Lorin); M. U. Quesvin, ancien professeur d'histoire au lycée Hoche, et M. Eugène Grave, l'auteur de l'*Histoire de Mantes* (par M. Defresne); M. Maurice Tourneux, l'historien et le bibliographe bien connu (par M. Évrard). Les mémoires spéciaux lus dans les séances du Comité, au cours de ces années, paraîtront dans le prochain Bulletin. — REUSS.

— Maurice DUSSARP. *Roger Ducos et sa mission à Landrecies en l'an III, 1<sup>er</sup> germinal-10 fructidor* (Largentièrre, impr. Mazel, s. d., in-8°, 238 p., portrait). — Tour à tour modéré, puis radical, Roger Ducos, adversaire des Girondins à la Convention, président au Conseil des Anciens au 18 fructidor, se vit porté, par l'influence de Barras, au fauteuil directorial et prêta « le concours le plus actif » au coup d'État du 18 Brumaire; il devint, le lendemain, consul provisoire, figura plus tard, comme comte de l'Empire et grand officier de la Légion d'honneur, au Sénat, ce qui ne l'empêcha pas de voter la déchéance de l'empereur. Expulsé de France comme régicide, il mourut en Allemagne des suites d'un accident de voiture (1816). Ce personnage, peu sympathique au demeurant, était originaire de Dax, où ses papiers se trouvaient naguère encore entassés à la mairie quand ils furent « livrés au commerce » pour débayer la maison commune. Le registre de la correspondance de Roger Ducos pendant une mission que la Convention lui donna à Landrecies (mars-septembre 1795) a seul échappé à cette destruction par un heureux hasard, et M. Dussarp s'en est servi (avec quelques autres pièces déjà publiées dans le grand recueil de M. Aulard) pour nous raconter les faits et gestes du conventionnel pendant cette mission, assez peu importante en somme (il s'agissait surtout de la réparation des dommages de guerre dans cette cité). Évidemment, il était tentant d'exposer en détail comment le gouvernement républicain d'alors avait voulu réparer les ravages causés par une invasion allemande; mais, tout en constatant que le travail renferme une série de renseignements intéressants, on ne peut s'empêcher de trouver que l'auteur aurait pu resserrer notablement les limites de son étude.

REUSS.

— E. DE MARCÈRE. *La Prusse et la rive gauche du Rhin. Le traité de Bâle, 1794-1795*, d'après des documents inédits (Paris, Félix Alcan, 1918, in-18, 244 p.). — L'esquisse assez détaillée des tentatives de paix qui, dès 1792, précéderent les négociations de Bâle entre la République française et le roi de Prusse semble avoir été écrite au cours de la dernière année de la guerre récente, pour montrer « avec quelle facilité la Prusse accepte l'établissement des Français sur la rive gauche » du Rhin. L'auteur l'invite en conséquence à en agir de même aujourd'hui. « Ce qu'elle fit à cette époque », écrit-il naïvement, « presque sans se faire prier, en prenant même une sorte d'initiative, ne peut-elle donc le refaire pour assurer dans l'avenir la paix du monde? (p. 2). » L'auteur doit être revenu depuis de ses singulières illusions sur les dispositions de l'Allemagne à « envisager sans appréhension la cession de la rive gauche du Rhin à la France » (p. 21). — Pour ce qui est du récit lui-même, on ne voit pas que les recherches de M. de Marcère aux archives du ministère des Affaires étrangères aient fourni beaucoup de détails nouveaux; les éloges qu'il prodigue à Barthélemy montrent, en tout cas, qu'il n'a pas lu ses *Mémoires*, publiés il y a quelques années, et où Barthélemy s'est jugé (sans le vouloir) plus sévèrement encore que ne le fit le Comité de Salut public.



Le récit de M. de Marcère est défiguré par de très nombreuses caco-graphies quant aux noms de personnes et de lieux. Il faut lire, par exemple, Dohm pour *Doehn*, Knessebeck pour *Kneschbeck*, Ruchel pour *Rugel*, Weisskirchen pour *Wieskirch*, Hochheim pour *Hocheim*, Eric pour *Erie*, landgraben pour *landgrahen*, Koenigsberg pour *Koenisberg*, etc.

REUSS.

— Henry MOREL-JOURNAL. *La politique de Bonaparte en pays occupé, d'après des documents recueillis à Vicence sur l'occupation française en 1796*, avec une lettre-préface du général Maistre (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1921, in-18, 66 p.). — Attaché à l'état-major du corps d'armée envoyé en Italie après le désastre de Caporetto, l'auteur a profité de quelques loisirs durant son séjour aux portes de Vicence pour explorer les archives de cette ville. Il y a recueilli plusieurs documents illustrant les procédés employés par le Directoire et ses représentants militaires (parmi lesquels le général Bonaparte fut le plus important, mais non le plus docile), au cours de la campagne de 1797, pour amener les populations vénitiennes de la *terra firma* à se « réunir » à la République cisalpine. En les utilisant dans sa plaquette, il a bien ajouté quelques détails intéressants pour l'histoire locale ; mais, dans l'ensemble, on connaissait bien l'opposition d'une partie notable des populations, l'antipathie du clergé, les soulèvements ruraux, etc. ; depuis longtemps on connaissait aussi les exactions commises par certains fonctionnaires civils et militaires, et que « nous n'étions pas en Italie les apôtres tout à fait désintéressés de la liberté » (p. 9). Je note ce détail curieux que, si l'on recrutait des bataillons italiens en Vénétie, c'était pour les employer au dehors et « pour avoir des otages », au cas que les troupes françaises dussent aller en Allemagne (p. 64).

REUSS.

— Nous avons reçu de M. l'abbé F. UZUREAU toute une nouvelle série de brochures (tirages à part) relatives à l'histoire d'Angers ou de l'Anjou : 1° *La municipalité d'Angers en 1790* (Angers, Grassin, 1919, in-8°, 46 p.) ; 2° *Missions dans le diocèse d'Angers sous la Restauration* (Ibid., 1919, in-8°, 27 p.) ; 3° *L'hospice Saint-Charles d'Angers, 1714-1920* (Ibid., 1920, in-8°, 25 p.) ; 4° *M. l'abbé Bernier et ses paroissiens de Saint-Laud* (Ibid., 1920, in-8°, 26 p.). De ces quatre études, extraites des *Mémoires de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers*, la dernière est la plus intéressante pour l'histoire générale, puisqu'elle nous donne du fameux curé de Saint-Laud, du négociateur occulte du Concordat, employé par Bonaparte après avoir été associé aux luttes vendéennes, un portrait assez différent de celui qu'en retracent d'ordinaire les historiens. Mgr Bernier devient, sous la plume de son dernier biographe, un représentant correct et bénin de la hiérarchie ecclésiastique. On peut se demander si c'est bien là sa véritable physionomie. — REUSS.

— Publiant un travail que M. Jean MARTIN, le regretté bibliothécaire-archiviste de Tournus (cf. *Rev. histor.*, novembre-décembre 1919,

t. CXXXII; p. 410), avait presque terminé, M. Jacques MEURGEY nous donne un *Armorial du pays de Tournus* (Champion, 1920, in-8°, 360 p.), précieux répertoire des familles nobles et bourgeoises dans une région dont le cadre enferme essentiellement les trente et une paroisses de l'ancien archiprêtré, les quarante-huit communes ou communautés de la subdélégation. Chaque notice comprend, en principe, trois paragraphes : description des armes, bref historique de la famille, indication des fiefs et des alliances. En dehors de son intérêt proprement héraldique et de la contribution qu'il fournit à l'histoire locale (les châteaux de Brancion, d'Uxelles, de Sennecey, de Cormatin, de Ruffey, de Cruzille, de Lugny ont abrité les meilleures familles féodales de Bourgogne), cet ouvrage intéresse l'histoire générale : on y saisira, par des exemples précis, comment la noblesse française fut, au cours des âges, renouvelée par l'accession de nombreuses familles bourgeoises. Le volume se termine par un index des fiefs et lieux dits avec le nom des familles qui y étaient possédées et par une bibliographie. Page 10, l. 23, lire « Mailot-Granges » ; p. 64, l. 4, lire « Arlay » ; p. 300, au mot *Arinod*, placer Lons-le-Saunier dans le Jura et non dans le Doubs. L. VILLAT.

**Autriche.** — Pierre HAMP. *La peine des hommes. Les chercheurs d'or* (Paris, 1920, éditions de la Nouvelle Revue française, 1 vol. in-16, 192 p.). — C'est, dans la série où le vigoureux et probe écrivain produisit déjà *le Rail*, *Marée Fraîche*, *Vin de Champagne*, *le Travail invincible*, *les Métiers blessés* et *la Victoire mécanicienne* — tous livres qui honorent notre temps et que récompensa récemment le prix Lasserre — une nouvelle enquête, minutieuse et involontairement éloquente, sur l'afflux, dans Vienne meurtrie et déchuë, de spéculateurs internationaux. Un roman ? Non, une analyse objective, un témoignage de géographie et d'histoire, un acte. Sur la République d'Autriche au lendemain de la défaite, sur l'État hydrocéphale de six millions d'habitants, dont près de trois dans sa capitale ruinée, sur l'écroulement à cinq centimes de la couronne, sur le déboisement du Wiener-Wald, sur la famine d'un peuple coupable et pourtant pitoyable, rien de plus fort ni de plus direct. — R. LÉVY-GUENOT.

**Grande-Bretagne.** — J. E. LLOYD. *A brief bibliography of welsh history for the use of teachers* (« The historical Association, leaflet 49, mars 1921, in-8°, 8 p.). — Rapide bibliographie où sont mentionnés les plus importants des ouvrages antérieurs au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les quelques livres d'histoire écrits en gallois ; les principaux manuels de l'histoire galloise en anglais ; les livres que l'on peut consulter avec le plus de fruit pour l'histoire politique, militaire et religieuse ; enfin, les trois périodiques qui s'occupent de l'histoire, de la langue et de la littérature de l'ancienne « Cambria ».

**Inde.** — E. B. HAVELL. *The history of Aryan rule in India from the earliest times to the death of Akbar* (London, G. Harrap,

1918, in-8°, xxxi-583 p., orné d'illustrations et de cartes; prix : 15 sh. net). — Akshoy Kumar MAZUMDAR. *The Hindu history B. C. 3000 to 1200 A. D.* (Dacca (Bengal), Nagendra Kumar Roy, 1920, in-12, 2<sup>e</sup> édit., viii-874 p.; prix : pour l'Inde, 8 r.; pour l'étranger, 1 sh.). — L'histoire de l'Inde, que rendent si difficile à fixer l'incertitude chronologique et l'insuffisance de la documentation, toutes deux imputables à l'indifférence des Hindous envers les faits positifs et concrets, ne paraît avoir jamais sollicité autant d'esprits que depuis quelques années. Cambridge et Oxford se sont piquées au jeu : dans la première de ces Universités, Rapson a inauguré une vaste entreprise (*Cambridge History of India*; vol. I : *Ancient India*, 1914); dans la seconde, Vincent A. Smith a composé successivement plusieurs précis, et nous lui devons un manuel fort estimable (*Oxford History of India*, 1919). Historien de l'art indien, E. B. Havell a donné maintes preuves d'un enthousiasme fougueux pour l'originalité indienne, en faveur de laquelle il a rompu des lances, notamment contre Fergusson. Il apporte en son récent ouvrage — une histoire poussée jusqu'au temps d'Akbar — la même ardeur passionnée qui rend ses écrits très vivants, mais non moins intempérants que suggestifs. Nous l'approuvons volontiers quand nous l'entendons affirmer que le vieux fonds aryen imprima sa marque sur l'ensemble de l'évolution indienne; mais nous refusons de tenir pour négligeables les autres facteurs, et surtout de regarder comme conformes à cette inspiration aryenne les jous mêmes que l'Inde a subis : ceux de l'Islam et de l'Angleterre. Toute hypothèse est la bienvenue, pourvu qu'elle se montre explicative : nous nous gardons de proscrire en principe l'idée maîtresse de ce volume, selon laquelle une certaine doctrine politique des Aryens — le communisme de village — constituerait la clef des institutions sociales, même des croyances religieuses indiennes; mais nous dénoncerons l'esprit de système et surtout le ton dogmatique avec lequel s'exprime cette thèse. Elle ne se justifie que par l'assignation au symbolisme d'un rôle considérable : expédient téméraire, car toute vérification paraît illusoire. Enfin, les transcriptions de termes sanscrits témoignent, semble-t-il, non pas de simples négligences, mais d'une complète impéritie philologique (l's et le ç non distingués; les longues et les brèves consignées de façon inexacte : par exemple vināya [57, 101, 165] pour vinaya; devata [27, 41] pour devatā; Arjūna [40] pour Arjuna; Chanākya [66] pour Cānakya, etc.). Reconnaissons toutefois que, malgré ces imperfections, souvent même à cause de son originalité quelque peu simpliste, le livre est susceptible de répandre le goût des études indiennes.

L'ouvrage de M. Mazumdar a été conçu et exécuté à l'indienne, conformément à cette mentalité qui considère un sujet comme traité quand divers jugements ont été compilés sur plusieurs aspects de ce sujet. La seconde édition reproduit, dans l'ensemble, la première, qui date de 1917; l'auteur n'a donc pu tirer parti de l'ouvrage, ci-dessus

mentionné, de V. A. Smith. La critique est inexistante : on ne soupçonne aucune difficulté à admettre que la philosophie indienne ait agi sur Pythagore; bien plus, on ne craint pas de clore en 2500 avant notre ère l'âge védique et en 1200 av. J.-C. l'âge épique, comme si quelque précision pouvait être fournie sur des époques proprement préhistoriques et comme si les épopées pouvaient remonter à un temps aussi reculé. Par contre, le récit se fait de plus en plus sec à mesure qu'il atteint des époques plus accessibles à l'historien. Néanmoins, il ne saurait nous être indifférent de prendre contact avec la notion qu'un Hindou se fait du passé de sa race; à cet égard, un semblable ouvrage est instructif à proportion même de son opposition aux convictions de la critique européenne, auxquelles nous avons d'excellentes raisons d'adhérer, mais qui ne sont pas, elles non plus, exemptes de préjugés.

P. MASSON-OURSSEL.

— H. G. RAWLINSON. *British Beginnings in Western India, 1579-1657. An account of the early days of the British factory of Surat* (Oxford, Clarendon Press, 1920, in-8°, 158 p.; prix : 10 sh. 6 net). — N. L. HALLWARD. *William Bolts, a Dutch adventurer under John Company* (Cambridge, University Press, 1920, in-8°, viii-210 p.; prix : 15 sh. net). — L'auteur de la première de ces deux monographies, consacrées à des épisodes de l'emprise anglaise sur les « Indes orientales », a largement puisé dans la documentation que conserve l'*India office* et dont l'importance nous est attestée par les publications de Sir George Birdwood, ainsi que de W. Foster et E. B. Sainsbury. Surate, dont l'importance n'est plus qu'un souvenir, fut le premier bastion de la Compagnie des Indes à une époque où tout l'intérêt d'un établissement sur la côte ouest consistait à fixer une étape dans le transport des épices originaires des Moluques. Ce fut une création de négociants puritains, aussi après au gain que farouches croyants. — L'épisode qui fait l'objet du second livre embrasse la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Fort pittoresque est la savante biographie de ce Hollandais anglicisé qui se livrait à mille intrigues, tout en s'instituant le dénonciateur des abus de la Compagnie et le défenseur tant des pouvoirs indigènes que des droits des sujets anglais. On s'étonne de ne point trouver en ce livre une analyse, même sommaire, de l'écrit principal de Bolts, ses *Considerations on Indian Affairs* (1772), qui fit assez de bruit pour mériter d'être traduit en français par Demeunier (1775) et réédité encore dans notre langue en 1838.

P. MASSON-OURSSEL.

**Japon.** — Katsuro HARA. *An Introduction to the History of Japan* (New-York, Putnam, 1920, in-8°, xviii-411 p.; prix : 2 dol. 50). — « La plus grande malchance de notre pays, à l'heure actuelle, est que son histoire n'a été que très rarement écrite par des historiens européens ou américains de premier rang. » M. K. Hara n'a point tort de s'exprimer ainsi (p. 19). Florenz n'aborde l'histoire japonaise que par



un certain biais; et si un Chavannes, un Pelliott, un Péri ont, sur tel ou tel point, apporté la précision qui ne s'obtient que d'une critique avertie, aucun savant de leur trempe n'a maîtrisé l'ensemble de l'histoire japonaise. Katsuro Hara domine certes son sujet; il fait preuve des qualités requises pour « introduire » le lecteur à cette histoire; il ne se borne pas à fixer leur place aux faits, mais situe les questions selon leur importance relative et leur signification. C'est dire que l'ouvrage nous présente une philosophie de l'histoire japonaise plutôt qu'une histoire du Japon; comme il se conforme en cela au titre qu'il se donne, nous ne pouvons que rendre hommage à l'entreprise, sans être fondé à lui reprocher de ne point nous fournir ce que pourtant nous désirerions le plus : un progrès dans l'analyse critique des faits. Le livre offre une documentation aussi restreinte que possible; il dédaigne de mentionner les travaux, trop rares à son gré comme au nôtre, qui ont affronté telle ou telle partie de la tâche. Espérons que la société Yamato, sous les auspices de laquelle il a paru, suscitera non pas simplement des œuvres d'excellente vulgarisation, mais des études positives.

P. MASSON-COURSSEL.

**Pays scandinaves.** — *Norsk Historisk Videnskap i femti år 1869-1919*, utgitt av den norske historiske forening til den femti-årsdag 21 desember 1919 (Kristiania, Grøndahl et Søn, 1920, in-8°, iv-352 p.). — Pour célébrer le cinquantenaire de sa fondation, la Société historique norvégienne vient de réunir en volume une série d'articles sur le développement des sciences historiques en Norvège de 1869 à 1919. A chaque branche d'étude — l'histoire proprement dite et ses sources, l'archéologie, l'histoire de l'art, le folklore, l'histoire littéraire, la généalogie — est consacrée une monographie qui renseigne de façon précise et critique sur les travaux parus au cours du demi-siècle envisagé. Nous trouvons à la fois une bibliographie méthodique et une sorte de résumé succinct des questions, à la façon des manuels de la collection Ivan Müller. Les deux premiers chapitres, qui, en une sorte d'introduction, nous rappellent les tendances générales de l'école historique norvégienne et de ses principaux représentants, Birkeband, Sars, Y. Nielsen, auraient gagné sans doute à être fondus en un exposé unique, évitant ainsi certaines répétitions.

Le lecteur français relèvera avec un intérêt particulier tout ce qui nous est dit de l'influence que Guizot et Tocqueville, sans parler d'A. Comte, exercèrent sur un homme comme Sars, l'historien national de la Norvège.

A. GANEM.

— Mary M. WILLIAMS. *Social Scandinavia in the Viking Age* (New-York, Macmillan Company, 1920, in-8°, xii-451 p.). — Dans ce volume, consacré à l'examen de la civilisation nordique à l'époque des Vikings, Miss M. Williams n'a pas entendu faire œuvre d'érudition; elle a souhaité seulement mettre à la disposition des étudiants et du public éclairé un ouvrage « lisible », résumant de

façon claire les derniers travaux des historiens et des archéologues scandinaves. Ce souci de clarté est assurément fort louable. Nous regretterons pourtant qu'il ait entraîné Miss Williams à esquisser l'étude des problèmes délicats, ces questions d'influence et d'évolution qu'il est pourtant néanmoins impossible de ne pas aborder. Du début du IX<sup>e</sup> à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, la civilisation des différents pays du Nord n'est certes point demeurée immuable. Cependant, le tableau qui nous est ici présenté ne contient presque jamais de distinctions chronologiques. Ceci dit, le livre de Miss Williams enferme un exposé méthodique et commode des divers aspects — surtout matériels — de la vie scandinave primitive; il est de lecture facile, agréable même, et est, de plus, heureusement illustré. Il rendra donc des services, au moins dans les pays de langue anglaise et de change élevé : quelle bibliothèque française se risquerait à acheter aujourd'hui un volume de vulgarisation dont le prix atteint six dollars? A. GANEM.

**Suisse.** — Alfred RUFER. *Vier bündnerische Schulrepubliken aus der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts* (Bern, Wyss, 1921, in-8°, 39 p.). — M. Alfred Rufer, qui vient d'être appelé à continuer aux archives de Berne la grande collection des *Actes de la Confédération helvétique* commencée par feu Strickler, a raconté dans cette intéressante étude l'histoire de quatre établissements scolaires créés dans les Grisons au cours de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle pour réaliser les idées pédagogiques nouvelles mises en circulation surtout par Basedow en Allemagne, et organisés en véritables républiques scolaires. Il nous expose les principes d'après lesquels furent dirigés le Séminaire de Haldenstein (1761-1772), le *Philanthrope* de Marschlins (1772-1777), l'École nationale de Jenins (1786-1793) et le Séminaire de Reichenau (1793-1789); il nous parle des personnages qui en furent les créateurs ou les inspireurs politiques; parmi ces derniers figurent deux hommes qui, dans des camps opposés, ont joué un rôle important dans l'histoire des Liges grisonnes : Ulysse de Salis-Marschlins et Jean-Baptiste de Tschanner. Aucune de ces institutions pseudo-romaines, nées dans le cadre alpestre, ne survécut à la crise révolutionnaire; mais leur histoire méritait d'être racontée comme un épisode curieux du mouvement des idées pédagogiques de cette époque. REUSS.

LIVRES REÇUS PAR LA « REVUE HISTORIQUE »<sup>1</sup>.

ANDRÉ-MICHEL (Robert). Avignon. Les fresques du palais des papes; le procès des Visconti. A. Colin, 1920. 210 p. Prix : 20 fr. — ANESAKI (Masaharu). Quelques pages de l'histoire religieuse du Japon. Edm. Bernard. 172 p. — ARTHUR (Sir. George). Kitchener et la guerre, 1914-1916. Payot. xix-319 p. Prix : 16 fr. — AUDE (A.-F.).

<sup>1</sup> 1. Sauf indication contraire, tous les livres indiqués sont édités à Paris en 1921, et en format in-8°.

Vie publique et privée d'André de Béthoulat, comte de La Vauguyon, ambassadeur de France, 1630-1693; et Généalogie de la famille de Béthoulat. Édouard Champion. 356 et 87 p. Planches. Prix : 40 fr. — AULARD (A.). Études et leçons sur la Révolution française. 8<sup>e</sup> série. Félix Alcan. In-12, 182 p. Prix : 6 fr. — BAUER (Hanns). Das Recht der ersten Bitte bei den deutschen Königen bis auf Karl IV. Stuttgart, Enke, 1919. xi-175 p. Prix : 18 m. — BELLESSORT (André). Études et figures. Variétés littéraires. Bloud et Gay. 284 p. — BENERJEE (Gauranga Natt). Hellenism in ancient India. 2<sup>e</sup> édit. Londres et Calcutta, Butterworth, 1920. v-344 p. — BERGER (Élie). Les registres d'Innocent IV; tome IV (Bibliothèque des écoles françaises d'Athènes et de Rome). E. de Boccard. In-4<sup>o</sup>. — BLUME (Karl). Abbatia; ein Beitrag zur Geschichte der kirchlichen Rechtsprache. Stuttgart, Enke, 1914. xiv-118 p. Prix : 5 m. 40. — BORDEAUX (Henri). La bataille devant Souville. « La Renaissance du livre ». In-18, 241 p. Prix : 6 fr. — BOÜARD (A. DE). Le régime politique et les institutions de Rome au moyen âge, 1252-1347. E. de Boccard, 1920. xxx-362 p. — BRENOT (Alicé). Recherches sur l'éphébie attique et en particulier sur la date de l'institution. Champion, 1920 (Bibliothèque de l'École des hautes études, n° 229). xxvii-52 p. Prix : 9 fr. 50. — BRYCE (James). Modern democracies. Londres, Macmillan. 2 vol., xxv-567 et x-757 p. Prix : 50 sh. — BUAT (général). Hindenburg. Chapelot. — CALONNE (vicomte A. DE). La vie agricole sous l'ancien régime dans le nord de la France. A. Picard, 1920. x-593 p. — CARNEGIE (Andrew). A manual of the public benefactions of Andrew Carnegie. Washington, 1919. 321 p. — BÉNARD (Charles). Un été chez les Samoyèdes; juillet-octobre 1914. Plon-Nourrit. In-16, 229 p. Gravures et cartes. Prix : 9 fr. — CHARLÉTY (S.). Histoire de France contemporaine. La Restauration. Hachette. In-4<sup>o</sup>, 397 p. Prix : 40 fr. — CHASSAIGNE (Marc). Le procès du chevalier de La Barre. Gabalda, 1920. xvi-272 p. Prix : 11 fr. — CHIAPPELLI (Alberto). Storia e costumanze delle antiche feste patronali di S. Jacopo in Pistoia. Pistoia, A. Paccinotti, 1920. 142 p. Prix : 5 l. — CHOISY (Louis-Frédéric). Sainte-Beuve; l'homme et le poète. Plon-Nourrit. In-16, iv-298 p. Prix : 7 fr. 50. — CHUQUET (A.). Études d'histoire. 8<sup>e</sup> série. E. de Boccard. 337 p. Prix : 5 fr. — Id. Quatre généraux de la Révolution : Hoche et Desaix, Kléber et Marceau. Tome IV. Ibid., 1914-1920. 418 p. — Id. Inédits napoléoniens. II. Ibid., 1914-1920. 538 p. Prix : 20 fr. — CICCOTTI (E.). Lineamenti dell' evoluzione tributaria nel mondo antico. Rome, Società editrice libraria. 210 p. — CLAPHAM (J. H.). Economic development of France and Germany, 1815-1914. Cambridge University Press, 1920. xi-420 p. Prix : 18 sh. — CLARK (Ruth). Anthony Hamilton; his life, his works and his family. Londres, John Lane. xii-362 p. Prix : 21 sh. — COHEN (Gustave). Mystères et moralités du ms. 617 de Chantilly. Champion, 1920. In-4<sup>o</sup>, cxlix-134 p. — Id. Écrivains français en Hollande dans la première moitié du xviii<sup>e</sup> siècle. Ibid. 756 p. — Comptes-

rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon. Année 1919. Lyon, impr. Rey. 1920, 623 p. — CORNET (Lucien). 1914-1915. Histoire de la guerre, tomes I-IV. Charles-Lavauzelle. 380, 360, 344 et 386 p. Prix : 7 fr. 50, 9 et 10 fr. — CORTI (E. C.). Alexander von Battenberg; sein Kampf mit den Zaren und Bismark. Vienne, Seidel, 1920. 351 p. Prix : 40 m. — Cours professé à la Faculté de droit de Paris aux étudiants américains, mai-juin 1919. J. G. MAY : Introduction à la science du droit. II. Ch. LEFEBVRE : La famille en France dans le droit et dans les mœurs. III. Ch. GIDE : De la transformation ou de l'abolition du salariat. Giard et Brière. v-457 p. Prix : 25 fr. — CROWELL (J. Franklin). Government war contracts. Oxford University Press. xiv-357 p. Prix : 1 dol. — DAUMET (Georges). Benoît XII, 1334-1342. Lettres closes, patentes et curiales se rapportant à la France. Introduction et index. E. de Boccard, 1920. In-4°. — DELATTRE (Floris). La pensée de J. H. Newman. Payot, 1920. 306 p. Prix : 5 fr. — DELEHEYE (Hippolyte). Les passions des martyrs et les genres littéraires. Bruxelles, Société des Bollandistes. viii-447 p. — DE PACHTÈRE (F.-G.). La table hypothécaire de Veleia; étude sur la propriété foncière dans l'Apennin de Plaisance. Champion, 1920 (Bibl. de l'École des hautes études, n° 228). xix-117 p. — DRIAULT (Édouard). La question d'Orient depuis ses origines jusqu'à la paix de Sévres. 8<sup>e</sup> édit. Félix Alcan. xv-479 p. Prix : 15 fr., plus major. 40 %. — DUBOIS (général A.). Deux ans de commandement sur le front de France, 1914-1916, tomes I et II. Charles-Lavauzelle, 280 et 292 p., cartes. — DUCHESNE (L.). Origines du culte chrétien. 5<sup>e</sup> édit. E. de Boccard, 1920. viii-574 p. Prix : 15 fr. — DUNAN (Marcel). L'Autriche. F. Rieder. 124 p. Prix : 5 fr. — ENLART (Camille). Villes mortes du moyen âge. E. de Boccard, 1920. 167 p. — FERRAR (W. J.). The proof of the Gospel. Londres, Society for promoting christian Knowledge, 1920. 2 vol. XL-271 et 237 p. Prix : 30 sh. — FRIGNET-DESPRÉAUX (colonel). Le maréchal Mortier, duc de Trévise, tome III, 1804-1807. Berger-Levrault, 1920. 433 p. et 2 cartes. Prix : 30 fr., plus major. 50 %. — FUETER (Ed.). Weltgeschichte der letzten hundert Jahren, 1815-1920. Zurich, Schulthess. vii-674 p. Prix : 30 fr. — GAGNEUR (capitaine Maurice). Napoléon, d'après le Mémorial de Sainte-Hélène. Delagrave. In-18, viii-300 p. Prix : 7 fr. — GAUVAIN (A.). L'Europe au jour le jour, tome IX. Bossard. x-519 p. Prix : 18 fr. — GÉNÉS-TAL (R.). Le « Privilegium fori » en France, du décret de Gratien à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, tome I. E. Leroux. — GEOFFROY DE GRANDMAISON. Un caractère de soldat : le capitaine Pierre de Saint-Jouan, 1888-1915. Plon-Nourrit, 1920. In-16, xx-277 p. Prix : 7 fr. — GINISTY (Paul) et GAGNER (capitaine Maurice). Histoire de la guerre par les combattants, tomes I-III. Garnier, 1917-1920. 562-353 p. — GOLD-ZIHER (I.). Le dogme et la loi de l'Islam; trad. par Félix ARIN. Geuthner, 1920. viii-315 p. Prix : 25 fr. — GOT (Ambroise). L'affaire Miss Cavell, d'après les documents inédits de la justice allemande. Plon-Nourrit. In-16, vi-177 p. Prix : 5 fr. — GRABMANN (Martin).



Saint Thomas d'Aquin; trad. par E. VANSTEENBERGHE. Bloud et Gay, 1920. viii-228 p. — GUIBAL-ROLAND. La vie polonaise. E. de Boccard, 1920. In-18, x-304 p. Prix : 7 fr. 50. — HARDY (Georges). La mise en valeur du Sénégal de 1817 à 1854. Larose. xxxiii-376 p. — HOMO (Léon). La Rome antique. Histoire-guide des monuments de Rome depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'invasion des Barbares. Hachette. viii-360 p. — IWASAKI (Uichi). The working of forces in Japanese politics, 1867-1920. New-York, Columbia University. 141 p. — LAURENT (J.). L'Arménie en Byzance et l'Islam, depuis la conquête de l'Islam jusqu'en 886. E. de Boccard, 1919. xii-398 p. — LAVAQUERY (abbé E.). Le cardinal de Boisgelin, 1732-1804. Plon-Nourrit. 2 vol., 410 et 411 p. — LEGER (Louis). Les anciennes civilisations slaves. Payot. 232 p. Prix : 4 fr. — LEGGE (F.). Philosophumena. Londres, Society for promoting christian Knowledge. vi-180 et 189 p. Prix : 30 sh. — LESLIE (Shane). Henry Edward Manning, his life and labours. Londres, Burns, Oates et Washbourne. xxiii-516 p. Prix : 25 sh. — LLOYD (John William). Cooperative and other organized methods of marketing California horticultural products. Urbana, Illinois. 142 p. Prix : 1 dol. 25 c. — LUKE (H. C.). Cyprus under the Turks, 1571-1878. Oxford, University Press. In-16, 281 p. Prix : 8 sh. 6 d. — MACKINNON (James). The social and industrial history of Scotland. Londres, Longmans. viii-298 p. Prix : 16 sh. — MARTIN (Charles E.). The policy of the United States as regards intervention. New-York, Columbia University Press. 172 p. Prix : 2 dol. — MASSON (Frédéric). La vie et les conspirations du général Malet, 1754-1812. Ollendorff. In-12, 311 p. Prix : 12 fr. — MATHIEZ (Albert). Robespierre terroriste. « La Renaissance du livre ». In-18, 190 p. Prix : 4 fr. 50. — MELAS (Georges-M.). L'ex-roi Constantin; souvenirs d'un ancien secrétaire. Payot. xv-277 p. Prix : 15 fr. — MERMEIX. Les négociations secrètes et les quatre armistices. Ollendorff. In-12, 355 p. Prix : 8 fr. — MINER (Clarence E.). The ratification of the federal constitution by the State of New York. New-York, Columbia University. Prix : 1 dol. 50 c. — MOLLAT (G.). Jean XXII, 1316-1334. Lettres communes. 18<sup>e</sup> fasc. E. de Boccard, 1920. In-4<sup>e</sup>, 192 p. — MOUSSET (Albert). Documents pour servir à l'histoire de la maison de Kergorlay en Bretagne. Champion. Gr. in-4<sup>e</sup>, iv-539 p. — NIPPOLD (Ottfried). Le chauvinisme allemand. Payot. ix-651 p. Prix : 25 fr. — PALAT (général). La Grande Guerre sur le front occidental. Tome VI : la victoire de la Marne, 5-13 septembre. 1920. 495 et vii p. Prix : 15 fr. — PARK (Joseph H.). The english reform bill of 1867. New-York, Columbia University, 1920. 285 p. Prix : 3 dol. — POINCARÉ (Raymond). Messages, discours, allocutions, lettres et télégrammes, tome III. Bloud et Gay. 507 p. Prix : 10 fr. — Id. Les origines de la guerre. Plon-Nourrit. In-16. 282 p. Prix : 10 fr. — POUPARDIN (René). Recueil des actes des rois de Provence, 855-928. Klincksieck. In-4<sup>e</sup>, lviii-155, p. Prix : 13 fr., plus major. 75 %. — QUINTAVALLE (Ferruccio). Cronistoria della guerra mondiale. I. Milan, Hoepli. In-16. xxxiv-800 p. Prix : 24 l. — RAD-

- HAKMUND MOOKERIJ. Local government in ancient India. 2<sup>e</sup> édit. Oxford, Clarendon Press, 1920. xxv-338 p. — R. (J.). Foch; essai de psychologie militaire. Payot. In-12, 211 p. Prix : 6 fr. — RÉAU (Louis). L'art russe. Henri Laurens. xi-387 p. et 104 pl. — RÉCALDE (I. DE). Écrits des curés de Paris contre la politique et la morale des Jésuites, 1658-1659. « Éditions et librairie ». In-12, 403 p. Prix : 7 fr. — RENOUVIN (Pierre). Les assemblées provinciales de 1787. A. Picard et Gabalda. xxx-405 p. — REVOL (J.). L'effort militaire des Alliés sur le front de France. Payot. In-12, 91 p. Prix : 5 fr. — RIVETTA (Pietro Silvio). Storia del Giappone secondo le fonti indigene. Rome, Ausonia, 1920. xvi-159 p. Prix : 10 l. — RODOCANACHI (E.). La Réforme en Italie, 2<sup>e</sup> partie. Aug. Picard. 608 p. — RONARCH (vice-amiral). Souvenirs de la guerre 1914-1915. Payot. 336 p. Prix : 16 fr. — RUSSELL (C. H. St. L.). The tradition of the roman empire; a sketch of european history. Londres, Macmillan. viii-280 p. Prix : 6 sh. — SAINT-ANDRÉ (Claude). Louis XV. Émile-Paul. 271 p. Prix : 10 fr. — SAINT-SIMON. Mémoires, t. XXXI. Hachette. 547 p. — SCHELTEMA (J. F.). The Lebanon in turmoil. Syria and the Powers in 1860. Yale University Press, New Haven, 1920. 203 p. — SCHELVEN (A. VAN). Kerkeraads-Protocollen der nederduitsche Vluchstelingen kerk to Londen, 1560-1563. Amsterdam, Müller. xix-555 p. — SIMPSON (Kemper). The capitalization of Goodwill. Baltimore, J. Hopkins Press. 105 p. — SMITH (C. Henry). The Mennonites. Berne, Indiana, 1920. 340 p. Prix : 2 dol. 25 c. — SMITH (Miss L. M.). The early history of the monastary of Cluny. Oxford University Press, 1920. x-225 p. Prix : 16 sh. — SRBIK (Heinrich, RITTER VON). Wallenstein's Ende. Vienne, Seidel. xvi-408 p. Prix : 60 m. — STANTON (Vincent Henry). The Gospels as historical documents. III : the fourth Gospel. Cambridge University Press. x-293 p. Prix : 20 sh. — STEIN (Arthur). Römische Reichsbeamte der Provinz Thracia. Sarajevo, 1920. vi-137 p. — VATTTEL (M. DE). Le droit des gens; texte de 1758. Washington, Carnegie Institute, 1916. 3 vol. in-4<sup>e</sup>, LIX-XXVI et 544, 375 et LIX-398p. — VEITH (Georg). Der Feldzug von Dyrrhachium zwischen Cæsar und Pompejus. Vienne, Seidel, 1920. xix-267 p. et cartes. Prix : 80 m. — VESNITCH (Milenko R.). La Serbie à travers les âges. Bossard, xii-160 p. Prix : 9 fr. — VILLENEUVE-TRANS (R. DE). A l'ambassade de Washington, octobre 1917 à avril 1919. Ibid. 286 p. Prix : 9 fr. — WATKINS (Gordon S.). Labor problems and labor administration in the United States during the world war. Urbana, University of Illinois. 117 et 247 p. Prix : 1 dol. chaque vol. — WEIL (commandant M.-H.). D'Ulm à Iéna; correspondance inédite du chevalier de Gentz avec Francis James Jackson, ministre de la Grande-Bretagne à Berlin. Payot. 336 p. Prix : 18 fr. — WILSON (Woodrow). Histoire du peuple américain; trad. par Désiré ROUSTAN. Bossard. Tome I, 1918-1919. 644 p. Prix : 20 fr.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

### FRANCE.

1. — **Le Bibliographe moderne.** Janvier-juin 1920-1921, n° 415-417. — Paul LE CACHEUX. Le fonds de l'abbaye de Savigny et la mission de Natalis de Wailly à Mortain (en 1839, N. de Wailly fit transporter aux Archives du royaume à Paris environ 1,700 documents sur cette abbaye qui se trouvaient à la sous-préfecture et à l'hôtel de ville de Mortain; ceux qu'il dédaigna furent déposés en 1853 aux archives de la Manche à Saint-Lô, si bien que le fonds est coupé en deux). — Maurice ROUSSET. Supplément au catalogue des manuscrits de la bibliothèque de Lunéville (n° 197 à 210). — H. STEIN. La succursale plantinienne de Paris (rue Saint-Jacques, près des Mathurins; de 1567 à 1608; les gérants de cette succursale : la famille Gilles Beys). — Chronique des archives. — Chronique des bibliothèques. = C. rendus : C. Couderc. Bibliographie historique du Rouergue; t. I : A-K (excellent). — Jacques Soyser. Répertoire bibliographique sommaire de l'histoire du département du Loiret, 1<sup>er</sup> fascicule. Généralités (heureuse tentative). — R. J. Odavitch. Essai de bibliographie française sur les Serbes, Croates et Slovènes depuis le commencement de la guerre actuelle (essai intéressant auquel il faudra ajouter un supplément). — P. Masson. Éléments d'une bibliographie française sur la Syrie (M. Masson, guide érudit, aurait dû donner son opinion sur la valeur des ouvrages cités). — M. Nijhoff. L'art typographique dans les Pays-Bas, 1500-1540, fasc. I à XXI (reproductions en fac-similés). — Id. Nederlandsche Bibliographie von 1500 tot 1540 (indispensable accompagnement de l'album). — C. P. Burger. De Incunabelen en de Nederlandsche uitgaven tot 1540 in de Bibliotheek der Universiteit van Amsterdam (excellent; classés d'après les pays d'origine). — Emm. de Bom et H. Pottmeyer. De Incunabelen of Wiededrukken van de Hoofdbibliotheek der Stad Antwerpen (dans l'ordre de classement du catalogue).

2. — **Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français.** 1921, janvier-mars. — H. PATRY. La captivité de Bernard Palissy pendant la première guerre de religion, 1562-1563 (d'après un opuscule de lui récemment découvert par M. Édouard Rahir et deux arrêts du parlement de Bordeaux). — E. LE PARQUIER. Les sources de l'histoire du parlement de Normandie de Floquet de 1560 à 1562; suite (l'affaire du guet du 22 novembre 1560, les troubles de décembre

1560, l'application de l'édit de Saint-Germain, 1561). — N. WEISS. Les aventures de Guillaume Chenu de Chalezac, seigneur de Laujardièrre, au pays des Cafres, 1686-1689 (publie la relation de ce gentilhomme qui se trouve à la bibliothèque de Magdebourg). = C.-rendus : M. Ver. La cantilène huguenote (important). — Étienne Giran. Sébastien Castillon et la réforme calviniste, les deux réformes, avec préface de F. Buisson (émouvant). — Camille Rabaud. Paul Rabaud, apôtre du Désert (dans la collection : les Héros de la foi). — Colin Graham Botha. The french refugees at the Cape (ne laisse rien à désirer). — Boulay de la Meurthe. Histoire de la négociation du Concordat de 1801 (bon).

3. — *Bulletin hispanique*. 1921, janvier-mars. — G. CIROT. Fernán González dans la chronique léonaise; suite au n° suivant (discute la formation de la légende; à suivre). — A. MOREL-FATIO. Catalogue des manuscrits de sa bibliothèque (ces manuscrits ont été donnés à la bibliothèque de Versailles; 93 numéros; à suivre). — J. SARRAILH. Quelques sources du Cádiz de Galdós (il a consulté surtout l'histoire de Cadix de 1810 à 1812 par Adolfo de Castro, les souvenirs d'Alcalá Galiano et l'histoire du comte de Toreno). — G. LE GENTIL. Le mouvement intellectuel en Portugal (histoire et travaux de l'« Academia das ciencias de Lisboa »). — G. CIROT. Cervantes et les frères Tharaud (une page de « Rabat ou les heures marocaines »). = C.-rendus : César Morán Bardón. Investigaciones acerca de arqueología y prehistoria de la región salmantina (on signale les plus importantes de ses découvertes). — D. Ricardo Vélásquez Bosco. Medina Azzahra y Almariya (résultats des fouilles opérées dans deux palais près de Cordoue, le premier construit par l'émir Abd Er Rahmane, le second par le ministre El Mansour). — Duque de Berwick y de Alba. Contribución al estudio de la persona del III duque de Alba (discours de réception à l'Académie d'histoire; quelques traits nouveaux ajoutés à l'histoire du fameux gouverneur des Flandres). = Avril-juin. R. COSTES. Pedro Maxia, chronique de Charles-Quint; suite et fin (divers appendices). — J.-J.-A. BERTRAND. Paul-Ferdinand Buchholz (l'auteur de la pseudo-biographie de Mariana). — A. MOREL-FATIO. D. Juan Antonio Llorente (documents inédits sur ce personnage qui, réfugié en France, fit paraître chez Treuttel et Würtz, en 1817-1818, l'Histoire de l'inquisition en Espagne). — M. BATAILLON. Les sources historiques de Zaragoza, dans les *Episodios nacionales* de Galdós (concordances avec les récits du comte de Toreno et d'Alcaide). — A. M.-F. J. H. Wiffen (le traducteur anglais de Garcilaso, en 1823). = C.-rendus : R. de Orueta. Berreguete y su obra (catalogue des œuvres du sculpteur castillan du xvi<sup>e</sup> siècle). — Henry Thomas. Spanish and Portuguese romances of chivalry (leçons faites à l'Université de Cambridge). — Apalecta Montserratensis; t. I et II (description de soixante et onze manuscrits de cette célèbre bibliothèque; histoire de l'imprimerie de Montserrat; catalogue des incunables et des imprimés de 1518 à 1526).



4. — **Journal des savants.** 1920, septembre-octobre. — A. MERLIN. La civilisation carthaginoise (d'après le t. IV de Stéphane Gsell; l'apport des Phéniciens, des Libyens, des Grecs; rôle de Carthage dans la civilisation générale). — G. FAGNIEZ. La marine française au XVII<sup>e</sup> siècle; II (d'après Ch. de La Roncière; l'œuvre de Colbert). — Louis LEGER. La vie académique des Yougo-Slaves (l'Académie sud-slave d'Agram et l'Académie des sciences de Belgrade). = C.-rendus : R. Forrer. Das römische Zabern (excellent). — L. Bréhier. L'art chrétien. Son développement iconographique (bien renseigné et sait dominer son sujet). — P. Batiffol. Études de liturgie et d'archéologie chrétienne. — *Id.* Leçons sur la messe (on peut avoir confiance en un tel guide). — Ch. Diehl. Histoire de l'empire byzantin (remarquable tableau en raccourci). — W. Blommaert. Les châtelains de Flandre (conclusions nouvelles). — H. Waquet. Le bailliage de Vermandois aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles (bon). — Ajuntament de Barcelona (renseigne sur les publications de Barcelone). — J.-Roger Charbonel. La pensée italienne au XVI<sup>e</sup> siècle et le courant libertin (c'est un chantier de construction; l'édifice n'est pas fait). — William Henry Deale. Spencer Fullerton Baird (1823-1876; l'un des fondateurs de la Smithsonian Institution). = Novembre-décembre. P. MONCEAUX. L'évolution intellectuelle de saint Augustin (d'après les thèses de P. Alfarié; « travaux importants, copieux et solides qui, sur bien des points, apportent du nouveau »). — C. HUART. Saadi, poète persan (d'après le volume de Henri Massé; Saadi vécut fin XI<sup>e</sup>-début du XIII<sup>e</sup> siècle : « Son œuvre est un miracle et le miracle est la preuve de la qualité du saint. ») — M. BESNIER. Le commerce romain dans la Méditerranée orientale (d'après la thèse de Jean Hatzfeld; expansion des trafiquants italiens; leur activité; leur rôle social et politique). = C.-rendus : C. Jullian. Histoire de la Gaule; t. V et VI (tout à fait remarquable). — Carolus Clemen. Fontes religionis persicae (recueil édité avec soin). — J. Carcopino. La loi de Hiéron et les Romains (contribution de premier ordre à l'histoire du gouvernement provincial de Rome). — L. Pastor. Die Stadt Rom zu Ende der Renaissance (fait revivre la Rome de l'époque de Sixte-Quint). = 1921, janvier-février. H. LEMONNIER. La création d'une ville seigneuriale : Chantilly, 1692-1740 (d'après le livre de G. Macon; comparaison de Chantilly avec deux autres cités créées au XVII<sup>e</sup> siècle : Richelieu et Versailles). — Ed. CUQ. Les pierres de bornage babyloniennes du British Museum; suite au numéro suivant (d'après le catalogue de L. W. King; examine à ce propos la question de la propriété et ses modes de transmission). — A. REBELLIU. Les nonces en France sous Louis XIII (d'après le recueil d'Auguste Leman; ce que nous apprend cette publication). — H. D. Les catalogues des collections de M. Pierpont Morgan. = C.-rendu : Paul Marty. L'émirat des Trarzas (situé le long des côtes de l'Atlantique, au nord de Saint-Louis et du Sénégal; curieux). = Mars-avril. E. BABELON. Le voyage archéologique des PP. Janssen et Savignac en Arabie (d'après les trois tomes où ils

ont raconté leur mission; moisson abondante de documents qu'ils ont rapportée). — L. MIROT. La pénétration des étrangers en France; I (d'après le livre de J. Mathorez; examine l'apport étranger jusqu'à la fin du xv<sup>e</sup> siècle). — M. PROU. Robert de Lasteyrie, article nécrologique. = C.-rendus : *Carl Maria Kaufmann*. Handbuch der altchristlichen Epigraphik (au courant, mais est-ce bien un manuel?). — *Homero Seris*. La colección cerventina de la Sociedad Hispanica de América (modèle d'exactitude). — *Ibn Muyassar*. Annales d'Égypte (sous la dynastie des Fatimides; édition par *Henri Massé* du texte arabe d'après l'unique manuscrit de la Bibliothèque nationale). — *Léo Verriest*. Le régime seigneurial dans le comté de Hainaut, du xi<sup>e</sup> siècle à la Révolution (ouvrage un peu confus, mais de valeur).

5. — *Nouvelle revue historique du droit français et étranger*. 1919, octobre-décembre. — C. APPLETON. Contribution à l'histoire du prêt à intérêt à Rome. Le taux du « *fenus unciarum* » (ce taux était de 12 %; mais se payait-il par mois ou par an? L'auteur se prononce pour la première solution, en faisant observer que le taux de 12 % par mois pour des emprunts faits à court terme ne correspond en aucune façon à un taux de 100 % par an). — Georges BOULEN et Olivier MARTIN. « Des fiez à l'usage de France » (nouvelle édition d'un texte publié pour la première fois par G. Thaumassière, en 1679, d'après un manuscrit aujourd'hui perdu; il s'agit d'une œuvre privée, rédigée entre 1340 et 1388 et qui fournit d'importants renseignements sur le droit féodal. L'introduction est continuée dans le numéro suivant; classement des manuscrits). — Théodore REINACH. Un code fiscal de l'Égypte romaine : le gnomon de l'idiologue (document provenant d'un papyrus d'Égypte, dont le texte grec est reproduit par M. Reinach avec la traduction française en regard; dans le numéro suivant, on donne un commentaire détaillé des articles qu'il renferme. L'idiologue est le fonctionnaire chargé de rechercher les biens qui doivent échoir au fisc impérial; le gnomon est un règlement d'administration publique; le gnomon dont on a ici un abrégé a été adressé par l'idiologue en exercice à ses collaborateurs provinciaux; le document se place entre les années 150 et 161 ap. J.-C.). — Paul FOURNIER. Notes complémentaires pour l'histoire des canonistes du xiv<sup>e</sup> siècle (il ne faut pas distinguer deux *Stephanus Provincialis*; il n'y en a eu qu'un, Étienne Bonnier; *Stephanus Tro...* est Étienne Troche, dit Martinenches; *Petrus de Stagno* est Pierre d'Estaing, successivement évêque de Saint-Flour, archevêque de Bourges, cardinal, mort en 1377). — H. LÉVY-BRUHL. Observations critiques sur deux chapitres des établissements de saint Louis (livre I, ch. 59 et 143). — P.-F. FOURNIER. La première édition des notes de Cujas sur Ulpian (1554). = 1920, janvier-juin. Aug. DUMAS. Encore la question : « Fidéles ou vassaux? »; I (la distinction entre la foi et l'hommage est étrangère aux premiers siècles de la féodalité; elle ne devient nette qu'au xiii<sup>e</sup> siècle; l'hommage, c'est

alors la cérémonie qui précède l'investiture d'un fief et par laquelle le vassal s'oblige à remplir les services du fief; la foi, c'est le lien, plus ou moins vague, unissant le sujet au seigneur qui exerce la puissance publique). — Paul FOURNIER. Notes sur quelques canonistes du XIV<sup>e</sup> siècle (Raymond de Salgues; sa biographie, ses œuvres). — P.-F. GIRARD. Deux nouvelles lettres de Cujas (2 juin 1571 et 29 janvier 1584). — C.-rendus : *Charles Porée*. Études historiques sur le Gévaudan (série de mémoires archéologiques ou relatifs à l'histoire des institutions). — H. Prentout. Étude critique sur Dudon de Saint-Quentin et son histoire des premiers ducs normands (remarquable). — H. Carré. La noblesse de France et l'opinion publique au XVIII<sup>e</sup> siècle (tableau intéressant et bien documenté). — H. Waquet. Le bailliage de Vermandois aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles (beaucoup de faits; n'en a pas montré l'ensemble). — Ed. Maugis. Histoire du Parlement de Paris, t. II (des guerres de religion à la mort de Henri IV; ne traite que de l'histoire politique et ne veut connaître que les registres du Parlement).

6. — **Polybiblion**. 1921, janvier. — Publications relatives à la guerre européenne, parmi lesquelles : l'Angleterre au feu. Dépêches de Sir Douglas Haig, décembre 1915-avril 1919, mises en français par le commandant Gemeau (rapports détaillés du plus haut intérêt); général Mangin. Comment finit la guerre (en réalité une histoire de toute la guerre). — Abbé A. Anthiaume. Évolution et enseignement de la science nautique en France et principalement chez les Normands (labeur considérable). — Tourneur-Aumont. Études de cartographie historique sur l'Allemagne (étayé sur des bases solides). — Maurice Brillant. Les mystères d'Eleusis (expose les résultats acquis). — Giuseppe La Mantia. Codice diplomatico dei re aragonesi di Sicilia, 1282-1355, t. I (publication importante). — Œuvres du cardinal de Retz, supplément à la correspondance par Claude Cochin (170 lettres, vingt appendices). — Émile Magne. Le grand Condé et le duc d'Enghien. Lettres inédites à Marie-Louise de Gonzague, reine de Pologne, sur la cour de Louis XIV, 1664-1667 (véritable chronique de la cour du grand Roi). — P. Quentin-Bauchart. La crise sociale de 1848. Les origines de la révolution de Février (remarquable). — Chanoine Mangenot. Sion, son sanctuaire, son pèlerinage (excellent; il s'agit de Sion-Vaudemont, sur « la colline inspirée »). — A. Demangeon. Le déclin de l'Europe (on lui oppose la puissance des pays neufs, États-Unis, Brésil, Japon). — Février-mars. Henri FROIDEVAUX. Géographie; voyages (comptes-rendus de dix-sept ouvrages, dont ceux de Schrader, James Bryce, Pierre Denis, F. Gautier, etc.). — G. MOLLAT. Hagiographie et biographie ecclésiastique (signale trente volumes). — Publications relatives à la guerre européenne, parmi lesquelles : Charles Benoist. L'Europe en feu (publie ses chroniques de la « Revue des Deux Mondes »); Alfred H. Fried. Mein Kriegstagebuch, t. III et IV (du 1<sup>er</sup> août 1916 au 30 juin 1919; très instruc-

tif); *Marcel Jay*. Le général Gouraud. De Fez à Strasbourg (émaille d'anecdotes). — *J. Carcopino*. La loi de Hiéron et les Romains (très clair dans des discussions juridiques difficiles). — *G. Goyau*. Sainte Jeanne d'Arc (étude sur la renommée de Jeanne). — *C. Enlart*. Villes mortes du moyen âge (Hesdin, Térouanne, Maguelone, Aleria en Corse, Wisby dans l'île de Gotland, Famagouste dans l'île de Chypre; description très pittoresque). — *Imbart de la Tour*. Histoire politique, des origines à 1515, dans l'Histoire de la nation française de *Hanotaux* (clair; intéressantes vues générales). — *Richard de Boysson*. L'invasion calviniste en Bas-Limousin, Périgord et Bas-Quercy (excellent). — *É. Sageret*. Le Morbihan et la chouannerie morbihannaise sous le Consulat, 4 vol. (enquête minutieuse et impartiale). — *Boulay de la Meurthe*. Histoire de la négociation du Concordat de 1801 (excellent). — *St. du Moriez*. La question polonaise vue d'Allemagne. L'organisation de l'est de l'Europe (la Pologne constitue un point d'appui contre la Prusse à la mentalité conquérante, et; en se servant de ce pays, on peut organiser l'est de l'Europe de manière à le soustraire à l'emprise germanique). — Avril. *Louis MAISONNEUVE*. Philosophie. — Publications relatives à la guerre européenne, parmi lesquelles : Général *Niox*. La Grande Guerre (récit vivant); vice-amiral *Ronarc'h*. Souvenirs de la guerre. I : Août 1914-septembre 1915 (récit de l'admirable défense de Dixmude); *von Hindenburg*. *Aus meinem Leben*, trad. française (bien des jugements erronés, mais œuvre de vérité et d'impartialité); Sir *George Arthur*. *Kitchener et la guerre 1914-1916* (effort produit par la Grande-Bretagne). — Biographies de sainte Jeanne d'Arc par Mgr *Touchet*, *Albert Renaud*, Mgr *Henri Debout*. — *Étienne Dupont*. Les exilés de l'ordre du roi au Mont-Saint-Michel, 1685-1789 (réfute ce qu'il appelle « les légendes criminelles de l'histoire »). — *M. Giraud*. Essai sur l'histoire religieuse de la Sarthe de 1789 à l'an IV (impartialité rigoureuse). — *Georges Pariset*. La Révolution. Le Consulat et l'Empire, 2 vol. de l'Histoire de France de *Lavisse* (ouvrage qui dénote de hautes et précieuses qualités; mais il y a des réserves à faire). — *Charles Dupuis*. Le ministère de Talleyrand en 1814 (de premier ordre). — *Louis Le Page*. L'impérialisme du pétrole (pose une importante question économique, sociale et politique).

**7. — La Révolution de 1848.** Décembre 1920-février 1921. — Capitaine *BREILLOUT*. La révolution de 1848 en Corrèze, février-mai (les huit députés élus le 29 avril; leur biographie). — *G. VERGEZ-TRICOM*. Les événements de décembre 1851 à Lyon (condamnations que prononce la commission mixte). — *F. UZUREAU*. Politique d'extrême droite sous la Restauration (extraits de lettres adressées de Paris au chevalier de Sapinaud du Bois, chef d'État-major des gardes nationales de la Sarthe, 1816-1821).

**8. — Révolution française.** 1921, janvier-mars. — Doctorat de



l'abbé *Giraud*; la thèse principale : *Essai sur l'histoire religieuse de la Sarthe de 1789 à l'an IV*, est un excellent travail; la thèse complémentaire : *Levées d'hommes et acheteurs de biens nationaux dans la Sarthe en 1793*, est de même remarquable. Résumé des deux ouvrages par le candidat. — Doctorat du lieutenant-colonel *Tournès*. Thèse : *La garde nationale dans le département de la Meurthe pendant la Révolution* (résumé de la thèse faite par le candidat, reçu docteur, comme l'abbé *Giraud*, avec mention *très honorable*). — A. HOUTIN. Quelques notes sur l'histoire des Jésuites (quelques observations sur le t. III du P. J. Burnichon). — L. LÉVY-SCHNEIDER. Le système corporatif dans le Nivernais à la fin de l'Ancien régime (idées générales qui se dégagent de la thèse de M. Gueneau). — Éd. CLAVERY. Le général Narino, précurseur de l'indépendance colombienne († 1823; notes biographiques). = C.-rendus : *Frédéric-Christian Lankhard*. Souvenirs traduits par W. Bauer (intéressants sur l'histoire de la Révolution). — G. Lenôtre. Le roi Louis XVII et l'énigme du Temple (M. Lenôtre « est un habile conteur dont la plume légère amuse toujours et instruit quelquefois »). — *Boulay de la Meurthe*. Histoire de la négociation du Concordat de 1801 (mise en œuvre de six volumes de documents publiés antérieurement). — Marcel Blanchard. Les routes des Alpes occidentales à l'époque napoléonienne, 1796-1815 (intéressant; on critique le plan). — G. Lacour-Gayet. Napoléon, sa vie, son œuvre, son temps (surtout anecdotique). — Daniel Halévy. Le courrier de M. Thiers (nombreux documents). — Albert Houtin. Le Père Hyacinthe dans l'Église romaine (d'après le journal du P. Hyacinthe). — Ludovic Naudeau. Les dessous du chaos russe (connaît bien les êtres et choses de Russie).

9. — *Revue critique d'histoire et de littérature*. 1920, 15 décembre. — Feld-maréchal *von Bülow*. Mon rapport sur la bataille de la Marne, trad. par J. Netter (relevé minutieux de tous les mouvements de troupes de la deuxième armée allemande jusqu'au 19 septembre 1914). — *Erich von Falkenhayn*. Die oberste Heeresleitung, 1914-1916 (mémoire qui a pour but de justifier les mesures essentielles ordonnées par le généralissime depuis le 14 septembre 1914, où Falkenhayn reçut la succession de Moltke, jusqu'au 29 août 1916). — L. Thomas. Les États-Unis inconnus (description des villes moyennes, dont l'essor est déjà considérable, et avec lesquelles nous aurions intérêt à nouer des rapports économiques). — A. Orregon Luco. La question du Pacifique, trad. par E. Vaisse (depuis le traité d'Ancon, 1884, qui mit fin à la guerre entre le Chili et le Pérou). — Ch. Clerc. Les théories relatives au culte des images chez les auteurs grecs du II<sup>e</sup> siècle ap. J.-C. (mérite d'être lu). — A. Loisy. Essai historique sur le sacrifice (œuvre magistrale). — Ch. H. Cunningham. The Audiencia in the Spanish colonies, as illustrated by the Audiencia of Manila, 1583-1800 (très intéressant). = 1921. Les livraisons du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> avril ont été analysées dans la *Rev. histor.*, t. CXXXVI,

p. 284-286. = 15 avril. *Carl Clemen*. Die griechischen und lateinischen Nachrichten über die Persische Religion (conscientieux). — Catalogue of the arabic and persian manuscripts in the Oriental public library at Bankipore, t. VI (important). — *H. Hauser*. Travailleurs et marchands dans l'ancienne France (ce n'est pas un livre, mais un recueil d'articles à peine reliés par des idées générales; cependant, « livre plein et qui donne à penser »). — *Fr. Lachèvre*. Cyrano de Bergerac (on saura désormais que le fameux Gascon des Casteljaloux était d'origine sarde et qu'il naquit à Bergerac, fief situé au canton de Chevreuse, près de Paris; qu'enfin il mena une vie de bohème et qu'il fut poète à ses heures). — *Adrien Huguet*. Le marquis de Cavoye, 1640-1761 (bonne biographie, où le personnage est un peu accablé par le poids des documents). — *Ed. de Marcère*. La France et la rive gauche du Rhin. Le traité de Bâle, 1794-1795 (peu de nouveau, beaucoup de fautes d'impression, mais l'ensemble est instructif). — *Alfred de Curzon*. L'enseignement du droit français dans les Universités de France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (traite surtout de la manière dont l'enseignement du droit a été tardivement introduit dans les Universités). — *O. Karmin*. Le transfert de Chambéry à Fribourg de l'évêché de Genève, 1815-1819 (utile recueil de documents nouveaux). = 1<sup>er</sup> mai. *Ch. Rist*. Les finances de guerre de l'Allemagne (enquête menée avec un remarquable esprit d'impartialité scientifique). — *G. Gaillard*. L'Allemagne et le Baltikum (important). — *G. Pariset*. Le Consulat et l'Empire (excellent). — *Fréd. Masson*. La vie et les conspirations du général Malet (pénétrante étude de psychologie). — *H. M. King*. Les doctrines littéraires de la « Quotidienne », 1814-1830 (bon). — *C. H. Wright*. French classicism (fait bien comprendre la nature et l'importance du goût classique en France au XVII<sup>e</sup> siècle). — *Marie L. Herking*. Charles Victor de Bonstetten, 1745-1832; sa vie, ses œuvres (bon). = 15 mai. *Labande*. Avignon au XV<sup>e</sup> siècle (remarquable travail sur l'histoire d'Avignon de 1464 à 1494; beaucoup de documents analysés dans le texte et publiés en appendice). — *E. Rodocanachi*. La Réforme en Italie; 1<sup>re</sup> partie (ouvrage de vulgarisation utile à consulter, mais qui va un peu à l'aventure sans un plan nettement arrêté; « recueil de matériaux classés de façon provisoire et empirique, en vue d'une enquête qui reste à entreprendre »). — *G. Schelle*. Œuvres de Turgot; t. III (excellent). — *H. Van Houitte*. Histoire économique de la Belgique à la fin de l'Ancien régime (bon). — *Augustin Cochîn*. Les Sociétés de pensée et la démocratie; études d'histoire révolutionnaire (remarquable).

10. — *Revue de l'histoire des religions*. 1920, novembre-décembre. — *A. van Gennep*. Nouvelles recherches sur l'histoire en France de la méthode ethnographique : Claude Guichard, Richard Simon, Claude Fleury (le premier né à Saint-Rambert-en-Bugey au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, mort à Turin en 1607, dans son livre « Funérailles et diverses manières d'ensevelir des Romains, Grecs et autres

nations, tant anciennes que modernes », paru à Lyon en 1581; le second, 1638-1718, dans ses deux ouvrages, « les Cérémonies et coutumes qui s'observent aujourd'hui parmi les Juifs », 1674, et « Histoire critique de la Créance et des Coutumes des Nations du Levant », 1684; le troisième dans « Les Mœurs des Israélites », 1681. — P. MASSON-OURSSEL. Bulletin des religions de l'Inde (articles nécrologiques sur A. Barth et E. Chavannes; de la méthode en histoire des religions; publications récentes : ouvrages de L. J. Trotter, Vincent A. Smith, H. G. Rawlinson, Joseph Davey Cumingham, etc.). — P. Hippolyte BOUSSAC. L'animal sacré de Set-Typhon (un chien domestiqué). = C.-rendus : Edward Chiera. Lists of sumerian personal names (bon). — Dr G. Contenau. Trente tablettes cappado-ciennes (prouvent l'existence à une haute époque, dans le voisinage du Taurus, d'une société sémitique organisée). — L. Pareti. Storia di Sparta arcaica (des origines jusque vers le milieu du VII<sup>e</sup> siècle). — René Dussaud. Le cantique des cantiques (hypothèse nouvelle : le livre renferme quatre poèmes; objections qu'elle soulève). — H. A. Walter. The Ahmadiya movement (à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Ahmad, fondateur de cette doctrine, est mort en 1908). — Charles Renel. Les amulettes malgaches (excellent). — F. Mourret. Le concile du Vatican d'après des documents inédits (ouvrage édifiant). = A la Société Ernest-Renan, M. MAYER-LAMBERT fait une communication intitulée : « Quelques observations sur le caractère littéraire des Prophètes. »

11. — **Revue des études anciennes.** 1921, janvier-mars. — A. CUNY. Questions gréco-orientales. XII. L'inscription lydo-araméenne de Sardes; suite (examine, après le texte araméen, le texte lydien). — P. CLOCHÉ. Le discours de Lysias contre Hippothersès (on y trouve quelques renseignements sur la restauration démocratique à Athènes en 403). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. LXXXIV. La question des « poypes » (on donne ce nom à des buttes artificielles en terre, à forme conique, d'ordinaire entourées de fossés; ce sont des tertres funéraires). — A. BLANCHET. Recherches sur les « grylles », à propos d'une pierre gravée trouvée en Alsace (au sud de Benfeld; on y a gravé une de ces figures grotesques connues sous le nom de grylles et qui servaient de talisman). — Ch. MARTEAUX. Note sur Chamerande (nom de lieu qui signifierait un chemin près d'une limite). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. = C.-rendus : *Pericle Ducati*. L'arte classica (des origines à la mort de Théodoric, 526 ap. J.-C.; livre de vulgarisation bien conçu et parfaitement exécuté). — Jean Lesquier. L'armée romaine d'Égypte, d'Auguste à Dioclétien (œuvre magistrale). — Eugène Albertini. Sculptures antiques du Conventus Tarraconensis (excellent catalogue, imprimé avec un luxe « d'avant-guerre »). — Marcellin Boule. Les hommes fossiles, éléments de paléontologie humaine (livre d'une intelligence supérieure et d'une science absolue). = Avril-juin. P. PERDRIZET.

Copria (ce nom de famille se trouve souvent dans l'Égypte de l'époque impériale; il indique des enfants qui étaient exposés sur des terrains vagues de décharge, qui venaient *ex complexu*). — L. HAVET. La fable du loup et du chien (la fable de Phèdre est une fable à clef; le loup est Arminius, le vainqueur de Varus; le chien son frère Flavus, qui a longtemps touché des *stipendia* romains). — C. JULLIAN. Les tares de la « *Notitia dignitatum* » : le duché d'Armorique (les renseignements que nous donne à ce sujet la *Notitia* sont insuffisants et, sans doute, erronés). — J. LOTH. Le gaulois *Turno* dans les noms de lieux (le mot doit signifier éminence, hauteur). — E. DUPRAT. Notes sur Saint-Jean-de-Garguier (inscription, fragment de sculpture, monnaies, qui ont été trouvées dans ce domaine des environs de Marseille). — Adrien BLANCHET. Une inscription d'Antibes, composée sous François I<sup>er</sup> (invitation faite au roi de visiter la ville). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. = C.-rendus : C. *Autran*. Phéniciens (des parties brillantes, mais l'ensemble ne tient pas debout). — J. G. Frazer. Les origines magiques de la royauté, traduction Loyson (beaucoup de conjectures). — Alice Brenot. Recherches sur l'éphébie attique et en particulier sur la date de l'institution (clair et bien conduit). — Roy C. Flickinger. The greek theater and its drama (excellent). — Fr. Poulsen. Delphi (bon). — A. Reinach. Recueil Milliet : textes grecs et latins relatifs à l'histoire de la peinture ancienne, t. I (véritable encyclopédie de la peinture antique). — J.-E. Sandys. Latin epigraphy (premier manuel épigraphique imprimé en Angleterre).

12. — **Le Correspondant**. 1921, 10 mai. — Pierre DE NOLHAC. Ronsard humaniste; suite et fin. — Frédéric OZANAM. Lettres inédites à Victor Cousin, 1839-1841 (huit lettres permettant de suivre les débuts d'Ozanam dans l'Université). — Maximo DEL CAMPO. La question du Pacifique et l'Amérique latine. — Louis DIMIER. Les rues et monuments de Paris et leur avenir. = 25 mai. \*\*\* France et Suisse. Petites zones et grands traités. — \*\*\* Les dernières manifestations du gouvernement des soviets. Les concessions aux étrangers et l'entente avec les paysans. — Ernest DAUDET. Souvenirs de mon temps. II. Les dernières années de l'Empire; suite (les élections de 1869 et la formation du ministère Ollivier).

13. — **Études**. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1921, 20 janvier. — Léonée DE GRANDMAISON. La vie religieuse au grand siècle. La tradition mystique dans la Compagnie de Jésus (d'après le livre de Henri Bremond : le P. Louis Lallemant, le P. Jean-Joseph Surin). — Stephen BROWN. La crise présente de l'Irlande par un Irlandais; suite les 5 et 20 février (articles très sympathiques à la cause de l'Irlande; toutefois, l'auteur, avec les évêques irlandais, condamne tout crime, de quelque côté qu'il soit commis). — Alexandre BROU. La soumission de Fénelon d'après la correspondance de Bos-



suet (t. XI). — Paul DUDON. Un centenaire. La découverte du détroit de Magellan (octobre-novembre 1520). = 5 février. \*\*\* La question rhénane; fin le 20 février (comment la question s'est posée de novembre 1918 à septembre 1919; comment elle se pose actuellement; croit à une révolte de la Rhénanie catholique contre les lois scolaires écartant le prêtre de l'école). — Guillaume DE JERPHANION. Choses d'Orient. Sur l'antique Byzance (d'après les travaux de Diehl, Bréhier, Mgr Batiffol, Laurent, Millet). = 20 février. Paul DUDON. Bulletin d'histoire religieuse chez les protestants (les questions internationales; en face de l'église catholique; l'organisation du protestantisme français). = 5-20 mars. Adhémar d'ALÈS. Le catholicisme de saint Augustin (d'après le livre de Mgr Batiffol). — F. P. Les épreuves des « Moines d'Occident » et de leur auteur (lettres inédites de Montalembert sur l'accueil fait à son ouvrage). — Jules LEBRETON. La Pologne à la veille du plébiscite de la Haute-Silésie (justifie les revendications polonaises). — P. TREILHARD DE CHARDIN. Les hommes fossiles (d'après le volume de M. Boule). = C.-rendus : le P. Antoine Rab-bath. Documents inédits pour servir à l'histoire du christianisme en Orient, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles (le P. Tournebize vient de faire paraître le fascicule III du tome II; pièces du plus haut intérêt). — Jean-H. Mariéjol. Catherine de Médicis (remarquable). = 5 avril. Jehan de Witte. L'offre de paix séparée de l'Autriche et les négociations du prince Sixte (croit que la paix séparée aurait pu être conclue en juin 1917). — Joseph BOUBÉE. Deux œuvres catholiques et françaises à la Trinité (l'orphelinat de Belmont, la léproserie de Cocorite, fondés par des Dominicaines françaises). = 20 avril. Paul DUDON. Sur le cercueil de Napoléon (impressions causées par sa mort). — Edward F. GARESCHÉ. Le cardinal Gibbons. — Adhémar d'ALÈS. A Byzance. Psellos et Cérulaire (à propos des deux thèses d'Émile Renauld). = 5 mai. François DATIN. L'anglicanisme et les problèmes du temps présent; fin le 20 mai (à propos de la sixième conférence de Lambeth, réunie le 5 juillet 1920. Les tentatives d'union entre les communautés protestantes chrétiennes aboutiront-elles? L'auteur rêve d'un retour au catholicisme). — Adhémar d'ALÈS. Saint Augustin en Sorbonne (il s'agit des deux thèses de Charles Boyer). = C.-rendus : O. Braunsberger. Petrus Canisius (d'une valeur exceptionnelle). — C. Autran. Phéniciens (voit des Phéniciens partout, sauf en Phénicie). — D. Sebastian Puig y Puig. Pedro de Luna, ultimo papa de Avignon (avec 219 documents; ouvrage important). = 20 mai. A. DORE. Le « réveil égyptien » (le mouvement est dirigé contre tous les étrangers et tous les chrétiens). — L. ROURE. Une gloire du pays rhénan : Nicolas de Cues (d'après la thèse de Éd. Vansteenberghe). — J. BOUBÉE. Le mouvement religieux hors de France. République de Cuba : catholicisme et vie publique à La Havane. = C.-rendus : E. Magne. Lettres inédites du prince de Condé et du duc d'Enghien à Marie-Louise de Gonzague, reine de Pologne, sur la cour de Louis XIV, 1664-1667 (intéressant).

— *G. Bonnenfant*. Les séminaires normands du *xvi<sup>e</sup>* au *xviii<sup>e</sup>* siècle (très précis, mais s'arrête un peu trop aux faits matériels). — *A. Astrain*. Historia de la Compañía de Jesus en la Asistencia de España, t. VI, 1652-1705 (remarquable). — *Éd. Lecompte*. Les Jésuites au Canada au *xix<sup>e</sup>* siècle, t. I, 1842-1872 (très documenté).

14. — *Mercur de France*. 1921, 1<sup>er</sup> mai. — *Gabriel BRUNET*. Napoléon et l'adaptation au malheur (commentaire de ce mot de l'empereur en 1816 : « Je crois que la nature m'avait calculé pour les grands revers; ils m'ont trouvé une âme de marbre, la foudre n'a pu mordre dessus, elle a dû glisser. » A Sainte-Hélène, il domine sa situation tragique en l'organisant). — *H.-R. SAVARY*. Les réparations et l'action des Alliés; la déconfiture du système de M. Keynes. — *R. CHÉVAILLIER*. La captivité et la mort de Napoléon dans les mémoires d'outre-tombe (montre comment Chateaubriand a transformé les documents qu'il avait à sa disposition. Il en a tiré une véritable œuvre d'art, mais trop souvent aux dépens de la vérité. Il est curieux à cet égard de comparer le présent article à celui de G. Brunet). — *Armand PRAVIEL*. La légende de Clémence Isaure (amusante histoire de cette supercherie qui a pris naissance au milieu du *xvi<sup>e</sup>* siècle). = 15 mai. *J. DIETERLEN*. Autour d'un interdit : l'affaire de Marienthal (il s'agit des Carmélites de Marienthal, près de Strasbourg, dont la maison fut mise en interdit par l'autorité ecclésiastique en 1921. Pour quelle cause? Il y eut sans doute vengeance exercée par les religieux allemands contre les sœurs restées françaises de cœur; mais il y eut aussi sans doute un de ces conflits obscurs entre l'autorité souveraine de l'Église catholique et des religieuses obstinées dans leur parfait amour en Jésus seul). — *Tony ROCHE*. Paul-Louis Courier, soldat de Napoléon (vie anecdotique d'un canonnier à cheval hellénisant; ce qu'il devint quand il eut quitté l'armée après Wagram). — *J.-G. PROD'HOMME*. Napoléon, la musique et les musiciens.

15. — *La Revue de France*. 1921, 1<sup>er</sup> mai. — *FOCH*. La bataille de Laon, mars 1814 (commentaire par le lieutenant-colonel, aujourd'hui maréchal. Pourquoi Napoléon a-t-il été vaincu par Blücher? Parce qu'il avait, dans son ambition démesurée, détourné le cours inévitable de l'histoire. A Valmy, c'est le droit et la justice qui avaient vaincu; Laon, c'est « la défaite du génie par le droit révolté »). — *E. DE LAS CASES*. Las Cases et le « Mémorial de Sainte-Hélène » (ce qu'était Las Cases avant 1815; pourquoi, n'ayant rien reçu de Napoléon, maître du monde, alla-t-il le rejoindre dans l'exil; portrait qu'il trace de l'empereur. Il « reste aux côtés de Napoléon le symbole de la fidélité au malheur, celui qui a le mieux connu et rendu l'âme du grand homme »). — *Paul ADAM*. Ligny et Waterloo. I. Ligny, 13 juin 1815 (intelligent et brillant; mais l'auteur était un romancier avant de s'être fait un historien); fin le 15 mai. — *R. RECOULY*. Comment

faire payer l'Allemagne. — S. LALANDE. Les « Einwohnerwehren ». — CANUDO. Le centenaire de Dante. — Jacqueline BERTILLON. Une Université du Middle West (celle de Minnesota, « véritable petite ville au milieu de la grande ville de Minneapolis »). = 15 mai. Philippe CROZIER. L'Autriche et l'avant-guerre. III (imbroglio balkanique après l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à la double monarchie; sous l'influence de l'Allemagne, le sentiment grandit chaque jour qu'une « vigoureuse opération de police » devait être exécutée sur l'autre rive du Danube. Passe d'armes diplomatique entre Ærenthal et Iswolsky; intransigeance des Serbes, dont les extrémistes attendaient tout d'une intervention armée de la Russie. Cette menace décide l'Autriche à faire de grands préparatifs militaires au moment même où le gouvernement russe annonçait à ses agents qu'il fallait « à tout prix » écarter l'éventualité d'une guerre; et bientôt à préparer un ultimatum menaçant contre la Serbie. La certitude donnée à l'empereur d'Autriche par l'ambassadeur de France qu'en aucun cas le gouvernement de la République n'abandonnerait son allié russe fit réfléchir Ærenthal et l'envoi de l'ultimatum fut suspendu. M. Crozier a oublié d'ajouter les dates; c'est une lacune grave). — Désiré ROUSTAN. Une nouvelle biographie de Descartes (par M. Gustave Cohen dans son beau livre : « Écrivains français en Hollande dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle »). — Laurence HILLS. Les États-Unis et l'Europe. Les points cardinaux de la politique américaine.

16. — **La Revue de Paris**. 1921, 1<sup>er</sup> mai. — Henry BATAILLE. L'enfance éternelle (l'auteur, poète et auteur dramatique, est né à Castelnau-dary le 4 avril 1872; détails sur sa famille et le midi toulousain, où il passa son enfance et sa jeunesse). — Général A. TANANT. Napoléon chef de guerre (met en relief les qualités maîtresses de celui qui fut vraiment le Dieu de la guerre). — HENRI-ROBERT. Napoléon et la justice (création du Code civil et organisation du Barreau). — Lieutenant-colonel René TOURNÈS. Le G. Q. G. de Napoléon 1<sup>er</sup> (son organisation; la « Maison » et l'« État-major »; à la « Maison » se rattache le « Cabinet » comprenant trois bureaux, dont le principal est le service des renseignements. La « Maison » reçoit son impulsion directement de l'empereur; l'« État-major » est placé sous les ordres de Berthier, major général). — Robert PINOT. L'organisation permanente du travail. = 15 mai. G. PARISSET. Le système napoléonien de gouvernement (vigoureux tableau de cette organisation d'un caractère si nettement autocratique et individualiste à la fois, résistante, malgré les efforts tentés depuis un siècle pour la détruire). — Jacques LAMBRY. Les souvenirs d'un garde d'honneur de 1813 (journal ou « Itinéraire » tenu par Jean Lambry, brigadier dans cette garde, pendant la campagne de Saxe, du 14 mai au 26 décembre 1813). — \*\*\* Au 3<sup>e</sup> bureau du 3<sup>e</sup> G. Q. G., 1917-1918; suite (genèse de la directive n° 5 et de la contre-offensive française, mai-juillet 1918. Cette directive est celle que donna Pétain le 12 juillet : « Dès maintenant, les armées doivent

envisager la reprise de l'offensive... Les chefs à tous les échelons ont le devoir d'entretenir la foi dans le succès. »). — Jean POIRIER. Lycéens impériaux, 1814-1815 (la population des lycées resta ardemment bonapartiste, même après la double abdication de l'Empereur. Des efforts accomplis ensuite pour gagner les élèves à l'amour des Bourbons; malgré tout, l'esprit resta militariste, libéral, antireligieux, conspirateur).

**17. — Revue des Deux Mondes.** 1921, 1<sup>er</sup> mai. — Frédéric MASSON. La mort de l'Empereur. I. La maladie (les médecins de l'Empereur : O'Meara, Irlandais, qui n'était même pas médecin, mais qui avait été chirurgien militaire; le Dr Verling, aide-chirurgien de l'artillerie royale, qui ne fut même pas admis auprès de Napoléon; le Dr Stokoe, camarade d'O'Meara. Ces praticiens sont avant tout des espions chargés de surveiller l'Empereur et de dépister les maladies imaginaires qu'il aurait pu inventer pour obtenir un lieu de détention moins redoutable. Cependant, la maladie réelle empirait et, à la fin de 1819, le cancer est apparu). — Louis MADELIN. Napoléon à travers le siècle, 1821-1921. — René BAZIN. Charles de Foucauld, explorateur du Maroc, ermite du Sahara. II (voyage de découverte en 1883 et son livre : « Reconnaissance du Maroc »; second voyage en 1884-1885. Catholique non pratiquant, mais avide de croire pour posséder enfin la vérité, il se convertit, cédant à l'influence de l'abbé Huvelin). — Maurice PALÉOLOGUE. La Russie des tsars pendant la Grande Guerre. VI (du 24 avril au 6 septembre 1915 : bataille de Dounaïetz et défaite des Russes, évacuation de la Pologne et de la Lithuanie. Contre-coup produit par ces revers et les énormes pertes de l'armée sur l'âme populaire, qui réagit un moment, puis retombe dans son fatalisme apathique. Sourde rivalité entre Moscou, la vraie capitale, et Pétersbourg, création de Pierre le Grand et centre du gouvernement autocratique. Ces événements fournissent à Raspoutine l'occasion de reprendre son œuvre néfaste auprès des souverains; c'est lui qui fait décider le renvoi du grand-duc Nicolas, en insinuant qu'il cherchait à se créer dans les troupes et même dans le pays une popularité malsaine. Le 6 septembre, le tsar annonce qu'il va prendre lui-même le commandement de ses troupes). — Duc DE LA FORCE. Le grand Conti. II. A Chantilly (où il est exilé en 1686; il épouse en 1688 sa cousine, M<sup>lle</sup> de Bourbon). = 15 mai. G. LACOUR-GAYET. Bonaparte et l'Institut (comment il fut élu membre de la « Section des arts mécaniques, classe des sciences physiques et mathématiques », le 25 décembre 1797; comment il fut admis, quelle part il prit aux séances; comment, en 1815, il fut omis dans l'Annuaire ou « État actuel de l'Institut »). — Frédéric MASSON. La mort de l'Empereur. II. L'agonie et la mort (le Dr Antommarchi proposé par le cardinal Fesch et Madame Mère, d'ailleurs médecin ignorant et convaincu que la maladie de Napoléon était une imagination ou une feinte. Les derniers moments, les testaments et la mort). — Maurice PALÉOLOGUE. La



Russie des tsars pendant la Grande Guerre. VII (la félonie bulgare et la tragédie serbe du 12 septembre au 31 décembre 1915; tentatives du gouvernement allemand pour détacher le tsar de ses alliés; elles sont vaines). — Raymond THAMIN. La réforme de l'enseignement secondaire. I (les « compagnons » et l'école unique). — Camille BELLAIGUE. Souvenirs de musique et de musiciens. — Victor GIRAUD. Jean-Jacques Rousseau prophète religieux (d'après le livre de Maurice Masson).

18. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus, 1920, mars-mai. — Paul MONCEAUX. Une invocation au « Christus medicus » sur une pierre de Timgad (probablement l'œuvre d'un donatiste du début du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle). — É. CHÂTELAIN. Rapport sur les travaux des écoles françaises d'Athènes et de Rome pendant l'année 1918-1919. — P. PARIS. Le rocher de Perescrita, près de Cenicientos, province de Madrid (bas-relief avec une inscription illisible). — Jules BAILLET. Les graffiti grecs dans les tombeaux des rois à Thèbes d'Égypte (série de noms propres). — Paul MONCEAUX. Martyrs de Bourkika (au nord-est de Milianah, mentionnés sur un sarcophage du <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle). — Ch.-V. LANGLOIS. Rapport sur le concours des antiquités de la France en 1920. — J. DE MORGAN. Note sur la succession des princes mazdéens de la Perside (de 220 av. J.-C. à 227 apr.). — L. POINSOT. Deux inscriptions d'Aunobari (dans la région de Dougga; décrets sur des contestations de limite). — Adrien BLANCHET. Intailles représentant des génies de la secte des Ophites (amulettes gnostiques). — Lettre de M. VIGNAUD sur l'entreprise de Christophe Colomb en 1492. — Juin-août. A. THOMAS. Le nom de lieu Pertu, Creuse, et la légende du roi Artur (l'étymologie est *Podium Artus*). — Paul MONCEAUX. Note sur une croix de bronze trouvée à Lambèse (croix qui déterminait le point central où se croisaient les deux directions de l'*antica* et de la *postica*). — Le P. DELATTRE. La basilique voisine de Sainte-Monique à Carthage (publie le texte de huit épitaphes). — Rapport du secrétaire perpétuel sur la situation des publications de l'Académie pendant le premier semestre de 1920. — Charles DIEHL. A propos d'une inscription grecque dans la basilique d'Ereouk (l'inscription, mal lue par Strzygowski, reproduit un verset des Psaumes). — Ed. POTTIER. Un colosse « criophore » archaïque découvert à Thasos (provient sans doute du temple d'Apollon Pythien). — H. SOTTAS. Le papyrus démotique inédit de Lille n° 3 et la notation des jours épagomènes. — J. DE MORGAN. Sur un signe indéchiffré des monnaies sassanides et arabo-pehlevies (ce signe indique la puissance, le pouvoir temporel). — A. GABRIEL. Les fouilles de Foustat (capitale de l'Égypte avant la fondation du Caire; fouilles faites à partir de 1912 par Ali Bey Bahgat). — Le P. VILLECOURT. La date et l'origine des « homélies spirituelles » attribuées à Macaire (l'auteur doit être un Messalien vivant en Mésopotamie dans la seconde moitié du <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle). — D<sup>r</sup> CARTON. Découverte d'une fontaine antique à Carthage (plan du monument et

ses transformations). — Fr. CUMONT. Les enfers selon l'Axiochos (dialogue attribué à Platon). — Louis POINSSOT. La civitas Mizigitanorum et le pagus Assalitanus (signalés par deux inscriptions trouvées sur la route de Carthage à Theveste, près d'Ain-Babouch). = Septembre-octobre. Paul MONCEAUX. Martyrs de Djemila (donne les noms de neuf martyrs locaux de l'ancien Cuicul). — Comte BEGOUEN. Un dessin relevé dans la caverne des Trois-Frères à Montesquieu-Avantès, Ariège (représente un homme masqué). — Comte DURRIEU. Deux miniatures à caractère historique de la bibliothèque de Vienne (portraits du roi d'Écosse, Jacques IV, et de sa femme Marguerite). — ALBERTINI. Tables de mesures de Djemila (d'un setier, d'un *capitum* et d'un muid). — Dr CARTON. Rapport sur les fouilles exécutées à Bulla Regia en 1919-1920, avec une note de M. CAGNAT sur une inscription de ce lieu en l'honneur d'une femme qui a fait construire les thermes. — Paul MONCEAUX. Deux victimes des Maures à Madauros (deuxième moitié du IV<sup>e</sup> siècle). — Éd. CUQ. La cité punique et le municipio de Volubilis (deux communes étaient juxtaposées). — H. CORDIER. Rapport sur les travaux de l'École française d'Extrême-Orient, 1918-1920. — Louis POINSSOT. Datus, conductor praediorum regionis Thuggensis (signalé sur une inscription de l'époque d'Hadrien). — P. LACAU. Les travaux du service des antiquités d'Égypte, 1919-1920. — Ch. FRAIPONT. Essai de chronologie du néolithique en Belgique. — Dom WILMART. Un manuscrit de Tertullien retrouvé (à la bibliothèque de Troyes).

**19. — Académie des sciences morales et politiques.** Comptendu des séances et travaux, 1920, février-mars. — G. LACOUR-GAYET. Son Éminence le cardinal Mercier, primat de Belgique, et le gouverneur général allemand von Bissing (d'après la correspondance du cardinal avec le gouverneur). — René WORMS. Les prises maritimes et la cinquième année de la guerre. — Paul MEURIOT. La constitution de 1875 et ses parrains : Prévost-Paradol et Victor de Broglie (les idées exprimées par ces deux écrivains dans « la France nouvelle » et « Vues sur le gouvernement de la France » ont trouvé plus ou moins leur expression dans les lois constitutionnelles dont l'ensemble forme la Constitution de 1875). — Paul FAUCHILLE. La guerre de l'avenir et les moyens de l'empêcher (demande que toute attaque brusquée ou toute violation d'une règle du droit des gens entraîne la responsabilité personnelle de ceux qui s'en rendront coupables). = Avril-mai. E. SEILLIÈRE. Le catholicisme de Sainte-Beuve (cette période catholique se place entre 1829 et 1835 et n'avait rien de sincère). — Albert RIVAUD. L'édition internationale des œuvres de Leibnitz (histoire de la collaboration avec les Allemands de 1903 à 1914; un seul volume, le second, se trouve prêt. Pourquoi ne pas le publier?). — Alfred MASSÉ. L'Allemagne et le traité de Versailles. La livraison du bétail. = Juin. E. SEILLIÈRE. Impressions parisiennes d'un jeune Suisse en 1752 (Isaac Iselin, de Bâle, âgé alors de vingt-

quatre ans). — Vicomte DE GUICHEN. La Pologne au point de vue diplomatique et économique dans le passé et le présent (la Pologne doit vivre, puisqu'elle est un des éléments essentiels de l'équilibre européen, et parce que sa disparition serait un déni de justice). — VARAGNAC. Un chapitre de la législation des cultes en France (sur la liberté ou l'interdiction des processions).

## ÉTATS-UNIS.

20. — *The american historical Review*. 1921, avril. — Frédéric DUNCALF. La croisade des paysans (les gens du peuple qui partirent les premiers en 1096 pour la Croisade n'étaient pas de pauvres paysans, mais des gens de moyenne condition qui avaient pu réunir assez d'argent pour s'entretenir pendant les premiers mois de l'expédition; c'est quand leurs ressources personnelles furent épuisées qu'ils se mirent à piller). — Frank A. GOLDER. La guerre civile d'Amérique vue par les yeux d'un diplomate russe (d'après les dépêches envoyées au ministère russe des Affaires étrangères par Édouard de Stœckel, qui habita à Washington de 1849 à 1868; elles sont toutes en français). — Ross H. MAC LEAN. Les mouvements de troupes sur les chemins de fer américains pendant la Grande Guerre. — Carl Russell FISH. L'indemnité imposée à l'Allemagne et les États du Sud (on oppose parfois la générosité des États du Nord envers ceux du Sud à la dureté avec laquelle l'Allemagne vaincue a été traitée par les Alliés. Cependant, à ne considérer que le côté économique de la question, il est certain que le Sud a dû payer un très lourd tribut à la guerre civile; il lui fallut un demi-siècle pour se relever de ses ruines). — C.-rendus : William A. Mason. *A history of the art of writing* (livre bien écrit, intéressant, très bien illustré). — J. Hellmann. *Das Mittelalter bis zum Ausgange des Mittelalters* (très bon exposé). — Mary W. Williams. *Social Scandinavia in the Viking age* (remarquable compilation). — Charles W. David. Robert Curthose, duke of Normandy (étude très consciencieuse). — H. Cordier. *Ser Marco Polo; notes and addenda to Sir Henry Yule's edition* (additions utiles, mais trop impersonnelles; plus de bibliographie que de critique). — Henry O. Taylor. *Thought and expression in the sixteenth century* (insuffisant malgré plusieurs bons chapitres). — Julius West. *History of the chartist movement* (ce livre n'est pas assez au courant de la science). — Joseph H. Park. *The english reform bill of 1867* (contient beaucoup d'utiles informations). — H. Plehn. *Bismarck's auswärtige Politik nach der Reichsgründung* (ouvrage très consciencieux, mais que des documents récemment publiés permettraient de corriger ou de compléter sur plus d'un point). — Hermann, baron d'Eckardstein. *Lebenserinnerungen und politische Denkwürdigkeiten* (l'ancien ambassadeur d'Allemagne à Londres critique vivement la politique extérieure de Guillaume II et de son principal conseiller Holstein. Important). —

*O von Mohl*. Fünfzig Jahre Reichsdienst. Lebenserinnerungen (très intéressant). — *Comte Louis Voinovitch*. Dalmatia and the jugoslav movement (important plaidoyer). — *Woodhouse*. Italy and the Jugoslavs (beaucoup de faits bien présentés par un habile avocat). — *R. M. Henry*. The evolution of Sinn Fein (excellent). — *H. W. V. Temperley*. A history of the peace conference; 3 vol. (confus en général; plusieurs bons chapitres, ainsi sur la politique étrangère du président Wilson). — *Katsuro Hura*. An introduction to the history of Japan (excellent résumé). — *H. E. Bolton et Thos. M. Marshall*. The colonization of North America, 1492-1783 (excellent manuel). — *Fred. J. Turner*. The frontier in american history (bon). — *Thomas G. Wright*. Literary culture in early New England, 1620-1730 (remarquable). — *W. Chauncey Ford*. A cycle of Adams letters, 1861-1865 (très intéressant au point de vue psychologique). — *Ernest L. Bogart et Charles M. Thompson*. The industrial state, 1870-1893 (importante étude sur le développement industriel de l'Illinois). — *Charles E. Merriam*. American political ideas, 1865-1917 (trop de bibliographie et pas assez de vues d'ensemble). — *Joseph B. Bishop*. Theodore Roosevelt and his time shown in his letters (important). — *John B. Mac Master*. The United States 1918-1920, tome XI (chronique de la guerre, d'après des témoignages confus et passionnés). — *Joseph B. Lockey*. Pan-Americanism; its beginning (bon). — *Harold J. Laski*. Political thought in England from Locke to Bentham (beaucoup de vues intéressantes, que déparent un trop grand nombre d'erreurs de détail).

## ITALIE.

21. — *Archivio storico italiano*. Anno LXXVII, 1919 (paru en 1921 après les livraisons de 1920). — *Roberto CESSI*. Études sur les « Maone » au moyen âge (la « maona » est un navire de commerce; on étudie ici les affaires maritimes en participation ou, plus précisément, l'armement et la navigation avec un caractère collectif dans leurs rapports avec l'État; étude de droit commercial au XIV<sup>e</sup> et au XV<sup>e</sup> siècle). — *Carlo FRATI*. Luciano Scarabelli, Pietro Giordani et les « Paralipomeni di storia Piemontese » (les « Paralipomènes » sont en partie l'œuvre du marquis Felice di San Tommaso qui, après en avoir recueilli les matériaux, mourut en 1843, âgé seulement de trente-deux ans. La mère pria Giordani de compléter et de publier l'ouvrage de son fils. Giordani, qui n'avait aucune aptitude pour ce genre de travail, le fit attribuer à un jeune historien parmesan qu'il aimait et protégeait, L. Scarabelli. Puis des difficultés s'élevèrent entre l'historien et la marquise et l'ouvrage finit par paraître sans que le nom de San Tommaso figurât sur le titre du volume. On publie de nombreuses lettres touchant cette question). — *Isidoro DEL LUNGO*. Un petit-neveu de Gianni Schicchi et les Cavalcanti della Scimmia (notes biographiques sur un personnage que Dante a placé parmi les Faussaires). — *Giusepoe STEFANINI*. Les questions coloniales pendant la Grande



Guerre, au temps où l'Italie était encore neutre (revue des ouvrages très nombreux qui parurent en Italie sur ces questions en 1914-1915). — Giorgio FALCO. Publications émanant des comités chargés d'organiser l'assistance publique pendant la guerre. — Luigi PAGLIAI. Clemente Lupi (notice nécrologique sur cet historien né le 7 juillet 1840 et mort le 23 février 1918 étant directeur des archives de Pise). = C.-rendus : L. Chiappelli. Studi storici Pistoiesi; vol. I (remarquable). — D. Guerri. La disputa di Dante Alighieri con Cecco d'Ascoli sulla nobiltà (curieux). — L. Gommi. Come Reggio venne in potestà di Bertrando Del Poggetto, 1306-1326 (bon). — N. Mengozzi. Il pontefice Paolo II ed i Sinesi (bon). — Riciotti Bratti. La fine della Serenissima (utilise surtout la correspondance d'Andrea di Francesco Vitturi, vice-podestat et capitaine de Feltre, 1796-1797). — Maria Borghesini-Scarabellin. La vita privata a Padova nel sec. XVII (travail soigné). — Al. Luzio. La congiura spagnola contro Venezia nel 1618 (d'après les archives de Gonzague). — Giov. Sforza. Silvio Pellico a Venezia, 1820-1822 (précieuse monographie). — Jos. Schnitzer. Der Nürnberger Humanist Hartmann Schedel und Savonarola (il s'agit de Michel Savonarola qui fut un célèbre médecin de l'Université de Padoue). — Id. Zur Wahl Alexanders VI (Schedel, dans sa chronique, parle de la bonne opinion qu'on avait du futur pape au moment de son élection. Il tenait ces faits d'un compatriote et ami, Laurent Behaim, qui avait été au service du cardinal Rodrigo Borgia). — E. Lasinio. Regesto delle pergamene del r. Archivio di stato in Massa (très utile). — P. S. Leicht. Le terre irredente nella storia d'Italia, (bon résumé). — Antonio Panella. Fra Paolo Sarpi e il dominio dell'Adriatico. — D. Cambiaso. L'anno ecclesiastico e le feste dei Santi in Genova nel loro svolgimento storico (compilation très méritoire).

22. — Archivio storico siciliano. Nouv. série, anno XXXVIII, 1913, fasc. 1-2. — Giuseppe PITRÈ. Le quatrième centenaire de la naissance de G.-F. Ingrassia. — S. SALOMONE-MARINO. Le cas de la baronne de Carini dans la légende et dans l'histoire (en 1563, la baronne de Carini s'appelait Laura Lanza de Gaetani; elle était fille de César, baron della Trebia, et femme de Vincent La Grua, baron de Carini. La légende raconte qu'une de leurs filles, Caterina, devint la maîtresse d'un de ses cousins, Vernagallo, et qu'elle fut tuée par son père vengeant ainsi le déshonneur de la famille. Montre comment l'histoire et la légende se sont confondues dans cette banale aventure). — F.-M. MIRABELLA. Un poète inconnu du XVI<sup>e</sup> siècle : Marco Filippi. — L. GENUARDI. Les origines de Mezzojuso (à propos d'un ouvrage de l'archiprêtre O. Buccola intitulé : « Nuove ricerche sulla fondazione della colonia greco-albanese di Mezzojuso », 1912). — G.-B. FERRIGNO. L'entrée triomphale d'un prince à Castelvetro au XVI<sup>e</sup> siècle (il s'agit de don Juan d'Aragon, duc de Terranova et prince de Castelvetro, qui fit son entrée le 1<sup>er</sup> septembre 1622). = C.-rendu : P. Cardona. La guerra fra Spagna ed Austria in Italia; il blocco, l'assedio e la resa di Siracusa del 1735 (intéressant). = Fasc. 3-4.

N. NICEFORO, alias Emilio DEL CERRO. La Sicile et la constitution de 1812. — C.-A. GARUFI. Notes et documents sur l'histoire de l'Inquisition en Sicile aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, d'après les archives espagnoles. — N. RATI. Le procès de Giovanna Bonanno, dite « la Vecchia di l'Acitu » (vieille mendiante qui, vers la fin de sa vie, se fit empoisonneuse par avarice; pour rendre service à certaines gens et remettre la paix dans des ménages désunis, elle fournissait un breuvage à base d'arsenic, puis elle pria pour le repos de l'âme de ses victimes. Elle exerça son sinistre métier de 1786 à 1788; arrêtée, elle fut jugée, condamnée à mort et exécutée le 30 juillet 1789). — V. RUFFO. La Monnaie royale de Messine, d'après des documents inédits. I. L'office du maître des essais. = C.-rendus : H. Edwin Freshfield. *Cellae trichorae and other christian antiquities in byzantine provinces of Sicilia, with Calabria and North Africa, including Sardinia*; vol. I (remarquable). — C.-A. Garufi. Per la storia dei secoli XI e XII. *Miscellanea diplomatica*. Le isole Eolie a proposito del « *Constitutum* » dell' abate Ambrogio del 1095 (brillante étude sur la politique de Roger I<sup>er</sup> et sur les prétentions des papes sur les îles Ioniennes. Lipari avait eu un siège épiscopal jusqu'à la conquête des îles par les Arabes). — *Id.* « *Memoratoria, chartae et instrumenta divisa* » in Sicilia nei secoli XI-XV (bon). — H. Niese. *Zur Geschichte des geistigen Lebens am Hofe Kaiser Friedrich II* (excellent). — *Id.* *Das Bistum Catania und die sizilischen Hohenstaufen* (bon). — Sartorius von Waltershausen. *Die sizilische Agrarverfassung und ihre Wandlungen, 1780-1912* (important). = Anno XXXIX, 1914, fasc. 1-2. G. PITRÈ. Les partisans de la *Cronica di Sicilia* et ses adversaires (leurs journaux et leur poésie de combat, 1812-1815). — G. GIANNONE. Le ms. de Fitalia; étude d'histoire diplomatique (description d'un ms. qui contient une *cronaca svevo-angioina* et qu'il vaut mieux désigner par le titre de ms. de Fitalia; liste des documents qu'il contient et qui vont de 1189 à 1339; dans le nombre, on compte cinquante-cinq documents de l'empereur Frédéric II. Ce n'est d'ailleurs qu'un formulaire, un traité « de arte dictandi » composé à l'usage d'une école de rhétorique, sans doute à Palerme). — V. EPIFANIO. Sur la guerre de Sicile au temps de Jeanne I<sup>re</sup>, d'après les registres angevins des Archives de l'État à Naples, 1344-1347. — B. PACE. Notes sur les découvertes et les études qui intéressent la Sicile (II : les sculptures archaïques de Corfou; III : documents épigraphiques concernant les relations de la Sicile et de la Grèce dans l'antiquité; IV : la dédicace à Polyzalos). — I. SCATURRO. Où naquit Agathocle? (il naquit en 361 à Thermae-Selinuntiae, aujourd'hui Sciacca). — Fr. VENUTA. Une noble figure de la Révolution de 1848-1849 en Sicile (le prêtre Luigi Venuta, 1823-1872). = C.-rendus : Ferruccio-Quintavalle. *Il risorgimento italiano, 1814-1871* (bon résumé). — G. de Majo. La crociera borbonica dinanzi a Marsala (publie des documents nouveaux sur la croisière entreprise par les Bourbons en 1860 pour empêcher le débarquement des émigrés et des volontaires). — C.-R. Du Bocage. Étude préliminaire sur

la prise de Ceuta par les Portugais le 21 août 1415 (bon). = Fasc. 3-4. Em. DEL CERRO. La Sicile et la constitution de 1812; suite. — V. RUFFO. La galerie Ruffo à Messine au XVII<sup>e</sup> siècle. — C.-A. GARUFI. Pour servir à l'histoire de l'Inquisition en Sicile aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles; documents tirés des archives espagnoles (procès « super magariam » ou de sorcellerie, en 1555). — F.-G. SAVAGNONE. Études sur les paroisses de Sicile (époque prénormande). — PULCI. Jean V, archevêque de Bari (épisode de l'histoire de la Sicile et de la Pouille au XV<sup>e</sup> siècle). — Pietro BOTTALLA. Sur un fragment d'un registre d'érou du Saint-Office à Palerme, 1757-1760 (avec un fac-similé). — G. DI MARZO. Quelques notes sur le peintre Guillaume Borremans (Borremans d'Anvers, qui vécut en Sicile de 1715 à 1744). — E. MAUCERI. Un acte notarié concernant la fourniture de « gualdrappe » à Noto, 1495 (étoffes dont la trame était faite de laine « barbaresque » et la chaîne de laine sicilienne). = C.-rendus : *Guido de Majo*. Il mancato sbarco a Marsala della brigata Bonanno (11-16 mai 1860). — V. Brunelli. Storia della città di Zara, dai tempi più remoti sino al 1815; I (bon). — S. Romano. Istituti scolastici ed educatrici, mantenuti dalla Lega nazionale nel Trentino, nella Venezia Giulia e nella Dalmazia (bon). = Anno XL, 1915, fasc. 1-2. E. GABRICI. Parallèle entre les antiquités préhistoriques de la Sicile et celles de l'Italie méridionale. — N. NICEFORO. La Sicile et la constitution de 1812; chap. II. — V. RUFFO. La Monnaie royale de Messine, d'après des documents inédits; suite (autres fonctionnaires de cet établissement; des locaux occupés par la Monnaie; du travail de la fabrication en général. Espèces d'or et d'argent frappées de 1462 à 1541). — Biagio PACE. Études récentes sur le « Trésor » des Syracusains à Delphes. — A. CUTRERA. Un règlement de police du XVII<sup>e</sup> siècle à Palerme (texte intéressant pour l'histoire du droit, octobre 1650). — G.-B. FERIGNO. Un contrat de paix passé entre donna Antonina Concessa d'Aragon et Terranova en 1516 (à la suite du soulèvement des barons contre le vice-roi Ugo Moncada, aussitôt après la mort de Ferdinand le Catholique. Copieux appendice de documents). — E. MAUCERI. Documents inédits relatifs à la peinture syracusaine du XV<sup>e</sup> siècle. — U. DE MARIA. Figures et épisodes du « Risorgimento » dans la correspondance du marquis di Torrearsa. — C. FARA. Tommaso Natali d'après la correspondance de Giovanni Lami, 1758. = C.-rendus : *Giuseppe Bicchieri*. La guerra mondiale; suoi fattori geografici e storici (recueil de onze leçons admirables de clarté et de pénétration). — T. Sillani. Lembi di patria (important et illustré de cent dessins reproduisant les monuments les plus remarquables du Trentin, de l'Istrie et de la Dalmatie). — F.-A. Termini. Pietro Ransano, umanista palermitano del sec. XV (d'utiles recherches). = Fasc. 3-4. G.-A. CESAREO. La jeunesse de Giovanni Meli (le plus grand poète bucolique de la Sicile, 1740-1802). — E. NICEFORO. La Sicile et la constitution de 1812; suite. — C.-A. GARUFI. Notes et documents sur l'histoire de l'Inquisition en Sicile aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, d'après

les archives espagnoles; suite. La « Réforme religieuse » en Sicile (beaucoup de documents. Important). — G. LA MANTIA. Les plus anciennes suppliques de la ville de Palerme des XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles et la condition de la ville elle-même pendant les années 1354-1392 (publie quatre documents des années 1346-1392). — G. PITRÈ. Pour servir à l'histoire de la charité en Sicile (publie un document de l'année 1769). — C.-rendus : *Al. Dudan*. La monarchia degli Asburgo. Origini, grandezza e decadenza (deux gros volumes bourrés de faits). — *Michele Rosi*. Storia contemporanea d'Italia dalle origini del Risorgimento ai giorni nostri (tableau assez largement brossé). — *Giov. Roncagli*. Atti del X Congresso internazionale di geografia. — *A. d'Alia*. La Dalmazia, le regioni limitrofe e l'Adriatico (important). — Anno XLI (1916), fasc. 1-2. G.-A. CESAREO. Giuseppe Pitrè et la littérature populaire (résume en termes un peu grandiloquents l'œuvre de Pitrè dans ses ouvrages sur le folklore). — N. GIORDANO. Nouvelles études sur les rapports entre l'Église et l'État en Sicile au temps des Normands. — P. SCIAJNO-INVIDIATA. Une persistance de la féodalité dans certaines possessions de fonds de terre au pays de Geraci (il s'agit de terres plantées d'oliviers, qui étaient soumises à un droit particulier, le « jus nozzuli ». En appendice, quelques documents du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle). — F.-A. TERMINI. Reconstruction chronologique de la biographie de Pietro Ransano (humaniste palermitain du XV<sup>e</sup> siècle; suit la biographie du personnage de 1454 à 1490, date de sa mort. En appendice, des lettres, des vers et autres écrits de Ransano). — V. RUFFO. La Monnaie royale de Messine, d'après des documents inédits; fin (les comptes de cet atelier monétaire s'arrêtent en 1610; on continua cependant d'y travailler pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle. Nombreux documents en appendice). — G. MAJORANA. La seconde copie des chroniques inédites de Filippo Caruso (chroniqueur sicilien du XVII<sup>e</sup> siècle; on connaît maintenant deux exemplaires complets de ses chroniques, dont l'original est perdu). — C.-rendu : *Corpus nummorum italicorum*; t. VII. — Nécrologie : *Luigi Siciliano Villanueva* (professeur d'histoire de droit italien à l'Université de Palerme, 1869-1915); *Mgr Gioacchino Di Marzo* (garde de la bibliothèque municipale de Palerme, 1839-1916); *Salvatore Salomone-Marino* (1847-1915). — Fasc. 3-4. S. ROMANO. Impressions et souvenirs d'histoire sicilienne recueillis dans un voyage de Tunis à Tripoli. — *Emilio DEL CERRO* [N. NICEFORO]. La Sicile et la constitution de 1812; chap. III. — N. GIORDANO. Le droit maritime de la Sicile depuis les origines jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle. — C.-A. GARUFI. Documents tirés des archives espagnoles sur l'Inquisition en Sicile aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. IV. Conflits de juridiction entre les inquisiteurs et les vice-rois. — *Giuseppe LA MANTIA*. La « Secrezia » ou douane de Tripoli et les articles de son administration approuvés et réformés par les vice-rois de Sicile de 1511 à 1521. — *Ignazio SCATURRO*. Le diocèse de Tricocala et Cronio (explique pourquoi ce diocèse, mentionné dans la « Dispositio » de Léon le Savant, est appelé, suivant les manus-



crits, Triocala = Caltabellotta, ou Cronio = S. Calogero, près de Sciacca. Ce sont en réalité deux diocèses différents qui furent détruits par les Sarrasins et englobés après la conquête normande dans le diocèse de Girgenti, 1093). = C.-rendus : Diverses brochures de propagande sur les prétentions italiennes en Dalmatie. — *P. Orsi*. Necropoli sicula a Pozzo di Gotto. — *Baranzini et Pottino*. Il beato cardinale Giuseppe Maria Tommasini nella vita e nelle opere (Tommasini est l'auteur d'ouvrages liturgiques loués par Mabillon). — *Giuseppe Paladino*. Lettere inedite del Crispi e del Regaldi ad Onofrio Abbate (publie trois lettres de Crispi, 1858, 1887 et 1894; biographie du Dr. med. O. Abbate). — *Andrea Figlioli*. Marsala nella epopea Garibaldina. — *M. Cagiati*. Le moneté del reame delle Due Sicilie da Carlo I di Angiò a Vittorio Emanuele II; fasc. 9. = Anno XLII, 1917, fasc. 1-2. A. SANSONE. Mazzini et la Sicile. — N. GIORDANO. Le droit maritime de la Sicile, depuis les origines jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle (chap. I : le vaisseau; chap. II : le personnel; avec une abondante documentation). — C.-A. GARUFI. Documents tirés des archives espagnoles sur l'Inquisition en Sicile aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles; suite. — G.-B. PALMA. Poésies siciliennes du XV<sup>e</sup> siècle. — G. MUSOTTO. Notes sur l'église du Saint-Esprit à Caltanissetta, d'après un ms. anonyme de 1779. = C.-rendus : *E. Bignone*. Empedocle (excellent). — *G. Sorge*. Mussomeli dall' origine all' abolizione della feudalità (important; beaucoup de documents inédits). — *M. Cagiati*. La zecca di Benevento (bon). = Fasc. 3-4. Giuseppe LA MANTIA. Les archives du secrétariat du vice-roi de Sicile et les « Istruzioni » données par le roi Philippe III en 1642. — G. BOVA. Un document nouveau sur Baldassare De Massa, 1<sup>er</sup> octobre 1565. = C.-rendus : *Cutrerà*. L'archivio del senato di Trapani del secolo XIV al XVIII (inventaire sommaire de ces archives). — Archivum melitense (publié par la Société historique et scientifique de Malte). — *Silvio Pivano*. Annuario degli istituti scientifici italiani (excellent et très utile).

**23. — Nuovo archivio veneto.** Nouvelle série, 1918, janvier-juin, anno XVIII, t. XXXV. — Antonio BATTISTELLA. La domination dans l'Adriatique (fait l'histoire de la législation maritime appliquée par Venise dans l'Adriatique depuis les temps les plus reculés du moyen âge jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle). — Roberto CESSI. Les premières conquêtes lombardes en Italie. — Giov. SFORZA. Renseignements nouveaux sur le général Giovanni Durando et la guerre dans le pays vénitien en 1848. — Giuseppe PALADINO. L'ingénieur Filippo Besseti de Vernida à la défense de Candie en 1651 (avec des documents inédits). — Giuseppe GEROLA. Les armes des comtes d'Annonia dans l'île d'Eubée (décrit les armes sculptées sur une plaque de marbre découverte dans l'île d'Eubée en 1914. Ce sont celles de Florent de Hainaut, qui succéda dans la souveraineté de l'île à son beau-père Guillaume II de Villehardouin en 1278 et mourut en 1297; de sa veuve Isabelle, qui avait ensuite épousé Philippe de Savoie, et de leur fille Mathilde). — Linda FELLINI. Les contributions fournies par la com-

mune d'Este à la République de Venise pendant la guerre de Candie (d'après les actes du conseil conservés dans les archives communales). — Riciotti BRATTI. Antonio Canova; sa vie privée et artistique, d'après une correspondance inédite; suite et fin. = C.-rendus : *Al. Lattes*. Trieste nella storia politica e giuridica d'Italia (leçon d'ouverture faite à l'Université de Genève le 3 novembre 1917). — *A. Tallone*. Ezzelino III da Romano nel « Memoriale » di Guglielmo Ventura (la critique de l'auteur paraît assez incertaine; il faut attendre l'édition qu'il annonce du « Memoriale »). — *N. Papadopoli*. I dogi omonimi di Venezia e le loro monete (intéressant). — *Id.* Monete italiane inedite della raccolta Papadopoli (intéressant). = Juillet-décembre. Giannino FERRARI. La législation vénitienne sur les biens communaux, 1461-1683. — Antonio FAVARO. L'Université de Pavie d'après le Journal de Marino Sanuto (copieux extraits des « Diarii » de Sanuto de 1496 à 1533). — Carlo GRIMALDO. Deux inventaires dominicains du XIV<sup>e</sup> siècle tirés des archives de S. Nicolò de Trévise aux Archives de l'État vénitien (1<sup>o</sup> inventaire des livres et objets donnés par le P. Fallione, prieur du couvent de S. Nicolò O. P., 22 mai 1347; 2<sup>o</sup> donation faite par le P. Francesco de Belluno, professeur en théologie, des livres qu'il possédait au couvent de S. Nicolò, 13 août 1347. Ces deux documents sont en latin; ils énumèrent beaucoup de livres, que l'auteur s'est efforcé d'identifier dans les notes à la suite du texte). — Vittorio Cavazzocca MAZZANTI. Où se trouvait le village de San Daniele des empereurs? (cette localité, où campaient les empereurs quand ils entraient en Italie par la vallée de l'Adige, a disparu; le nom a été conservé dans celui de « riva di San Daniele » relevé sur plusieurs actes des archives communales de Lazise). — Dante OLIVIERI. La localité vénitienne de Lupia; étude de toponomastique (le nom n'est pas d'origine slave; il vient du latin « alluvies »). = 1919, janvier-juin. Roberto CESSI. Amédée d'Achaïe et la revendication des seigneurs de Savoie en Orient (négociations ayant pour but de rétablir la domination des princes de Savoie en Morée; extraits des archives d'Achaïe de 1387-1392). — Pio PASCCHINI. Un humaniste disgracié du XVI<sup>e</sup> siècle : Publio Francesco Spinola (c'était un humaniste milanais; ses poésies latines contiennent d'intéressantes indications sur lui et sur son cercle littéraire; partisan des doctrines luthériennes et peut-être anabaptiste, il dut quitter Milan en toute hâte pour échapper à une enquête judiciaire faite par le tribunal de l'archevêque, 1560; à Venise, où il avait trouvé asile, il fut arrêté en 1564 par le Conseil des Dix et condamné à mort en 1567 comme hérétique relaps. Il ne fut pas brûlé publiquement, ce qui eût fait scandale, mais noyé). — Romolo PUTELLI. Rapports du pays de Valle Camonica avec le gouvernement vénitien au XVII<sup>e</sup> siècle. — Eugenio MUSATTI. Une Vénitienne du XVIII<sup>e</sup> siècle (quelques notes biographiques sur Alba Querini, qui épousa Giorgio Morosini en 1766; elle donna, paraît-il, de sérieux motifs de jalousie à son mari, qui

fini par la faire enfermer dans un couvent en 1783). — Augusto SERENA. Sébastien de Trévise (le Trévisan Sebastiano de Federicis, professeur de droit à Rome, fut envoyé au bûcher par Léon X « pour avoir falsifié des suppliques et des bulles », 8 juillet 1519). = C. -rendus : D. Bortolan et S. Rumor. Guida di Vicenza (remarquable). — Corpus nummorum italicorum. Vol. VIII : Veneto. Venezia. 2<sup>e</sup> partie : Da Leonardo Donà alla chiusura della zecca (1606-1866). — G. Soranzo. Sigismondo Pandolfo Malatesta in Morea e le vicende del suo dominio (bonne histoire de l'expédition de Morée conduite par le seigneur de Rimini en qualité de capitaine général de la République de Venise, 1464-1466). = Juillet-décembre. Vittorio LAZZARINI. Anciennes lois vénitiennes concernant les propriétaires de la terre ferme (publie dix-sept décisions juridiques de 1256 à 1408). — Giuseppe PAPALEONI. Une commune du Trentin au début de la période moderne (le Val di Chiese, qui constitue la Pieve di Bono et la Pieve di Condino, dans les Giudicarie; son histoire et son organisation administrative au XVI<sup>e</sup> siècle). — Angela DE POLI. Recherches sur Antonio Pigafetta (généalogie et biographie de ce Pigafetta, qui accompagna Magellan dans son voyage de découverte). — Giuseppe PALADINO. Les Napolitains à Venise en 1848 (publie des documents inédits). — A. BATTISTELLA. Luigi Zanutto (notice nécrologique, 1856-1918). = T. XXXIX, janvier-juin 1920. Giovanni CHIUPPANI. Venise trahie et le congrès de Bassano en 1797 (trahie par ses propres sujets de terre ferme). — Angelo MAIN. Le cardinal de Monseice-Simone Paltanjeri dans l'histoire du XIII<sup>e</sup> siècle (copieuse biographie de ce cardinal, qui mourut à Viterbe en février 1277. Publie en appendice le texte de son testament. Il était cardinal-prêtre du titre de Saint-Martin). — Dionisiò TASSINI. La révolte du Frioul en 1511 pendant la guerre contre les Allemands (publie un récit en latin par un notaire d'Udine à la date du 12 mars 1511, v. st.). — Aldo RAVA. Le « Camerino delle antigaglie » de Gabriele Vendramin (ce Vendramin, mort en 1552, laissa par testament des biens immenses à ses neveux; dans le nombre se trouvait un cabinet d'antiquités plein d'objets précieux qui devait rester leur propriété indivise; mais l'un d'eux, apprenant que des médailles provenant de ce cabinet avaient été vendues, voulut qu'on en fit un inventaire détaillé. Cet inventaire prit plusieurs années, 1567-1569; on en donne ici le texte). — Giovanni SFORZA. La guerre en Vénétie de 1848 et le général Giovanni Durando. — Cesare MUSATTI. Une donation faite à Carlo Goldoni, 1732. — Antonio PILOT. Brève histoire d'une édition d'Ossian qui n'a pas été imprimée (publie sur ce sujet une note puisée dans le Journal de Cicogna à la date du 5 mars 1818).

## CHRONIQUE.

**France.** — M. Henri VAST est décédé le 7 juin 1921 à l'âge de soixante-treize ans. Sa thèse pour le doctorat ès lettres, sur *Bessarion*, a été remarquée (1878). On lui doit en outre un utile recueil des *Grands traités du règne de Louis XIV* et un certain nombre de manuels d'histoire (en collaboration avec Jallifier), qui ont été très favorablement accueillis dans nos lycées.

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le premier prix Gobert à M. Henri STEIN : *Charles de France, frère de Louis XI*, et le second à M. LABANDE : *Avignon au XV<sup>e</sup> siècle*. Elle a décerné le prix Bordin à M. Émile RENAULD pour ses ouvrages sur *Psellos*; en outre, sur les arrérages disponibles de la fondation, deux récompenses, de 1,000 fr. chacune, sont attribuées : à M. TAFRALI pour ses ouvrages sur *Thessalonique* et à M. VANSTEENSBERGHE pour son livre sur le *Cardinal Nicolas de Cues*.

Dans le concours des Antiquités de la France, la 1<sup>re</sup> médaille est décernée à M. Marcel AUBERT : *Notre-Dame de Paris*; sa place dans l'architecture du XII<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle; la 2<sup>e</sup> à M. le chanoine URSEAU : *la Peinture décorative en Anjou, du XII<sup>e</sup> siècle au XVIII<sup>e</sup>*; la 3<sup>e</sup> à M. l'abbé ROUX : *la Basilique Saint-Front de Périgueux*; la 4<sup>e</sup> à M. Raoul BASQUET : *Histoire des institutions de la Provence de 1482 à 1790*. — Cinq mentions ont été attribuées : 1<sup>o</sup> à M. Charles DURAND : *Fouilles de Vésone*; 2<sup>o</sup> Émile GINOT : *le Manuscrit de Sainte-Radegonde de Poitiers*; 3<sup>o</sup> Émile TROLLET : *Histoire (manuscrite) de Veigny-Fonceux (Haute-Garonne)*; 4<sup>o</sup> Alphonse MEILLON : *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Servin-en-Lavedan*; 5<sup>o</sup> M. RITT : *le Bourg et le territoire de La Ciofal au XV<sup>e</sup> siècle*.

— Le second Congrès d'histoire de la médecine s'est tenu à Paris du 1<sup>er</sup> au 5 juillet 1921. Ont été mises à l'ordre du jour les questions suivantes : 1<sup>o</sup> Études historiques sur les hôpitaux et l'assistance publique en tous pays. 2<sup>o</sup> Documents permettant de calculer la ration alimentaire de l'homme dans l'antiquité et au moyen âge. 3<sup>o</sup> Étude et identification des grandes épidémies historiques. 4<sup>o</sup> Le rôle des pharmaciens dans le développement de la biologie. 5<sup>o</sup> Histoire des officines. 6<sup>o</sup> Documents sur les épizooties. 7<sup>o</sup> L'alimentation des animaux dans l'antiquité et au moyen âge.

— Du *Rapport* annuel présenté au ministre de l'Instruction publique sur le service des Archives nationales, rapport rédigé par



M. Ch.-V. LANGLOIS et qui a été inséré dans le *Journal officiel* du 18 mai 1921, nous extrayons les renseignements suivants. D'abord, en ce qui concerne les versements exercés en vertu des règlements, nous apprenons qu'ont été versés par le ministère de la Marine plus de 700 articles du Service hydrographique (journaux de bord d'avant et d'après 1789) et 96 portefeuilles du Service historique (cartes et plans relatifs à des voyages et campagnes hydrographiques de 1768 à 1869). La Chambre des députés a versé près de 300 registres et plus de 3,000 liasses ou cartons. La série C (*Sessions*) présente un intérêt exceptionnel pour l'histoire parlementaire de la Restauration et de la monarchie de Juillet; un inventaire sommaire des 500 cartons dont elle se compose sera terminé avant la fin de la présente année. La série B (*Pétitions*) est arrivée aux Archives avec des répertoires qui peuvent être considérés comme une clé suffisante pour le moment. Quelques dons et acquisitions (concernant par exemple l'ordre moderne du Temple) sont venus ajouter quelques numéros à ces importantes additions. Dans la série des inventaires ont été mis à la disposition du public : ceux de la série S, tome IV : Corporations religieuses d'hommes du département de la Seine (S. 3632-3871), de la série O<sup>1</sup> : Maison du roi (cartons 279-290, 350-361 et 587-809); ceux des Actes du Parlement de Paris, 2<sup>e</sup> série; ceux de la série G<sup>8</sup> : Agence générale du Clergé; enfin de la série F, dont la sous-série F<sup>19</sup> : Cultes, avait été livrée dans un désordre incroyable. Le fascicule 3 de l'*État sommaire des versements faits aux Archives nationales par les ministères* est sous presse; il contiendra l'inventaire des sous-séries F<sup>2</sup> et F<sup>3</sup>.

Le Rapport de M. Langlois énumère à la fin plusieurs « récupérations » de documents obtenues en conséquence du traité de paix avec l'Allemagne, notamment plusieurs fonds de l'ancienne principauté de Montbéliard. Quant au « statut » des archivistes départementaux, dont l'importance est si grande pour l'avenir d'un personnel instruit, zélé, mais jusqu'ici fort mal traité, M. Langlois expose tout au long l'état de la question dans le passé (depuis 1838, année où l'État commença de s'intéresser à ces fonctionnaires) jusqu'au moment actuel, où le statut est à la veille d'être enfin établi par une loi bienfaisante autant qu'impatiemment attendue.

Nous ne quitterons pas le service des Archives sans annoncer la suite des *Actes du Parlement de Paris*. Il avait été décidé en 1902 que l'on continuerait le travail de Boutaric (*Actes du Parlement de Paris*, 1<sup>re</sup> série, 1254-1328. 2 vol. in-4<sup>e</sup>, publ. 1863-1867), mais en donnant d'abord seulement l'analyse des *Jugés*. Pour les années 1328-1350, l'inventaire devait comprendre deux volumes; le tome I était en voie d'impression au moment où la guerre éclata. Le travail fut continué néanmoins; mais les frais d'impression ont, depuis, augmenté dans de telles proportions qu'on a dû prendre la décision, regrettable mais nécessaire, de s'arrêter avec le tome I; le tome II, qui devait terminer la série des *Jugés*, est remplacé provisoirement par une copie manuscrite mise

à la disposition des lecteurs dans la salle du public. Le volume imprimé a pour titre : *Inventaires et documents publiés par la direction des Archives : Actes du Parlement de Paris, 2<sup>e</sup> série, de l'an 1328 à l'an 1350. Jugés, tome I, 1328-1342*, par Henri FURGEROT (Paris, Plon-Nourrit, 1920. In-4<sup>o</sup>, iv-465 pages à 2 colonnes; prix : 60 fr.). Rappelons que ce volume vient s'ajouter à la série des vingt-huit volumes constituant la belle collection des « Inventaires et documents ».

— La librairie Chapelot fait paraître, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1921, une *Revue militaire française*, publiée avec le concours de l'État-major de l'armée; dans cette Revue sont fondus le *Journal des sciences militaires*, la *Revue militaire des armées étrangères* et la *Revue d'histoire*. Elle paraît, tous les mois, en une livraison de 128 pages, avec cartes et croquis. Prix du numéro : 4 fr. 50; prix de l'abonnement : France et colonies, un an : 50 fr.; six mois : 26 fr. Étranger, un an : 60 fr.; six mois : 32 fr.

**Allemagne.** — Une librairie de Berlin entreprend d'éditer une *Zeitschrift für experimentelle Politik und die wissenschaftliche Vorhersage der politischen Zukunft*, fondée par Hermann SCHULTE-VAERTING. Le premier numéro paru porte la date : juni-juli, 1921.

**Belgique.** — Un Congrès international du travail intellectuel a été organisé par l'Union des associations internationales. Il doit se tenir à Bruxelles les 20-22 août 1921. Il traitera de six questions : 1<sup>o</sup> Examen des conditions faites à l'intelligence et aux travailleurs intellectuels dans la société nouvelle. 2<sup>o</sup> Protection des intérêts professionnels, corporatifs et privés, dans l'ordre des travaux de l'esprit. 3<sup>o</sup> Problème des imprimés et de la presse. 4<sup>o</sup> Établissement d'un plan d'action. 5<sup>o</sup> Étude du problème de la Société des Nations. 6<sup>o</sup> Place à faire dans la Société des Nations à l'intellectualité comme elle en a fait une déjà au travail manuel et à la finance.

Les délibérations du Congrès sur ces six points seront préparées par des enquêtes et des rapports seront distribués avant sa réunion.

La cotisation de membre du Congrès est fixée à vingt francs. Les congressistes sont priés de se mettre en relation, sans tarder, avec le secrétariat du Congrès pour toutes les communications qu'ils auraient l'intention de faire. (Adresse : Palais mondial, parc du Cinquante-naire, Bruxelles.)

**Grande-Bretagne.** — Sous les auspices de la « Royal United service Institution » s'est fondée à Londres, au début du mois de juin 1921, une société d'histoire militaire qui publiera, trimestriellement, une revue sous le nom d'*Army historical research*.

Le gérant : R. LISBONNE.

